



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 151 N° 160
Le mardi 14 février 2023

Présidence de l'honorable Anthony Rota



TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 14 février 2023

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

• (1000)

[Traduction]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

M. Ali Ehsassi (Willowdale, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, les deux rapports suivants du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international. Il s'agit du neuvième rapport, intitulé « Les inondations extrêmes de 2022 au Pakistan: sauver des vies et assurer une reprise résiliente aux changements climatiques », et du 10^e rapport, qui s'intitule « La guerre d'agression illégale de l'État russe contre l'Ukraine ».

Conformément à l'article 109 du Règlement, le Comité demande que le gouvernement dépose une réponse globale à chacun de ces rapports.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, je présente une opinion complémentaire au second rapport du Comité qui vient d'être déposé au sujet de l'Ukraine.

Les conservateurs sont heureux d'approuver pleinement le rapport principal du Comité. Notre opinion complémentaire cible trois domaines au sujet desquels nous souhaitons aller plus loin sur le plan du soutien à la paix et à la sécurité internationales. Ces domaines sont: la contribution à la sécurité énergétique et alimentaire mondiale; la lutte contre l'ingérence étrangère; et la reconnaissance de l'échec de la politique des turbines de Gazprom.

Les conservateurs croient que le Canada devrait accélérer des projets énergétiques clés afin de soutenir la sécurité énergétique et alimentaire mondiale et contrer la dépendance des démocraties alliées à l'égard de la Russie. On n'en fait pas assez pour lutter contre l'ingérence soutenue par l'État russe et d'autres acteurs. Même si le rapport principal reconnaît que l'annulation de la dérogation pour les turbines de Gazprom était une bonne décision, nous croyons que le fait d'accorder cette dérogation en premier lieu était une grave erreur et une trahison à l'égard de la cause ukrainienne. Le Canada doit rester ferme dans son soutien envers l'Ukraine, notamment par l'application uniforme des sanctions.

[Français]

COMPTES PUBLICS

M. John Williamson (Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest, PCC): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, deux rapports du Comité permanent des comptes publics. Le premier est le 25^e rapport, intitulé « Le traitement des prestations d'invalidité pour les vétérans ».

[Traduction]

Le deuxième est le 26^e rapport, intitulé « La Stratégie pour un gouvernement vert ».

Je crois que le député d'Edmonton-Ouest prendra la parole immédiatement après moi. Il présentera deux rapports dissidents.

Conformément à l'article 109 du Règlement, le Comité demande que le gouvernement dépose une réponse globale à chacun de ces deux rapports.

M. Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je présente deux rapports dissidents.

Le premier est le rapport de la vérificatrice générale sur le traitement des prestations d'invalidité pour les vétérans. Le rapport de la vérificatrice générale montre que le ministère des Anciens Combattants est en crise. Au moment de la vérification, le temps d'attente médian pour le traitement des demandes des anciens combattants était de 39 semaines, alors que la norme de service est de 16 semaines. Même si Anciens Combattants Canada n'a atteint que 13 % de ses objectifs annuels, il a versé des primes à 98 % de ses cadres supérieurs.

Nous présentons ce rapport, qui contient deux recommandations: premièrement, qu'Anciens Combattants Canada étudie les effets de l'automatisation pour améliorer le temps de service des demandes de prestations d'invalidité des anciens combattants; et, deuxièmement, que la rémunération au rendement, la rémunération à risque et les primes des cadres du ministère soient suspendues jusqu'à ce que l'arriéré des demandes de prestations d'invalidité ait été éliminé et que l'objectif de la norme de service ministérielle pour l'évaluation des demandes futures soit constamment atteint.

Le deuxième rapport dissident porte sur le rapport, intitulé « La Stratégie pour un gouvernement vert ». Dans son rapport, la vérificatrice générale affirme que le gouvernement a obtenu les pires résultats en matière d'émissions de gaz à effet de serre de tous les pays du G7. De plus, selon le rapport, les règles du Conseil du Trésor exigent que le ministère approuve l'intégrité de ses données sur les émissions de gaz à effet de serre. Soixante-quinze pour cent des ministères, y compris le ministère de l'Environnement, ont refusé de confirmer l'intégrité des données, ce qui montre que leurs résultats en matière d'émissions sont très semblables à leur plan environnemental, c'est-à-dire de la frime.

Affaires courantes

Nous présentons donc trois recommandations: premièrement, que le Secrétariat du Conseil du Trésor veille à ce que tous les ministères respectent les règles et que les sous-ministres adjoints approuvent l'intégrité des données de leur mission; deuxièmement, que le Conseil du Trésor fournisse aux contribuables canadiens des projections claires et transparentes des coûts liés à l'atteinte de l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050; et troisièmement, que tous les plans des ministères fédéraux visant à atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2050 soient fondés sur la technologie et les politiques existantes afin de surveiller, d'évaluer et de communiquer avec précision le rendement de chaque ministère en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

• (1005)

LA LOI SUR L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NPD) demande à présenter le projet de loi C-315, Loi modifiant la Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (placements).

— Monsieur le Président, j'ai le bonheur et l'honneur de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui pour présenter mon projet de loi d'initiative parlementaire, qui vise à modifier les principes, normes et procédures en matière de placement établis par le conseil d'administration pour garantir qu'aucun fonds du Régime de pensions du Canada ne sera investi dans une entité ayant commis des violations des droits de la personne, des droits des travailleurs ou des droits relatifs à l'environnement. Mon projet de loi ferait également en sorte qu'aucun fonds de pension ne soit investi dans des armes ou des armements de guerre qui sont interdits par le droit international ni dans toute entreprise coupable de corruption.

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada gère des actifs d'une valeur de plus de 500 milliards de dollars et a pour mandat d'investir dans l'intérêt des cotisants au Régime de pensions du Canada et de ses bénéficiaires en optimisant le rendement tout en évitant les risques de pertes indus. Il est important de souligner que mon projet de loi ne changerait aucunement ce mandat. Le Régime de pensions du Canada fait partie intégrante de notre régime de retraite, mais les Canadiens s'attendent à ce que l'investissement de ses fonds ne contribue pas à la misère humaine dans le monde. C'est donc exactement ce que ferait ce projet de loi en modifiant l'article 35 de la Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada pour préciser des facteurs tels que les droits de la personne, les droits des travailleurs et les droits relatifs à l'environnement.

J'aimerais remercier l'incroyable député de New Westminster—Burnaby d'en être le comotionnaire.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

PÉTITIONS

LES ARMES À FEU

M. Alex Ruff (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Monsieur le Président, je présente une pétition au nom de concitoyens de ma circonscription, en particulier des propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi. La pétition comporte deux aspects. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de laisser tomber les amende-

ments de dernière minute apportés au projet de loi C-21, et je souligne que c'est ce qu'il a fait. Ils demandent au gouvernement en particulier de se concentrer sur les criminels et non sur les propriétaires d'armes à feu respectueux des lois.

Les pétitionnaires insistent sur la nécessité pour le gouvernement d'utiliser ses propres données, en particulier le rapport commandé par le ministère de la Sécurité publique et réalisé il y a quelques années par Hill+Knowlton. Ce rapport souligne que plus de 100 000 Canadiens s'opposent à une interdiction des armes à feu dans notre pays.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de défendre les propriétaires d'armes à feu, les tireurs sportifs et les agriculteurs respectueux des lois en adoptant une loi sur les armes à feu. Ils veulent que le gouvernement cesse de cibler ces personnes et qu'il s'en prenne plutôt aux criminels.

LA VIOLENCE CONTRE UN PARTENAIRE INTIME

M. Adam Chambers (Simcoe-Nord, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui pour présenter une pétition parrainée par la section d'Orillia de la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités. Elle porte sur une question très importante: la violence conjugale.

Quatre femmes sur 10 et un tiers des hommes ont été victimes d'une forme de violence entre partenaires intimes. En fait, en 2018, 44 % des femmes, soit environ 6,2 millions de femmes âgées de 15 ans et plus, ont déclaré avoir subi une forme de violence physique, psychologique ou sexuelle dans le cadre d'une relation intime au cours de leur vie. Près d'un tiers de tous les crimes violents déclarés par la police au Canada sont des appels impliquant la violence entre partenaires intimes. Parmi tous les partenaires accusés de violence entre partenaires intimes, 50 % contrevennent aux conditions de leur libération sous caution et au moins 25 % commettent d'autres crimes. En fait, en 2020, 160 femmes sont mortes à cause de la violence qu'elles ont subie au Canada, ce qui équivaut à une femme ou une fille tous les deux jours et demi.

La pétition demande au gouvernement de procéder à d'importants changements dans le système judiciaire, notamment les changements suivants: accorder la liberté sous caution uniquement aux auteurs présumés de violence entre partenaires intimes qui en sont à leur première infraction, qui n'ont pas contrevenu à des conditions de libération sous caution antérieures, qui n'ont pas commis d'infraction liée aux armes et qui n'affichent pas un comportement de contrôle coercitif de leur victime; prévoir dans la loi l'obligation, pour les autorités, d'informer immédiatement les victimes du délinquant de l'heure, du jour et du lieu exacts de l'audience sur la libération sous caution et veiller à ce que les préoccupations en matière de sécurité soient entendues à l'audience sur la libération sous caution; prévoir également dans la loi l'obligation, pour les autorités, d'exiger qu'un accusé récidiviste ou à haut risque porte un dispositif de repérage GPS pour garantir le respect de l'ordonnance d'interdiction, dans les cas où la libération sous caution est accordée.

• (1010)

LA MOUSSE DE POLYSTYRÈNE

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD): Madame la Présidente, j'ai l'honneur de déposer une pétition signée par 88 personnes de Delta, de Port Coquitlam et de North Vancouver qui se disent très préoccupées par les répercussions de la mousse de polystyrène dans l'environnement, surtout, bien sûr, dans l'environnement marin.

Les pétitionnaires soulignent que, lorsque la mousse de polystyrène se trouve dans l'environnement, elle nuit considérablement à la vie marine, aux fruits de mer et aux écosystèmes. Il est difficile, voire impossible, de nettoyer les rivages une fois que cette matière s'est décomposée dans l'environnement, et elle risque beaucoup de contaminer le milieu marin lorsqu'une infrastructure marine est endommagée, qu'elle y soit encastrée ou non.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada d'interdire l'utilisation de la mousse de polystyrène dans l'environnement marin.

LES SOINS DE SANTÉ

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, j'ai le plaisir de présenter aujourd'hui une pétition signée par les habitants de Winnipeg-Nord au sujet de la Loi canadienne sur la santé. Les pétitionnaires indiquent que la Loi canadienne sur la santé établit un cadre qui assure la présence d'un véritable système national de santé partout au Canada.

Les pétitionnaires demandent aux pouvoirs publics de travailler ensemble pour régler les problèmes, élargir les responsabilités en matière de services de santé, tenir compte de la santé mentale et des soins de longue durée et poursuivre le travail entrepris relativement aux soins dentaires, à l'assurance-médicaments et aux autres questions de cette nature.

Je suis convaincu que les pétitionnaires sont très heureux de constater que nous venons tout juste de prendre un engagement de 198 milliards de dollars pour les 10 prochaines années, dans le but de renforcer le système national de santé.

LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): Madame la Présidente, j'ai le plaisir de présenter une pétition dont les signataires constatent que certaines entreprises ayant leur siège social au Canada contribuent à des violations des droits de la personne et à la détérioration de l'environnement partout dans le monde, et que les personnes qui protestent contre ces violations et défendent leurs droits sont souvent harcelées, attaquées ou tuées, surtout les Autochtones, les femmes et les groupes marginalisés.

Les pétitionnaires demandent à la Chambre des communes d'adopter une loi sur la diligence raisonnable en matière de droits de la personne et d'environnement qui exigerait des entreprises qu'elles préviennent toute répercussion négative sur les droits de la personne ainsi que tout dommage environnemental dans l'ensemble de leurs activités et chaînes d'approvisionnement mondiales, qui prévoirait des conséquences sérieuses pour les entreprises qui ne font pas preuve d'une diligence raisonnable adéquate ou qui omettent de produire des rapports à cet égard et surtout, qui accorderait aux personnes lésées le droit d'obtenir justice devant les tribunaux canadiens.

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): D'accord?

Des voix: D'accord.

Travaux des subsides

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Avant de passer à l'ordre du jour, je tiens à vous souhaiter à tous une joyeuse Saint-Valentin.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

• (1015)

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LA HAUSSE DE L'INFLATION ET DU COÛT DE LA VIE

M. Jasraj Singh Hallan (Calgary Forest Lawn, PCC) propose:

Que, étant donné que,

- (i) après huit ans sous l'égide de l'actuel premier ministre libéral, l'inflation a atteint un sommet jamais vu en 40 ans,
- (ii) après huit ans sous l'égide de l'actuel premier ministre libéral, le coût du panier d'épicerie a augmenté de 11 %,
- (iii) après huit ans sous l'égide de l'actuel premier ministre libéral, la moitié des Canadiens réduisent leurs dépenses d'épicerie,
- (iv) après huit ans sous l'égide de l'actuel premier ministre libéral, 20 % des Canadiens sautent des repas,
- (v) après huit ans sous l'égide de l'actuel premier ministre libéral, le loyer moyen d'un appartement de deux chambres à coucher dans les 10 plus grandes villes canadiennes est de 2 213 \$ par mois, alors qu'il était de 1 171 \$ par mois en 2015,
- (vi) après huit ans sous l'égide de l'actuel premier ministre libéral, 45 % des détenteurs d'une hypothèque à taux variable disent qu'ils seront forcés de vendre ou de quitter leur maison dans les neuf mois en raison des niveaux actuels des taux d'intérêts,
- (vii) après huit ans sous l'égide de l'actuel premier ministre libéral, les coûts moyens mensuels d'une hypothèque ont plus que doublé et s'élèvent aujourd'hui à plus de 3 000 \$ par mois,
- (viii) le gouverneur de la Banque du Canada, Tiff Macklem, a déclaré que « l'inflation au Canada reflète de plus en plus ce qui se passe à l'intérieur de nos propres frontières »,
- (ix) l'ancien gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, a dit que « en réalité, l'inflation actuelle est principalement de nature nationale »,
- (x) l'ancien ministre libéral des Finances Bill Morneau a dit que le gouvernement avait probablement trop dépensé pendant la COVID,
- (xi) l'ancien vice-premier ministre et ministre des Finances libéral John Manley a dit qu'à cause de la politique budgétaire du premier ministre libéral, il est difficile de contenir l'inflation,

la Chambre demande au gouvernement de limiter ses dépenses, de cesser le gaspillage, de congédier les experts-conseils grassement payés et d'éliminer les impôts et déficits inflationnistes qui ont entraîné une crise du coût de la vie pour les Canadiens.

Madame la Présidente, Biggie Smalls a dit un jour: « Plus d'argent, plus de problèmes ». Sous le gouvernement libéral, il semble que plus les libéraux taxent, dépensent et gaspillent l'argent des Canadiens, plus les Canadiens ont des problèmes.

Après huit ans d'incompétence et de mauvaise gestion économique de la part du gouvernement libéral, les Canadiens en ressentent les effets. En raison de l'inflation, qui a atteint un sommet jamais vu en 40 ans, les taux d'intérêt élevés et les taxes que l'on triple, les Canadiens sont à court d'argent.

Travaux des subsides

Même avant que la COVID ne frappe le Canada, le premier ministre dépensait des montants records pour les services de consultants et d'amis libéraux. De surcroît, il y avait un déficit de 100 milliards de dollars. Bien entendu, les dépenses n'ont jamais cessé. Durant la pandémie de COVID, le gouvernement a volontiers ajouté à la dette nationale un demi-billion de dollars et 40 % de ces dépenses n'avaient rien à voir avec la pandémie de COVID.

Nous savons à présent que l'orgie de dépenses du premier ministre, qui se chiffre à près de 700 milliards de dollars, visait davantage à aider les amis de son parti qu'à aider les Canadiens. Au lieu d'améliorer les conditions de vie, le premier ministre dépense 15 milliards de dollars par an pour des consultants grassement payés qu'il connaît personnellement. De juteux contrats ont été accordés à des sociétés comme SNC-Lavalin, l'organisme UNIS et une entreprise dirigée par l'ancien député libéral Frank Baylis. Chaque fois, il a jeté l'argent des Canadiens par les fenêtres juste pour enrichir ses amis.

La vérificatrice générale nous signale même que 32 milliards de dollars ont servi à subventionner des criminels, des ressortissants étrangers et même des personnes décédées. Le gouvernement va-t-il récupérer l'argent des contribuables canadiens versés à des gens qui n'auraient pas dû en bénéficier? Bien sûr que non. Va-t-il frapper aux cercueils ou aux pierres tombales pour demander le remboursement de l'argent? L'ARC semble vouloir davantage s'en prendre aux Canadiens respectueux des lois, bien vivants, qu'aux sociétés et aux criminels amis des libéraux.

Il n'est pas étonnant que tout semble brisé dans ce pays aujourd'hui. Même nos services de santé, nos aéroports et nos trains sont dans un état lamentable, et les services gouvernementaux courants comme les passeports ou l'immigration accusent un tel retard qu'il faudra des années pour réparer les dégâts une fois que les conservateurs auront pris le pouvoir.

La crise du coût de la vie dans ce pays ne fait qu'empirer. L'inflation demeure trois fois plus élevée que l'objectif de 2 % de la Banque du Canada. Le taux d'inflation des produits d'épicerie est de 11 % chaque mois, et les Canadiens qui peuvent se payer un lo-gis n'ont pas les moyens de se chauffer.

Les politiques budgétaires du gouvernement libéral ont laissé les Canadiens dans un gouffre. Le premier ministre, qui admet ne pas penser à la politique monétaire, ne pense manifestement pas non plus à la politique budgétaire. Le résultat de l'ajout de centaines de milliards de dollars à la dette nationale est que le gouvernement a créé de l'inflation, ce qui fait que les Canadiens ordinaires ont de moins en moins d'argent. Ils ne peuvent plus se nourrir et se loger, et la possibilité pour eux de prendre leur retraite n'est plus qu'un rêve. Aujourd'hui, un Canadien sur cinq n'a plus d'argent, saute des repas ou fait appel à des organismes de bienfaisance pour obtenir de l'aide, ne serait-ce que pour se procurer des produits de première nécessité; 60 % des Canadiens réduisent leurs dépenses d'épicerie, tandis que 41 % cherchent des options moins coûteuses et moins nutritives.

Même si les gens parviennent à réduire leur facture d'épicerie, l'inflation causée par le gouvernement libéral rend tout le reste cher. Le loyer moyen d'un appartement de deux chambres à coucher dans les 10 plus grandes villes du Canada est de 2 213 \$ par mois, comparativement à 1 171 \$ par mois en 2015. Cela représente une augmentation de près de 90 % du loyer. L'offre insuffisante sur le marché locatif fait partie des problèmes qui poussent les loyers à la hausse. En raison de l'inflation, la construction d'unités d'habita-

tion coûte passablement plus cher, tandis que le fardeau croissant des tracasseries administratives et des taxes dissuade les constructeurs de bâtir les unités de logement qui seraient très nécessaires.

Le Canada est en train de devenir une nation de locataires. Selon la RBC, le nombre de locataires a augmenté trois fois plus vite que le nombre de propriétaires au cours des dix dernières années. Les jeunes Canadiens ne sont pas les seuls à se tourner vers la location. Le recours accru à la location concerne tous les groupes d'âge et toutes les zones géographiques. La RBC prévoit que la croissance rapide du nombre de locataires ne ralentira pas, et il est clair que la crise des prix inabornables des maisons joue un rôle important sur ce plan. Le nombre de nouveaux logements construits chaque année n'a augmenté que de 1 % entre 2015 et 2022.

Je suis heureux de partager mon temps de parole avec l'excellent député de Simcoe-Nord.

• (1020)

Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la SCHL, si le rythme actuel des nouvelles constructions se maintient, l'offre n'augmentera que de 2,3 millions de logements entre 2021 et 2030. La SCHL prévoit que le Canada devra construire 3,5 millions de logements supplémentaires d'ici 2030 pour rétablir l'abordabilité du prix des maisons.

Ce qui m'inquiète le plus, c'est que le gouvernement ne comprend pas la crise de l'offre de logements au Canada. Au lieu de cela, les libéraux continuent de blâmer d'autres facteurs ou d'autres personnes pour leurs propres échecs. Nous n'importons pas de terrains, de travailleurs ou de nombreuses fournitures nécessaires à la construction d'une maison. J'étais dans l'industrie de la construction résidentielle avant de venir ici. Je sais d'expérience qu'il est possible de construire des maisons avec du bois, du métal et des travailleurs canadiens. La Russie, l'Ukraine et la Chine ne jouent aucun rôle là-dedans, et pourtant, le prix des maisons a doublé, et le Canada a la cinquième bulle immobilière en importance.

Même si le prix des maisons a baissé par rapport aux crêtes folles de l'année dernière, ils sont encore beaucoup plus élevés qu'avant la pandémie. La solution du gouvernement consiste à accorder des crédits d'impôt et des subventions, qui ne règlent pas le problème de l'offre de logements, et à distribuer encore plus d'argent pour faire grimper le prix des maisons. Même si les constructeurs peuvent répondre au besoin de 5,8 millions de nouveaux logements d'ici 2030, les Canadiens devront encore faire face à des coûts hypothécaires élevés et à une diminution du pouvoir d'achat.

L'inflation a décimé les chèques de paie et, pour les acheteurs d'une première habitation, le paiement d'une nouvelle maison est décourageant. En 2021, les Canadiens devaient consacrer plus de la moitié de leur revenu disponible à l'achat d'une maison, et cela ne fait qu'augmenter. Les prêts hypothécaires coûtent maintenant aux Canadiens entre 60 et 70 % de leur chèque de paie et, parallèlement, les banques continuent d'augmenter les versements hypothécaires en réaction aux huit hausses de taux consécutives de la Banque du Canada. Plus de 80 % des propriétaires ayant une hypothèque à taux variable ont atteint le point où leur paiement hypothécaire est composé uniquement des intérêts et non du principal.

Travaux des subsides

Des experts de l'industrie et des gens du secteur financier me disent qu'ils constatent déjà une augmentation du nombre de personnes qui rendent leurs clés et ne remboursent pas leur hypothèque, signe que ce qui s'est produit durant l'ère Pierre Trudeau est dangereusement près de se répéter. Le ratio de la dette des ménages par rapport au revenu disponible atteint le niveau record de 183 %, ce qui prouve que les Canadiens sont surendettés par les dépenses excessives des libéraux. Le gouverneur de la Banque du Canada, Tiff Macklem, se sert de cela pour justifier une pause dans les taux d'intérêt, alors que lui et l'actuelle ministre des Finances avaient dit aux Canadiens qu'ils pouvaient dépenser et emprunter autant qu'ils le voulaient parce que les taux d'intérêt allaient rester bas pendant très longtemps.

Aujourd'hui, les Canadiens sont confrontés à une crise de l'abordabilité et à une inflation et des taux d'intérêt élevés, mais le gouverneur Macklem et la ministre des Finances ne semblent pas se préoccuper du risque de crise liée aux défauts de paiement. Les libéraux sont si incompetents qu'ils continuent plutôt d'engager des dépenses inutiles et inflationnistes en accordant notamment des contrats à des cabinets d'experts-conseils proches du Parti libéral.

D'obscurs libéraux comme le gouverneur de la Banque du Canada, Tiff Macklem, l'ancien gouverneur de la Banque du Canada Mark Carney, l'ancien ministre des Finances Bill Morneau, et l'ancien vice-premier ministre et ministre des Finances John Manley, ont tous indiqué que l'inflation est un problème national et que le gouvernement dépense trop. La dette ne fait qu'augmenter, et on ne fait rien pour y remédier. Des Canadiens ne mangent pas à leur faim. Des aînés se privent de chauffage pour avoir les moyens de faire leur épicerie, et de jeunes adultes vivent dans le sous-sol de leurs parents parce que l'accession à la propriété n'est plus qu'un rêve illusoire. La dette des ménages et la dette nationale atteignent des sommets inégalés.

Les conservateurs sont prêts à intervenir et à réparer les pots cassés. Nous sommes prêts à freiner les dépenses inutiles et à réduire l'augmentation des taxes. Les Canadiens ont besoin qu'on leur laisse plus d'argent dans leurs poches. Nous laisserons le champ libre au formidable secteur privé canadien afin qu'il réalise les percées technologiques nécessaires pour lutter contre les changements climatiques. Nous permettrons aux constructeurs d'habitations de bâtir des logements plus abordables et nous permettrons aux agriculteurs de produire des aliments à bon prix pour approvisionner nos épiceries et nourrir le monde. Nous éliminerons les obstacles et nous réduirons les formalités administratives qui nuisent au développement de notre secteur énergétique de calibre mondial, ce qui lui permettra de produire ici de l'énergie propre et abordable pour tous les Canadiens.

Voilà comment régler la crise de l'abordabilité. Voilà comment faire croître l'économie sans aggraver l'inflation. Voilà comment venir réellement en aide aux Canadiens. C'en est assez des largesses aux entreprises et des marchés accordés aux proches du parti au pouvoir. C'en est assez du gaspillage du gouvernement et des dépenses inflationnistes hors de contrôle. C'en est assez des déficits records et du doublement de la dette. Les conservateurs se débarrasseront des empêcheurs de tourner en rond et des consultants grassement payés, ils freineront les dépenses et élimineront l'inefficace taxe sur le carbone. Remettons le Canada sur la bonne voie et faisons du Canada le pays le plus libre au monde.

• (1025)

Mme Rachel Bendayan (secrétaire parlementaire du ministre du Tourisme et ministre associé des Finances, Lib.): Madame la Présidente, le député a passé un certain temps à parler de l'importance de construire des maisons et de la question de l'offre dans la crise du logement au Canada. En tant que gouvernement, nous avons présenté la Stratégie nationale sur le logement qui vise précisément à régler ce problème, mais les conservateurs ont voté contre. J'aimerais comprendre pourquoi le député d'en face parle de l'importance de construire de nouveaux logis, mais vote contre la mesure même qui accroîtrait l'offre de logements ici au Canada.

M. Jasraj Singh Hallan: Madame la Présidente, nous voterons toujours contre les mesures inflationnistes qui ne feront que nuire davantage aux Canadiens. Aucune de ces mesures n'a fonctionné. C'est évident: les loyers ont doublé, les hypothèques ont doublé et les prix des maisons ont doublé partout au pays. Cela n'a aucun sens.

Le gouvernement blâme tout le monde pour ses problèmes d'inflation. Il excelle à cela. C'est un peu comme si le député de Kingston et les Îles et moi blâmons les autres pour notre stature. C'est comme dire que nous sommes comme nous sommes en raison de l'environnement. C'est faux, nous sommes seuls responsables de notre lot, tout comme le gouvernement l'est d'avoir dépensé au point de créer cette crise inflationniste. J'ajoute que d'obscurs libéraux sont d'accord avec nous.

[Français]

M. René Villemure (Trois-Rivières, BQ): Madame la Présidente, dans *l'Art poétique*, Horace disait que les choses qu'on répète tout le temps finissent par plaire et que les choses qu'on répète toujours finissent par plaire. C'est un peu pour cela que nous entendons parler de *triple, triple, triple* depuis un petit bout de temps. Néanmoins, dans la motion d'aujourd'hui, « il n'y a rien de nouveau sous le soleil », comme on le dit dans *l'Ecclésiaste*. On dirait qu'on nous répète des choses qu'on nous a déjà dites sans pour autant les justifier.

J'aimerais comprendre ce qui justifie ce ramassis de choses dites précédemment.

[Traduction]

M. Jasraj Singh Hallan: Madame la Présidente, il est évident que la répétition fonctionne puisque le député a répété ce que nous répétons. Ça fonctionne vraiment. Il est dommage que le Bloc ne soit pas solidaire des Canadiens ni des Québécois et prêt à aider à réduire le coût de la vie que les partis ont imposé aux Canadiens. La souffrance est plus grande aujourd'hui que jamais. Il est dommage de ne pas les voir solidaires du 1,5 million de Canadiens qui se rendent dans une banque alimentaire en l'espace d'un seul mois, du Canadien sur cinq qui doit sauter des repas ou des personnes âgées qui doivent baisser le chauffage et s'envelopper dans des couvertures parce qu'elles n'ont pas les moyens de chauffer leur logement et d'acheter de l'épicerie en même temps. Les conservateurs continueront de lutter contre cette taxe injuste et veilleront à ce que les Canadiens continuent à vivre selon le meilleur train de vie possible.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Le député invoque le Règlement.

Travaux des subsides

● (1030)

M. Chris Warkentin: Madame la Présidente, conformément à l'article 43(2)a), du Règlement, j'aimerais informer la Chambre que les périodes d'intervention restantes du Parti conservateur seront partagées en deux.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je remercie le whip adjoint de l'opposition officielle pour son intervention.

Nous passons aux questions et observations. Le député de Cowichan—Malahat—Langford a la parole.

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): Madame la Présidente, les conservateurs parlent abondamment d'inflation. Si l'on jette un œil sur les bénéfices des sociétés, par exemple ceux des pétrolières et gazières, on voit qu'ils ont augmenté de 1011 % depuis 2019. Quand on questionne les conservateurs à ce sujet, on entendrait voler une mouche. J'aimerais que le député nous donne des précisions. Quand les conservateurs vont-ils défendre les familles canadiennes en combattant la véritable source de l'inflation, c'est-à-dire la concentration absolue du pouvoir des sociétés en sol canadien? Quand vont-ils faire pression sur ces sociétés afin qu'elles cessent d'écraser les Canadiens avec leurs hausses excessives des prix de tous les produits courants?

M. Jasraj Singh Hallan: Madame la Présidente, c'est dommage que le NPD ne parle pas de la cupidité du gouvernement, une cupidité qui nuit réellement aux Canadiens. C'est là où le bât blesse. En fait, les néo-démocrates font équipe avec le gouvernement libéral pour faire en sorte que le chauffage domestique coûte plus cher, que l'essence coûte plus cher et que l'épicerie coûte plus cher. Les conservateurs veilleront à supprimer cette taxe et à faire en sorte que les Canadiens puissent se chauffer.

M. Adam Chambers (Simcoe-Nord, PCC): Madame la Présidente, c'est toujours un plaisir de prendre la parole dans cette enceinte. Aujourd'hui, je veux parler de l'inflation et des dépenses. Je suis ici depuis un peu plus d'un an. J'ai sillonné Ottawa, et je n'arrive toujours pas à trouver l'arbre où pousse de l'argent que le gouvernement semble avoir dans sa cour, dans lequel il pige pour dépenser sur à peu près tout.

Voyons pourquoi les dépenses sont importantes. Elles alimentent l'inflation. Il y a deux types d'inflation. Il y a l'inflation par la demande, lorsqu'il y a une grande demande pour trop peu de biens, ou, comme nous l'entendons souvent, trop d'argent pour trop peu de biens. Il y a aussi l'inflation du côté de l'offre, qui consiste à ne pas avoir assez de biens pour répondre à la demande. Nous avons ces deux types d'inflation au Canada.

Le problème, c'est que le gouvernement voudrait nous faire croire que les seuls problèmes à l'origine de l'inflation sont des problèmes liés à l'offre dont la source se trouve à l'extérieur des frontières du Canada. Cependant, beaucoup de gens soulignent maintenant que l'inflation est causée par une demande trop forte au Canada, parce que nous avons trop d'argent pour trop peu de biens. C'est parce que nous avons prolongé les soutiens pour la COVID plus longtemps que nécessaire. D'éminents députés libéraux, d'anciens députés, d'anciens ministres des Finances et d'anciens gouverneurs de la Banque du Canada laissent entendre que la demande est trop élevée au Canada.

La Banque du Canada essaie de faire baisser la demande. C'est pourquoi elle continue d'augmenter les taux d'intérêt. Cependant, lorsqu'on augmente les taux d'intérêt, cela nuit vraiment aux gens, y compris les personnes vulnérables qui cherchent un abri.

L'inflation est encore pire. L'inflation fait le plus mal aux personnes à faible revenu, aux personnes âgées et aux Canadiens les plus vulnérables. Chaque fois qu'ils vont à l'épicerie, ils ont l'impression d'être pris entre le marteau et l'enclume. Ils le constatent tous les jours.

L'un des principaux moteurs de l'inflation est le prix de l'énergie. Cela se produit depuis plusieurs années. De ce côté-ci de la Chambre, nous avons toujours proposé des idées pour réduire le coût de l'énergie. Si l'on réduit le coût ou le prix de la chose qui cause l'inflation, on réduit l'inflation.

J'ai parlé des dépenses et des soutiens à la COVID. Le gouvernement voudrait nous faire croire qu'il s'agit d'une discussion binaire, et que si l'on ne croit pas aux dépenses du gouvernement, alors on n'appuie aucun des soutiens à la COVID. Ce n'est pas ce que nous avons dit de ce côté-ci de la Chambre. En fait, de ce côté-ci de la Chambre, nous avons appuyé, dès les premiers jours, la mise en place par le gouvernement de programmes visant à aider les gens.

Cependant, à mesure que la pandémie de COVID avançait, et qu'il est apparu clairement qu'il y avait des abus et que des gens recevaient indûment des prestations de soutien pour la COVID, y compris des prisonniers, des personnes qui mentaient, des fraudeurs et des membres du crime organisé, certains ont dit qu'il faudrait s'arrêter un instant et peut-être envisager d'apporter quelques changements. Même la vérificatrice générale a recommandé au gouvernement d'apporter des changements au processus qu'il suivait.

Le gouvernement a dit de ne pas s'inquiéter et qu'il y reviendrait à la fin, qu'il vérifierait toutes les demandes de prestation et qu'il récupérerait l'argent. Cependant, les chèques ont été encaissés et l'argent a disparu. L'ARC, qui est censée être responsable de vérifier les paiements, a déclaré que cela ne valait pas vraiment la peine de poursuivre toutes les personnes identifiées par la vérificatrice générale. Cela semble un peu troublant.

Nous parlons de 32 milliards de dollars qui, selon la vérificatrice générale, devraient faire l'objet d'une enquête. Il s'agit de paiements qui ont été versés à des personnes qui n'étaient pas admissibles, mais qui ont quand même reçu de l'argent. Il y a aussi des milliards de dollars supplémentaires qui ont été versés à des personnes qui étaient admissibles, en raison de la mauvaise conception d'un programme par le gouvernement, mais qui n'auraient pas dû être admissibles. Cela inclut les sociétés qui ont versé des dividendes à leurs actionnaires et qui ont bénéficié de la subvention salariale. Ces sociétés avaient aussi de l'argent pour racheter des actions. Cela représente environ 7 ou 8 milliards de dollars. L'organisme Canadiens pour une fiscalité équitable a publié hier un rapport montrant à quel point les sociétés ayant des revenus très élevés ont abusé de la subvention salariale.

En outre, nous avons donné de l'argent aux étudiants pour qu'ils restent à la maison sans travailler alors que l'économie était ouverte. Cela a représenté 8 ou 9 milliards de dollars supplémentaires. Ce sont près de 50 milliards de dollars en mesures de soutien liées à la COVID qui auraient été versées à des personnes qui n'auraient pas dû les recevoir, sur un total de 200 milliards de dollars. Cela représente environ 25 % du programme.

C'est pourquoi nous sommes inquiets. C'est pourquoi nous pensons que la vérificatrice générale a donné un très bon conseil au gouvernement lorsqu'elle a dit qu'il devrait trouver et poursuivre les personnes afin de récupérer les paiements.

Cela renforcera la confiance des Canadiens dans l'intégrité du système. Si le gouvernement se contente d'espérer que tout le monde oublie le problème, les Canadiens ne croiront pas qu'il travaille dans leur intérêt. En fait, il faut que le gouvernement prenne plus au sérieux le problème des gens qui abusent du système afin d'assurer l'intégrité de ce dernier.

• (1035)

L'appui des Canadiens à l'égard des institutions s'effrite parce que celles-ci ne répondent pas à leurs attentes. On ne peut pas simplement dire qu'il est trop difficile d'examiner ces paiements ou de récupérer l'argent versé, et que cela n'en vaut donc pas la peine. Cela devrait toujours valoir la peine de faire l'effort de récupérer tout paiement indûment versé à des Canadiens.

Nous pourrions discuter franchement des personnes à très faible revenu qui ont commis une erreur de bonne foi en présentant leur demande. Le montant s'élève probablement à 1 ou 2 milliards de dollars, et nous pourrions avoir un débat sur les types de programmes, de remboursement ou d'amnisties qui seraient raisonnables.

La vérificatrice générale a remis en question certains de ces paiements. Le directeur parlementaire du budget a également déterminé que plus de 40 % de toutes les dépenses effectuées pendant la COVID n'ont jamais servi à aider les Canadiens durant la pandémie. Ces deux mandataires du Parlement respectés et indépendants ont remis en question l'ensemble du plan de soutien du gouvernement dans le cadre de la COVID.

En période d'inflation, nous devrions toujours nous inquiéter des principales dépenses gouvernementales, car lorsque le gouvernement dépense, il est en concurrence pour l'acquisition des biens. Le gouvernement dépense 25 % de plus par an, chaque année, qu'il ne le faisait avant la COVID. C'est ce qu'il appelle des restrictions budgétaires. Je n'ai jamais rencontré quelqu'un qui augmente ses dépenses de 25 % et qui dit qu'il dépense beaucoup moins d'argent que ce que l'on pense.

Nous avons également le marché du travail le plus compétitif jamais vu. Le chômage est à un niveau incroyablement bas, et pourtant le gouvernement continue d'embaucher des employés à un rythme effréné. Les entreprises du secteur privé essaient d'embaucher des employés. Elles veulent prendre de l'expansion, se remettre de la COVID, employer des gens qui paient des impôts et qui paient de l'impôt sur les bénéfices. Or, elles ne trouvent personne.

Des hôtels ferment des étages entiers parce qu'ils ne trouvent personne pour y travailler. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de demande. Ils refusent des clients. Mais ils n'ont pas d'employés pour ouvrir les chambres, générer des revenus, payer des impôts, payer le personnel et faire croître le PIB. Au lieu de cela, le gouvernement veut embaucher toutes ces personnes et les faire travailler pour le gouvernement. Ce n'est pas la façon de nous sortir de ce problème.

Le gouvernement a dit pendant près de cinq ou six ans que nous devions dépenser de l'argent parce que les taux d'intérêt étaient très bas. Lorsqu'on lui a demandé ce qui se passerait si les taux d'intérêt augmentaient, il a répondu qu'il ne fallait pas s'inquiéter, car les taux d'intérêt allaient rester bas dans un avenir prévisible. Lorsqu'on a demandé au gouvernement ce qu'il adviendrait du coût du service de la dette si les taux d'intérêt augmentaient, il a répondu que cela ne se produirait jamais.

Travaux des subsides

Rien que cette année, le gouvernement va dépenser 43 milliards de dollars pour le service de la dette, intérêts compris. L'an dernier, c'était 24 milliards de dollars. Les députés savent-ils combien nous dépenserons l'an prochain en transferts aux provinces au titre de la santé? C'est 45 milliards de dollars. Nous allons consacrer presque autant d'argent au service de la dette qu'aux transferts aux provinces pour les soins de santé.

Tout le monde se demande où nous allons trouver l'argent pour la santé. Pourquoi ne pas dépenser moins en intérêts sur la dette, de façon à avoir plus d'argent pour les choses sur lesquelles les Canadiens comptent? Cela suppose cependant de consacrer moins d'argent aux choses qui ne sont pas importantes. Le gouvernement a tellement de priorités qu'en fait, il n'en a absolument aucune.

Par ailleurs, le gouvernement n'a pas besoin de plus de recettes. Il a décidé de continuer d'augmenter les impôts comme la taxe d'accise, qui est un parfait exemple. La taxe d'accise sur l'alcool, la bière, les spiritueux et le vin augmente, ce qui coûtera des dizaines de millions de dollars aux industries et pourrait même faire grimper le prix des joyeuses libations des députés et des Canadiens.

Le gouvernement hausse la taxe d'accise parce qu'elle est liée à l'inflation. Cependant, quand il a décidé de lier cette taxe à l'inflation, personne ne pensait que l'inflation atteindrait 7 %. Tous les gens raisonnables disent de mettre la hausse de cette taxe sur pause. Il est inutile de continuellement pénaliser les personnes qui essaient d'acheter une demi-douzaine de bières, une bouteille de vin ou une bouteille de leur spiritueux préféré.

Le gouvernement n'a pas besoin de ces recettes. Il engrange plus d'argent que jamais auparavant. Il bat tous les jours des records. Le gouvernement doit réduire ses dépenses afin d'éviter de s'endetter autant, de faire baisser les frais d'intérêt sur la dette et de ne pas faire concurrence au secteur privé.

Nous devons faire reculer l'inflation et faire en sorte que les Canadiens aient les moyens de vivre dans ce pays.

• (1040)

M. Mark Gerretsen (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes (Sénat), Lib.): Madame la Présidente, je remercie le député en particulier pour deux éléments. Primo, je le remercie d'avoir reconnu que les conservateurs ont voté en faveur d'une grande partie de ces dépenses. Secundo, je le remercie de ne pas avoir mentionné The Notorious B.I.G. à la Chambre, contrairement au député de Calgary Forest Lawn. Cela me rappelle la fois où Paul Ryan, un ancien Président de la Chambre des représentants des États-Unis, a tenté de faire croire qu'il écoutait Rage Against the Machine parce que c'était un groupe vraiment cool, sans vraiment se rendre compte du paradoxe, à savoir que la machine, c'était lui.

Les conservateurs croient-ils vraiment, comme ils le disent dans leurs discours, que l'inflation est un problème entièrement national? Le député peut-il nous dire si les conservateurs croient que d'autres facteurs, comme la guerre en Ukraine ou d'autres choses qui se passent dans le monde, peuvent alimenter l'inflation que subissent les Canadiens? S'ils ne le croient pas autant que nous, le croient-ils au moins dans une certaine mesure, ou tiennent-ils mordicus à l'idée que...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Le député de Simcoe-Nord a la parole.

Travaux des subsides

M. Adam Chambers: Madame la Présidente, je vais résister à la tentation de citer Nickelback, mais, si le député a écouté le discours, j'y ai reconnu qu'il y a deux causes à l'inflation: la demande et l'offre. Les deux causent l'inflation au pays. Des économistes, d'anciens libéraux et d'anciens gouverneurs de la Banque du Canada ont récemment suggéré que les causes de l'inflation sont davantage nationales qu'internationales. Autrement dit, c'est ce qu'on fait ici, au pays, qui cause l'inflation.

[Français]

Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ): Madame la Présidente, j'écoute mes collègues conservateurs. Encore une fois, ils nomment un problème sur lequel tout le monde s'entend: l'inflation cause de grands défis aux gens, tant en ce qui concerne le panier d'épicerie qu'en ce qui a trait à l'hypothèque et au logement.

Au-delà de tous les problèmes soulevés, si les conservateurs étaient au pouvoir et qu'ils avaient un budget à présenter demain matin, quelle serait leur solution pour répondre à ces problèmes?

[Traduction]

M. Adam Chambers: Madame la Présidente, si les conservateurs étaient au pouvoir, et nous le disons depuis toujours, nous ferions entre autres baisser les factures d'énergie en éliminant la taxe sur le carbone. Nous pourrions aussi suivre la suggestion du NPD en réduisant la TPS sur les factures d'énergie. Cependant, nous réduirions également les dépenses de l'État.

Nous dépensons 15 milliards de dollars chaque année pour que des consultants grassement payés fassent des choses dont la fonction publique pourrait se charger. Nous pourrions réduire la taille de l'appareil gouvernemental de multiples façons afin de libérer de l'argent pour le consacrer aux programmes qui comptent pour tous les Canadiens, comme la sécurité sociale, les mesures d'aide aux personnes les plus vulnérables et, bien sûr, la santé.

• (1045)

Mme Lori Idlout (Nunavut, NPD): *Uqaqtittiji*, le député de Simcoe-Nord a dit qu'il n'arrive pas à trouver un arbre où pousser de l'argent. Je lui suggérerais d'aller voir chez Shell, qui a affiché un profit de 40 milliards de dollars en 2022. Convient-il qu'on doit instaurer un impôt sur les bénéfices exceptionnels de telles sociétés, ainsi qu'éliminer la TPS sur le chauffage résidentiel?

M. Adam Chambers: Madame la Présidente, j'envisagerai toutes les recommandations qui permettraient de réduire les factures d'énergie des Canadiens.

Par ailleurs, puisque la députée veut parler de sociétés mercantiles, je ne sais pas trop comment un impôt sur les bénéfices exceptionnels ferait baisser l'inflation pour les Canadiens. Cependant, je suis en faveur de la réalisation d'examen par les équipes du Tribunal de la concurrence et d'autres agents indépendants pour déterminer si des profits excessifs sont réalisés ou si des prix abusifs sont imposés. On parle ici d'agents au service du Canada. Nous devrions les écouter et suivre leurs conseils. L'un des comités a lancé une étude sur la fixation des prix par les épicerie, tout comme le Bureau de la concurrence. Si nous voulons mener plus d'études de ce genre, je serais aussi favorable à cette idée.

[Français]

Mme Rachel Bendayan (secrétaire parlementaire du ministre du Tourisme et ministre associé des Finances, Lib.): Madame la Présidente, j'ai le plaisir de partager mon temps de parole avec ma collègue la députée de Sherbrooke.

Je suis quand même très heureuse de prendre part au débat d'aujourd'hui portant sur l'économie. En examinant la motion des conservateurs, je soupçonne que je ne suis pas la seule à constater l'enthousiasme débordant à dénigrer l'économie canadienne.

En effet, les propos des conservateurs donnent l'impression que le Canada est la source de tous les problèmes dans le monde, alors que la réalité est évidemment tout autre. Je me réjouis donc de l'occasion qui m'est donnée aujourd'hui de détromper les conservateurs relativement à cette notion.

[Traduction]

Les conservateurs ne semblent pas conscients que nous avons vécu une pandémie comme il ne s'en produit qu'une fois par génération, ni qu'il était inévitable qu'un tel événement entraîne de vastes conséquences négatives à l'échelle mondiale, des conséquences dont le Canada n'était pas et n'est toujours pas à l'abri. La pandémie nous a obligés à suspendre nos activités économiques et à relancer notre économie, au Canada et partout ailleurs dans le monde.

Vladimir Poutine a ensuite envahi illégalement l'Ukraine, en voyant des ondes de choc dans les marchés mondiaux de l'énergie et des produits de base, ce qui a eu des effets nuisibles prévisibles et cumulatifs sur les économies du monde entier.

[Français]

Des analystes ont clairement indiqué que l'inflation mondiale qui en a résulté n'a pas été créée par les décisions d'un seul gouvernement. Au contraire, l'inflation mondiale est attribuable aux contre-coups combinés de deux ans et demi de tumulte historique. Ce sont des événements historiques mondiaux qui ne peuvent être écartés ou ignorés.

Contrairement aux conservateurs, notre gouvernement ne les a pas ignorés. Nous les avons abordés de front et nous avons fourni aux Canadiennes et aux Canadiens le soutien dont ils avaient besoin pour les surmonter. Par conséquent, le Canada se porte mieux que la plupart des autres pays du G7 en ces temps très difficiles.

[Traduction]

J'aimerais souligner qu'on observe un ralentissement de l'inflation depuis plusieurs mois, comme c'était notamment le cas en décembre. En tout, je crois qu'elle a reculé de 22 % depuis qu'elle a atteint son sommet. Je ne veux nullement minimiser ou banaliser l'augmentation du coût de la vie, car il a effectivement augmenté, ni le fait que l'inflation demeure supérieure à la normale. Le prix des marchandises a augmenté, mais c'est ainsi partout dans le monde, et tout indique qu'il vaut mieux vivre au Canada en cette période d'instabilité économique mondiale que n'importe où ailleurs dans le monde. L'inflation est plus faible au Canada qu'aux États-Unis. Elle est également plus faible au Canada qu'en moyenne au sein de l'Union européenne.

Tout indique que les difficultés actuelles découlant des perturbations des chaînes d'approvisionnement dues à la pandémie et de la guerre illégale menée par la Russie en Ukraine s'estompent. Les économistes de la Banque du Canada et du secteur privé s'attendent à ce que l'inflation revienne au taux ciblé de 2 % au cours des deux prochaines années.

Travaux des subsides

De plus, grâce aux investissements ciblés du gouvernement pour soutenir les Canadiens et l'économie canadienne en ces temps difficiles, le Canada s'est redressé de façon solide à la suite de la récession causée par la pandémie, son taux de croissance de 3 % enregistré jusqu'à présent en 2022 étant le plus fort parmi les pays du G7.

Près de 150 000 emplois ont été créés en janvier seulement, et le taux de chômage, qui se situe à 5 %, se trouve presque à un creux historique. D'ailleurs, mon collègue le député de Simcoe-Nord vient de dire à la Chambre que le taux de chômage est exceptionnellement bas au Canada. De plus, le taux de participation au marché du travail a de nouveau augmenté pour atteindre plus de 65 %, et il atteint un niveau sans précédent dans tous les groupes de la société, plus particulièrement celui des femmes de 25 à 55 ans.

• (1050)

[Français]

Nous avons également observé au Canada la plus forte hausse du revenu réel disponible du G7. Ce n'est pas un résultat à minimiser. Lorsqu'on surpasse ses pairs en période de défis mondiaux, c'est un signe de force et non de faiblesse.

Cela ne veut pas dire qu'il ne reste pas de défis. C'est pourquoi la question de l'augmentation du coût de la vie est au cœur des préoccupations de notre gouvernement. Il ne fait aucun doute que nous considérons qu'il s'agit du principal défi économique que doit surmonter notre pays à l'heure actuelle.

[Traduction]

C'est pourquoi nous avons mis en place le plan en matière d'abordabilité pour aider les Canadiens qui peinent à joindre les deux bouts. Il rend déjà le coût de la vie plus abordable pour des millions de Canadiens. Dans le cadre de ce plan, nous avons doublé le crédit d'impôt pour la TPS, une aide ciblée qui profite à environ 11 millions de personnes et de familles, y compris plus de la moitié des aînés du pays. Bon nombre de ces personnes ont reçu ce paiement supplémentaire tout récemment, en novembre.

Nous avons bonifié l'Allocation canadienne pour les travailleurs afin que des familles à revenu faible ou modeste puissent garder 2 400 \$ de plus dans leurs poches à partir de cette année. Nous avons conçu un plan pour bonifier davantage cette allocation afin que 1,2 million de travailleurs canadiens supplémentaires puissent en bénéficier. Ainsi, un total de 4,2 millions de Canadiens parmi les moins bien rémunérés auront accès à ce complément de revenu, car aucune personne qui travaille 40 heures par semaine ne devrait craindre de ne pas pouvoir payer les factures ou l'épicerie.

[Français]

Dans le cadre de notre plan pour rendre la vie plus abordable, nous avons également instauré une augmentation permanente de 10 % de la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de 75 ans et plus. Cela a commencé en juillet.

Cette année, nous verserons un paiement unique à 1,8 million de locataires canadiens à faible revenu qui sont aux prises avec le coût du logement. Nous avons également réduit les frais de garde. La majorité des provinces et des territoires ont réalisé ou ont déjà dépassé une réduction moyenne de 50 % des frais en date de décembre 2022 à la suite des ententes que nous avons conclues avec nos partenaires. Nous instaurons des soins dentaires pour les Canadiens et les Canadiennes en commençant par des centaines de milliers d'enfants âgés de moins de 12 ans.

De plus, l'indexation des prestations à l'inflation signifie que les principaux avantages sur lesquels comptent les Canadiens, par exemple l'Allocation canadienne pour enfants, le crédit pour la taxe sur les produits et services, le Régime de pensions du Canada, la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti, augmenteraient en fonction de l'inflation.

[Traduction]

Ce sont des mesures de soutien ciblées qui reflètent les actions d'un gouvernement responsable. Le Canada a le plus faible déficit et le plus faible ratio dette-PIB des pays du G7, et nous avons réussi à atteindre ces indicateurs financiers tout en soutenant les Canadiens qui en avaient besoin.

Je me permets de conclure là-dessus. Notre approche est axée sur l'équilibre entre la responsabilité budgétaire et la compassion, et elle fonctionne. Nous dépassons nos pairs dans le monde face à ce défi commun qu'est l'instabilité économique mondiale, un défi auquel nous sommes tous confrontés. Nous soutenons les Canadiens pour les aider à surmonter les difficultés tout en étant responsables sur le plan financier.

• (1055)

L'hon. Mike Lake (Edmonton—Wetaskiwin, PCC): Madame la Présidente, l'héritage de Trudeau des années 1970 et 1980 a été une période désastreuse marquée par une crise de l'inflation, une crise de l'énergie et une crise financière qui ont eu des répercussions terribles pour les Canadiens. Sur les 15 années pendant lesquelles ce gouvernement a été au pouvoir, il a affiché 14 budgets déficitaires. Une génération plus tard, ces déficits ont mené les gouvernements libéraux des premiers ministres Chrétien et Martin à faire des compressions de 35 milliards de dollars dans les transferts pour les soins de santé, les services sociaux et l'éducation. Ces compressions de 35 milliards de dollars étaient le résultat direct des politiques économiques désastreuses du gouvernement Trudeau des années 1970 et 1980.

La députée s'inquiète-t-elle que la promesse non tenue de verser, comme point de départ, 4,5 milliards de dollars à titre de transfert canadien en matière de santé mentale, une promesse que son propre parti a faite lors de la plus récente campagne électorale sans avoir les moyens de la concrétiser, n'est que la pointe de l'iceberg pour ce qui est des compressions que les Canadiens devront subir à cause des politiques économiques désastreuses de son gouvernement?

Mme Rachel Bendayan: Madame la Présidente, quand on pense aux compressions dans les programmes et les services essentiels aux Canadiens, on n'a qu'à penser aux années du gouvernement Harper. C'est le gouvernement Harper qui a réduit les transferts aux provinces pour les soins de santé. C'est notre gouvernement qui essaie de réparer les pots cassés dans le système de soins de santé à l'échelle de notre pays.

J'ai été personnellement surprise et heureuse d'apprendre que le chef du Parti conservateur allait appuyer et maintenir les transferts annoncés par le premier ministre pas plus tard que la semaine dernière à la suite de sa rencontre avec ses homologues provinciaux.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Le député d'Edmonton—Wetaskiwin invoque le Règlement.

L'hon. Mike Lake: Madame la Présidente, je crois qu'il est contraire au Règlement d'induire la Chambre en erreur. Le gouvernement Harper n'a pas sabré les transferts. Il a augmenté les transferts...

Travaux des subsides

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Ce n'est pas un recours au Règlement, c'est un sujet de débat.

Nous reprenons les questions et les observations. La députée de Repentigny a la parole.

[Français]

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Madame la Présidente, je remercie ma collègue d'Outremont de son discours.

Elle s'est beaucoup concentrée sur le préambule de la motion. Pour ma part, je vais me concentrer sur la motion en elle-même, et sur un bout en particulier qui parle « de congédier les experts-conseils ».

J'avoue que je suis tout à fait favorable à cette partie de la motion. Lorsqu'on a recours à des experts-conseils, comme dans le cas de McKinsey, on fait de la sous-traitance relativement aux politiques gouvernementales, et c'est inacceptable. Les contrats accordés aux consultants externes nous font payer en double. De plus, les firmes multinationales d'experts-conseils évoluent en marge de la démocratie, et le recours à leurs services mine la démocratie.

Si les conservateurs avaient mis un point après « congédier les experts-conseils », nous aurions voté pour la motion. Est-ce que le Parti libéral aurait également voté pour la motion?

Mme Rachel Bendayan: Madame la Présidente, je trouve intéressant que le Bloc québécois parle de la question des experts-conseils. Le recours aux experts-conseils est nécessaire afin de donner aux Canadiens des services qui sont à la hauteur de leurs attentes. Je ne comprends pas pourquoi le Bloc critique le fait que le gouvernement fédéral a recours à des experts-conseils alors que le gouvernement du Québec, le gouvernement de M. Legault, a recours aux mêmes experts-conseils afin de donner des services aux Québécois. Or, du côté du Bloc, cela ne semble pas poser problème.

[Traduction]

Mme Lori Idlout (Nunavut, NPD): *Uqaqtittiji*, je voudrais poser une question sur cette déclaration de Tiff Macklem que les conservateurs ont citée, qui dit que « l'inflation au Canada reflète de plus en plus ce qui se passe à l'intérieur de nos propres frontières ». À mon avis, cela montre que Loblaws, dont les profits ont augmenté de 38 % au troisième trimestre de 2022, ne paie pas suffisamment d'impôts.

La députée convient-elle qu'il faut mettre en œuvre une taxe sur les profits exceptionnels des entreprises comme Loblaws?

Mme Rachel Bendayan: Madame la Présidente, j'aimerais rappeler à la députée d'en face que nous avons augmenté le taux d'imposition des grandes sociétés, notamment les grandes banques et les grandes compagnies d'assurances. Nous reconnaissons que chacun doit payer sa juste part.

S'agissant de la question qu'elle a posée au sujet de Loblaws, et elle pensait sans doute aussi à d'autres grandes chaînes d'alimentation, je me réjouis que notre ministre de l'Innovation ait demandé au Bureau de la concurrence d'examiner ce secteur afin de s'assurer que les chaînes d'alimentation pratiquent des prix équitables pour les Canadiens. J'ai hâte de lire son rapport, qui devrait être publié dans les prochains mois.

• (1100)

Mme Élisabeth Brière (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé, Lib.): Madame la Présidente, je me réjouis de

pouvoir prendre la parole au sujet de cette motion de l'opposition qui porte sur l'économie. Ce n'est encore que le début de l'année, mais on peut malgré tout observer que l'économie canadienne a fortement rebondi depuis la pandémie.

Les premières données indiquent que l'économie canadienne a connu une croissance de 3 % en 2022, la meilleure performance parmi tous les pays du G7. Notre taux de chômage, qui s'élève à 5 %, a presque atteint son niveau le plus bas. Le taux de participation de la population active, lui, n'a jamais été aussi élevé, à 80,3 % des Canadiens âgés de 15 à 64 ans et à 85,6 % des femmes âgées de 25 à 64 ans. Ces deux chiffres sont plus élevés qu'aux États-Unis.

Je déplore que le député d'en face n'en ait pas fait mention dans sa motion.

[Français]

Non seulement la reprise économique est bonne, mais les données sur l'inflation sont aussi encourageantes. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 6,3 % en décembre 2022 par rapport à la même période l'année précédente. Tout le monde le reconnaît, c'est encore élevé, mais quand on pense que l'inflation était à 8,1 % en juin, force est de constater qu'il y a du progrès.

Cela dit, nous sommes très conscients que de nombreux Canadiens sont toujours aux prises avec la hausse des prix des produits d'épicerie et de l'essence. C'est pour cela que nous soutenons les Canadiens les plus touchés par la hausse des prix.

L'Allocation canadienne pour les travailleurs est une mesure particulièrement efficace.

[Traduction]

L'Allocation canadienne pour les travailleurs vise à réduire les obstacles à l'emploi des travailleurs à revenus faibles et moyens en leur accordant un remboursement d'impôt conséquent, qui s'ajoute donc à leurs revenus. Nous avons annoncé cette mesure dans le cadre du budget de 2018, avant la pandémie et la hausse de l'inflation à l'échelle planétaire, afin d'encourager les gens à intégrer la population active et à y rester. Dès le début, cette allocation a permis de laisser plus d'argent dans les poches d'un plus grand nombre de gens, comparativement à l'ancienne Prestation fiscale pour le revenu de travail. Ce programme s'est donc révélé très utile, et avec la pandémie et l'augmentation du coût de la vie, nous nous sommes rendu compte qu'il fallait le bonifier. Ce sont en effet les travailleurs les moins rémunérés qui ont été les plus touchés par la pandémie, et qui le sont encore aujourd'hui à cause de l'augmentation du coût de la vie.

Premièrement, nous avons élargi et bonifié l'allocation afin qu'elle puisse être versée à 3 millions de Canadiens, c'est-à-dire ceux qui occupent des emplois importants et exigeants mais malheureusement peu rémunérateurs. Ensuite, dans l'énoncé économique de l'automne dernier, nous l'avons bonifiée une fois de plus en l'élargissant à 1,2 million de Canadiens de plus, au moyen de paiements anticipés. C'est ce que nous voulions, car l'objectif était d'accroître les revenus de 4,2 millions de gagne-petit. Nous estimons qu'une personne qui travaille 40 heures par semaine ne devrait pas avoir de difficultés à payer ses factures.

Travaux des subsides

L'Allocation canadienne pour les travailleurs peut représenter chaque année jusqu'à 1 400 \$ pour un travailleur vivant seul et jusqu'à 2 400 \$ pour un ménage. Elle est assortie d'un supplément de 740 \$ pour les personnes handicapées, pour les aider à surmonter les obstacles à l'emploi. Les personnes vivant seules gagnant moins de 33 000 \$ par an sont admissibles à cette allocation, et ceux qui gagnent moins de 23 495 \$ sont admissibles au plein montant de l'allocation. Y sont également admissibles les ménages gagnant moins de 43 212 \$ par an, et ceux qui gagnent moins de 26 805 \$ peuvent toucher la totalité de l'allocation. L'Agence du revenu du Canada détermine automatiquement si une personne a droit à l'allocation. Tous les travailleurs admissibles la reçoivent au moment où ils soumettent leur déclaration d'impôts.

[Français]

Nous tenons aussi compte du fait que les prestations ciblées qui sont fondées sur le revenu familial découragent parfois le deuxième salarié d'un ménage à retourner au travail. La plupart du temps, c'est la femme qui est la deuxième salariée dans une famille. Les premiers 14 336 \$ qu'un salarié secondaire fournit au ménage ne réduisent donc pas l'admissibilité de sa famille à l'Allocation canadienne pour les travailleurs. Cela fait que des travailleuses compétentes entrent et restent sur le marché du travail. Cela permet aussi de rendre la vie plus abordable pour des centaines de milliers, voire des millions de familles canadiennes.

Avec notre plan pour rendre la vie plus abordable, nous avons mis en place une série de mesures pour aider les Canadiens qui en ont le plus besoin. En plus de l'Allocation canadienne pour les travailleurs dont je viens de parler, nous avons doublé le crédit pour la TPS pendant six mois. C'est une aide supplémentaire pour environ 11 millions de personnes et de familles au pays. Nous avons versé 500 \$ à près de 2 millions de locataires canadiens à faible revenu qui ont de la difficulté à payer leur logement, grâce à un supplément unique de la Prestation canadienne pour le logement.

Nous avons augmenté de façon permanente la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de 75 ans et plus. Plus de 3 millions d'ainés en bénéficient. Pour les aînés qui reçoivent la pleine pension, cela veut dire 800 \$ de plus dès la première année. Nous avons, de concert avec les provinces et les territoires, réduit de 50 % les frais de garde d'enfant. Pour les familles, cela veut dire des économies moyennes pouvant aller jusqu'à 6 000 \$ par enfant par année. Pour le Québec, qui dispose déjà de son propre système de garderies, le plan du gouvernement aidera à créer environ 37 000 nouvelles places.

Nous avons mis en place la Prestation dentaire canadienne pour les familles qui gagnent moins de 90 000 \$ par année. Cette prestation consiste en des versements totalisant 1 300 \$ par enfant de moins de 12 ans au cours des deux prochaines années pour aider à payer les visites chez le dentiste. Nous continuons d'indexer les prestations des Canadiens, notamment l'Allocation canadienne pour enfants, le crédit pour la TPS, le Régime de pensions du Canada, la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti.

• (1105)

[Traduction]

Nous aidons aussi les Canadiens à lutter contre le changement climatique. Dans les provinces où le système fédéral s'applique, les particuliers et les familles recevront des paiements de l'Incitatif à agir pour le climat. D'ici la fin du présent exercice, une famille de quatre recevra 745 \$ en Ontario, 832 \$ au Manitoba, 1 101 \$ Sas-

katchewan et 1 079 \$ en Alberta. Huit familles sur dix recevront plus que ce qu'elles paient pour lutter contre la pollution, et ce sont les familles à faible et à moyen revenus qui en profiteront le plus.

Nos programmes d'aide s'adressent à ceux qui sont les plus touchés par l'inflation. Nous ne pouvons pas aider tout le monde, ce serait financièrement irresponsable. Notre budget n'est pas illimité. Nous devons trouver un juste équilibre entre la responsabilité financière et la compassion. Nous devons aider ceux qui en ont le plus besoin, mais nous devons également nous assurer que les dépenses du gouvernement n'entravent pas les efforts déployés par la Banque du Canada pour ramener l'inflation au niveau voulu.

Nous allons continuer de contribuer à la prospérité du Canada et de veiller à ce que les plus vulnérables reçoivent l'aide dont ils ont besoin. Mais nous devons aussi maintenir les finances publiques du pays sur une trajectoire viable.

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Madame la Présidente, dans son discours, la députée a surtout parlé du faible taux de chômage et de la croissance du PIB de 3 %, sous-entendant que les Canadiens n'ont jamais eu la vie aussi belle. Pourtant, ceux qui vont faire leur épicerie après avoir suivi nos débats voient bien que les prix ne baissent pas. Au contraire, ils continuent d'augmenter, et le problème avec l'inflation, c'est qu'une fois que les augmentations de prix touchent tous les secteurs, l'inflation s'installe pour de bon. Les Canadiens savent bien que c'est un gros problème et que cela va durer.

À la fin de son intervention, la députée a fait une brève allusion aux dépenses publiques. Étant donné que d'anciens libéraux, comme l'ancien ministre des Finances ou l'ancien gouverneur de la Banque du Canada, ont déclaré que les dépenses du gouvernement libéral avaient grandement contribué à l'inflation au Canada, j'aimerais que la députée nous explique ce que son gouvernement compte faire pour mieux les contrôler, afin d'alléger les pressions inflationnistes?

[Français]

Mme Élisabeth Brière: Madame la Présidente, avec tout le respect que j'ai pour mon collègue, ce que j'ai dit, c'est que nous sommes là pour les gens qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts, et ce, de façon responsable sur le plan fiscal.

On sait que l'inflation s'améliore; elle recule et continuera de reculer, on l'espère, dans les mois à venir. Néanmoins, c'est une période difficile pour beaucoup de Canadiens et c'est pour cela que nous avons mis en place différentes mesures dont j'ai parlé, notamment le versement doublé du crédit pour la TPS, le supplément unique à l'Allocation canadienne pour le logement et l'Allocation canadienne pour les travailleurs.

Nous répondons à l'appel pour les gens qui sont le plus dans le besoin.

• (1110)

M. René Villemure (Trois-Rivières, BQ): Madame la Présidente, il y a beaucoup d'éléments dont on a souvent entendu parler à la Chambre et je rappellerai que toute répétition sans nouvel apport de l'esprit n'est rien d'autre que de l'ennui.

Travaux des subsides

Cela étant dit, précédemment, on a entendu dire que le gouvernement avait requis les services de consultants pour ajouter à l'expertise, ce qui est une bonne idée en soi. Cependant, il ne faut pas oublier que lorsqu'on vide la fonction publique de son expertise, on n'a malheureusement pas le choix d'embaucher des gens très bien payés pour remplacer ce qui fonctionnait déjà.

J'aimerais savoir de la part de ma collègue si elle est d'accord sur le fait que le gouvernement, au cours des années, a vidé la fonction publique de son expertise afin de lui permettre d'embaucher McKinsey.

Mme Élisabeth Brière: Madame la Présidente, en fait, l'acquisition des services professionnels sert plutôt de complément au travail de la fonction publique qui doit répondre aux différentes demandes et aux fluctuations imprévues. Tout cela est à l'étude actuellement en comité et je suis persuadée qu'on va arriver à la meilleure réponse.

[Traduction]

Mme Bonita Zarrillo (Port Moody—Coquitlam, NPD): Madame la Présidente, il y a quelque chose que je ne comprends pas. Le directeur parlementaire du budget a dit qu'en prolongeant le dividende pour la relance économique qui a été imposé provisoirement aux grandes chaînes d'alimentation et au secteur gazier et pétrolier, le gouvernement verrait ses recettes augmenter de 4,3 milliards de dollars. Je ne comprends vraiment pas pourquoi le gouvernement ne l'a pas fait. Pourquoi essaie-t-il de protéger les intérêts d'une dizaine de PDG alors que des millions de Canadiens ont du mal à nourrir leurs enfants?

[Français]

Mme Élisabeth Brière: Madame la Présidente, en fait, comme je l'ai dit dans mon discours, notre priorité est d'être là et bien présents pour les Canadiens, les Canadiennes et les familles qui en ont le plus besoin.

C'est pour cela que nous avons mis en place des mesures concrètes qui mettent plus d'argent dans la poche de ceux qui ont de la misère à joindre les deux bouts. Nous le savons, nous traversons une période difficile. Moi-même, lorsque je fais mon épicerie, je vois la hausse des prix. C'est pour cela que nos mesures sont là. Elles aident vraiment nos concitoyens.

Mme Nathalie Sinclair-Desgagné (Terrebonne, BQ): Madame la Présidente, je remercie mes honorables collègues de leur soutien indéfectible. Je tiens d'abord à informer la Chambre que je vais partager mon temps de parole avec mon honorable collègue le député d'Abitibi—Témiscamingue.

Fidèles à leur habitude, nos estimables collègues conservateurs ont décidé de répéter à tout vent leur mantra habituel: répéter, répéter et répéter quelque chose *ad nauseam* en espérant le faire croire aux électeurs.

Premièrement, si les conservateurs veulent parler de chiffres, ils devraient commencer par regarder et vérifier les leurs. On va se le dire: les sept ans, trois mois et neuf jours de l'actuel gouvernement libéral ne s'arrondissent pas à huit ans, mais bien à sept ans, comme les conservateurs le répètent à sept reprises dans leur motion. Je vais donc leur dire: rigueur, rigueur et rigueur.

La professeure en moi répondrait que la motion, de manière simple, pose des constats véridiques sur l'état de l'économie, mais que les propositions en retour sont plutôt bancales et n'obtiendraient pas la note de passage d'un cours d'économie 101.

Reprenons depuis le début et analysons la motion conservatrice. Le premier ministre a beaucoup de défauts, et la majeure partie de la Chambre se montrerait d'accord à ce sujet, mais il n'est pas responsable de la conjoncture économique au grand complet. Il n'est pas assez compétent pour cela.

La motion débattue aujourd'hui touche un enjeu important: le contexte économique difficile et l'inflation sont de réels problèmes qui rendent la vie difficile à de nombreux Québécois et Canadiens. En effet, le panier d'épicerie est plus cher, le coût des hypothèques rend parfois le prix à payer pour avoir une maison et être propriétaire beaucoup trop lourd à porter, et le prix des loyers et de l'absence a également augmenté.

Le Bloc québécois est d'accord sur le fait que ce sont des problèmes d'importance capitale. Toutefois, abolir les taxes et les impôts, ce n'est pas une solution à l'inflation.

Rappelons les causes de l'inflation: des problèmes de chaînes d'approvisionnement ont eu lieu durant la pandémie; il y a eu la guerre en Ukraine; il y a eu une relance rapide et une surchauffe après la pandémie. Une pénurie de main-d'œuvre a aussi accentué cette inflation. Il y a eu énormément de facteurs. Il y a eu aussi un retour vers des politiques interventionnistes partout dans le monde — en Europe, aux États-Unis et au Canada — pour alimenter une relance économique que tout le monde à la Chambre soutient.

Pense-t-on que les taxes et les impôts sont inflationnistes? On n'a qu'à regarder nos voisins du Sud. Ils en ont beaucoup moins et, pourtant, ils vivent aussi avec l'inflation.

Comme je l'ai déjà expliqué à la Chambre, la conduite d'une politique budgétaire consiste essentiellement à choisir le bon niveau d'impôts pour le bon niveau de dépenses, tout en assurant des services publics de qualité. On s'entend pour dire que cela n'est vraiment pas le cas.

C'est un exercice minutieux qui demande de la nuance. La nuance, malheureusement, se fait rare ici. Une gestion saine et intelligente des taxes et des impôts est un des aspects les plus importants d'un bon gouvernement.

Contrairement à ce qui est proposé ici, réduire de manière draconienne les taxes et les impôts ne constitue pas une politique budgétaire raisonnable et efficace. À l'inverse, dépenser sans compter n'est pas non plus une meilleure conduite de la politique budgétaire. Le gouvernement doit jouer un rôle important dans l'économie.

Rappelons que le principal outil d'un gouvernement, c'est sa capacité à prélever et à distribuer des fonds. Lorsqu'on ampute la capacité d'un gouvernement à lever des fonds, on limite directement sa capacité à investir dans l'économie.

Regardons les solutions proposées dans la motion conservatrice. Premièrement, on dit d'arrêter de payer grassement les experts-conseils. S'ils s'étaient arrêtés là, nous aurions probablement été d'accord. Le gouvernement du Québec, certes, fait appel à des experts-conseils, mais jamais dans la même mesure que le gouvernement du Canada le fait depuis quelques années. On ne parle pas seulement de McKinsey, mais aussi d'IBM, de PwC, de Deloitte. Beaucoup d'entreprises reçoivent des montants exorbitants du gouvernement fédéral. Quelle en est la raison? Il n'y en a aucune; les services ne sont pas meilleurs. Au contraire, ils sont pires.

Travaux des subsides

Deuxièmement, la motion conservatrice parle d'éviter le gaspillage et de réduire les dépenses. Comme je l'ai dit, un vrai gouvernement sain est celui qui sait à la fois prélever les impôts et bien les dépenser. On s'entend pour dire que certains impôts sont nécessaires à une gestion saine de l'économie. Un gouvernement qui fonctionne bien sait faire les deux. Ce n'est pas le cas. Je peux donner plein d'exemples où on pourrait réduire des dépenses tout à fait exorbitantes et inutiles. Pourtant, ces dépenses n'ont pas un rôle dans l'inflation qu'on connaît aujourd'hui.

Parlons de la dernière section, là où on demande d'abolir les impôts et les déficits inflationnistes. Ce qu'on lit et qui est sous-jacent à cette proposition, c'est l'abolition de la taxe sur le carbone. Ce message est martelé à la Chambre, à tort, depuis des mois maintenant.

● (1115)

Je vais me faire plaisir et parler un peu de ce qu'une taxe sur le carbone veut dire.

C'est un exemple de taxe efficace. Rappelons qu'en 2014, un système de plafonnement et d'échange des émissions existait déjà au Québec, mais que le Québec a dû s'allier avec la Californie, parce qu'il n'y avait personne d'autre au Canada, à part l'Ontario qui a d'abord dit oui, puis non. C'est ce qui s'est passé. On a dû s'allier avec la Californie pour avoir un vrai système qui fonctionne. Non seulement il fonctionne, mais on a aussi des chiffres à l'appui.

Le Québec a déjà pris ses responsabilités pour lutter contre les changements climatiques. Je vais donner un petit exemple très important pour montrer à quel point ces mesures fonctionnent. En 2015, le Québec avait réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 8,8 % par rapport à son niveau de 1990. Une mesure qui met un prix sur les émissions de GES fonctionne.

Si les conservateurs sont d'accord pour dire qu'il faut lutter contre les changements climatiques — j'ai vraiment hâte d'entendre l'un d'eux le dire —, il faut proposer des solutions. Une taxe sur le carbone, tout comme un système de plafonnement et d'échange des émissions, est une solution qui fonctionne, parce qu'en plus elle fonctionne selon les règles du marché. Cela devrait leur plaire, mais ce n'est pas le cas. Pourquoi? C'est parce que le lobby des pétrolières est trop important pour le Parti conservateur.

Rappelons aussi que le coût des changements climatiques est plus important que le prix à payer d'imposer des mesures pour contrer les changements climatiques. C'est une simple analyse coûts-avantages.

Parlons-en des coûts des changements climatiques qui sont vraiment importants.

Premièrement, il y a des coûts sur la santé. Les scientifiques sont d'accord pour dire que les vagues de chaleur qui augmentent vont affecter particulièrement les personnes les plus vulnérables, comme les aînés et les nouveau-nés. Il va y avoir des décès. Il y a déjà des décès, mais il va y en avoir de plus en plus. Deuxièmement, il y a les zoonoses; ces maladies transmises par des vecteurs, comme la maladie de Lyme et le virus du Nil, montent vers le nord avec le réchauffement de la température et se propagent dans tout le sud du Canada et du Québec. Ce sont des maladies qui ont un coût pour la société. Enfin, même les allergies, sur le plan de la santé, ont un coût sur la productivité et ont un impact sur l'économie.

Du côté des infrastructures, les inondations augmentent, que ce soit des débâcles ou des crues éclair, qu'on appelle des *flash floods*. Il y a énormément de coûts associés à ce genre d'inondation. Ces inondations augmentent avec les changements climatiques.

Il y a aussi le cas du pergélisol. Les réserves dans le Nord du Canada et du Québec sont obligées de reconstruire les infrastructures. Le pergélisol, ce sol qui dégèle à cause des changements climatiques, perturbe complètement les infrastructures. Il faut reconstruire des villages et des villes entières. En matière d'infrastructure, un autre exemple de problème est l'érosion. Le long des berges, que ce soit sur le Saint-Laurent ou sur d'autres berges ailleurs au Québec et au Canada, il faut déplacer des routes, des villages, parce que l'érosion liée aux changements climatiques a un coût énorme sur l'économie.

Maintenant que j'ai démontré que les coûts sont importants, on va peut-être s'entendre finalement sur le fait que mettre un simple tarif sur les coûts des gaz à effet de serre aurait un peu de sens. L'analyse coûts-avantages est simple. Pourquoi est-ce que le Parti conservateur s'entête à nier des faits?

Si on veut des solutions pour l'inflation et cesser le gaspillage des fonds publics, c'est parfait. Commençons par réformer le système de la concurrence. Le gouvernement fédéral a la fâcheuse habitude d'encourager les monopoles. Plusieurs industries du Canada, notamment dans le secteur des transports et de télécommunications, ont peu de concurrents et les tarifs y sont parmi les plus élevés au monde. Si on veut donner un peu de répit aux consommateurs, on pourrait peut-être commencer par diminuer les prix qui sont beaucoup trop élevés.

Que va-t-on dire aux grandes compagnies comme Rogers et Shaw, qui attendent une décision finale de la part du gouvernement? Ah ben oui, c'est bon, le prix va augmenter, mais ce n'est pas grave. Ne réformons surtout pas la concurrence parce que les lobbys ne seraient pas contents.

Fondamentalement, on a un système de la concurrence complètement désuet. Comment se fait-il que les ministres aient le pouvoir de déterminer si des compagnies peuvent conclure des ententes qui vont à l'encontre de la décision du Bureau de la concurrence? Ce n'est pas possible. Au lieu de fomenteur de la colère qui est pourtant une bien mauvaise conseillère, comme le dit Milou, arrêtons et proposons des solutions concrètes comme nous le faisons, au Bloc québécois.

● (1120)

Mme Brenda Shanahan (Châteauguay—Lacolle, Lib.): Madame la Présidente, je remercie ma collègue de son discours. Il est très rafraîchissant d'entendre quelqu'un qui connaît très bien sa matière. En tant qu'économiste, elle a abordé le fond de plusieurs sujets aujourd'hui. Elle a indiqué qu'il y avait des coûts, pas seulement en raison des changements climatiques, mais aussi en raison du manque de soutien aux populations, aux gens les plus vulnérables.

J'aimerais savoir si ma collègue est d'accord avec l'opposition officielle, qui dit que les mesures de soutien financier pour les gens les plus vulnérables sont inflationnistes.

Mme Nathalie Sinclair-Desgagné: Madame la Présidente, je crois en effet que le filet social est fondamental. C'est d'ailleurs ce que nous avons au Québec, et nous sommes souvent considérés comme des modèles partout pour notre social-démocratie.

Travaux des subsides

Je crois cependant que le gouvernement fédéral est mal placé pour aider les gens les plus vulnérables parce qu'il ne fait que dépenser de l'argent sans compter. Malheureusement, il ne fait que doubler des efforts qui sont déjà entrepris. Par exemple, nous n'avons pas besoin d'un système d'assurance-emploi géré par le Canada, surtout qu'il est très mal géré par le Canada. Nous devrions simplement en avoir un qui fonctionne pour vrai au Québec.

[Traduction]

M. Clifford Small (Coast of Bays—Central—Notre Dame, PCC): Madame la Présidente, ma collègue a mis les conservateurs au défi de reconnaître qu'il faut lutter contre les changements climatiques et de trouver des pistes de solutions. Évidemment, le climat change et les conservateurs ont l'intention d'agir. Nous permettrions plus de projets comme celui de LNG Canada à Kitimat afin que le Canada exporte davantage de gaz naturel propre. Nous pourrions éliminer 50 % des émissions produites par l'utilisation de charbon dans le monde par des pays qui n'ont pas accès à du gaz naturel.

Ma collègue souhaiterait-elle que sa province lève l'interdiction de produire du gaz naturel afin que le Québec puisse faire partie de la solution et contribue aux exportations de gaz naturel propre pour remplacer le charbon polluant?

• (1125)

[Français]

Mme Nathalie Sinclair-Desagné: Madame la Présidente, premièrement, rectifions les faits: le Québec n'a pas besoin de gaz naturel en ce moment. Nous avons l'hydroélectricité, qui fonctionne très bien.

On pourrait en exporter. Cependant, le gaz naturel est une énergie fossile et il existe une option d'achat pour ce genre de ressource naturelle, comme Bernard Landry l'avait décrit.

Pour l'instant, nous ne connaissons pas encore tous les effets que peut avoir le gaz naturel sur l'environnement. Alors, pourquoi utiliserions-nous des ressources qui, finalement, ne sont pas nécessairement bonnes pour l'environnement alors que nous pouvons exploiter nos propres ressources, comme nous le faisons avec l'hydroélectricité au Québec?

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Madame la Présidente, la motion présentée aujourd'hui par les conservateurs propose simplement de faire des coupes dans les dépenses. D'ailleurs, pendant le régime Harper, tout ce qu'on voulait faire, c'était couper dans les dépenses en santé, pour les anciens combattants et pour la prévention des crimes.

Il y a aussi la question des revenus. Les indices ont été très clairs: on sait que le Canada perd chaque année plus de 30 milliards de dollars des contribuables dans les paradis fiscaux.

Que pense ma collègue de la motion des conservateurs, qui n'aborde pas la question des 30 milliards de dollars qui vont chaque année dans les paradis fiscaux?

Mme Nathalie Sinclair-Desagné: Madame la Présidente, mon collègue le député de Joliette travaille très fort sur la question de la lutte contre les paradis fiscaux. Bizarrement, on ne voit jamais les libéraux travailler fort sur la question des paradis fiscaux. Encore une fois, il y a du copinage et, manifestement, des mesures ne sont pas bonnes. Il y a du gaspillage, comme l'argent envoyé dans les paradis fiscaux, et c'est franchement honteux.

Je suis d'accord pour dire qu'il faut lutter contre les paradis fiscaux. Comme je le disais dans mon discours, il faut mieux utiliser les ressources dont on dispose. C'est ce que fait un gouvernement sain qui fonctionne.

M. Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Madame la Présidente, je remercie ma collègue de Terrebonne de son excellent discours. Je remercie aussi les députés du Parti conservateur de me donner l'occasion de parler à la Chambre des conditions difficiles dans lesquelles se retrouvent plusieurs milliers de personnes et d'examiner des pistes de solution qui, somme toute, ne semblent pas régler grand-chose.

L'inflation est réelle, galopante et généralisée à tous les domaines, de l'essence au logement, en passant par la nourriture et les véhicules automobiles. Elle demande des mesures autrement plus englobantes que le populisme des propositions d'aujourd'hui. Rien ne m'étonne dans les énoncés généraux du début de la motion. Il est vrai que l'inflation peut perturber le budget des familles et que cela entraîne présentement une spirale à la hausse sur les prix des biens et des services.

Le logement social est un sujet qui m'interpelle. J'assistais justement à une rencontre ce matin avec des gens de la Coop d'habitation Boréale, une coopérative d'habitation de Rouyn-Noranda. Je tiens d'ailleurs à saluer mon ami Jean-Philippe. C'est son anniversaire aujourd'hui et je lui souhaite une bonne fête.

Le modèle de cette coopérative en région est adapté à notre réalité, avec un total de huit portes. Ce sont des duplex avec des cours arrière. Ce modèle permet d'offrir des logements abordables à des familles. Cependant, pour effectuer les rénovations nécessaires, il est plus que difficile d'obtenir du financement, tant de la part de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, ou SCHL, que de la part des prêteurs.

Pour qu'elle puisse obtenir ces sommes, on demande à la coopérative d'augmenter ses loyers pour rejoindre le prix du marché. Bravo pour l'abordabilité! Les dédales du gouvernement rendent la tâche difficile pour les bénévoles. Les réponses prennent beaucoup trop de temps à arriver. Il n'y a pas si longtemps, les gens de la SCHL étaient en mesure d'accompagner ces bénévoles. Aujourd'hui, ils n'ont plus le temps d'offrir le même soutien.

Le modèle des coopératives est une option viable pour lutter contre la pénurie de logements. C'est une réponse à l'inflation et à l'augmentation des loyers. Toutefois, il ne faut pas voir ce modèle comme de simples « blocs appartements ». Il faut aussi le voir comme la possibilité d'avoir des duplex, des triplex et d'autres types de résidences qui vont mieux convenir à des familles. Avoir une cour arrière et un stationnement, c'est aussi une façon d'améliorer la qualité de vie des jeunes familles qui ont moins de revenus.

Il est nécessaire de s'assurer que les coopératives d'habitation comme celles-ci restent en place pour continuer d'offrir du logement abordable et accessible. Il faut que la SCHL s'assure que le modèle coopératif demeure une option et qu'elle adapte ses programmes pour aider les modèles de petites coopératives à effectuer les réparations nécessaires.

Si les conservateurs souhaitent réellement que le gouvernement vienne en aide à la population pour faire face à la hausse du coût de la vie, nous les invitons à proposer les solutions qui sont avancées par le Bloc québécois, des solutions plus équitables qui auraient pour effet de mieux partager la richesse.

Travaux des subsides

Dans l'immédiat, il faut soulager les premières victimes de l'inflation. On doit le faire en augmentant le pouvoir d'achat des aînés dont les revenus sont essentiellement fixes, en offrant un soutien financier direct aux personnes à faible revenu, en mettant en place un programme de soutien aux personnes qui sont les plus affectées par une hausse soudaine des prix de l'essence, au point de menacer leur gagne-pain. On parle notamment des agriculteurs, des chauffeurs de taxi et des camionneurs.

Il faut rendre l'économie plus résiliente en s'attaquant aux faiblesses structurelles qui causent l'inflation, diminuer notre dépendance aux hydrocarbures dont l'instabilité chronique provoque les chocs de prix, rebâtir les maillons essentiels à la chaîne d'approvisionnement, s'attaquer à la pénurie de main-d'œuvre qui empêche les entreprises de compenser les difficultés d'approvisionnement par une production locale accrue. Il faudra aussi s'occuper de la santé, de l'éducation de nos enfants et de l'environnement.

L'entêtement des conservateurs à ne pas réfléchir, à ne pas amorcer ni guider leurs choix en tenant compte de cette nouvelle révolution industrielle va créer un fossé. Les conservateurs répètent, dans cette motion, d'anciennes motions qui ont toutes été refusées par la Chambre. Quand ils parlent de taxes inflationnistes, ils parlent de l'abolition de la taxe sur le carbone, de la baisse des cotisations à l'assurance-emploi, de la baisse des contributions au Régime de rentes du Québec. Ils parlent d'une baisse des dépenses, mais sans dire lesquelles. Ces propositions viendraient aider de façon très ponctuelle, sans offrir de véritables solutions. Cela ne ferait probablement qu'amplifier les problèmes.

Proposons des solutions pour contrer la pénurie de main-d'œuvre. Une piste de solution importante serait d'augmenter le revenu des gens. Il faudrait notamment encourager le maintien en emploi des travailleurs aînés en cessant de les pénaliser quant au Supplément de revenu garanti. Il faudrait aussi faciliter le recours aux travailleurs étrangers temporaires dans les professions recherchées en transférant la gestion de cela à Québec, qui réalise déjà les études d'impact que le fédéral demande actuellement aux entrepreneurs. D'ailleurs, le Comité permanent de l'industrie et de la technologie vient de terminer une étude sur cette question et rendra public son rapport dans les prochains jours.

• (1130)

Il faut mieux défendre ce qui nous a pris toutes ces années à construire: notre expertise dans les mines vertes, notre capacité hydroélectrique, notre expertise dans les transports lourds électriques, notre chaîne d'approvisionnement de la batterie et des véhicules électriques; il faut valoriser notre expertise dans les technologies quantiques et l'intelligence artificielle. Nous sommes capables de faire encore plus avec des centres d'excellence sur les matériaux avancés et la commercialisation accélérée de composantes micro-électriques.

Je pourrais parler des capacités du Québec en long et en large, mais mes collègues se joindront sous peu au débat pour valoriser ces aspects.

Voilà des mesures que le gouvernement pourrait prendre pour s'attaquer à la source et aux effets de l'inflation. Il faut bien comprendre notre approche.

C'est la politique monétaire qui veille à assurer l'équilibre entre l'offre et la demande de manière à contenir une hausse des prix dans la fourchette gravitant autour de 2 %. Cette politique moné-

taire relève de la Banque du Canada, qui prend ses décisions d'une manière indépendante.

Le gouvernement a aussi un rôle à jouer. Son défi est triple: protéger les plus démunis, en particulier les rentiers et les personnes à revenu fixe, contre les effets de l'inflation; tenter de faire en sorte que l'inflation actuelle, qui est essentiellement conjoncturelle, ne devienne pas structurelle et installée dans la durée; travailler à rendre l'économie plus résiliente et moins sensible aux chocs inflationnistes en s'attaquant à ses faiblesses structurelles.

Le Bloc québécois propose une approche équilibrée et responsable: d'une part, cibler les programmes d'aide aux particuliers et aux entreprises pour soutenir celles et ceux qui en ont besoin, sans exacerber la pression sur la hausse des prix; d'autre part, bien cerner les déterminants de l'inflation pour être en mesure de s'y attaquer directement.

Pour ce qui est des solutions, il faut aider les personnes les plus touchées, soit les aînés qui vivent avec des revenus fixes et le fruit de leur épargne dont la valeur fond comme neige au soleil. Ils sont les plus touchés par la hausse du coût de la vie. Avant même la poussée inflationniste, le Canada était un des pays industrialisés où les revenus de retraite remplacent le plus faiblement la part des revenus de travail.

Le Bloc québécois propose de cesser immédiatement de diminuer le chèque de Supplément de revenu garanti des aînés les plus démunis qui subissent des réductions cette année parce qu'ils ont bénéficié de la Prestation canadienne d'urgence ou de la Prestation canadienne de la relance économique l'an dernier et de hausser la pension de la Sécurité de la vieillesse pour préserver le pouvoir d'achat des aînés face à l'augmentation du coût de la vie.

Il faut construire davantage de logements sociaux et communautaires. Après avoir progressé de 6,8 % en mars, les frais de logement ont augmenté de 7,4 % d'une année à l'autre en avril. Il s'agit de la hausse la plus marquée depuis juin 1983. Le manque de logements était déjà un problème urgent, mais certains facteurs de la pandémie l'ont exacerbé. Les ménages à faible revenu, qui consacrent une part plus grande de leurs revenus à se loger, en souffrent particulièrement.

La construction de logements sociaux prend du temps et requiert des programmes permanents et prévisibles plutôt que des programmes ponctuels, comme on en retrouve trop actuellement. Dans le cas du Québec, l'action fédérale a été particulièrement problématique. C'est la seule province qui finance en permanence la construction de logements sociaux par le programme AccèsLogis. Le Québec avait besoin d'une entente asymétrique qui lui accorde la maîtrise d'œuvre totale, ce qu'Ottawa a bloqué pendant deux ans.

Le Bloc québécois propose d'intensifier la construction de logements sociaux et communautaires. Ottawa devrait y consacrer 1 % de ses revenus sur une base permanente par le truchement d'un transfert souple et prévisible vers le Québec, qui pourrait ajouter des sommes à ses programmes.

Travaux des subsides

Il faut préserver l'indépendance des banques centrales et s'attaquer à la pénurie de la main-d'œuvre. D'ailleurs, le Bloc québécois propose de créer un crédit d'impôt pour les jeunes diplômés en région et également pour les immigrants, de valoriser les travailleurs d'expérience, de transférer le Programme des travailleurs étrangers temporaires, de mettre en place une politique de la productivité incluant des mesures telles que le soutien à la recherche-développement axé sur la productivité et du soutien à l'investissement dans l'autonomisation et le virage numérique des entreprises.

Il faut rendre les chaînes d'approvisionnement moins fragiles et plus résilientes et ainsi accorder à nos PME de déceler les fragilités dans leurs chaînes d'approvisionnement, les mettre en lien avec des fournisseurs de chez nous et proposer de nouvelles façons de faire de la gestion de leur stock pour les rendre justement moins fragiles.

Il faut renforcer notre régime de la concurrence, par notamment la Loi sur la concurrence, de manière à limiter la concentration de la propriété des entreprises et leur capacité d'abuser de leur position dominante, ce qui va faire monter les prix.

Il faut diminuer notre dépendance au pétrole. On sait qu'il a bondi de 33 % entre décembre 2020 et décembre 2021. Il faut donc accélérer la transition énergétique pour mettre notre économie à l'abri des hausses soudaines du prix des énergies fossiles, avec l'électrification des transports, les rénovations écoénergétiques, le soutien aux entreprises qui veulent abandonner les hydrocarbures au profit des énergies renouvelables et rediriger les flux financiers vers le développement d'une économie verte.

En conclusion, à Ottawa, cependant, on voit que les libéraux minimisent le problème et proposent d'attendre que le problème se règle par lui-même. Les conservateurs, eux, veulent une politique monétaire plus restrictive et remettent en question l'indépendance de la Banque du Canada.

• (1135)

Quant aux néo-démocrates, ils proposent des dépenses tous azimuts qui risquent d'empirer la poussée inflationniste.

[Traduction]

M. Mark Gerretsen (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes (Sénat), Lib.): Madame la Présidente, à la fin de son discours, le député a parlé de ce que les libéraux font et de ce que les conservateurs et le NPD feraient. Le député pourrait-il nous dire ce que ferait un gouvernement dirigé par le Bloc québécois?

[Français]

M. Sébastien Lemire: Madame la Présidente, ce sera très intéressant lorsque nous pourrons avoir notre propre gouvernement national à Québec. Ainsi, notre économie sera basée sur les besoins du Québec et sur les besoins du Québec seulement.

Je constate à quel point Ottawa nuit au développement du Québec dans tous les secteurs d'activité. Il y a une centralisation, une concentration des énergies et des dépenses faites en santé sans qu'on tienne compte des besoins des Québécois. À mon avis, c'est problématique.

Ottawa cause aussi un ralentissement systémique, particulièrement dans le contexte du logement, en signant des ententes avec le Québec deux ou trois ans plus tard qu'avec l'Ontario. C'est à mon avis le cœur du problème. Oui, un gouvernement québécois par et pour les Québécois serait une solution magique.

[Traduction]

M. Matthew Green (Hamilton-Centre, NPD): Madame la Présidente, j'ai écouté le député avec beaucoup d'intérêt. Il a dressé une longue liste de tout ce que le gouvernement fédéral doit faire, selon lui, pour soutenir les programmes sociaux et les dépenses sociales au Québec. Par contre, en ce qui concerne la liste des demandes des néo-démocrates, il a pratiquement balayé du revers de la main l'idée d'investissements destinés à nos provinces.

Le député est-il pour ou contre l'idée que le fédéral devrait investir dans les provinces? Il doit être cohérent. Souhaite-t-il qu'il y ait plus d'investissements destinés à sa province, le Québec, ou opterait-il pour l'austérité budgétaire comme le feraient les conservateurs?

[Français]

M. Sébastien Lemire: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son excellente question et de la force de ses valeurs et de ses convictions.

Dans le contexte actuel, je pense qu'il faut faire des propositions réalistes, mais il y a des éléments sur lesquels on ne peut pas lésiner, comme la nécessité d'accompagner les gens qui sont dans le besoin. Ce n'est pas tout le monde qui est dans le besoin actuellement. En ce sens, le prochain budget devra contenir des mesures robustes pour soutenir le développement économique. Il y a des éléments importants, comme la construction de logements. En ce qui concerne la pénurie de main-d'œuvre, un des premiers problèmes chez nous, c'est que les gens ne sont pas capables de se loger. Il faudrait proposer des solutions à ces problèmes.

Je pense aussi aux aînés. Il est selon moi très important d'instaurer une augmentation fixe et récurrente de leur revenu, parce que, actuellement ils ne sont pas en mesure de gagner des revenus supplémentaires. Nous allons approuver ce genre de mesure, mais nous exprimerons nos réserves sur d'autres mesures.

• (1140)

[Traduction]

M. Clifford Small (Coast of Bays—Central—Notre Dame, PCC): Madame la Présidente, j'ai entendu le député parler avec éloquence du besoin d'abandonner l'industrie pétrolière et gazière au Canada, mais nous savons que les redevances et les recettes provenant de cette industrie sont versées dans le fond de péréquation.

J'aimerais que le député nous dise au nom de ses électeurs si ceux-ci seraient heureux de renoncer à la portion des paiements de transferts qui provient des redevances pétrolières et gazières.

[Français]

M. Sébastien Lemire: Madame la Présidente, absolument. J'ai hâte qu'on arrête de nous traiter comme une province pauvre à cause de la péréquation. On voit aussi qu'il y a une structure dans le gouvernement fédéral où, systématiquement, le Québec n'a pas sa part des budgets.

Au lieu d'écraser les provinces constamment, on doit pouvoir faire des transferts en santé réels comme ceux qui auraient dû être faits dans le cadre d'une entente avec les provinces. Le déséquilibre du fédéral en matière de santé est un désengagement qui est passé de 50 % à 22 %. Cela représente des milliards de dollars par année. Honnêtement, l'argent de la péréquation, nous pouvons nous en passer.

Travaux des subsides

[Traduction]

M. Matthew Green: Madame la Présidente, l'année dernière, 1 462 795 personnes se sont présentées aux banques alimentaires partout au Canada, dont 31 % étaient des enfants et 8,9 % des personnes âgées. Pendant ce temps, Loblaw's a fait des profits records.

Le député convient-il que nous devrions étendre la taxe sur les bénéfices exceptionnels, qui a été appliquée aux banques et aux compagnies d'assurance, aux chaînes d'épicerie comme Loblaw's afin de doubler le remboursement de la TPS et ainsi permettre aux Canadiens de nourrir leur famille?

[Français]

M. Sébastien Lemire: Madame la Présidente, il y a là matière à réflexion. Il va falloir absolument favoriser la concurrence et je pense que la Loi sur la concurrence peut permettre cela. Je pense que le Comité permanent de l'industrie et de la technologie souhaiterait faire ce travail prochainement. Avec le temps que j'ai, c'est la réponse que je vais donner.

[Traduction]

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Madame la Présidente, c'est avec plaisir que je partagerai mon temps de parole avec la formidable députée de Churchill—Keewatinook Aski. Elle fera la deuxième partie de notre réponse à cette motion de l'opposition, proposée encore une fois par les conservateurs.

Pour une fois, les conservateurs ne font pas ce qu'ils ont déjà fait à maintes reprises. On peut dire que des journées de l'opposition ont été gaspillées. En effet, à de nombreuses reprises au cours de la dernière année, ils se sont servi des journées de l'opposition pour réclamer que polluer soit à nouveau gratuit.

Aujourd'hui, les conservateurs ont présenté une motion au moyen de laquelle ils demandent au gouvernement de faire un certain nombre de choses. Ils disent avoir tiré des leçons du terrible carnage des années Harper, un véritable travail de démolition qui s'est échelonné sur près d'une décennie, une décennie désastreuse dans la vie politique canadienne.

Ils disent avoir retenu la leçon et font allusion à un certain nombre de choses. Cette fois, ils se préoccupent vraiment de la population canadienne et des familles ordinaires. Oui, lorsqu'ils étaient au pouvoir, ils ne se souciaient que des ultrariches et des milliardaires, mais ils en ont tiré une leçon, ou du moins c'est ce qu'ils prétendent maintenant.

Les conservateurs ont présenté un certain nombre de propositions très vagues qui tranchent résolument avec ce que leur parti a fait pendant la décennie désastreuse au cours de laquelle il a été au pouvoir.

Tout d'abord, ils dénoncent les déficits. Vous vous souviendrez toutefois, madame la Présidente, puisque vous étiez à la Chambre pendant plusieurs de ces années, que le gouvernement Harper a accusé des déficits records. Il a eu huit déficits d'affilée. Les membres de ce gouvernement ont horriblement mal géré l'argent.

Il n'est pas nécessaire de se fier uniquement à ma parole ou à celle des nombreux Canadiens qui les ont chassés du pouvoir. Nous pouvons également nous fier au ministère des Finances. Il produit des rapports sur les exercices financiers. Il compare les gouvernements des partis politiques, comme le Parti libéral, le Parti conservateur et les gouvernements provinciaux du NPD. Nous n'avons pas

encore formé de gouvernement au niveau fédéral, mais cela viendra.

Les rapports sur les exercices financiers du ministre fédéral des Finances montrent en fait que les conservateurs sont aussi mauvais que les libéraux pour gérer l'argent. Ils sont tout aussi mauvais qu'eux pour mettre en place la structure financière applicable aux finances du gouvernement fédéral. Or, les meilleurs partis pour gérer l'argent, et cela provient des rapports sur les exercices financiers produits par le ministère des Finances à Ottawa, sont les gouvernements néo-démocrates. C'est une chose dont nous sommes fiers.

Tommy Douglas, le fondateur de notre parti, estimait que, pour assurer une bonne gestion des fonds publics, il fallait que les ultrariches paient leur juste part. Manifestement, ce n'est pas ce qu'a fait le gouvernement Harper, et c'est la raison pour laquelle nous avons eu huit années consécutives de déficits.

Cette motion des conservateurs revient à dire à la population canadienne: « Faites ce que je dis, pas ce que je fais. » Leur bilan a été désastreux. Pourquoi le gouvernement Harper a-t-il été aussi incompétent dans la gestion des fonds publics? Cela m'amène à l'autre partie de la motion où il est question de limiter les dépenses publiques.

C'est le gouvernement Harper, même si c'est le gouvernement libéral précédent qui en avait esquissé les premiers fondements, qui a vraiment mis en place le réseau très complexe des paradis fiscaux, qui coûte aujourd'hui aux Canadiens plus de 30 milliards de dollars par an.

Le député de Carleton est aujourd'hui chef du Parti conservateur. C'est un parti qui a souvent changé de chef au cours des dernières années, et nous allons voir combien de temps celui-ci va durer. Le député de Carleton était membre du comité des finances qui a examiné le rapport du directeur parlementaire du budget où il était question de ces 30 milliards de dollars.

En fait, aux dires de ce dernier, le chiffre est probablement beaucoup plus élevé. Le gouvernement Harper s'est empressé de signer des conventions fiscales avec tous les paradis fiscaux intéressés. Les conservateurs voulaient s'assurer que les riches et les milliardaires puissent mettre leur argent à l'abri pour éviter de payer leur juste part d'impôt.

Tout cela se tient, car parler de gestion financière conservatrice, c'est un oxymore. C'est en effet à partir de ce moment-là que nous avons commencé à accuser des déficits, parce que nous avons permis aux plus fortunés de placer leur argent à l'étranger et d'éviter ainsi de payer leur juste part.

● (1145)

C'est tout simplement de la mauvaise gestion financière. C'est la raison pour laquelle les conservateurs ont un bilan aussi désastreux que les libéraux pour ce qui est d'attirer des investisseurs étrangers et de venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire ceux qui ont du mal à joindre les deux bouts.

Travaux des subsides

Soit dit en passant, c'est un peu fort de café que, dans cette interminable motion où il n'est question d'aucune mesure précise, les conservateurs mentionnent que le coût du logement a doublé depuis que le gouvernement libéral est au pouvoir. C'est vrai, mais ils oublient de dire, à moins que ce soit indiqué en petits caractères ou dans une note de bas de page, que le coût du logement a aussi doublé pendant le mandat conservateur. Par conséquent, ils ont contribué à la moitié du problème. Ils ont doublé les prix du logement et les libéraux les ont doublés à leur tour.

Nous avons besoin d'un gouvernement néo-démocrate qui a la volonté de s'assurer que les Canadiens ont accès à des logements abordables. Tout le monde a le droit d'avoir un toit.

Qu'ont fait les conservateurs pendant cette décennie épouvantable de gestion financière désastreuse?

C'est intéressant de les voir s'exciter quelque peu. Je ne sais pas vraiment ce qu'ils veulent nous dire, mais nous le saurons sans doute pendant la période des questions.

En faisant des déficits à huit reprises, ils ont...

M. Bob Zimmer: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Le député voulait savoir ce que j'ai dit. J'ai dit que nous avions déjà un gouvernement néo-démocrate.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Ce n'est pas un rappel au Règlement. Il y a du bavardage des deux côtés de la Chambre, y compris de la part de certains secrétaires parlementaires, qui devraient donner l'exemple. Je prie tous les députés de faire preuve de respect envers le député qui a la parole. Si d'autres députés ont des questions et des observations, ils devraient attendre que je leur indique quand ils peuvent nous en faire part.

Le député de New Westminster—Burnaby a la parole. Je suis sûre que tout le monde veut entendre ce qu'il a à dire.

• (1150)

M. Peter Julian: Madame la Présidente, c'est tout à fait vrai, les conservateurs et les libéraux se font concurrence. Ils prétendent chacun de leur côté qu'ils en ont fait plus pour s'attaquer aux paradis fiscaux.

Nous savons que les banques ont reçu des centaines de milliards de dollars de soutien des liquidités de la part des libéraux et des conservateurs. C'est une autre conséquence directe de la décennie désastreuse du gouvernement Harper: 160 milliards de dollars de ce qu'on a appelé un soutien des liquidités pour que les grandes banques canadiennes préservent leurs profits. Voilà une autre chose pour laquelle les libéraux et les conservateurs se disputent, à savoir qui en a fait le plus pour les grandes banques.

Dans notre parti, nous estimons que ce sont les gens ordinaires qui devraient être au centre des préoccupations du gouvernement fédéral. Nous l'avons démontré pendant toute cette législature, avec le programme de soins dentaires et le supplément pour les loyers. Le NPD s'est battu pour cela, notamment le député de Burnaby-Sud et tout notre caucus, et maintenant, nous nous battons pour le programme d'assurance-médicaments. Nous nous battons pour des choses qui vont bénéficier réellement aux gens.

J'aimerais maintenant revenir sur la dernière partie de la motion, où il est question de cesser les dépenses. Comme je l'ai déjà dit, les conservateurs ont dépensé sans compter pour les milliardaires et les banques, mais ils ont bien réduit les dépenses dans quelques secteurs clés.

Le plus scandaleux, c'est qu'ils ont réduit le financement dans les soins de santé. La crise que ce secteur connaît aujourd'hui est une conséquence directe de la décennie désastreuse du gouvernement Harper, mais aussi du refus des libéraux de réparer ce qui avait été détruit par les conservateurs dans le domaine de la santé.

Les conservateurs ont aussi détruit le réseau des centres pour anciens combattants et ils ont fait en sorte que ces gens qui avaient défendu notre pays au péril de leur vie n'aient plus accès aux services. Les libéraux ont rétabli un peu les choses, mais il y a encore beaucoup à faire. Notre porte-parole, le député de North Island—Powell River, a parlé avec éloquence de ce que nous devons aux anciens combattants et de la nécessité que nous corrigions la situation.

Les coupes sombres les plus étonnantes effectuées par le gouvernement Harper ont été celles qui concernaient les centres de prévention du crime. Ce sont pourtant des structures essentielles si l'on veut que la criminalité diminue. Nous savons que pour chaque dollar investi dans la prévention du crime, on économise six dollars en services policiers, judiciaires et pénitentiaires. C'est donc très rentable.

Qu'a fait le gouvernement Harper? S'est-il montré moins généreux envers les grandes banques? Non. Avec les sociétés pharmaceutiques? Non. A-t-il réduit l'accès systématique à des paradis fiscaux? Non. Il a plutôt signé davantage de conventions fiscales avec les paradis fiscaux pour s'assurer que les ultrariches aient plus d'endroits où cacher leur argent.

En revanche, les conservateurs ont coupé dans les programmes de prévention du crime dans tout le pays. Ils les ont vidés de leur substance, avec les résultats que l'on connaît aujourd'hui.

Je voterai contre cette motion, tout comme le caucus néo-démocrate, parce que, sincèrement, ce n'est pas dans cette direction que le pays doit aller. Nous devons rester concentrés et investir pour aider les familles ordinaires, les aînés, les étudiants et les personnes handicapées dans tout le pays. C'est en cela que croit le NPD.

M. Clifford Small (Coast of Bays—Central—Notre Dame, PCC): Madame la Présidente, le député a parlé de « générosité » à plusieurs reprises à propos des conservateurs et de leur soutien aux entreprises canadiennes. Je rappellerai au député que la coalition dont il fait partie a fait preuve de la même générosité quand elle a distribué des fonds à Loblaw's pour l'aider à acheter de nouveaux appareils de réfrigération. La compagnie Loblaw's a d'ailleurs annoncé il y a peu qu'elle levait le gel de ses prix.

Le député peut-il parler à la Chambre des pressions qu'il a exercées sur Loblaw's pour que l'entreprise gèle de nouveau ses prix, étant donné les contributions financières généreuses que la coalition gouvernementale lui a versées au fil des années?

M. Peter Julian: Madame la Présidente, c'est tellement incompréhensible que je ne sais même pas par où commencer.

Premièrement, hier, le député de Cowichan—Malahat—Langford a, en fait, forcé le comité de l'agriculture à entamer l'étude sur la « cupidification » qui obligera le PDG de Loblaw's à comparaître devant le Parlement. Ce ne sont pas les conservateurs qui ont fait cela, ce sont les néo-démocrates.

Deuxièmement, nous sommes au courant des centaines de milliards de dollars, près d'un billion en tout, que les conservateurs et les libéraux ont versés en liquidités pour soutenir les grandes banques canadiennes. Vraiment, les conservateurs n'ont de leçon à donner à personne.

Le réseau des paradis fiscaux mis en place par les conservateurs est tout à fait incroyable et il représente 30 milliards de dollars. Cela a privé les Canadiens de sommes importantes tous les ans. Cet argent est soutiré aux aînés, aux étudiants, aux familles, aux personnes handicapées et aux petites entreprises. Les conservateurs devaient avoir honte.

• (1155)

M. Mark Gerretsen (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes (Sénat), Lib.): Madame la Présidente, je souhaite une bonne Saint-Valentin au NPD et au député, nos partenaires dans cette entente de soutien et de confiance. Il s'agit certainement d'une des relations les plus difficiles que j'ai jamais eues, mais je leur souhaite quand même une bonne Saint-Valentin.

Le député a mentionné le comité de l'agriculture. Je n'ai pas pu m'empêcher de penser à une observation faite hier soir à ce comité par M. Jim Stanford du Centre for Future Work. Il a dit que l'inflation n'est manifestement pas due au premier ministre, et que cette inflation et l'inflation des prix des aliments au Canada sont toutes deux inférieures à la moyenne parmi les pays industrialisés.

Le député souhaite-t-il expliquer en quoi l'inflation est un problème mondial? Ce n'est pas d'un grand réconfort pour les personnes qui la subissent au Canada, mais ces problèmes touchent le monde entier.

M. Peter Julian: Madame la Présidente, le député de Kingston et les Îles a raison. C'est une relation difficile. À certains égards, le NPD a imposé des mesures concrètes qui auront une réelle incidence sur les Canadiens, comme le régime de soins dentaires, ainsi que le supplément pour le loyer et les logements abordables supplémentaires, que les libéraux avaient éliminés il y a 30 ans. Enfin, nous commençons à voir des investissements qui permettront à plus de Canadiens d'avoir un toit sur la tête.

Cependant, les libéraux doivent suivre nos conseils dans toute une série de domaines. Cela comprend la « cupidiflation » dont parlait le député. En fait, les pouvoirs du Bureau de la concurrence doivent être renforcés afin de contrer ce dont nous sommes témoins, à savoir est l'exploitation scandaleuse des Canadiens. Les libéraux et les conservateurs semblent trouver cela normal.

En ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices exceptionnels, les libéraux n'ont mis en place que 2 % de ce qui est nécessaire. Nous perdons plus de 30 milliards de dollars par an et les libéraux doivent faire en sorte que ceux qui empochent des bénéfices aussi merveilleux paient leur juste part aux Canadiens.

[Français]

M. Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de New Westminsters—Burnaby de son intervention et de son humanisme.

On parle du coût de la vie et de l'inflation. Selon moi, les gens les plus vulnérables, ce sont les aînés qui n'ont pas nécessairement les moyens de retourner sur le marché du travail et d'avoir un meilleur revenu.

Travaux des subsides

Mon collègue serait-il d'accord pour dire qu'il faut augmenter la pension de la Sécurité de la vieillesse d'au moins 110 % pour les aînés dès l'âge de 65 ans?

M. Peter Julian: Madame la Présidente, les néo-démocrates croient qu'un revenu annuel garanti est absolument fondamental pour les personnes en situation de handicap et pour les personnes âgées. Partout au pays, il y a des personnes âgées qui, le soir, dorment par terre à l'extérieur ou dans leur voiture, y compris dans ma circonscription.

Il est inconcevable que les grandes banques fassent des milliards de dollars en profits et qu'on n'investisse pas dans les personnes âgées.

[Traduction]

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NPD): Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui au sujet de la motion de l'opposition présentée par le Parti conservateur, qui propose une solution très irréflectie à un problème très sérieux.

La vie dans notre pays devient de plus en plus chère pour beaucoup, pour les travailleurs, pour ceux qui ont un revenu fixe, pour ceux qui vivent ici, dans le Nord du Manitoba, et dans bien des régions du pays. Il est évident, d'après les interventions entendues jusqu'ici à la Chambre, que les conservateurs et les libéraux sont plus préoccupés par les effets de manche visant à faire croire qu'ils prennent au sérieux la crise du coût de la vie qu'ils ne sont prêts à faire le nécessaire pour bâtir une économie qui profite à tous.

Nous connaissons tous les statistiques. Plus de la moitié des Canadiens sont à 200 \$ de l'insolvabilité. Un million et demi de Canadiens ont recours aux banques alimentaires. Un enfant sur quatre vit dans la pauvreté. Un tiers des Canadiens vivent dans des logements inadéquats, inabordables et inadaptés.

Les enfants des Premières Nations qui vivent dans des réserves sont plus de quatre fois plus susceptibles de vivre dans la pauvreté que les enfants non autochtones. Près de la moitié des enfants des Premières Nations vivent dans la pauvreté, contre 12 % des enfants qui ne sont pas autochtones, racialisés, ou issus de familles de nouveaux arrivants.

À bien des égards, cette réalité s'aggrave. Le salaire horaire médian des employés canadiens était de 26 \$ en 2021, alors qu'il était de 26,36 \$ en 2020. Cette réalité provient de la cupidité des entreprises. Les prix ont augmenté, et les Canadiens s'endettent de plus en plus. Ils sont incapables de payer leur épicerie, leur loyer et les nécessités de base. En 2022, 19 % des Canadiens à faible revenu ont été forcés d'emprunter auprès d'amis ou de parents ou de s'endetter davantage pour survivre.

La cupidiflation accroît les divisions dans notre pays, et ceux qui sont au bas de l'échelle sont écrasés par ce fardeau pendant que les plus riches de notre pays prospèrent. Nous vivons encore dans un pays où les six plus grandes banques peuvent verser plus de 19 milliards de dollars en primes. La prime médiane des PDG s'est élevée à 1,95 million de dollars, hausse de près de 38 % par rapport à 2020. Le PDG typique reçoit une prime équivalente à 170 % de son salaire. Malheureusement, c'est ainsi que notre système a été conçu.

Travaux des subsides

Il y a deux ou trois ans, le NPD s'est penché sur le cas des 100 Canadiens les plus riches, tous des milliardaires, pour savoir à qui ils avaient fait des dons. Cinquante-six d'entre eux ont fait des dons aux libéraux et 61, aux conservateurs. Ils en ont eu pour leur argent! Les libéraux et les conservateurs ont refusé de fermer les paradis fiscaux sur lesquels comptent ces milliardaires. Ces deux partis refusent d'instaurer un impôt sur la fortune. Lorsque les entreprises canadiennes ont évité de payer 30 milliards de dollars en un an en usant de stratagèmes d'évitement fiscal, le NPD a immédiatement proposé des solutions pour mettre fin à ces stratagèmes, mais les libéraux et les conservateurs ont rejeté leur proposition, comme d'habitude.

Cela se passe dans le Canada où les gouvernements libéraux et conservateurs successifs ont édifié ce système, mais nous savons qu'il ne devrait pas en être ainsi. Le premier ministre et le chef du Parti conservateur ont toujours dorloté les ultra-riches. Ni le premier ministre ni le chef du Parti conservateur ne sont prêts à l'admettre, mais je vais dévoiler ce secret de polichinelle aux Canadiens. Les libéraux et les conservateurs s'entendent en grande partie sur la majorité des questions qui touchent la vie quotidienne des Canadiens, à quelques différences près, évidemment.

Lorsque le chef de l'opposition était au pouvoir, le taux d'imposition des sociétés était de 15 %. Le taux actuel, sous le gouvernement libéral, est encore de 15 %. Lorsque les conservateurs étaient au pouvoir, ils ont donné des milliards de dollars aux grandes pétrolières. Le gouvernement libéral en fait autant. Ils ont tous deux contré les efforts que nous avons déployés pour établir une politique fiscale équitable qui exige que les riches paient leur juste part.

Voilà le système qu'ils ont édifié. Ce système a permis à 123 sociétés de priver les Canadiens de 30 milliards de dollars en impôts, et cela en 2021 seulement. Nous constatons une augmentation des regroupements de grandes sociétés. Shaw et Rogers sont sur le point de fusionner, ce qui accroîtra les coûts pour les Canadiens. Je dis cela parce que je viens d'une province où Bell a acheté MTS. On nous avait promis des prix plus concurrentiels pour les téléphones cellulaires et Internet. Tout ce que nous avons vu, c'est une augmentation des prix.

● (1200)

Nous savons que le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie va rester les bras croisés pendant que la vie devient de plus en plus inabordable. C'est un genre de « socialisme champagne », oserais-je dire, où les risques et les pertes sont à la charge du contribuable, mais où les profits et les prix abusifs sont tout à fait normaux. Tel est le bilan des libéraux.

Lorsque les néo-démocrates ont constaté que la cupidité des entreprises faisait grimper le prix des aliments, ils ont agi. Le coût des aliments a récemment atteint un sommet en 41 ans. Les gens de ma génération n'ont jamais vu une inflation aussi élevée. Nous savions qu'il fallait agir, et nous avons demandé au Bureau de la concurrence d'enquêter sur les profits des chaînes d'épicerie. Les Canadiens ne seront peut-être pas surpris d'apprendre que des épiceries qui avaient été prises en flagrant délit de fixation du prix du pain dans le passé pouvaient également escroquer les Canadiens qui tentaient de nourrir leur famille. Cela a apparemment choqué les libéraux et les conservateurs. Cependant, nous savions qu'il fallait agir. Nous savions que justice devait être rendue et que nous devions faire bouger les choses pour aider la population.

Il ne sert à rien de prétendre que cette motion est différente du genre de faux populisme auquel nous avons appris à nous attendre des conservateurs d'aujourd'hui. En effet, ils cernent certaines parties du problème, comme la montée en flèche des prix des aliments et les logements inabordables, mais font ensuite volte-face et proposent les solutions les plus néfastes. Ces solutions, une fois de plus, font porter le fardeau aux Canadiens plutôt qu'à ceux qui font grimper les coûts.

Plafonner les dépenses pour les services dont les Canadiens ont besoin ne permettra pas aux Canadiens en difficulté de payer leur épicerie. Réduire les impôts des personnes les plus riches de ce pays ne permettra pas aux gens d'acheter enfin une maison. Ces mesures montreront simplement qu'on demande encore à ceux qui ont le plus d'argent d'aider le moins.

Ce genre de politique à l'envers est à l'origine de ce qui ne va pas dans notre système politique. Nous devons donc concevoir une meilleure façon de procéder. Imaginez un gouvernement qui ne faciliterait pas autant que possible la tâche des entreprises les plus riches de notre pays en leur permettant de placer leur argent dans des paradis fiscaux. En effet, sous la direction du premier ministre, les actifs canadiens dans les 16 principaux paradis fiscaux sont passés de 126 à 400 milliards de dollars. Les ultra-riches n'ont jamais eu la vie aussi facile.

Imaginez que nous ayons une taxe sur les gains exceptionnels, taxe que le gouvernement a refusé de créer. Toutefois, dans un rapport rendu public dernièrement, le directeur parlementaire du budget a révélé que la proposition du NPD d'imposer une taxe exceptionnelle aux grandes sociétés pétrolières et gazières et aux magasins à grande surface, ce qui inclut les grandes chaînes d'épicerie, générerait 4,3 milliards de dollars en cinq ans. Imaginez ce que nous pourrions faire avec cet argent pour aider les Canadiens. Au lieu de cela, l'Agence du revenu du Canada cible les Canadiens qui ont essayé de rester à flot pendant la pandémie, en exigeant le remboursement de la Prestation canadienne d'urgence, au lieu de s'en prendre aux entreprises qui ont utilisé la subvention salariale d'urgence du Canada pour financer des dividendes et des rachats d'actions.

Ces priorités mal placées punissent des Canadiens qui ont déjà du mal à joindre les deux bouts tout en les privant des services qu'ils pourraient obtenir si le Canada s'attaquait sérieusement à la criminalité des entreprises. Malheureusement, il ne le fait pas. Nous n'imposons même pas de vraies amendes aux sociétés qui se livrent à des stratagèmes d'évitement fiscal. Elles se font prendre, mais elles ne paient pas d'amende; on leur demande simplement de verser les impôts qu'elles auraient dû payer au départ. Cette violation générale de la règle anti-évitement incite les sociétés à continuer de frauder le système. Dans le pire des cas, elles doivent déboursier ce qu'elles auraient dû payer au départ.

Le NPD a toujours présenté une vision où les milliardaires paient leur juste part. Les libéraux et les conservateurs ont tout fait pour la contrer. Nous avons demandé au gouvernement d'instaurer un impôt sur la fortune, de porter le taux d'imposition des sociétés à 18 % ou plus, d'instaurer un impôt sur les bénéfices exceptionnels, d'éliminer l'échappatoire sur les gains en capital et de mettre fin aux cadeaux de milliards de dollars que reçoivent les grandes pétrolières. Il générerait ainsi des milliards de dollars de revenus tirés directement des ultrariches. Cet argent pourrait être investi dans les services dont les Canadiens ont désespérément besoin.

Je ne voterai pas en faveur de cette motion. Je suis fière que les néo-démocrates dénoncent l'hypocrisie des conservateurs et des libéraux. Je continuerai de défendre les intérêts des gens de ma circonscription, dont les travailleurs et les personnes à revenu fixe qui ont besoin d'aide maintenant. Je continuerai de m'en prendre aux riches et aux puissants et aux deux partis politiques qui les soutiennent.

• (1205)

M. Bob Zimmer (Prince George—Peace River—Northern Rockies, PCC): Monsieur le Président, nous pouvons certainement imaginer à quoi ressemblerait un gouvernement néo-démocrate au Canada. Franchement, on n'a pas besoin de l'imaginer, on voit une coalition entre le NPD et les libéraux qui forme un gouvernement très néo-démocrate. Même dans ma province, la Colombie-Britannique, nous avons un gouvernement néo-démocrate. J'entends ses membres l'encourager fièrement, mais une usine de pâtes et papiers et une scierie viennent de fermer. L'usine de Prince George a perdu 300 employés et la scierie de Chetwynd en a perdu 200. Tout cela est dû à la politique du NPD et du gouvernement libéral fédéral, qui a détruit ces entreprises et leur allocation.

Ce que je ne comprends pas, et ce que beaucoup de Canadiens me demandent, c'est pourquoi le NPD continue de soutenir ce premier ministre corrompu alors que le gouvernement libéral est si mauvais.

• (1210)

Mme Niki Ashton: Tout d'abord, monsieur le Président, je tiens à souligner que les gens du Nord de la Colombie-Britannique traversent une période difficile. J'ai de la famille à Prince George et j'ai entendu parler des fermetures. J'espère sincèrement que nous leur fournissons du soutien.

J'aimerais décrire à mon collègue ce que son gouvernement conservateur a fait à ma collectivité, à Thompson. Il a approuvé le rachat d'Inco, une entreprise canadienne rentable, par Vale, une multinationale brésilienne. Vale a reçu de l'aide d'Exportation et développement Canada et d'autres organismes, mais elle a ensuite supprimé la moitié des emplois dans ma collectivité. Il n'y a plus d'emplois dans le secteur de la transformation ici à Thompson, au Manitoba, à cause de ce que le gouvernement Harper a fait en vendant nos ressources et en bradant des emplois canadiens bien rémunérés. Par conséquent, je n'ai aucune leçon à recevoir des conservateurs lorsqu'il s'agit de défendre les bons emplois de la classe ouvrière dans le secteur des ressources.

Je suis fière du travail que le NPD accomplit à l'échelle nationale en réclamant que les sociétés, dont celles qui suppriment des emplois dans nos collectivités, paient ce qu'elles doivent. Je parle surtout de celles qui ont fait des profits excessifs, notamment dans les secteurs minier, pétrolier et gazier et dans d'autres secteurs de ressources. J'espère qu'on se ralliera à nos idées.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, ma collègue s'est lancée dans une diatribe soulignant l'hypocrisie des conservateurs et des libéraux au sujet de l'impôt des sociétés. Elle a fait remarquer que nous n'avons ni augmenté ni réduit l'impôt des sociétés, en soulignant que nous ne l'avons pas augmenté. Je tiens à rappeler à ma collègue que le seul gouvernement que j'aie vu de mémoire réduire l'impôt des sociétés, c'est le gouvernement provincial néo-démocrate du Manitoba. Le NPD, qui n'a jamais été au pouvoir ici à Ottawa, a réduit l'impôt des sociétés

Travaux des subsides

non pas une fois, mais plusieurs fois. N'y a-t-il pas un peu d'hypocrisie dans ce que dit la députée?

Mme Niki Ashton: Monsieur le Président, je tiens à rappeler à mon collègue que le NPD n'a pas été au pouvoir au Manitoba depuis de nombreuses années, soit depuis 2015. Par conséquent, en 2023, alors que les profits des sociétés explosent et que nous sommes confrontés à une crise de l'inflation jamais vue en plus de 40 ans, je demanderais à mon collègue et à son parti, le parti au pouvoir au Canada, de se rallier à notre programme. Je leur demanderais de s'inspirer des pays aux vues similaires qui ont imposé une taxe sur les bénéfices exceptionnels et augmenté le taux d'imposition des sociétés, y compris nos voisins du Sud. Je leur demanderais de prendre des mesures concrètes à l'échelle nationale pour redistribuer la richesse dans notre pays, de cesser de faire des faveurs à leurs riches amis et de soutenir les Canadiens en cette période difficile en lançant des initiatives audacieuses en matière d'équité fiscale. Qu'ils appuient notre plan.

[Français]

M. Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, dans un enjeu comme celui de l'inflation et de l'augmentation du coût de la vie, évidemment, le premier palier qui nous touche, c'est celui du logement.

Ma collègue verrait-elle comme solution d'augmenter les budgets octroyés pour l'achat de propriétés et aussi pour les logements abordables et sociocommunautaires? Si on en augmentait le nombre, n'y aurait-il pas un effet pour diminuer les prix puisque c'est une question d'offre et de demande?

Mme Niki Ashton: Monsieur le Président, en effet, la crise du logement actuelle contribue énormément à la crise du coût de la vie que sont en train de vivre les gens chez nous. Il faut absolument investir dans le logement coopératif, le logement abordable et le logement dans les communautés autochtones. Cela ferait partie de la solution.

[Traduction]

M. John Williamson (Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de South Shore—St. Margarets.

C'est toujours un honneur pour moi de prendre la parole à la Chambre des communes au nom des personnes, des familles et des localités du Sud-Ouest du Nouveau-Brunswick. Le Nouveau-Brunswick est un endroit où les gens travaillent fort, respectent les règles et font des sacrifices pour leurs enfants et leurs petits-enfants. En ce sens, les Maritimes sont vraiment comme n'importe quelle autre région de ce grand pays.

Cependant, aujourd'hui, travailler dur ne rapporte plus autant qu'avant. C'est parce que l'actuel gouvernement libéral fédéral ne respecte pas sa part du marché. Il ne tient pas la promesse qu'il a faite aux Canadiens. Le Canada se trouve à un carrefour difficile. Le ciel économique est très sombre, et les temps sont durs pour les Canadiens. Je rappelle aux députés d'en face, ceux qui représentent le Parti libéral et le NPD, que les hausses d'impôts fédéraux, les déficits faramineux et l'inflation incontrôlée sont tous le résultat des choix politiques délibérés du gouvernement qu'ils appuient depuis huit ans.

Quelles sont les conséquences de politiques fédérales bâclées?

Travaux des subsides

Après huit ans sous l'égide du premier ministre libéral actuel, l'inflation n'a jamais été aussi élevée en 40 ans. Depuis un an, le coût de l'épicerie a augmenté de 11 %. La moitié des Canadiens réduisent leurs dépenses d'épicerie. Vingt pour cent des Canadiens, soit un sur cinq, mangent moins ou sautent des repas pour contrôler leurs dépenses et essayer de joindre les deux bouts.

Après huit ans, le loyer moyen d'un appartement de deux chambres à coucher dans les 10 plus grandes villes du Canada a doublé pour atteindre plus de 2 200 \$ par mois, comparativement à moins de 1 200 \$ par mois en 2015.

Près de la moitié des détenteurs de prêts hypothécaires à taux variable affirment que la hausse des taux d'intérêt pourrait les obliger à vendre ou à quitter leur domicile d'ici la fin de l'année. Les versements hypothécaires mensuels moyens ont plus que doublé; ils s'élèvent désormais à plus de 3 000 \$ par mois pour un ménage familial canadien type.

L'inflation et la mauvaise gestion de la Banque du Canada font passer les Canadiens dans le tourment.

La politique monétaire des libéraux est un désastre, mais cela ne devrait pas être une surprise. Le chef libéral a informé les Canadiens en 2021 qu'il ne pensait pas à la politique monétaire. J'ai même eu l'impression que le premier ministre se vantait de ne pas penser. Il suffit de voir dans quel pétrin se trouve le Canada. Les budgets libéraux vont également dans le mauvais sens. La philosophie centrale des libéraux consiste à taxer, à dépenser et à réglementer. Lorsque cela ne fonctionne pas, ils recommencent. Ils taxent, ils dépensent et ils réglementent.

Les dépenses inconsidérées des libéraux, alimentées par une dette facile, sont la cause profonde de la montée en flèche de l'inflation au Canada. Le gouvernement du Canada a gonflé notre dette nationale, qui a doublé au cours des huit dernières années. Le gouvernement a accumulé plus de dettes que tous les premiers ministres précédents réunis, depuis 1867. Cette explosion de la dette a été encouragée par la politique d'assouplissement quantitatif de la Banque du Canada et, aujourd'hui, les Canadiens paient pour cet effet tout à fait prévisible d'une incurie politique. Le fardeau fiscal fédéral s'est alourdi au cours des huit dernières années. Aujourd'hui, les taxes sur la consommation et la vie quotidienne augmentent tous les ans, alors que les Canadiens perdent de plus en plus de terrain.

Depuis huit ans, le gouvernement fédéral applique un plan pour que, au moyen de la réglementation et de taxes toujours plus élevées, notre énergie abordable et abondante deviennent plus coûteuse. Les combustibles de chauffage domestique, l'électricité et les prix à la pompe sont tous plus lourdement taxés, et les libéraux continuent d'augmenter ces taxes.

Le Canada peut faire mieux.

Si nous regardons en arrière, il y a huit ans, l'impôt des familles, des entreprises et des particuliers était moins élevé dans ce pays. Même que si l'on gagnait un faible revenu, on ne payait aucun impôt fédéral sur le revenu. La TPS a été réduite pour aider les Canadiens à faible revenu.

• (1215)

Nos secteurs de la fabrication et des ressources naturelles étaient en pleine croissance parce que le Canada avait un gouvernement fédéral qui comprenait ce qui alimente notre économie et notre pros-

périté commune. Les budgets étaient excédentaires, et les impôts avaient été réduits, ce qui a permis à un plus grand nombre de ménages d'épargner pour l'avenir, car les dépenses du gouvernement fédéral étaient axées sur l'amélioration des services et des résultats pour les Canadiens. L'accession à la propriété était en hausse, et les gens étaient en mesure de s'offrir l'essentiel et d'épargner pour l'avenir. En bref, les Canadiens amélioraient leur sort.

Aujourd'hui, c'est une toute autre histoire. L'inflation n'a jamais été aussi élevée depuis 40 ans. La moitié des ménages qui gagnent moins de 40 000 \$ par année sont dans une situation plus difficile parce que nous savons, nous devrions savoir ou nous avons appris que l'inflation est le prix que les Canadiens paient pour toutes les prestations gouvernementales que les libéraux et leurs partenaires de coalition néo-démocrates avaient dit être gratuites. On sait que ce n'est tout simplement pas vrai. Pendant ce temps, nos alliés dans le monde concluent des ententes énergétiques désespérées avec des dictateurs pour acheter du pétrole et du gaz alors que le Canada ignore les demandes d'aide. C'est vrai en Asie et c'est vrai en Europe.

Rien de tout cela n'est arrivé par accident. C'est le résultat de choix politiques soutenus par la coalition libérale—néo-démocrate. C'est pourquoi la motion d'aujourd'hui est si importante. Les conservateurs ont présenté cette motion pour remettre le Canada sur la bonne voie. Il s'agit d'une correction de trajectoire nécessaire. Nous demandons aux libéraux de limiter leurs dépenses, de cesser le gaspillage, de congédier les experts-conseils grassement payés et d'éliminer les impôts et déficits inflationnistes qui ont entraîné une crise du coût de la vie.

Malheureusement, je ne pense pas que les députés d'en face profiteront de cette occasion pour réparer leurs erreurs. Ils sont fidèles à leur conviction, à savoir que le rôle principal du gouvernement fédéral consiste à redistribuer la richesse. L'intervenante précédente a d'ailleurs dit que le gouvernement doit redistribuer la richesse, alors que les conservateurs, eux, croient qu'il lui faut élargir les perspectives et créer de la richesse afin que nous ayons les ressources nécessaires pour financer nos programmes sociaux et améliorer le sort des Canadiens. Les libéraux préparent également le prochain coup qu'ils porteront à notre économie: un plan pour une prétendue transition équitable vers l'abandon des hydrocarbures.

Je siège au comité des comptes publics, et nous avons récemment étudié le plan du gouvernement visant à fermer les secteurs des ressources naturelles pour réduire les émissions de dioxyde de carbone. La transition prévue par le gouvernement sera si pénible qu'elle se compare à l'effondrement de la pêche à la morue du Nord au Canada atlantique dans les années 1990. Ce fut dévastateur. J'ai entendu récemment le ministre du Travail affirmer que le Canada a besoin de plus de travailleurs, pas de moins, dans les secteurs pétrolier et gazier et il a maudit le terme trompeur « transition équitable ». C'est qu'il représente Terre-Neuve-et-Labrador et qu'il comprend le danger que pose la transition équitable pour son économie et pour les économies provinciales du pays.

Travaux des subsides

Les députés d'en face cherchent désespérément à cacher cette réalité à la population, alors ils lancent de nouveaux mots à la mode. Comment vendent-ils les pertes d'emplois? Ils le font en prônant « une économie équitable, une économie verte, une économie progressiste, une économie qui fonctionne pour tous les Canadiens et une économie inclusive ». C'est absurde. Qu'y a-t-il de si équitable ou de si inclusif à propos d'un gouvernement fédéral qui est déterminé à mettre les Canadiens au chômage? Quand des gens occupent deux emplois uniquement pour joindre les deux bouts, payer leur loyer et acheter de la nourriture, comme le font certains de mes concitoyens, comment peuvent-ils épargner suffisamment pour améliorer leur sort?

Pendant des années, les conservateurs ont dit que la taxe sur le carbone était une taxe sur tout. Les députés d'en face se sont moqués de nous, mais aujourd'hui, personne ne rit alors que les familles sont aux prises avec des prix de l'énergie et des prix à la consommation très élevés. Les libéraux et les néo-démocrates aiment rejeter le blâme sur les Russes, mais dans mon coin de pays, dans l'État du Maine, à côté du Nouveau-Brunswick, un litre d'essence coûte 50 ¢ de moins qu'au Nouveau-Brunswick, après le rajustement du taux de change. Les Russes n'ont rien à voir là-dedans. C'est dû à la politique fiscale et à la politique de réglementation du gouvernement canadien.

Les députés du Parti libéral et du NPD sont déterminés à mettre en place une série de politiques qui continueront de pousser le Canada sur la mauvaise voie. Le gouvernement se doit de protéger et de promouvoir les intérêts des familles canadiennes. La coalition néo-démocrate—libérale a failli à cette tâche. Il faut la remplacer afin que les Canadiens puissent non seulement joindre les deux bouts, mais aussi améliorer leur sort.

• (1220)

M. Mark Gerretsen (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes (Sénat), Lib.): Monsieur le Président, si nous examinons l'inflation à l'échelle mondiale et non pas seulement à l'échelle nationale, comme les conservateurs aiment le faire, nous constaterons que le taux d'inflation au Canada est parmi les plus bas du G7. Le Japon a un taux d'inflation de 4 %; la France est à 5,8 %; le Canada, à 6,3 %; les États-Unis, à 6,4 %; l'Allemagne, à 8,5 %; le Royaume-Uni, à 9,2 %; et l'Italie, à 10,1 %. Si nous prenons le secteur de l'énergie en particulier, les États-Unis et le Canada ont un taux d'inflation de 7,3 %. Les autres pays du G7 se situent entre 15 % et 64 %. Ce sont les chiffres de janvier 2023.

Comment se fait-il que les conservateurs puissent continuellement prendre la parole à la Chambre pour affirmer que l'inflation que nous vivons est uniquement attribuable au premier ministre du Canada? De deux choses l'une: soit ils ne prêtent tout simplement pas attention à ce qui se passe dans le reste du monde, soit ils pensent que le premier ministre du Canada a un super pouvoir qui lui permet d'influer sur l'inflation partout dans le monde. Quelle option est la bonne?

• (1225)

M. John Williamson: Monsieur le Président, il est évident que ce n'est pas la deuxième hypothèse, car le premier ministre nous a dit qu'il ne pense pas à la politique monétaire.

Nous ne demandons pas que le gouvernement libéral soit tenu responsable des politiques inflationnistes à travers le monde. Nous parlons de notre pays. Le gouvernement libéral a inondé notre pays de 400 milliards de dollars en dépenses déficitaires, et nous savons

tous, ou nous devrions tous savoir, que l'inflation est une politique monétaire. Le gouvernement a dévalué la devise canadienne et nos économies, et nous en faisons les frais aujourd'hui avec la hausse des prix.

[Français]

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, dans le préambule de la motion de l'opposition, il y a beaucoup de constats qui sont justes. Je vais encore me référer au texte de la motion. D'abord, quand on dit de « congédier les experts-conseils », nous sommes d'accord. La firme McKinsey, par exemple, propose d'investir dans la capture et le stockage du carbone alors que c'est reconnu comme étant trop cher et inefficace.

Ensuite, on parle de « cesser le gaspillage ». Nous sommes d'accord là aussi. Nous pensons aux subventions versées aux pétrolières. C'est 3,6 milliards de dollars qui sont prêts à être donnés pour la séquestration et le captage du carbone. Je suis persuadée que l'opposition va voter en faveur de cela.

Est-ce qu'on pense vraiment que les pétrolières ont besoin d'argent alors qu'elles engrangent des profits faramineux grâce à la hausse du prix de l'essence? Pourquoi les conservateurs n'en parlent-ils pas?

M. John Williamson: Monsieur le Président, nous parlons de beaucoup de choses différentes. Aujourd'hui, nous parlons des taxes et des dépenses du gouvernement qui sont énormes et qui n'ont pas de bon sens. D'après nous, les sources d'énergie ne devraient pas faire l'objet de subventions, point final.

[Traduction]

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NPD): Monsieur le Président, il y a des jours où l'audace des conservateurs me stupéfie. Mon collègue a mentionné à quel point les prix à la pompe placent ses concitoyens dans une situation difficile, mais il n'a rien dit au sujet de l'augmentation massive des profits du secteur pétrolier et gazier, qui s'élèvent à 1 011 % depuis 2019. J'invite mon collègue à prendre la parole pour défendre les gens de sa circonscription qui souffrent à cause des prix à la pompe et à s'en prendre aux sociétés qui les exploitent quotidiennement. C'est la cause de l'inflation au Canada.

M. John Williamson: Monsieur le Président, encore une fois, nous recevons une leçon qui ne correspond pas au cours d'économie 101. Il ne fait aucun doute que les profits du secteur pétrolier et gazier ont augmenté, mais c'est parce que la politique du gouvernement, avec sa coalition néo-démocrate, a été de restreindre l'offre et de veiller à ce que la demande dépasse l'offre. Nous devons mettre plus d'hydrocarbures sur le marché pour faire baisser les prix tout en supprimant la taxe sur le carbone pour donner un répit aux consommateurs et aux familles. C'est ainsi que nous briserons l'étau de l'inflation. Ce n'est pas en misant sur la contraction de l'économie ni en accablant les gens. C'est en encourageant la croissance, l'espoir et la réussite.

L'hon. Mike Lake (Edmonton—Wetaskiwin, PCC): Monsieur le Président, le député libéral de Kingston et les Îles m'a fait réfléchir. Ce n'est qu'une réflexion, mais j'ai l'impression qu'il y a eu un premier ministre Trudeau, avant le gouvernement actuel, qui a fait campagne sur des politiques hautement inflationnistes qui ont dévasté l'économie dans les années 1970 et 1980 et qui ont entraîné des compressions massives dans la santé, les services sociaux et l'éducation au milieu et à la fin des années 1990. Je me demande si mon collègue s'en souvient aussi.

Travaux des subsides

M. John Williamson: Monsieur le Président, j'ai peu de souvenirs de Trudeau père. Ce que je trouve intéressant, c'est que la politique énergétique nationale, qui a été désastreuse pour l'Alberta et les autres provinces de l'Ouest, a à tout le moins profité au Canada, plus précisément à certaines industries du centre du pays. Cependant, je pense que cette politique était malavisée.

Je regarde ce que le gouvernement libéral fait aujourd'hui: en plus de ruiner la politique énergétique de notre pays, il fait augmenter le coût de l'énergie tout en la vendant aux Américains et aux Européens à moindre prix. C'est le monde à l'envers.

Le premier ministre, à bien des égards, s'entête à maintenir une mauvaise politique et il fait du tort aux Canadiens.

* * *

• (1230)

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. Alex Ruff (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Monsieur le Président, il y a eu consultations entre les partis, et vous constaterez que la Chambre donnerait son consentement unanime à l'égard de la motion suivante, qui vise à corriger le compte-rendu de deux votes tenus hier.

Je propose:

Que, nonobstant tout article du Règlement,

les Journaux de la Chambre des communes du lundi 13 février 2023 soient modifiés, notamment les votes n^{os} 257 et 258, pour indiquer que les députés suivants ont été paillés:

la ministre des Affaires étrangères avec la députée de Sheffield,

le député d'Ottawa-Sud avec la députée de Beauport—Limoilou,

le député de Parkdale—High Park avec le député de Saint-Hyacinthe—Bagot,

la députée d'Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill avec le député de Bruce—Grey—Owen Sound.

Le vice-président: Que tous ceux qui s'opposent à ce que le député propose la motion veuillent bien dire non. Le consentement est accordé.

La Chambre a entendu la motion. Que tous ceux qui s'opposent à la motion veuillent bien dire non.

(La motion est adoptée.)

* * *

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LA HAUSSE DE L'INFLATION ET DU COÛT DE LA VIE

La Chambre reprend l'étude de la motion.

M. Rick Perkins (South Shore—St. Margarets, PCC): Monsieur le Président, c'est un privilège de prendre la parole à la Chambre pour parler de cette importante motion que notre parti a présentée sur la question qui préoccupe le plus les Canadiens aujourd'hui.

Je sais que nous, les députés, recevons tous chaque jour des appels et des courriels de travailleurs qui ont de la difficulté à payer leurs factures. Je suis sûr que les membres du Cabinet entendent le même son de cloche que nous. Les personnes qui vivent d'un revenu fixe doivent faire les choix les plus difficiles dans la vie. Par exemple, ils doivent choisir entre payer le chauffage, la nourriture, les médicaments ou l'essence pour aller chercher de la nourriture. Ce sont les choix que les gens doivent faire à cause des huit années de gouvernement libéral.

Nous sommes dans une situation sans précédent, avec une inflation qui n'a jamais été aussi élevée depuis 40 ans, à cause des politiques appliquées par le gouvernement pendant huit ans. Les gens travaillent plus fort qu'il y a huit ans, mais ils perdent du terrain. Je sais que le Parti libéral adore qu'on parle de Pierre Trudeau, alors je vais parler de lui. Nous n'avons pas connu de tels chiffres d'inflation depuis l'époque où Pierre Trudeau était au pouvoir, dans les années 1970 et 1980. La vie était alors difficile pour les gens. Le fils commet aujourd'hui les mêmes péchés que son père dans le temps.

Le prix du logement est maintenant deux fois plus élevé qu'il ne l'était en 2015. Après huit années de règne d'un premier ministre libéral, le coût des produits d'épicerie connaît une hausse de 11 %. Après huit années, la moitié des Canadiens réduisent leurs dépenses d'épicerie. Après huit années, 20 % des Canadiens sautent des repas. Après huit années, le loyer moyen d'un appartement de deux chambres à coucher dans les dix plus grandes villes du Canada est de 2 213 \$ par mois, comparativement à 1 171 \$ par mois lorsque les libéraux ont été élus.

Après huit années de règne d'un premier ministre libéral, 45 % des détenteurs d'une hypothèque à taux variable disent qu'ils devront vendre ou quitter leur maison dans moins de neuf mois en raison des taux d'intérêt actuels. Après huit années, le coût mensuel moyen d'une hypothèque a plus que doublé et dépasse maintenant 3 000 \$ par mois.

Nous voyons ces coûts augmenter, et c'est pourquoi nous recevons ces appels. Je vais faire un lien avec ce que nous vivons dans les Maritimes. Monsieur le Président, en tant que Néo-Écossais, je sais que vous recevez des appels de ce genre. Les politiques du gouvernement ont fait disparaître les investissements dans la plupart des industries au Canada. Le projet de loi C-69 est affectueusement connu sous le nom de « projet de loi anti-pipelines ». Je l'appelle le « projet de loi anticapitaux » parce qu'il a vraiment fait se volatiliser les capitaux des investisseurs.

Il en résulte qu'en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, nous sommes alimentés en pétrole d'Arabie saoudite pour chauffer nos maisons. Le député de Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest, qui a pris la parole avant moi, a le même problème. Pour donner aux députés une idée du coût résultant des politiques du gouvernement, je précise que le prix d'un plein de réservoir de mazout est de 1 800 \$. Au bout de quatre semaines, le réservoir sera à moitié vide.

Ce sont ces dépenses qui frappent durement les personnes à revenu fixe dans mon coin de pays et qui leur font penser à vendre leur maison. Nous avons du pétrole et du gaz naturel canadiens, bons, propres et éthiques, que nous pourrions livrer dans les provinces de l'Atlantique pour réduire le coût de la vie, mais le gouvernement a mis en place des politiques pour empêcher cela.

La passion jamais démentie des libéraux pour les taxes est, elle aussi, une source d'inflation. Qu'est-ce qu'ils ont fait en premier? Ils se sont dit qu'ils pouvaient instaurer une taxe sur le carbone, une taxe qui, pensaient-ils, mettrait fin à toutes les intempéries dans le monde. La taxe sur le carbone est inflationniste par nature. Elle part du principe qu'en augmentant le coût de tout ce qui se vend, on pourrait amener les gens, théoriquement, à changer leur comportement.

Travaux des subsides

Dans ma circonscription rurale, nous n'avons pas de transport en commun. Nous n'avons pas d'options pour nous déplacer, pour emmener nos enfants à l'école, pour nous rendre au travail, pour faire notre épicerie ou pour rendre visite à notre parenté. Nous sommes obligés de nous déplacer en automobile. Aucun moyen de transport en commun ne nous est offert. Les libéraux s'imaginent que s'ils imposent une taxe sur le carbone, les Canadiens des régions rurales n'auront plus autant besoin de leur automobile pour se déplacer.

• (1235)

L'imposition et le triplement de cette nouvelle taxe, qui entrerait en vigueur cette année en Nouvelle-Écosse, parce que les libéraux n'ont pas encore fini de détruire l'économie avec leurs taxes, feront en sorte que le carburant coûtera 40 ¢ de plus le litre d'ici 2030. Pour la maman qui emmène ses enfants à l'entraînement de hockey ou à l'école, c'est un montant énorme, sans compte que l'essence qu'elle consomme est produite avec du pétrole de l'Arabie saoudite.

Cette taxe coûte aux familles des milliers de dollars par an, alors qu'elles peinent à se préparer des repas sains et à chauffer leur maison. Au risque de surprendre le gouvernement libéral, je précise que le chauffage des maisons n'est pas facultatif au Canada. Nous sommes obligés de le faire, et une taxe qui rend le chauffage plus coûteux pour les personnes âgées pendant nos hivers glaciaux est tout simplement cruelle.

Je parle de la taxe libérale sur le carbone, la taxe sur tout, la taxe qui rend tout plus cher. Si le premier ministre voulait vraiment rendre la vie plus abordable pour nos aînés, nos travailleurs et nos familles, il annulerait la taxe sur le carbone en Nouvelle-Écosse, et il annulerait le triplement ou le quadruplement de la taxe sur le carbone qu'il prévoit afin de rendre le coût de la vie encore plus abordable pour les Canadiens.

Au lieu de décréter un gel de cette taxe obscène, le gouvernement libéral l'augmente pour des gens qui ont du mal à joindre les deux bouts. Bien sûr, les libéraux prétendent que, d'une manière ou d'une autre, par magie, dans leurs chimères mathématiques, nous pourrions récupérer plus d'argent que nous en payons. Leurs calculs les feraient échouer à un examen de mathématiques de 6^e année, mais apparemment, ils sont assez bons pour les libéraux.

Dans les rapports du directeur parlementaire du budget traitant de la taxe sur le carbone qui existe actuellement, il fait une observation que les libéraux ont tendance à ignorer. Voici un extrait de l'un de ces rapports: « la tarification du carbone par les autorités fédérales entraînera une perte nette pour la plupart des ménages de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba et de l'Ontario » d'ici 2030. C'est un peu différent des affirmations que nous entendons. D'ici cette année-là, le prélèvement de la taxe sur le carbone aura augmenté pour atteindre 170 \$ la tonne. À partir du moment où l'on décide de décarboniser l'économie dans un laps de temps relativement court avec une taxe qu'on suppose efficace et qui vise à réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre en moins de 10 ans, il est clair qu'il y aura un coût.

Le directeur parlementaire du budget écrit encore ceci: « La plupart des ménages des provinces où le filet de sécurité s'applique subiront une perte nette résultant de la tarification fédérale du carbone dans le cadre du plan climatique » en 2030-2031. Il ajoute que « le coût du carbone pour les ménages [y compris maintenant la TPS appliquée à la taxe sur le carbone et payée avec des revenus plus faibles] sera supérieur aux paiements de l'incitatif à agir pour le climat que les ménages reçoivent. »

Autrement dit, ce n'est pas ce que les libéraux disent pendant la période des questions, à savoir que quelqu'un paie plus d'impôts à Ottawa et en reçoit magiquement davantage en retour. Je ne pense pas que quiconque puisse croire qu'une pareille taxe existe. C'est à peu près aussi crédible que la promesse faite lors de la création de l'impôt sur le revenu, qui devait être temporaire, disait-on.

À ce système coûteux créé par les libéraux s'ajoute le problème du retard que notre pays a pris sur les États-Unis, en ce qui concerne le rendement de notre économie par habitant. En 2015, nous étions à égalité avec les États-Unis, et maintenant notre économie est 40 % moins productive. Cela représente 100 milliards de dollars par année de moins en revenus pour le Canada selon le Fonds monétaire international. Je sais que les libéraux aiment inventer leurs propres chiffres, mais le FMI affirme que c'est 100 milliards de dollars par année de revenus en moins, par rapport aux États-Unis, à cause des politiques du gouvernement. Jusqu'en 2015, nous étions à peu près à égalité.

J'ai beaucoup d'autres problèmes, que je suis sûr d'aborder au cours de la période de questions et réponses, notamment avec le député de Kingston et les Îles. J'ai hâte de répondre à ces questions.

• (1240)

M. Jaime Battiste (secrétaire parlementaire du ministre des Relations Couronne-Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, je sais que le député est de la Nouvelle-Écosse. Cette province a connu récemment de terribles ouragans, dont Fiona. Des étangs ne gèlent pas. À certains endroits, les Autochtones qui ont pêché sur la glace pendant des années ne peuvent plus le faire à cause des changements climatiques.

Je me demande si le député d'en face pourrait me dire si c'est juste, et s'il y a quelque chose que nous devons faire pour tarifier la pollution. Le député est-il d'accord avec la Cour suprême pour dire que les changements climatiques sont réels? Est-il d'accord avec les scientifiques pour dire que les changements climatiques sont réels? Croit-il que nous devrions agir à ce sujet?

M. Rick Perkins: Monsieur le Président, le député de Sydney-Victoria serait peut-être favorable à l'idée d'acheminer du gaz naturel en Nouvelle-Écosse, puisque 62 % de notre électricité est produite par la combustion de charbon provenant de la Colombie. Si les libéraux donnent leur appui à l'idée d'acheminer le gaz naturel en Nouvelle-Écosse par un gazoduc, nous pourrions réduire nos émissions de moitié et atténuer les problèmes que le député soulève en lien avec les changements climatiques.

[Français]

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, dans son discours, mon collègue a parlé du gaz naturel comme étant une énergie propre. Il faut définir « propre » parce que le gaz naturel s'échappe et contamine les sources d'eau. Ensuite, il faut faire le torchage en brûlant le gaz naturel. Je m'excuse, mais ce n'est pas propre, c'est une énergie fossile qui pollue.

[Traduction]

M. Rick Perkins: Monsieur le Président, j'apprécie la question de la députée du Québec, où plus de 52 % de l'énergie provient de combustibles fossiles de l'Ouest canadien. En outre, le gaz naturel est une source d'énergie beaucoup plus propre, comme je l'ai dit, que d'autres formes de production d'électricité, comme les centrales au charbon.

Travaux des subsides

La députée apprendra sans doute avec intérêt l'annonce que vient de faire le Pakistan: il va quadrupler sa production et sa consommation de charbon étant donné qu'il n'est pas capable d'importer suffisamment de gaz naturel. La députée aimerait sûrement voir la consommation de charbon de ce pays diminuer grâce au bon gaz naturel canadien, plus propre, qui pourrait lui être vendu ainsi qu'à d'autres pays.

M. Matthew Green (Hamilton-Centre, NPD): Monsieur le Président, j'aime bien le député de South Shore—St. Margarets. Nous nous entendons à merveille. Nous avons continuellement des conversations à la Chambre. Il a parlé des mauvais calculs des libéraux, ce qui me permet de commencer par être d'accord avec lui sur un point. Je suis tout à fait prêt à dire comme lui que nous ne pouvons pas nous soustraire aux changements climatiques en payant des taxes, c'est un fait.

Cependant, il fait les mauvais calculs. Il a parlé des gens de la Nouvelle-Écosse qui n'ont pas les moyens de payer leurs factures et de chauffer leur maison, mais pas une seule fois il n'a parlé des profits des entreprises. Je tiens à dire aujourd'hui que, si nous devons abolir la tarification du carbone, les profits de 1 000 % que le secteur pétrolier et gazier a réalisés au cours de la dernière année, en 2022, continueraient de rendre le chauffage inabordable pour ses résidents.

Le député est un homme pragmatique. Ne pourrait-il pas au moins convenir que les profits exorbitants, ridicules et hors de contrôle des entreprises constituent le facteur économique qui fait que le coût du chauffage des maisons dans sa province est inabordable pour les gens de la classe ouvrière?

• (1245)

M. Rick Perkins: Monsieur le Président, le député de Hamilton-Centre et moi avons des conversations animées, ce qui n'est pas pour me déplaire.

Je dirai que le coût de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique dépend du fait que nous devons acheter du pétrole saoudien. Cependant, je trouve toujours curieux que les députés néo-démocrates, qui font partie de la coûteuse coalition néo-démocrate—libérale, semblent détester tout type de profits. Sans profits, le député n'aurait pas l'iPhone d'Apple qu'il emporte partout, parce que les profits permettent d'innover et de créer des emplois. J'aimerais, de temps en temps, entendre les députés néo-démocrates dire que c'est fantastique que nous puissions produire de meilleurs médicaments, de meilleures technologies et un meilleur niveau de vie pour les Canadiens et pour le reste du monde grâce aux profits et à l'innovation.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Kings—Hants.

C'est une belle journée ensoleillée, je crois, mais je n'en suis pas certain à 100 %. Cependant, je peux dire que dans des journées comme celle-ci, où le Parti conservateur fait tout son possible pour essayer d'influencer l'opinion publique, c'est comme si un nuage noir menaçant planait au-dessus de la Chambre des communes et de cette enceinte. Le verbiage que nous entendons de l'autre côté est assez déprimant. C'est une sorte d'avertissement aux personnes qui suivent le débat de ne pas croire tout ce que les conservateurs disent parce que, très franchement, ils sont passés maîtres dans l'art de déformer la vérité, si je puis m'exprimer ainsi tout en respectant le

langage parlementaire. Je suis ébahi par l'obscurantisme dont peut faire preuve le Parti conservateur.

J'aimerais montrer le contraste entre le côté obscur et un parti qui, au fil des années, a été présent de manière très tangible, très réelle pour les Canadiens depuis sept ans. Peut-être est-ce un bon point de départ. Il est quelque peu ridicule d'entendre les conservateurs répéter à l'envi « huit années de gouvernement libéral ». Ils devraient revoir leur calcul. Même en arrondissant, nous n'arrivons pas encore à huit ans. C'est, en fait, plus près de sept. Mais cela leur permettra de régurgiter les mêmes discours dans un an.

Nous finirons par arriver à huit années. Espérons qu'avec la bénédiction des Canadiens, nous pourrions doubler la mise à l'avenir, mais nous devons être en mesure de montrer que, somme toute, nous sommes prêts à respecter le mandat qui nous a été confié.

Nous avons reçu pour mandat de gérer l'économie dans un contexte de gouvernement minoritaire, ce qui veut dire que nous devons travailler avec tous les partis politiques représentés à la Chambre des communes afin de faire adopter des mesures législatives.

De mon point de vue, la motion dont nous sommes saisis peut, au fond, se séparer en deux parties, soit les dépenses et la question de l'inflation. Tout d'abord, nous devons comprendre que la vie quotidienne des Canadiens peut être très difficile aujourd'hui. Les coûts augmentent et nous devons le reconnaître. C'est pourquoi nous avons proposé des programmes, que ce soit dans le cadre de projets de loi ou de mesures budgétaires, pour soutenir très concrètement les Canadiens dans toutes les régions du pays en leur permettant de garder plus d'argent dans leurs poches.

Chose certaine, des Canadiens peinent à faire l'épicerie et à payer leurs factures et cela nous préoccupe beaucoup. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles nous mettons sur pied des programmes, même si les conservateurs se prononcent contre les programmes en question.

Le plus étonnant, c'est de voir comment les conservateurs essaient de déformer la réalité du monde actuel. À les entendre, on penserait que l'inflation est un problème propre au Canada et que la faute en revient au gouvernement en place. Rien n'est plus faux. Bon sang, les conservateurs ne pensent pas que les Canadiens sont assez bêtes pour le croire.

Le Canada s'en sort assez bien en ce qui concerne le taux d'inflation par rapport à de nombreux autres pays. Nous nous en sortons mieux que les États-Unis, l'Angleterre et l'Union européenne, où les taux d'inflation sont supérieurs au nôtre.

Les conservateurs ont beau vouloir en donner l'impression, le premier ministre du Canada n'est pas responsable de l'inflation mondiale. Le premier ministre et le gouvernement offrent du soutien aux Canadiens de manière très réelle et concrète afin de les aider à composer avec l'inflation ici, au Canada, parce que nous comprenons et reconnaissons les difficultés auxquelles ils sont confrontés.

Même si notre taux d'inflation est inférieur à celui d'autres pays dans le monde, nous reconnaissons que, oui, nous devons avant tout prendre des mesures comme doubler le remboursement de la TPS à court terme. Au départ, les conservateurs se sont opposés à cette politique en particulier. Il a fallu leur faire honte pour qu'ils finissent par s'y rallier et par soutenir cette mesure particulière.

Travaux des subsides

Qu'en est-il des autres mesures, comme l'aide au loyer? Ils ont voté contre. D'une part, ils critiquent le prix des loyers. D'autre part, quand nous offrons un soutien à un grand nombre de Canadiens à cet égard, que font-ils? Ils votent contre.

Qu'en est-il des prestations pour les soins dentaires des enfants de moins de 12 ans? Des dizaines de milliers d'enfants dans tout le pays, dont des milliers au Manitoba, profitent déjà de ce programme. Les familles admissibles recevront des centaines de dollars pour les aider à payer les soins dentaires de leurs enfants. Qu'a fait le Parti conservateur? Il a voté contre cela aussi.

Nous mettons en place des programmes qui ont une incidence réelle, concrète, comme l'Allocation canadienne pour les travailleurs. Nous versons aux travailleurs qui traversent une période difficile et qui travaillent dur un complément de salaire, ce qui leur rend la vie plus abordable. Les députés savent-ils que plus de 4 millions de Canadiens profiteront de ce programme?

• (1250)

Les conservateurs nous reprochent nos dépenses. Ils disent que nos dépenses ne sont pas toutes liées à la pandémie.

Oui, nous dépensons. Nous investissons dans les enfants. En ayant un programme national de garderies, nous aurons plus de personnes sur le marché du travail. Nous améliorerons la qualité des soins aux enfants. Nous améliorerons la qualité de vie des Canadiens en général, car plus de personnes entreront sur le marché du travail. Nous avons vu l'effet très positif au Québec quand la province a adopté cette même politique. En fait, le programme a un coût, mais il permettra aussi d'augmenter les revenus. Nous le savons.

Nous venons de signer une entente sur la santé de 198 milliards de dollars pour mettre en œuvre un système de soins de santé national. J'aurais aimé disposer d'une demi-heure pour expliquer plus en détail pourquoi c'est tellement important non seulement pour les Canadiens aujourd'hui, mais aussi pour les générations futures.

Ceux qui veulent parler de la santé mentale, des soins palliatifs et des soins de longue durée, des listes d'attente et de la pénurie de médecins, de la nécessité de gérer les soins de santé, de la responsabilisation et de la transparence devraient appuyer cette proposition de 198 milliards de dollars sur 10 ans. Je suis tellement heureux de voir que les provinces s'y rallient à présent. Notre système de santé fait partie de ce que nous sommes en tant que Canadiens.

Les Canadiens s'attendent à ce que le gouvernement les protège en cas de difficultés économiques, que ce soit pendant une pandémie, une récession, une période d'inflation ou quoi que ce soit d'autre. Dès le premier jour, le gouvernement a investi dans les Canadiens et dans les infrastructures canadiennes, et il a bâti une économie plus solide et plus saine, même pendant la tourmente d'une pandémie. En fournissant ces mesures de soutien et, oui, les milliards de dollars, le gouvernement a fait en sorte que le Canada soit mieux placé pour rebâtir en mieux. Nous croyons dans la classe moyenne canadienne. Nous voulons que l'économie profite à tous les Canadiens.

Contrairement à ce que le Parti conservateur aimerait faire croire aux Canadiens, il se passe beaucoup de choses positives au Canada en ce moment. Il y a lieu d'être très optimistes car, tandis que nous nous occupons des mesures économiques, nous n'oublions pas les mesures environnementales. Nous n'oublions pas, non plus, les pro-

grammes sociaux cruciaux dont les Canadiens dépendent tellement et auxquels ils tiennent tant.

Le gouvernement libéral continuera de présenter des mesures législatives progressistes et d'élaborer des budgets qui lui permettront d'être là pour les Canadiens chaque jour, peu importe où ils vivent.

• (1255)

L'hon. Mike Lake (Edmonton—Wetaskiwin, PCC): Monsieur le Président, je suis plutôt impressionné. En réponse aux affirmations des conservateurs selon lesquelles le gouvernement actuel détruit le pays depuis huit ans, le député nous a corrigés en disant qu'il le détruit depuis seulement sept ans et que nous devrions rétablir les faits.

En réponse à nos affirmations selon lesquelles les dépenses record du gouvernement libéral détruisent l'économie, le député a demandé pourquoi nous refusions d'appuyer la décision du gouvernement de dépenser des milliards de dollars supplémentaires.

Le député a notamment parlé de la vérité. J'ai une question très précise pour lui. Le gouvernement a engagé des dépenses record mais, pour une raison quelconque, il n'a pas trouvé suffisamment d'argent pour respecter la promesse qu'il avait faite lors de la dernière campagne électorale relativement au transfert canadien en matière de santé mentale qui, à la page 91 de sa plateforme, est évalué à 4,5 milliards de dollars. À ce jour, le gouvernement serait censé avoir dépensé près de 1 milliard de dollars. Je veux une réponse directe de la part du député parce qu'il a beaucoup parlé de la vérité. Où est cet argent? Où est la somme de près de 1 milliard de dollars que le gouvernement avait promis de dépenser à ce jour pour le transfert canadien en matière de santé mentale?

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je constate avec amusement que le député essaie de parler de la différence entre sept et huit ans et du mot « brisé ». Les députés conservateurs qui se lèvent pour intervenir et qui utilisent le mot « brisé » se font sans doute coller une petite étoile dorée à côté de leur nom dans la salle des conservateurs. Tout cela fait partie de la propagande des conservateurs.

L'économie et la société canadiennes ne sont pas brisées. Nous continuons à avancer. Nous continuons à bâtir. Je serais heureux de discuter avec ce député — n'importe quand et n'importe où, à condition que les arguments soient un peu raisonnables — de la planification des mesures que nous avons su mettre en œuvre, comparativement à Stephen Harper durant les 10 années où il a été au pouvoir.

En ce qui concerne la santé mentale, je rappelle au député que notre système de santé reconnaît que les responsabilités administratives relèvent des provinces. À Ottawa, nous investissons des sommes sans précédent dans les soins de santé. Nous continuons de mettre l'accent sur l'importance de la santé mentale, contrairement à ce qu'a fait le gouvernement Harper précédent.

[Français]

Mme Nathalie Sinclair-Desgagné (Terrebonne, BQ): Monsieur le Président, heureusement que je suis de « terrebonne » humeur.

Je remercie mon collègue de son discours. Il a parlé de nombreuses fois de la grande générosité du gouvernement libéral, mais qu'en est-il des transferts en santé? Qu'en est-il de l'argent qui nous est dû depuis des années et des années?

Travaux des subsides

Notre système de santé est sous-financé. Pourtant, il y a un ministère de la Santé qui existe au gouvernement du Canada et des milliards de dollars lui sont envoyés. Pourtant, ce ministère ne gère pas une infirmière, pas un hôpital, pas un médecin et ne distribue aucun soin.

Quand est-ce qu'on va avoir les transferts en santé que le Québec mérite?

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, j'espérais que le Bloc présente une motion de l'opposition concernant les transferts en santé. Je pense que c'est la première fois depuis une génération que nous avons un engagement à si long terme envers un système de soins de santé vraiment national. Cet engagement vient d'être accepté, les provinces ayant donné leur accord de principe pour un financement fédéral de plus de 198 milliards de dollars sur les 10 prochaines années. Les transferts fiscaux ont une histoire. C'est l'investissement fédéral le plus élevé consacré aux soins de santé dans l'histoire du Canada.

Le remplacement du système de points d'impôt par le financement en dollars réels dans le secteur de la santé remonte à la fin des années 1970, je crois. Je suis ravi de dire que, grâce à cet accord, nous verrons une présence permanente et solide des soins de santé dans toutes les régions du pays. Il y aura plus de transparence et de reddition de comptes, et l'existence d'un programme national — dont je pense que tous les Canadiens seront très fiers — se fera mieux sentir.

• (1300)

Mme Lori Idlout (Nunavut, NPD): *Uqaqtittiji*, selon le directeur parlementaire du budget, si le gouvernement avait étendu le dividende pour la relance au Canada à des magasins comme Loblaw's et au secteur pétrolier et gazier, il aurait généré des recettes de 4,3 milliards de dollars.

Le député peut-il affirmer que le gouvernement libéral tirera des leçons de l'analyse du directeur parlementaire du budget et qu'il étendra le dividende pour la relance à ces grandes surfaces?

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je sais que le premier ministre et la vice-première ministre et ministre des Finances ont été très clairs sur la question de l'équité fiscale. Nous avons mis en place certaines mesures pour assurer une meilleure reddition de comptes.

Les recettes fiscales provenant des banques sont un exemple qui concerne l'industrie financière. Je suis sûr que tout est sur la table tandis que le gouvernement s'efforce d'assurer une plus grande équité fiscale.

[Français]

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux d'être ici et de débattre de la motion de l'opposition présentée par le Parti conservateur.

Le point principal de la motion porte sur l'abordabilité. Je pense que c'est une question de la plus haute importance pour tous les Canadiens en ce moment. C'est important pour toute la population du globe, parce que l'inflation est une question mondiale. Cela touche toutes les économies dans le monde.

Premièrement, je mentionnerai certains programmes gouvernementaux qui ciblent les personnes à faible revenu. Pour le reste de

mon discours, je vais soulever les questions de la compétitivité de nos entreprises.

Dans sa mise à jour économique de l'automne, la ministre des Finances a créé un remboursement de la TPS pour les personnes à faible revenu au Canada. C'est une mesure temporaire, mais c'est très important pour les personnes qui ont besoin d'aide maintenant.

Il y a le programme national de garderies. Nous avons déposé un projet de loi qui à la Chambre pour nous assurer que ce programme restera en place pour les générations futures. C'est donc une manière d'épargner de l'argent pour les familles qui ont des enfants. C'est aussi une manière de créer des places pour les communautés rurales, pour les communautés éloignées et pour tous les Canadiens.

Mentionnons aussi l'augmentation de 10 % de la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de plus de 75 ans. C'est une autre mesure mise en place par le gouvernement pour aider les personnes vulnérables.

Finalement, il y a la subvention pour aider les locataires à payer leur loyer.

[Traduction]

Nous avons mis en place un certain nombre de programmes qui touchent vraiment l'abordabilité. Nous savons que c'est une question difficile, et il s'agit en fin de compte de s'assurer que le gouvernement est là pour offrir du soutien, de manière ciblée, sans ajouter à l'inflation.

Je vais parler de la motion de l'opposition.

Il est bon de soulever les questions relatives à l'abordabilité, mais la motion n'est bien sûr pas rédigée de façon à ce qu'un député de ce côté-ci de la Chambre l'appuie. Elle est formulée de manière à ce que toutes les questions, tous les défis du jour, soient simplement à la charge du gouvernement. J'aimerais parler de certains éléments qui, selon moi, ont échappé au député de Calgary Forest Lawn dans sa motion de l'opposition.

La motion ne mentionne nullement la compétitivité. Je pense vraiment que nous avons vu le gouvernement agir, et le député de Winnipeg-Nord a parlé du fait que le gouvernement était là pour aider les gens en fournissant des fonds supplémentaires. Cependant, il semble que ces accords bilatéraux seront conclus au cours des deux prochains mois.

En tant que gouvernement et pays, nous devons réagir à la Inflation Reduction Act. Les Américains ont présenté un ensemble de mesures importantes qui vont, franchement, orienter les décisions d'investissement dans les énergies propres pour les générations à venir. Notre pays et notre gouvernement seraient mal avisés de ne pas faire quelque chose pour répondre à cette mesure.

Voici les questions que je souhaite poser à mes collègues conservateurs: ne sont-ils pas d'accord avec ce type de dépenses? Le gouvernement ne devrait-il pas aller dans ce sens? Il n'en est nullement question dans la motion, qui ne mentionne pas non plus la compétitivité. C'est un objectif dont je parlerai dans le temps qui me reste.

Travaux des subsides

Oui, en ce moment, nos dépenses visent le domaine de la santé et la transition vers une énergie propre. Cependant, nous devons faire preuve de plus de créativité pour des choses qui ne coûtent rien et qui pourraient être bénéfiques pour les groupes d'intervenants et pour la compétitivité de l'économie canadienne, et j'ai l'intention d'en présenter quelques-unes ici aujourd'hui.

L'une d'entre elles, dont j'ai déjà parlé, est l'idée d'une approbation provisoire. Chaque jour, Santé Canada réglemente des produits allant des casques de hockey aux engrais en passant par les produits de protection des cultures. Cependant, en ce qui concerne les nouveaux produits qui arrivent sur le marché, les demandeurs arrivent généralement avec en main l'approbation d'une administration plus importante, car la réalité est qu'une entreprise qui fabrique certains de ces produits essaiera d'obtenir une approbation réglementaire aux États-Unis ou en Europe avant de venir au Canada. Il s'agit simplement de marchés plus importants et d'une démarche plus intelligente pour les entreprises.

• (1305)

Habituellement, les demandeurs se présentent chez Santé Canada avec une demande en main provenant d'un pays ou d'un État de confiance. Je dirais que, si les États-Unis passent par le processus d'approbation d'un produit particulier, nous pouvons estimer qu'il s'agit d'une approbation scientifique rigoureuse et non pas d'une approbation bidon par une administration qui ne prend peut-être pas ces questions au sérieux. C'est la même chose en Europe, ainsi qu'en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Japon et au Royaume-Uni. Je pourrais nommer certaines administrations qui, à mon avis, fonctionnent de cette façon, mais nous n'avons pas de modèle accéléré où un demandeur peut obtenir une approbation provisoire pour permettre aux agriculteurs canadiens, ou à quiconque, d'avoir accès au produit par l'entremise de Santé Canada.

Il y a une façon de combler l'écart en fournissant simplement une approbation provisoire fondée sur des données scientifiques d'autres États, puis en suivant le processus réglementaire. S'il y a des problèmes en cours de route, on pourrait les signaler et suspendre cette approbation provisoire jusqu'à ce que la demande soit en règle. Il existe un exemple d'innovation réglementaire que nous pourrions suivre pour stimuler la compétitivité de notre pays.

Je parle de l'approbation simplifiée des grands projets. J'ai longuement parlé à la Chambre de mes préoccupations quant à la nécessité d'encourager les grands projets axés sur notre décarbonation et notre avenir. Cela peut représenter différentes choses pour différentes personnes, dans les types d'industries et de technologies que nous pouvons utiliser.

Si l'on prend le processus d'approbation des mines dans ce pays, le ministre des Ressources naturelles lui-même reconnaît qu'il s'agit d'un processus de 12 à 15 ans dans certains cas. Nous avons besoin des minéraux critiques. Le monde entier va compter sur le Canada pour répondre à la demande. Oui, ce gouvernement, et je l'en félicite, a fait des investissements pour stimuler l'innovation et simplifier les processus, mais en même temps, nous pourrions prendre certaines mesures pour rationaliser les processus d'approbation sans compromettre nos valeurs. C'est plus facile à dire qu'à faire, j'en conviens, mais si nous n'agissons pas, nous risquons de ne pas disposer des minéraux critiques nécessaires pour assurer notre avenir décarboné.

J'ai quelques suggestions à faire à ce sujet. C'est n'est pas un hasard si je suis un fervent partisan de l'énergie nucléaire. J'en ai sou-

vent parlé dans cette enceinte. Je pense qu'elle sera nécessaire pour assurer notre avenir. À l'heure actuelle, la Loi sur l'évaluation d'impact prévoit un seuil. Si le projet dépasse 300 mégawatts, il est soumis à l'Agence d'évaluation d'impact. S'il est inférieur à ce chiffre, il est dirigé vers la Commission canadienne de sûreté nucléaire.

Nous devrions laisser aux vrais experts le soin de déterminer si les projets sont sûrs ou non et traiter avec un organisme de réglementation reconnu dans le monde entier. Soit nous augmentons ce seuil, soit nous laissons les projets nucléaires envisagés, qu'il s'agisse de petits réacteurs modulaires ou autres, à l'organisme de réglementation nucléaire. C'est l'une des suggestions que j'ai faites pour favoriser la compétitivité dans le cadre de l'importante décarbonation qui doit avoir lieu pour nous assurer un avenir énergétique propre.

La suggestion suivante concerne les approbations provinciales et fédérales. Comment trouver une approche à guichet unique si l'Agence d'évaluation d'impact et le ministère des Pêches et des Océans demandent la même chose, ainsi que les transports et d'autres organismes? Comment éviter que cela ne devienne un processus redondant et permettre à un seul organisme de prendre l'initiative? C'est un point sur lequel nous devons faire davantage d'efforts. Ce n'est pas nécessairement une critique absolue du gouvernement, mais c'est quelque chose dont je veux qu'il prenne note et que tous les parlementaires devraient encourager, car c'est important pour notre avenir énergétique durable. C'est important si nous sommes vraiment déterminés à décarboner et à réduire les émissions. Nous devons vraiment nous concentrer sur ces questions.

La dernière suggestion concerne la réglementation des transports. J'ai eu des conversations avec des acteurs du secteur agricole. Le gouvernement vient d'introduire un dispositif de consignment électronique en vue d'assurer la sécurité des camionneurs dans ce pays. Je suis tout à fait d'accord avec le principe de cette mesure. Toutefois, il est nécessaire que Transports Canada précise sa politique à l'égard des chauffeurs de camions. Bien qu'ils soient peut-être à l'échelon supérieur de la catégorie de véhicules qu'ils sont autorisés à conduire dans ce pays, s'il y a un retard dû au mauvais temps et la sécurité des animaux est en jeu, nous avons besoin de préciser que les camionneurs pourraient faire les 30 minutes supplémentaires dont ils ont besoin pour se rendre à destination au lieu d'attendre huit heures sur le bord d'une autoroute.

Ce ne sont que quelques exemples parmi tant d'autres sur lesquels nous devons tous nous concentrer pour avancer dans les jours à venir. C'est important pour la compétitivité de notre pays, et je souhaite vraiment que nous parlions tous davantage de ce genre de choses.

Les conservateurs parlent de plafonner les dépenses. Je suis d'accord avec l'idée de chercher des restrictions budgétaires et de trouver des moyens de réaliser des économies dans le secteur public, mais nous avons entendu très clairement que le chef de l'opposition officielle ne voterait pas contre les mesures que nous imposons aux provinces en matière de santé. Ils parlent de plafonner les dépenses. Ne pourraient-ils pas voter en faveur des dépenses nécessaires à la transition vers une économie à faible émission de carbone et faire en sorte que nous puissions participer à la révolution industrielle qui se produit dans le domaine des technologies propres? Cela reste à déterminer. Ils tiennent un double discours.

Travaux des subsides

● (1310)

M. Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, je suis content que mon collègue de Kings—Hants ait parlé de concurrence. Il a présenté quelques très bonnes idées. Je l'ai aussi entendu parler des problèmes des dispositifs de consignation électroniques, qui surviennent au moment du chargement et du déchargement du bétail, ainsi que d'approches sensées pour les régler, mais le député n'a pas beaucoup parlé d'inflation ou de certaines des dépenses du gouvernement libéral qui ont intensifié la montée en flèche de l'inflation.

J'ai une question bien simple: le député croit-il que l'Agence du revenu du Canada devrait tenter de récupérer une partie des 15 milliards de dollars qui, d'après les propres chiffres de l'Agence, ont été versés à des personnes emprisonnées, à des entreprises qui n'en avaient pas besoin et même à des morts? Devrions-nous nous concentrer sur ce problème? Je sais que les capacités de l'Agence ont été accrues. Pourquoi douter que les employés de l'Agence fassent ce qu'il faut pour récupérer les dollars que les contribuables ont gagnés à la sueur de leur front?

M. Kody Blois: Monsieur le Président, le député a parlé de l'inflation. Comme je l'ai mentionné, c'est un problème mondial. Il y a plusieurs raisons à cela, notamment la démographie dans le monde occidental, les chaînes d'approvisionnement et certains des effets de la guerre en Ukraine.

Une petite partie du problème est liée aux dépenses du gouvernement, mais le député d'en face est celui qui, au cours de la 43^e législature, demandait au gouvernement de dépenser davantage et d'aider les entreprises pendant la pandémie. Il est donc facile de jouer les gérants d'estrade et de prétendre que le gouvernement en a fait trop. Si l'on observe le redressement de l'économie et le nombre de personnes qui ont un emploi aujourd'hui, on constate, je crois, qu'il y a environ 800 000 Canadiens de plus qui travaillent aujourd'hui qu'avant la pandémie. Nos chiffres sur l'emploi sont bons.

Nous sommes toujours dans une position financière solide par rapport aux pays du G7 auxquels nous nous comparons. En ce qui concerne la question de l'Agence du revenu du Canada, parce que je veux bien aborder ce sujet, l'Agence a dit qu'elle ferait son possible pour récupérer les sommes en question. Il faut que cela se fasse raisonnablement et logiquement selon les ressources dont nous disposons. Cependant, le gouvernement a été très clair: cela fera partie de nos politiques à l'avenir.

[Français]

Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ): Monsieur le Président, il faut être fait fort ou forte pour être à la Chambre encore une fois pour se faire parler d'inflation par les conservateurs. Si on lit entre les lignes, on comprend que c'est une motion sur la taxe sur le carbone, tout cela comme si nous ne vivions pas en 2023 avec les changements climatiques. Pour les conservateurs, ce n'est pas grave et il faut continuer à encourager les pétrolières et les énergies fossiles qui ne contribuent en rien à l'assainissement.

Du côté du gouvernement, les feuilles doivent commencer à être froissées, car nous entendons les mêmes choses ad nauseam. On nous parle du programme universel de garderies, alors que nous en avons un au Québec depuis 27 ans. On nous parle du programme de soins dentaires que personne n'a demandé, mais que le gouvernement a décidé de mettre de l'avant, même s'il ne sera jamais capable de l'administrer. Il nous parle aussi du chèque unique de 500 \$ pour l'aide au logement, qui ne bénéficiera pas à 87 000 citoyennes et ci-

toyens du Québec, parce que nous avons des programmes sociaux plus élevés qu'ailleurs.

Cependant, le gouvernement ne parle jamais de son incapacité de donner des services de qualité en temps opportun aux citoyennes et citoyens. Actuellement, des travailleurs et des familles attendent 6, 7, 8, 10 ou 11 mois pour recevoir un chèque d'assurance-emploi pour lequel ils ont cotisé. La réforme de l'assurance-emploi ne fait pas partie de l'engagement des libéraux.

J'aimerais qu'on présente de vraies solutions pour soulager les travailleurs et augmenter la qualité des services qu'on n'est même pas capable de donner, au lieu de venir nous dire comment donner les nôtres.

● (1315)

Le vice-président: Les questions sont bonnes et les réponses sont parfois bonnes, mais je pense qu'on prend beaucoup trop de temps à poser des questions et à y répondre. Plusieurs personnes n'ont pas l'occasion de vraiment participer à la discussion que nous sommes en train d'avoir.

L'honorable député de Kings—Hants a la parole.

M. Kody Blois: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question. Toutefois, ce n'était pas une question, mais un discours qui contenait plusieurs points.

Je suis en faveur de certaines mesures qui, je pense, sont nécessaires pour nous assurer que nos entreprises, nos propriétaires et nos entrepreneurs sont en bonne position dans le marché mondial en termes de compétitivité.

Il y a plusieurs questions à poser, mais j'appuie la proposition de s'assurer que les dépenses gouvernementales engendrent des résultats acceptables compte tenu du montant d'argent dépensé pour offrir des services.

[Traduction]

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Monsieur le Président, après huit élections, je suis heureuse de prendre la parole au nom des habitants de Renfrew—Nipissing—Pembroke qui continuent de voter pour que je sois leur valentine parlementaire.

En tant que doyenne du caucus conservateur, mon rôle est de servir de mémoire institutionnelle et de rappeler un peu d'histoire. Après près de huit mois sous l'égide du député de Carleton, notre parti est plus uni que jamais. Après huit ans sous l'égide du gouvernement libéral, les Canadiens ont besoin que notre parti soit plus uni que jamais, car après huit ans de dépenses irréfléchies et alimentées par l'inflation, rien ne va plus au Canada. Après huit ans sous son égide, le premier ministre est incapable de protéger nos concitoyens. Soudoyés, les médias prétendent que l'armée est à court de 10 000 soldats. En vérité, elle aurait du mal à mobiliser 10 000 soldats si c'était nécessaire.

Il y a des incursions étrangères dans nos eaux arctiques, mais nous n'avons aucun moyen de surveiller le trafic sous-marin. Quelques semaines après les élections de 2015, le premier ministre libéral démantelait notre défense nationale, en commençant par la marine. Dans l'une de ses toutes premières actions, il a tenté de saborder le projet de construction d'un navire de ravitaillement naval, alors que notre pays n'en avait pas.

Nous avons quatre sous-marins. Ils présentaient déjà des défauts catastrophiques lorsque nous les avons achetés d'occasion, et nous avons de la chance qu'il y en ait au moins un en fonction à tout moment. Nous avons un sous-marin opérationnel. Or, en raison des programmes de maintenance, il en faudrait quatre. Il faut 10 ans pour construire un sous-marin, même s'il s'agit du modèle standard d'un allié. Au lieu de faire le nécessaire pour remplacer la flotte maintenant afin de disposer d'une capacité sous-marine dans 10 ans, le premier ministre libéral s'entête à gaspiller de l'argent pour les moderniser.

Après huit ans, le Canada ne peut pas protéger son espace aérien. Grâce aux médias américains, les Canadiens ont pu constater par eux-mêmes que l'absence d'un système d'alerte précoce nous rend vulnérables aux intrusions dans notre espace aérien.

Alors qu'Internet a 30 ans, le Canada n'a pas mis en place une force de cyberdéfense. Bien sûr, le premier ministre libéral entend censurer Internet juste pour que sa doctrine woke tordue puisse être propagée. Toutefois, après huit années gâchées, nous ne pouvons protéger ni nos réseaux électriques, ni nos réseaux d'alimentation en eau, ni nos réseaux de transport contre les cyberattaques.

Après huit ans sous l'égide du gouvernement libéral, nous ne pouvons pas nous en permettre quatre de plus. Ah non, pas encore. Je dis « pas encore » parce que j'ai vraiment l'impression que nous sommes déjà passés par là. En effet, en 1972, après avoir perdu sa majorité, le premier ministre Pierre Trudeau a conclu un accord avec le NPD. Les dépenses ont alors augmenté, la dette s'est accrue et l'inflation a décollé. En 1984, le déficit atteignait 8 % du PIB.

Les Canadiens en ont eu assez de Pierre Trudeau et de ses politiques irresponsables, alors ils se sont tournés vers Brian Mulroney, qui a remporté la plus forte majorité de l'histoire. Je ne veux pas susciter d'attentes à l'égard du député de Carleton. Je pense simplement que mes collègues d'en face devraient se préparer mentalement. S'ils continuent d'ignorer l'histoire récente du Canada et de dépenser sans se soucier de l'avenir, ils auront des comptes à rendre.

Après huit ans sous l'égide du premier ministre, tout va mal au Canada. Les Canadiens le sentent. Après huit ans sous l'égide d'un premier ministre progressiste, les dépenses publiques ont augmenté. Alors qu'il y a plus de fonctionnaires et plus d'experts-conseils, les services de base s'effondrent. Il y a près d'un an, j'ai écrit à la ministre responsable des passeports pour l'avertir que le rendement des services était en chute libre. Ce n'est qu'en juin que le gouvernement a annoncé la création d'un groupe de travail pour examiner le problème. Récemment, la ministre a déclaré que le problème était réglé. Félicitations. Le gouvernement traite maintenant moins de demandes de passeport avec plus de personnel.

Il est bien connu que le gouvernement a un problème de productivité, ce qui n'est pas surprenant de la part d'un gouvernement qui se vante de faire moins avec plus. Il n'y a pas que les passeports. Combien de députés d'en face ont essayé de renouveler leur permis de possession et d'acquisition d'armes à feu? Je vais me risquer à dire que c'est zéro. Combien de députés ont été contactés par des citoyens qui n'arrivent même pas joindre quelqu'un au téléphone? Après huit ans sous l'égide du premier ministre, tout va mal au Centre des armes à feu Canada. Si les Canadiens commencent à avoir l'impression que tout va mal, c'est peut-être parce que c'est le cas.

Travaux des subsides

● (1320)

L'Agence de la consommation en matière financière du Canada mène une enquête mensuelle depuis le début de la pandémie. Au plus fort du confinement, étant donné les fermetures d'entreprises et les licenciements massifs, 26 % des Canadiens avaient dû emprunter pour joindre les deux bouts. Aujourd'hui, malgré l'absence de confinement et une pénurie de main-d'œuvre, 38 % des Canadiens ont dû emprunter pour se rendre à la fin du mois.

Le nombre de personnes ayant recours aux prêts sur salaire est passé de 1,4 % à 4,5 %, mais les pourcentages ne disent pas vraiment tout. En 2020, il y avait autant de personnes vivant à London, en Ontario, que de personnes ayant recours aux prêts sur salaire. Après moins de trois ans, c'est autant que le nombre d'habitants de Calgary.

Combien de mes collègues d'en face se sont lancés en politique pour tripler la clientèle des prêts sur salaire? Cela fait maintenant partie de leur bilan, et c'est peut-être une vérité difficile à avaler. Après huit années de déficits inconsiderés, il est impossible de dorer la pilule. On ne peut pas emprunter éternellement.

Le gouvernement a essayé de se convaincre qu'aussi longtemps que le ratio dette-PIB n'augmentait pas, il pouvait emprunter jusqu'à la fin des temps. Malheureusement, pour ceux qui ne connaissent rien aux dépenses, la réalité crée un biais budgétaire. Les libéraux ont d'abord essayé de nier l'inflation, alors que les prix s'envolaient.

Il se trouve que quand on verse la Prestation canadienne d'urgence à des élèves du secondaire, ils s'en servent pour acheter des jetons non fongibles, autrement dit des NFT. Quand on maintient des taux d'intérêt artificiellement faibles, des gens qui ont déjà des maisons en achètent d'autres. Quand on oblige quelqu'un à travailler de chez lui, il choisira souvent de mieux se loger. Quand on augmente la taxe sur le carbone, tous les coûts augmentent aussi.

Une fois qu'il est devenu impossible de nier l'inflation, les libéraux et leurs alliés des médias sont passés instantanément de la négation de la réalité de l'inflation à la négation de la cause de l'inflation. D'abord, c'étaient des chaînes d'approvisionnement magiques qui causaient l'inflation. Le problème de ceux qui nient l'inflation, c'est que nous n'importons pas de coiffeurs.

Bon nombre des goulets d'étranglement critiques dans les transports maritimes se sont résorbés bien avant que l'indice des prix à la consommation commence à augmenter. Les prix augmentaient déjà avant l'invasion déclenchée par Poutine. Des pays du monde entier, qui avaient tous suivi des politiques monétaires et budgétaires expansionnistes similaires, ont vu poindre l'inflation.

La nouvelle explication était que l'inflation est un problème mondial, ce qui donnait une excuse très commode à un premier ministre qui se vante de son désintérêt intellectuel pour la politique monétaire. Cependant, un grain de sable s'est glissé dans l'explication illusoire des libéraux.

Le gouverneur de la Banque du Canada a déclaré que « l'inflation au Canada reflète de plus en plus ce qui se passe à l'intérieur de nos propres frontières ». Ils ont d'abord nié l'inflation. Ensuite, ils en ont nié la cause. Enfin, la ministre des Finances a déposé sa mise à jour économique et budgétaire.

Travaux des subsides

Dans son discours, elle donnait l'impression d'avoir compris. Elle parlait bien de responsabilité financière, mais les chiffres sur le papier disaient autre chose ou, plutôt, racontaient la même rengaine. Les taxes augmentent, les dépenses augmentent et les emprunts aussi. Au bout de huit ans, les Canadiens en ont assez d'entendre ce disque rayé.

Beaucoup de Canadiens ne s'en souviennent peut-être pas, mais après les déficits massifs de l'ancien premier ministre Pierre Trudeau, le Canada s'est retrouvé avec des problèmes financiers. Jean Chrétien et Paul Martin ont dû équilibrer le budget. Ils ont sabré dans les dépenses et licencié des dizaines de milliers de personnes. Ils ont détruit le système de soins de santé canadien. La crise des soins de santé aujourd'hui montre qu'avec le socialisme, il finit par ne plus y avoir d'argent dans les coffres de l'État.

Les libéraux pensaient pouvoir faire fi de l'histoire. Ils pensaient pouvoir nier la réalité économique, mais celle-ci finit par nous rattraper. Ils devraient, alors qu'ils préparent leur prochain budget, prêter attention aux leçons à tirer de l'histoire, la plus importante étant qu'un jour ou l'autre, il faut payer la facture.

• (1325)

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Monsieur le Président, il était assez divertissant d'entendre parler de ces petits hommes verts « woke » qui sont parmi nous à l'invitation du premier ministre.

Cependant, parlons de la réalité. Parlons de Stephen Harper. En 2011, lorsque des rapports ont révélé que l'organisme Recherche et développement pour la défense Canada avait été ciblé par le gouvernement chinois, le gouvernement Harper n'a rien fait. Le gouvernement Harper est resté les bras croisés alors que le gouvernement chinois piratait à la fois le ministère des Finances et le Conseil du Trésor. Le gouvernement Harper n'y voyait pas de problème. Ensuite, Stephen Harper a essayé de vendre les sables bitumineux à la Chine. Il a vendu une part de 15 milliards de dollars d'une entreprise d'État au gouvernement chinois, puis il a invité Huawei au pays.

Nous ne faisons qu'effleurer la surface de cette affaire perfide. Il s'agissait d'un accord de libre-échange secret qui permettait aux entreprises d'État chinoises de poursuivre les municipalités canadiennes. C'est ainsi que les conservateurs se sont docilement laissés faire. Les députés peuvent-ils imaginer que les Américains laissent la Chine poursuivre le Montana, Washington ou Miami? Stephen Harper était prêt à faire cela, tout comme il nous a exposés à des cyberattaques, tout comme il a soutenu l'intervention de l'État chinois dans notre économie. Il était prêt à vendre...

Le vice-président: On dirait bien que je n'arrive pas du tout à m'acquitter de ma tâche. Je ne veux pas laisser tomber les députés; je veux m'assurer que tous ont l'occasion de poser des questions et, évidemment, que nous pouvons entendre les réponses. Je demanderais aux députés de poser des questions courtes et de donner des réponses tout aussi courtes afin que tous puissent participer au débat.

La députée de Renfrew—Nipissing—Pembroke a la parole.

Mme Cheryl Gallant: Monsieur le Président, la coalition dépendante des libéraux voudrait que nous parlions des anciens premiers ministres. Plus longtemps elle sera au pouvoir, plus imposante sera la facture.

Les dépenses effrénées de Pierre Trudeau ont mené à l'instauration de la TPS et à des compressions massives en santé. Les Cana-

diens paient plus cher, mais obtiennent moins en retour. C'est un autre exemple flagrant de l'improductivité légendaire des libéraux. Tel père, tel fils. Comme son père, le premier ministre a centralisé les pouvoirs au sein de son Cabinet. D'après ce que nous dit l'ancien ministre des Finances Bill Morneau, le premier ministre a fait siens plusieurs des pires penchants de son père: son attitude impérieuse, distante et tyrannique.

• (1330)

M. Mike Morrice (Kitchener-Centre, PV): Monsieur le Président, les mots prononcés à la Chambre ont de l'importance pour la démocratie canadienne. Dans son discours, la députée a parlé de médias soudoyés et d'alliés des médias. Je crois que cela peut amener les Canadiens à croire qu'un membre du parti au pouvoir paie les médias pour qu'ils disent certaines choses.

J'aimerais que la députée nous donne des exemples de ce qu'elle appelle des « médias soudoyés ». Si elle n'est pas en mesure de le faire, pourrait-elle retirer ses paroles?

Mme Cheryl Gallant: Monsieur le Président, les décisions sont prises en fonction de ce qui fera la meilleure manchette plutôt que la meilleure politique. Il n'y a pas de substance, que des apparences.

Après huit ans de règne du premier ministre libéral, les Canadiens sont plus nombreux que jamais à vivre d'un chèque de paie à l'autre. Le coût de location d'un appartement de deux chambres a doublé. Le nombre de Canadiens qui ont recours aux banques alimentaires n'a jamais été aussi élevé. Au bout de huit ans, le Canada est brisé. Les Canadiens ont peu d'espoir que le gouvernement soit même capable d'améliorer leur vie. Toutefois, pour le bien de notre nation, les libéraux pourraient-ils au moins cesser d'aggraver la situation?

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, nous avons un petit débat ici. Certains députés veulent savoir qui a rédigé le discours de la députée. La députée a-t-elle écrit ce discours ou a-t-elle demandé à quelqu'un de le rédiger, avant de le modifier? Nous sommes vraiment très curieux de savoir qui a écrit ce discours.

Mme Cheryl Gallant: Monsieur le Président, j'en suis l'auteur. Les députés peuvent voter pour la motion et, ainsi, limiter les dépenses, congédier les experts-conseils grassement payés et éliminer les déficits inflationnistes et les impôts qui ont entraîné une crise du coût de la vie pour les Canadiens. Après huit ans d'un épouvantable gouvernement libéral, l'heure du changement a sonné.

[Français]

Mme Nathalie Sinclair-Desgagné (Terrebonne, BQ): Monsieur le Président, on entend mon honorable collègue parler sans cesse de réduire les dépenses, de réduire les taxes, de faire des compressions partout.

Quand est-ce qu'on va l'entendre demander qu'on réduise les subventions aux énergies fossiles?

[Traduction]

Mme Cheryl Gallant: Monsieur le Président, nous croyons que si l'on veut dépenser plus, on doit trouver le moyen de couper ailleurs, sans que cela ait une incidence sur le quotidien des Canadiens.

Malheureusement, ce n'est pas ainsi que le gouvernement et tous ses partenaires qui votent pour ses mesures financières font les choses. On s'enfonce plus profondément dans la dette. Tôt ou tard, il faudra payer la facture.

M. Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je prends part au débat cet après-midi.

J'ai écouté pendant presque toute la matinée les interventions de certains de mes collègues. Je suis fier de voir que le député de Timmins—Baie James souffre toujours du syndrome de Harper, fier de voir qu'il le tient toujours avec cette dernière question.

Le leader parlementaire du NPD souffre aussi du syndrome de Harper. Il continue d'accuser l'ancien premier ministre de tous les maux dans sa vie et probablement aussi du fait qu'il n'a pas eu le cadeau de Noël qu'il voulait. Il est probable que M. Harper ne pense plus du tout à eux, mais je suis heureux qu'il continue de s'inviter au petit-déjeuner chez eux.

Je parlerai de la compétitivité et de la situation des Canadiens aujourd'hui. La motion est assez longue et quelques personnes ne l'ont pas reçue. Le député de Kings—Hants a plus parlé de compétitivité que d'inflation. Quelques députés ont commencé par parler de l'inflation et de ses conséquences pour les Canadiens. Je veux vraiment en parler et aussi de ses conséquences pour les résidents de Regina—Lewvan et ma collectivité.

Je tiens notamment à rappeler les propos que le premier ministre a tenus il y a quelques années. Je me rappelle quand le budget a été présenté. S'adressant aux Canadiens par l'intermédiaire des médias nationaux, il a déclaré que le gouvernement avait décidé de s'endetter pour que les Canadiens n'aient pas à le faire. Je n'oublierai jamais ce moment. Dès que ces mots sont sortis de sa bouche, je me suis dit, si le gouvernement s'endette, qui finira par payer? Cela montre qu'il ne pense pas à la politique monétaire. Aucun gouvernement au monde n'a jamais créé de richesse. Ils ne créent pas de revenus. Le gouvernement redonne l'argent qu'il prélève à même les impôts des contribuables et des entreprises qui ont des revenus. Le gouvernement ne crée pas sa propre source de revenus.

C'était probablement un des commentaires les plus déconnectés de la réalité que j'ai jamais entendus de la bouche d'un dirigeant de notre pays. Comme ma collègue qui vient d'intervenir l'a dit, un jour vient où il faut payer la facture, et c'est le contribuable canadien qui doit la payer.

Les effets tout à fait concrets de l'inflation le montrent. Je sais que Tiff Macklem et quelques libéraux comme Mark Carney et Bill Morneau disent tous que l'inflation est de plus en plus un problème d'origine canadienne. L'inflation a frappé durement tout le monde, notamment les parents qui s'efforcent d'emmener leurs enfants faire du sport et d'acheter des produits alimentaires sains.

Les gens prennent des photos de ce qu'ils se procurent à l'épicerie et me les envoient pour me montrer ce que 200 \$ leur permet d'acheter: le contenu de quatre sacs d'épicerie. C'est un véritable problème pour tous ceux qui s'efforcent de faire de bons choix pour nourrir leur famille.

Le problème a été mentionné à la période des questions: des parents sautent des repas pour que leurs enfants n'aient pas à le faire. Chaque mois, 1,5 million de Canadiens font la queue aux banques alimentaires. Nous sommes le grenier du monde, mais 1,5 million de Canadiens recourent aux banques alimentaires.

Travaux des subsides

Les députés du gouvernement et de la coalition devraient écouter. Il s'agit d'un chiffre réel. Les gens décident de faire appel à une banque alimentaire. À cause de l'inflation, ils n'ont pas les moyens de faire l'épicerie.

La taxe sur le carbone est l'un des pires facteurs qui expliquent la hausse du coût des produits alimentaires. Lorsque nous avons présenté des motions de l'opposition sur l'élimination de la taxe sur le carbone, tout le monde s'est empressé de dire que nous n'avions pas de plan environnemental. Les néo-démocrates et les libéraux disent qu'il n'y a pas de plan environnemental de ce côté-ci et qu'il n'y a pas lieu de supprimer la taxe sur le carbone.

Comme nous le répétons tout le temps, une taxe sur le carbone n'est pas un plan environnemental; c'est un plan fiscal. Les résultats le montrent. Nous avons interrogé nos collègues libéraux et le NPD, qui appuie toujours la taxe sur le carbone des libéraux, sur les résultats la taxe. Quelles cibles avaient-ils atteintes? Pouvaient-ils nous montrer qu'une des cibles en matière d'émissions qui avaient servi à vendre la taxe sur le carbone aux Canadiens avait été atteinte au cours des huit dernières années? Ils tentent de vendre la taxe en tant que plan vert, sauf que les émissions continuent à augmenter.

● (1335)

Lors de la dernière COP, cette assemblée où tout le gratin s'est rendu en jet privé, nous avons appris que le Canada se classait au 58^e rang dans le monde pour la réduction de ses émissions. C'est le résultat pour toute la période où le gouvernement libéral a été au pouvoir. Il n'y a pas de quoi être fier de se classer au 58^e rang mondial. Par conséquent, lorsque les libéraux tentent de vendre cette taxe sur le carbone en tant que plan fiscal, il ne faut pas les croire. S'ils tentent de vendre la taxe sur le carbone en tant que plan environnemental, c'est un échec. Ils devraient sans doute revoir leur copie pour trouver un moyen de réellement réduire les émissions partout au pays.

En ce qui concerne l'aspect concurrence, comme mon ami de Kings—Hants l'a mentionné, j'ai rencontré des représentants de l'Association canadienne des producteurs d'acier. Nous avons un caucus omnipartite sur l'acier. La capacité concurrentielle est l'une des questions qui ont été soulevées.

Je profite de l'occasion pour dire que je suis de tout cœur avec la centaine de syndiqués de la section locale 5890 des Métallus, à Regina, qui sont sur le point d'être licenciés. S'il y a plus de licenciements à l'aciérie Evraz à Regina, c'est, entre autres, parce que nous n'arrivons pas à vendre notre produit étant donné que notre pays est inondé d'acier bon marché provenant de pays comme la Corée du Sud, la Chine ou l'Inde. Leur acier coûte une fraction du nôtre. À cause de la taxe sur le carbone, fabriquer de l'acier nous coûte beaucoup plus cher.

Parlons de mieux rivaliser contre la concurrence. Mon ami approuve de la tête. Il a lui aussi participé à la réunion Zoom, en tant que député de Flamborough—Glanbrook, et j'ai vraiment aimé sa contribution.

Travaux des subsides

S'il y a une chose sur laquelle nous sommes tous d'accord, c'est que l'acier fabriqué au Canada est beaucoup plus écologique que tout autre acier utilisé dans les projets d'infrastructure au pays. Nous avons l'acier le plus respectueux de l'environnement. L'industrie sidérurgique canadienne traite bien ses travailleurs, qui reçoivent un salaire équitable pour une bonne journée de travail. Dans beaucoup d'autres pays, ce n'est pas le cas. En vérité, si non seulement nous utilisons davantage d'acier canadien dans nos infrastructures et dans nos projets, mais que nous l'exportions dans d'autres régions du monde, ce secteur de l'économie réduirait à lui seul les émissions dans notre pays.

Parlons maintenant de la capacité concurrentielle et des effets de l'inflation, non seulement sur l'ensemble de notre économie et sur le quotidien des gens, mais aussi sur notre croissance économique.

Les conservateurs sont d'accord. Nous parlons constamment d'accroître la taille du gâteau au lieu de le diviser en parts de plus en plus petites pour chaque province ou chaque secteur. Nous avons maintenant l'occasion, au sortir de la COVID, de stimuler l'économie du Canada et de devenir plus florissants, mais ce n'est pas ce qui se passe sous l'égide du gouvernement actuel.

Je viens d'entendre le député de Winnipeg-Nord dire qu'ils allaient reconstruire en mieux. Beaucoup de Canadiens lui diraient, en le regardant dans les yeux, de ne pas s'inquiéter de reconstruire en mieux et de se contenter de remettre les choses comme elles étaient. C'est ce qu'on entend constamment: il faudrait cesser d'essayer d'améliorer les choses parce que tout ce qu'accomplissent les libéraux, c'est faire perdre de plus en plus de terrain aux Canadiens.

J'ai été député provincial pendant huit ans avant de devenir député fédéral. J'ai notamment entendu un collègue dire que, parfois, l'une des meilleures choses qu'un gouvernement puisse faire, c'est de s'ôter du chemin. Parfois, la meilleure chose qu'il puisse faire, c'est de ne rien faire, en laissant les entrepreneurs de notre pays s'occuper de tout. Les Canadiens sont très doués pour savoir quoi faire de leur propre argent. Je dis souvent dans mes discours qu'un dollar qui reste dans la poche de la personne qui l'a gagné vaut deux fois plus que si le gouvernement le prend et le dépense.

Les libéraux citaient leurs chiffres sur l'emploi. Depuis février 2020, 80 % de tous les emplois créés sous ce gouvernement l'ont été dans le secteur public. C'est à croire que les libéraux ont oublié le secteur privé et les entrepreneurs, ces gens qui investissent leur argent et créent des emplois là où le gouvernement n'a pas à le faire pour eux tous les jours.

Je suis fier de représenter les gens de la circonscription de Regina—Lewvan et de vous faire part aujourd'hui de quelques-uns des problèmes dont ils me parlent. L'inflation frappe durement tout le monde dans notre province et dans notre ville. Sous un gouvernement dirigé par notre nouveau chef, les Canadiens pourront se chauffer sans être taxés.

● (1340)

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, je trouve un peu ironique que le député ait fait campagne pour les dernières élections en parlant de la tarification du carbone. Car c'est un sujet sur lequel ce député a fait campagne.

Je prends note du désaccord qui semble exister entre le député et le Parti conservateur quant à l'approche adoptée par le gouvernement. Il l'a décrite comme un plan environnemental. Toutefois, la tarification du carbone vise essentiellement à encourager les chan-

gements de comportement. Le but est de stimuler l'innovation technologique.

Je me suis rendu dans la province d'origine du député, la Saskatchewan, où je constate que Federated Co-operatives Limited investit actuellement plusieurs centaines de millions de dollars en misant sur le mécanisme de marché destiné à changer les comportements.

Je note que le plan n'est pas au goût du député, mais posons-lui honnêtement et simplement la question suivante: selon lui, quel est le meilleur mécanisme gouvernemental à utiliser pour tenter de stimuler l'innovation et de favoriser les technologies nécessaires? Faudrait-il que le gouvernement ait recours à la réglementation? À grands programmes gouvernementaux autoritaires? Quelles mesures privilégie-t-il exactement? Pour ma part, je crois que la tarification du carbone est un mécanisme qui repose sur les lois du marché et qui appartient fondamentalement à l'école de pensée conservatrice. Pourquoi cela est-ce que cela lui déplaît?

M. Warren Steinley: Monsieur le Président, je suis toujours content lorsqu'un libéral se présente en Saskatchewan parce que cela ne s'est pas produit depuis 2019.

Federated Co-operatives Limited investit 1,3 milliard de dollars dans une usine de carburant diesel renouvelable et dans une usine de broyage du canola, ce qui sera fantastique. Le gouvernement pourrait remercier le secteur privé, qui crée des emplois avec ses investissements.

Tandis que nous parlons de promesses électorales, j'en profite pour dire que le gouvernement a également promis de ne jamais augmenter la taxe sur le carbone au-delà de 50 \$ la tonne. Le député devra revenir devant ses électeurs pour leur expliquer pourquoi la taxe passera à 170 \$ la tonne, ce qui fera tripler le coût du chauffage de leur maison en hiver.

[Français]

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, je n'ai peut-être pas entendu ce que le député a dit au départ. Je vais donc m'en tenir à ce que dit la motion.

Quand on parle de réduire les dépenses, veut-on faire des compressions dans les 65 milliards de dollars versés aux aînés au chapitre de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti? Veut-on faire des compressions dans les 7 milliards de dollars versés en remboursement de la TPS pour les personnes à faible revenu? Veut-on faire des compressions dans les 4 milliards de dollars versés en allocation aux anciens combattants? Veut-on faire des compressions dans les 43 milliards de dollars versés en prestation d'assurance-emploi? Veut-on amputer les transferts en santé?

Quand on parle de réduire les dépenses, de quoi parle-t-on au juste?

● (1345)

[Traduction]

M. Warren Steinley: Monsieur le Président, c'est une très bonne question. Nous parlons des 119 milliards de dollars versés à McKinsey & Company. Nous parlons des 15 milliards de dollars qui ont été versés à des prisonniers, à des personnes décédées et à des entreprises qui n'avaient pas besoin des mesures d'aide liées à la COVID. Nous parlons des 400 milliards de dollars que le gouvernement a promis d'utiliser pour les programmes liés à la COVID, mais qu'il n'a jamais utilisés. Ce sont les chiffres du directeur parlementaire du budget. Nous sommes déjà à plus de 500 milliards de dollars de dépenses.

Le gouvernement libéral a fait beaucoup de largesses au fil des ans. Il y a beaucoup d'endroits où nous pouvons réduire les dépenses et fournir de meilleurs services.

Je pose la question suivante à ma collègue bloquiste. Le nombre de fonctionnaires a augmenté, la sous-traitance a augmenté et les dépenses gouvernementales sont supérieures à celles de tout autre gouvernement dans l'histoire du Canada, mais cela s'est-il traduit par de meilleurs services à nos citoyens?

Mme Lori Idlout (Nunavut, NPD): *Uqaqtittiji*, je voudrais remercier le député d'avoir discuté de la hausse du recours aux banques alimentaires.

Parallèlement à cette hausse, les profits bruts de Loblaws ont augmenté de 30,8 % au troisième trimestre de 2022. La cupidité des entreprises doit être taxée pour que les familles puissent cesser de recourir aux banques alimentaires. Le député est-il d'accord?

M. Warren Steinley: Monsieur le Président, une des premières choses que je n'aurais pas faites, c'est de donner 20 millions de dollars à Loblaws pour de nouveaux congélateurs. Le gouvernement libéral a décidé de le faire, et le parti de la députée l'a appuyé. Par conséquent, la députée devrait parler à la direction de son parti concernant les subventions accordées à Loblaws.

J'ai parlé d'une chose qui a fait du tort aux plus vulnérables, c'est-à-dire la taxe sur tout, la taxe sur le carbone. Elle hausse le prix de l'épicerie pour tout le monde. Elle hausse le prix de l'expédition des aliments vers les épiceries. Si nous voulons aider les plus vulnérables d'entre nous, la première chose à faire est de réduire les taxes et de contrôler nos dépenses pour ramener l'inflation à 2 %.

M. Michael Coteau (Don Valley-Est, Lib.): Monsieur le Président, le député a dit que parfois, le mieux que le gouvernement puisse faire est de ne pas s'en mêler. Imaginez ce qui se serait passé si le gouvernement avait décidé de ne pas se mêler des démarches à l'époque concernant le système public d'éducation dans les provinces et à l'échelle du pays. Imaginez qu'il se soit abstenu de prendre part à la nationalisation des services de santé pour en faire un système universel ou qu'il soit demeuré aux abonnés absents pendant la pandémie?

Le député ne croit-il pas que parfois, les acteurs gouvernementaux doivent unir leurs forces dans l'intérêt général et former un collectif canadien pour cerner les problèmes qui ont une portée nationale et pour utiliser les pouvoirs de l'État à bon escient?

M. Warren Steinley: Monsieur le Président, la réponse est facile à donner et elle reflète parfaitement la différence qui existe entre les libéraux et les conservateurs. Les libéraux pensent que les gouvernements sont capables de mieux faire les choses que les autres acteurs sociaux. Ils pensent que les gouvernements peuvent prendre l'argent dans la poche des gens et savent mieux que les contribuables comment le dépenser. À l'inverse, les conservateurs pensent que les gens savent mieux quoi faire avec leur argent. Ils pensent que le secteur privé peut résoudre quelques-uns de ces problèmes. Les conservateurs pensent que ce sont les entrepreneurs qui ont construit le pays, et non le gouvernement.

L'intervention du gouvernement n'est pas toujours la solution aux problèmes. Bien souvent, comme je l'ai dit, le gouvernement doit au contraire ne pas se mêler de certaines choses. Le député est libre de croire qu'un gouvernement devrait s'occuper des gens du berceau à la tombe, mais tout le monde n'est pas de cet avis.

M. Mark Gerretsen (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes (Sénat), Lib.):

Travaux des subsides

Monsieur le Président, aujourd'hui, je partagerai mon temps de parole avec le député de Vaughan — Woodbridge.

Avant de commencer à parler de cette motion de l'opposition, j'observe que le Président a accordé une grande latitude aux députés pour en discuter, notamment à la députée de Renfrew—Nipissing—Pembroke, qui a pris la parole il y a quelques minutes. Elle a longuement disserté sur le NORAD et notre système de défense, bien que la motion n'ait strictement rien à voir avec cela.

J'ai pensé qu'il serait peut-être opportun de faire une réflexion concernant la motion précédente de l'opposition, qui a été présentée à la Chambre par le Bloc et qui concernait l'utilisation de la disposition de dérogation. J'aimerais souligner que très peu d'intervenants conservateurs ont pris la parole à ce sujet. Je crois qu'il y en a eu trois en tout. Aucun d'entre eux n'a posé de vraies questions, et ils n'ont jamais abordé le sujet dans les questions qu'ils ont posées. Puis, bien sûr, hier, ils ont tous voté pour encourager des premiers ministres provinciaux comme Doug Ford à continuer de bafouer les droits constitutionnels individuels en appuyant la motion de l'opposition qui était mise aux voix et qui disait que les provinces devaient utiliser la disposition de dérogation.

J'ai trouvé très intéressante leur approche à ce sujet il y a quelques jours. Ils n'ont pas dit un mot, mais ont voté pour lorsque le moment est venu. J'espère que les Canadiens ont prêté attention à cela, car c'était, à mon avis, très révélateur de la manière dont le député de Carleton et chef de l'opposition traitera les tribunaux si un jour il est premier ministre.

Je vais laisser cela pour un moment et me concentrer un peu plus sur la motion de l'opposition, ou la motion omnibus de l'opposition, qui nous est présentée aujourd'hui.

Les conservateurs essaient vraiment de faire coller cette histoire de « huit ans ». Je ne la comprends pas. Je ne pense pas que les Canadiens voient vraiment la différence entre sept et huit ans, mais c'est le nouveau sujet de discussion. Ils ont mentionné « huit ans » dans la motion probablement une dizaine de fois. J'essaie toujours de comprendre en quoi cela est censé être aussi astucieux que leur slogan « tripler, tripler, tripler », que je n'ai toujours pas compris. Je me demande sur qui ils testent ces slogans avant de les diffuser au grand public.

Plus tôt aujourd'hui, j'ai entendu le député de Calgary Forest Lawn parler précisément des mesures que le gouvernement a mises en place et du fait que, selon lui, aucune de ces mesures n'a fonctionné. Il a précisément dit cela. Pourtant, jetons un coup d'œil à certaines des mesures que nous avons mises en place, comme la bonification du crédit pour la TPS, l'aide au loyer et d'autres initiatives antérieures présentées pendant la pandémie. Qu'un député prenne la parole à la Chambre pour dire que ces mesures ne fonctionnent pas est tout à fait ridicule et totalement déconnecté de la réalité.

Parlons de ces programmes précis, ceux qui, selon les conservateurs, contribuent à l'inflation. Lorsque nous bonifions le crédit pour la TPS pour certaines des personnes les plus vulnérables au pays, celles qui en ont le plus besoin et qui vont immédiatement dépenser cet argent pour des choses essentielles, et non pour se payer du luxe, cela ne va pas favoriser l'inflation.

Déclarations de députés

On n'a pas à me croire sur parole; prenez au mot les innombrables économistes qui se sont manifestés. D'ailleurs, pas plus tard qu'hier soir, devant le comité de l'agriculture, quelques témoins ont parlé de cela. Je sais que le député de Foothills, le député de Beauce, la députée de Lambton-Kent-Middlesex et le député de Battle River-Crowfoot, qui étaient tous à cette réunion hier, ont entendu les deux citations suivantes.

La première est de M. D.T. Cochrane, de l'organisme Canadiens pour une fiscalité équitable, qui a dit: « L'inflation est un phénomène complexe. Malheureusement, une affirmation trop simpliste selon laquelle la cause de l'inflation serait "trop d'argent pour trop peu de biens" a conduit à une politique trop simpliste — des taux d'intérêt plus élevés. Cette affirmation permet également d'accuser le gouvernement fédéral d'avoir causé l'inflation en faisant tourner la planche à billets pour soutenir les Canadiens durant la pandémie.

Un autre témoin, M. Jim Stanford, a déclaré que, de toute évidence, ce n'est pas non plus la faute du premier ministre et que l'inflation et la hausse des prix de la nourriture sont toutes les deux en deçà de la moyenne des autres pays industrialisés.

Cela m'amène à mon prochain point. C'est cette idée que, dans un contexte de mondialisation, où des biens et des services sont échangés dans un marché libre — ce que les conservateurs soutiennent parce qu'ils sont en faveur du libre-échange —, apparemment, nous pouvons en quelque sorte nous isoler des politiques adoptées par d'autres pays et des effets que ces politiques auront sur le Canada.

• (1350)

Dans une réponse à l'une de mes questions, le député de Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest a dit précisément que l'inflation est déterminée par la politique monétaire, ce qui laisse entendre que les conservateurs ne se soucient pas de ce qui se passe dans le reste du monde. Lorsque je lui ai demandé de nous dire quelle influence a le reste du monde, il a répondu que cela ne l'intéressait pas et qu'il n'était question que du Canada.

Le fait est que, lorsque nous mettons tout en œuvre pour créer un marché comme celui du Canada, un marché ouvert aux autres pays développés du monde, les politiques appliquées dans les autres pays ont bel et bien une incidence sur le Canada, et vice versa. C'est pourquoi, à mon avis, il était important que le Canada demeure sur la même longueur d'onde que les autres pays durant la pandémie, en particulier ceux avec lesquels nous commerçons beaucoup, sur lesquels nous comptons et avec lesquels nous partageons des valeurs. Nous devons apporter une aide et des ressources à notre population, comme ces pays l'ont fait.

À présent, les conservateurs laissent entendre que, si le Canada n'avait pas emprunté cette voie pour épauler les Canadiens et prendre soin d'eux le mieux possible pendant la pandémie, nous ne subirions pas l'inflation actuelle. C'est une affirmation totalement ridicule. Les conservateurs essayent de nous faire croire que tout pays aux prises avec de l'inflation n'a qu'à employer la même recette et à maîtriser chacun de son côté sa propre inflation, même si son marché est relié aux autres marchés dans le monde.

Quels sont les taux d'inflation ailleurs dans le monde en ce moment? Résumons la situation. Parmi les pays du G7, le taux d'inflation s'élève à 4 % au Japon, à 5,8 % en France, à 6,3 % au Canada, à 6,4 % aux États-Unis, à 8,5 % en Allemagne, à 9,2 % au Royaume-Uni et à 10,1 % en Italie. Ces chiffres datent de janvier dernier. Sur le plan énergétique, toujours parmi les pays du G7, le Canada et les États-Unis ont exactement le même taux d'inflation,

soit 7,3 %, et ce taux varie entre 15 % et 64 % dans les autres pays du G7.

Lorsque nous avons ce genre de discussion, je crois qu'il est très important de nous concentrer sur le fait que l'inflation n'est pas seulement une question nationale ou sous le contrôle complet du gouvernement. En raison des relations que nous entretenons avec d'autres pays partout dans le monde, l'inflation dépend des échanges commerciaux internationaux et nos politiques des effets de l'inflation dans différents pays.

J'en viens à ma conclusion. Les conservateurs veulent faire totalement fi du fait que beaucoup des facteurs inflationnistes sont liés à des événements qui se déroulent dans le monde en ce moment, notamment la guerre en Ukraine. Cette guerre est une cause importante de l'inflation. Tous les économistes le diront.

Des voix: Oh, oh!

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, les conservateurs, qui chahutent en ce moment, essaient de dire que c'est le premier ministre qui est la cause de tout cela. J'ai une chose à dire à mes collègues conservateurs en réponse à cela.

• (1355)

Le Président: Arrêtons-nous un instant. Je n'ai pas de difficulté à entendre le député, mais il est plutôt dérangeant de se faire interrompre lorsqu'on essaie de faire valoir son point de vue. Même si cela plaît à l'un côté ou l'autre de la Chambre, c'est contraire à la procédure parlementaire.

Je vais laisser le secrétaire parlementaire poursuivre son intervention.

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, en conclusion, les conservateurs aiment prétendre que le premier ministre du Canada est entièrement responsable de l'inflation. Pourtant, ils disent couramment qu'il est incapable d'accomplir quoi que ce soit, mais ici, ils affirment qu'il arrive à contrôler l'inflation mondiale. Pensons-y un peu. Soit ils sont complètement inconscients de ce qui se passe dans le reste du monde, soit ils pensent que le premier ministre du Canada est capable de contrôler le taux d'inflation dans le monde entier. Voilà l'alternative.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LA CEINTURE DE VERDURE DE L'ONTARIO

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Monsieur le Président, la ceinture de verdure est un élément essentiel de l'écosystème de l'Ontario. Elle protège des milliers d'acres de terres humides, de forêts et de bassins hydrographiques. On y trouve aussi plusieurs exploitations agricoles qui sont situées sur des terres agricoles parmi les meilleures au Canada.

Pour protéger notre climat, tous les ordres de gouvernement doivent être cohérents. Les projets de développement dans la ceinture de verdure qui sont proposés en Ontario vont à l'encontre de lois fédérales, comme la Loi sur les espèces en péril et la Loi sur l'évaluation d'impact, et empiètent sur le parc urbain national de la Rouge.

Les Canadiens subissent les répercussions des changements climatiques. C'est pour cette raison que le gouvernement a protégé, depuis 2015, plus de 290 000 kilomètres carrés de terres dans le cadre de ses engagements et investissements historiques en matière de conservation de la nature. Alors que nous continuons de progresser vers l'atteinte de la carboneutralité d'ici 2050, il est plus important que jamais que nous protégeons les zones comme la ceinture de verdure.

* * *

● (1400)

LA SEMAINE DE SENSIBILISATION À LA CARDIOPATHIE CONGÉNITALE

M. Ryan Williams (Baie de Quinte, PCC): Monsieur le Président, joyeuse Saint-Valentin. En parlant de questions de cœur, chaque année, plus de 250 000 bébés canadiens naissent avec une cardiopathie congénitale, la principale anomalie congénitale au Canada.

Cette semaine, on souligne la Semaine de sensibilisation à la cardiopathie congénitale. Mon épouse Ally et moi y sommes intimement liés. Il y a plus de sept ans, nous avons perdu notre fils Teddy à cause d'une cardiopathie congénitale. Il est décédé seulement 22 minutes après sa naissance. Il n'y a pas un jour ou une année qui passe sans que nous pensions à ce qu'aurait pu être notre vie autrement. D'ailleurs, mon épouse défend sans relâche la cause du deuil périnatal et de la cardiopathie congénitale en tenant un blogue: alwaychooselove.net.

De nombreuses familles ont une histoire semblable à la nôtre, mais beaucoup d'autres vivent une histoire qui dure toute une vie, avec des besoins d'envie allant de multiples interventions éfractives, comme une chirurgie à cœur ouvert, jusqu'à des traitements quotidiens pour la respiration et la réadaptation physique. Cette semaine, regardons la Tour CN s'illuminer en rouge à Toronto, à l'instar de B.C. Place, de la tour Cabot et de la tour du Parc olympique de Montréal. Le chaud éclat de cette couleur, le rouge, signifie que les Canadiens doivent soutenir les bébés avec un « cœur brisé ».

En ce jour de la Saint-Valentin, ayons le cœur sur la main, offrons notre soutien et racontons les histoires de cardiopathie congénitale. Contribuons à la découverte d'un traitement.

* * *

MICHAEL FINLAY

Mme Julie Dabrusin (Toronto—Danforth, Lib.): Monsieur le Président, avez-vous un voisin qui aime s'asseoir sur le perron? Il est possible que vous le remarquiez et que vous y pensiez tous les jours. Eh bien, c'était le cas de Michael Finlay. Il habitait le quartier The Pocket, et les gens se rappellent qu'il lisait souvent sur son perron et qu'il écoutait de la musique intéressante.

Plus de Canadiens se souviendront de lui pour sa contribution importante au journalisme. Il a eu une carrière de plus de 30 ans à la CBC et il a participé à *As It Happens* et à *Sunday Morning*, l'une de mes émissions préférées, ainsi qu'à *Dispatches*. On se souviendra de lui comme d'un conteur, d'un documentariste et d'un monteur. Les gens disent qu'il voyait ce qui échappait aux autres. Il a fait une importante contribution au journalisme, et ses collègues recherchaient son leadership. Une personne a dit: « Tous les journalistes qui ont travaillé avec lui ont dit que Michael avait rendu leur histoire meilleure. »

Déclarations de députés

M. Finlay est mort à la suite d'une violente agression il y a quelques semaines, le mois dernier. Sa mort m'attriste beaucoup. Un service commémoratif sera organisé à l'un de ses endroits préférés du coin, Gabby's, la semaine prochaine. Nous nous souviendrons tous de Michael Finlay et nous le remercions vivement pour sa contribution au journalisme.

* * *

[Français]

LE SAUMON GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉ

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, j'ai une excellente nouvelle à annoncer. Même si le Canada a été le premier pays au monde à accepter la consommation d'un animal génétiquement modifié, les consommateurs québécois et canadiens ne retrouveront finalement pas de saumon génétiquement modifié dans leur assiette, surtout que cela se serait fait à leur insu. En effet, on sait que ce gouvernement s'entête à ne pas vouloir étiqueter les OGM.

Qui doit-on remercier pour ce revirement bénéfique pour tous ceux et celles qui veulent savoir ce qu'ils mangent? Est-ce Santé Canada ou le gouvernement fédéral? Non, ce sont des groupes environnementaux comme Vigilance OGM et Nature Canada.

Ce sont des politiciens, comme ceux du Bloc québécois, ainsi qu'une frange importante de la population qui se sont mobilisés pour dire non. C'est cette mobilisation citoyenne qui a fait plier la société américaine AquaBounty.

Si je me réjouis de cette décision, on devrait tous s'inquiéter de voir que le gouvernement chargé de nous protéger n'a strictement rien fait dans ce dossier.

* * *

[Traduction]

LA BIBLIOTHÈQUE FRASER-HICKSON

L'hon. Marc Garneau (Notre-Dame-de-Grâce—Westmount, Lib.): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de parler de la bibliothèque Fraser-Hickson, qui, en ce 14 février, célèbre le 10^e anniversaire de son service de livraison de livres minibiblioPLUS. Ce service, qui a pris de l'expansion au cours de la pandémie, est maintenant offert à 130 organismes partenaires et 14 000 participants et permet de livrer plus de 10 000 livres à des enfants et d'offrir 5 000 heures de programmation. Le personnel et les administrateurs sont très dévoués à la cause de l'alphabétisation des jeunes enfants et font la promotion de la lecture aux enfants, en particulier pendant les 100 premiers jours de leur vie.

[Français]

La bibliothèque Fraser-Hickson naquit à Montréal le 15 octobre 1885 et fut la première bibliothèque accessible gratuitement au public. Elle a reçu l'appui enthousiaste d'Honoré Beaugrand, maire de Montréal à cette époque. Aujourd'hui, la collection de livres de la bibliothèque est distribuée à travers ma circonscription et à travers le Québec.

La bibliothèque Fraser-Hickson continue d'encourager l'amour de la lecture et l'alphabétisation précoce.

J'offre mes félicitations à la bibliothèque Fraser-Hickson.

Déclarations de députés

● (1405)

*[Traduction]***LES LIBERTÉS DU CANADA**

Mme Rachael Thomas (Lethbridge, PCC): Monsieur le Président, avec le projet de loi C-11, le premier ministre et son gouvernement vont exercer un contrôle sur tout ce que les Canadiens peuvent voir en ligne. L'auteure réputée Margaret Atwood a commencé à en parler. Elle a décrit les mesures du gouvernement comme une « forme sournoise de totalitarisme ».

Cependant, malgré la vive opposition, le gouvernement va de l'avant en faisant fi des voix qui s'y opposent. Il n'a pas tenu compte des utilisateurs de YouTube, de TikTok et d'Instagram qui ont pris la parole partout au pays. La voix de créateurs de contenu autochtones a été étouffée. La voix de créateurs noirs a été réprimée. Des créateurs francophones ont été réduits au silence.

Maintenant, le gouvernement du Québec dénonce la situation et sonne l'alarme. Il ne veut pas se faire dicter quoi faire par le gouvernement libéral ni par aucun gouvernement. Il exhorte donc le premier ministre à donner voix au chapitre aux provinces. Malheureusement, mes collègues du NPD et du Bloc québécois se rangent du côté du régime libéral. De ce côté-ci de la Chambre, mes collègues conservateurs et moi serons aux côtés du Québec pour demander au gouvernement libéral de lui donner voix au chapitre.

Nous demandons au gouvernement de renvoyer ce projet de loi à un comité afin que des voix puissent se faire entendre et que ce projet de loi soit adéquatement...

Le Président: Le député de Scarborough—Guildwood a la parole.

* * *

LA JOURNÉE NATIONALE DE SENSIBILISATION À LA TRAITE DES PERSONNES

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Monsieur le Président, le 22 février est la Journée nationale de sensibilisation à la traite des personnes. Qu'elle prenne la forme de travail forcé, de mariage forcé, de trafic sexuel, de trafic d'organes ou d'exploitation sexuelle en ligne, cette pratique se cache sous notre nez ici même, au Canada.

Selon Statistique Canada, en 2019, 97 % des victimes de la traite des personnes étaient des filles et des femmes, 89 % avaient moins de 35 ans et 50 % étaient d'origine autochtone. La traite des personnes est une pratique odieuse, lucrative et croissante. Tous les Canadiens ont la possibilité d'améliorer les choses en faisant ce qui suit: écouter les survivants; apprendre à reconnaître les signes, militer pour des changements, appuyer le projet de loi C-308, et appuyer le projet de loi S-211, qui en sera à l'étape de la troisième lecture le 6 mars.

Ce ne sont pas tous les cas d'esclavage moderne qui mettent en cause la traite des personnes, mais toutes les victimes de traite sont des esclaves. Lors de la Journée nationale de sensibilisation à la traite des personnes, prenons les mesures nécessaires pour mettre fin à ce fléau qui sévit dans notre pays.

* * *

LA RECONNAISSANCE POUR SERVICES RENDUS

M. Sukh Dhaliwal (Surrey—Newton, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour rendre hommage à un

ancien combattant des Forces armées canadiennes de ma circonscription, M. Kenneth Andersen, pour ses 40 années de service au sein du Corps des commissionnaires de la Colombie-Britannique.

M. Andersen s'est d'abord joint au Corps des commissionnaires en mai 1982 et il y a travaillé jusqu'en août 1995. Après une courte pause, M. Andersen a repris du service comme commissionnaire en juin 1996 et il est toujours en poste. Le Corps des commissionnaires de la Colombie-Britannique est un organisme de sécurité et de maintien de l'ordre à but non lucratif qui sert les collectivités de la partie continentale de la Colombie-Britannique depuis 1927. M. Andersen est l'une des cinq personnes de sa division à avoir dépassé les 40 années de service au cours des 95 années d'existence de l'organisme.

J'invite tous les députés à se joindre à moi pour remercier et féliciter M. Ken Andersen pour ses bons et loyaux services.

Je souhaite une bonne Saint-Valentin aux députés.

* * *

LE PARTI LIBÉRAL DU CANADA

M. Brad Redekopp (Saskatoon-Ouest, PCC): Monsieur le Président, après huit ans, les Canadiens sont à sec et ils n'ont plus les moyens de se nourrir, de se chauffer ou de se loger à cause des politiques inefficaces des néo-démocrates-libéraux qui ont des effets dévastateurs sur notre pays. Les augmentations de taxes incontrôlées des libéraux grugent les chèques de paie des Canadiens. Le pouvoir d'achat diminue en raison de l'inflation galopante causée par les dépenses des néo-démocrates-libéraux.

Le nombre de surdoses augmente, des criminels munis d'armes à feu de contrebande sèment la terreur dans nos collectivités et le nombre de sans-abri ne cesse d'augmenter. Les Canadiens constatent à quel point rien ne va plus au pays. Cependant, nous pouvons nous en sortir.

Les conservateurs s'attaqueront à la criminalité. Nous poursuivons les trafiquants d'armes, nous nous attaquerons aux gangs de rue et nous réformerons le système de libération sous caution qui favorise la récidive. Les conservateurs mettront un terme à la crise de l'inflation et rendront le coût de l'essence et du chauffage abordables. Comment y arriverons-nous? Au lieu d'augmenter constamment la taxe sur le carbone, les conservateurs permettront aux Canadiens de se chauffer sans être taxés.

* * *

LES SÉISMES EN TURQUIE ET EN SYRIE

Mme Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.): Monsieur le Président, alors que le nombre de morts causés par les tragiques séismes en Turquie et dans le Nord de la Syrie ne cesse de croître, nos pensées et nos prières accompagnent les familles des victimes. Il y a plus de 36 000 morts et 90 000 blessés, et ces nombres augmentent chaque minute.

Il est impossible de ramener les proches à leurs familles, mais nous pouvons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour aider. Le Canada s'est engagé à verser 10 millions de dollars en aide humanitaire à la Turquie et a mis en place un deuxième fonds de contrepartie de 10 millions de dollars pour les dons visant à soutenir les efforts de secours de la Croix-Rouge. Nous envisageons de faire beaucoup plus.

J'ai eu l'occasion de rendre visite aux membres de la communauté turque en fin de semaine et il était encourageant de les voir se rassembler pour accepter des dons de couvertures, de tentes arctiques et de sacs de couchage, qu'ils emballent pour les envoyer dans les régions touchées.

Merci aux nombreux dirigeants héroïques qui se sont mobilisés pour diriger ces efforts, notamment Samit Ahmad, Mehmet Solmaz et Bekir Elmaagacli, ainsi que de nombreuses entreprises turques et la Fédération des associations canado-turques.

Nous sommes de tout cœur avec toutes les personnes touchées par cette terrible tragédie. Les Canadiens sont unis dans leur soutien.

* * *

• (1410)

LA TAXE SUR LE CARBONE

M. Dan Mazier (Dauphin—Swan River—Neepawa, PCC): Monsieur le Président, après huit ans, le coût de la production alimentaire au Canada monte en flèche à cause de l'inefficace taxe sur le carbone du gouvernement. On s'attend maintenant à ce qu'une ferme familiale paie 150 000 \$ en taxe sur le carbone chaque année. Les familles paieront plus de 16 000 \$ par année en épicerie. Il n'est pas surprenant que les Canadiens fréquentent les banques alimentaires à un rythme record: le premier ministre a laissé tomber les producteurs qui nourrissent les Canadiens.

Il n'est pas nécessaire qu'il en soit ainsi. Les conservateurs défendent les agriculteurs, les éleveurs et les consommateurs. Nous supprimerons l'inefficace taxe sur le carbone.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, huit années se sont écoulées depuis que le premier ministre et le Parti libéral sont arrivés au pouvoir. Huit années de slogans accrocheurs, de grandes proclamations, de manipulations politiques magistrales et d'élites libérales qui s'enrichissent.

Par contre, parlons de ce à quoi les Canadiens sont confrontés: une inflation hors de contrôle et les coûts les plus élevés depuis une génération; une multiplication par deux du coût du logement tant pour les propriétaires que pour les locataires; des hausses de taxes en toutes circonstances, ce qui signifie que les gens paient plus, mais qu'ils ramènent aussi moins à la maison; une taxe sur les industries les plus précieuses de notre pays, qui dévalorise le dur labeur des Canadiens; un pays plus divisé que jamais; et un gouvernement qui ne peut pas assumer ses fonctions de base alors qu'il alourdit la dette comme jamais auparavant.

Les Canadiens perdent espoir. Ils n'ont plus d'argent et n'ont pas les moyens de se nourrir, de se chauffer ou de se loger. Cependant, l'espoir point à l'horizon. Avec les conservateurs, on pourra se chauffer sans être taxé.

* * *

[Français]

LE MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS

Mme Brenda Shanahan (Châteauguay—Lacolle, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je saisis l'occasion aujourd'hui, dans le cadre du Mois de l'histoire des Noirs, de souligner l'im-

Déclarations de députés

portant travail d'intégration et d'inclusion qui se fait dans ma circonscription.

Fait peu connu, Châteauguay—Lacolle est le foyer de la deuxième communauté issue des Caraïbes en importance au Québec.

[Traduction]

Ces dernières années, nous avons aussi accueilli de nombreuses familles provenant de pays africains tels que le Cameroun, le Burundi et le Sénégal. Je salue nos groupes communautaires locaux qui collaborent à promouvoir la contribution de la communauté noire dans la région. Je souligne le travail de l'association Horizon qui, depuis sa fondation par le regretté Clinton Ritchie il y a plus de 30 ans, recueille des fonds pour l'éducation des jeunes et organise des événements auxquels toute la population est invitée à participer pour faire connaissance et tisser des liens.

[Français]

Je salue d'ailleurs ici l'apport de l'association Horizon.

* * *

[Traduction]

LA JOURNÉE AYEZ UN CŒUR

Mme Lori Idlout (Nunavut, NPD): Monsieur le Président, je prends la parole à l'occasion de la journée nationale Ayez un cœur.

Je remercie la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations pour les idées qu'elle propose. On peut visiter le site haveaheartday.ca pour voir ce qu'on peut faire pour favoriser la réconciliation.

En prévision du budget de 2023, je demande au gouvernement de mettre en œuvre l'appel à la justice n° 1.3, qui dit ceci:

Nous demandons à tous les gouvernements de respecter les obligations relatives aux droits de la personne et aux droits des Autochtones dans le cadre de l'élaboration de budgets et de la détermination de leurs activités et de leurs priorités, en s'assurant d'accorder la priorité et les ressources adéquates aux mesures requises pour éliminer la marginalisation sociale, économique, culturelle et politique des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQIA autochtones.

* * *

[Français]

LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-VALENTIN

Mme Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, la capitale de l'amour de l'Amérique du Nord, c'est chez nous qu'elle se trouve, et même si elle compte moins que 500 âmes, la municipalité de Saint-Valentin est reconnue à l'international. Les amoureux, mais aussi les collectionneurs de partout sur la planète y font transiter leurs échanges épistolaires pour profiter d'un cachet postal unique au monde.

Saint-Valentin rayonne aussi par son festival où se côtoient artistes, spectacles, activités pour enfants ainsi que produits locaux.

Ce n'est pas tout. Saint-Valentin est aussi la seule municipalité québécoise, outre Montréal, à être jumelée à une ville japonaise, soit Mimasaka. Ce partenariat est régulièrement mis à l'honneur lors d'ateliers de manga et d'origami, d'expositions, de concerts de musique traditionnelle, et j'en passe.

Questions orales

D'ailleurs, le 2 février dernier, le consul du Japon à Montréal remettait au maire, M. Pierre Chamberland, un certificat de mérite du ministère des Affaires étrangères du Japon pour l'excellence de ses initiatives.

Bref, c'est pour toutes ces raisons que j'ai envie de dire: Saint-Vaentin, je t'aime.

• (1415)

Le Président: J'aimerais rappeler aux députés que leurs collègues font présentement des déclarations. Il serait préférable de poursuivre les discussions ailleurs en chuchotant, plutôt qu'en criant d'un côté à l'autre de la Chambre.

L'honorable député de Barrie—Innisfil a la parole.

* * *

[Traduction]

LA RESPONSABILITÉ GOUVERNEMENTALE

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, au-delà du crime, il y a toujours les efforts faits pour le camoufler. Quand des journalistes ont eu vent qu'un quelconque libéral avait couché dans ce que nous savons maintenant être un luxueux hôtel de Londres à 7 000 \$ la nuit, la panique s'est emparée des libéraux. Ils ont tenté de détourner et de recadrer cette histoire de toutes les façons possibles, allant même jusqu'à caviarder les courriels indiquant qui avait couché dans cette chambre. Le premier ministre avait pourtant déclaré que son gouvernement serait le plus transparent et le plus responsable de l'histoire, quelqu'un s'en souvient-il?

Beaucoup de Canadiens peinent à acheter de la nourriture, à faire l'épicerie et à payer le chauffage; des mères se couchent le soir en se demandant si elles pourront garder le logement qui abrite leur famille. Pendant que les Canadiens souffrent des conséquences de l'inflation et de la crise de l'abordabilité causées par les libéraux, je me demande qui, du côté des libéraux, a décidé qu'il serait acceptable de payer une chambre d'hôtel à 7 000 \$ la nuit et de tenter de le cacher.

Après huit ans de scandales et de manquements à l'éthique, les Canadiens constatent maintenant que ce premier ministre déconnecté de la réalité, qui croit que tout lui est dû, ne peut plus se racheter. Il faut le remplacer.

* * *

LE SOMMET DES GRANDS LACS

M. Vance Badawey (Niagara-Centre, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui, nous avons ouvert le Sommet des Grands Lacs sur la Colline, en accueillant les personnes chargées de s'assurer que l'eau qui provient des Grands Lacs et du réseau de la Voie maritime du Saint-Laurent est potable, qu'elle peut soutenir les stocks de poissons, que les familles peuvent en profiter en toute sécurité et qu'elle peut assurer la viabilité de l'un des plus grands corridors commerciaux du monde.

Ces personnes sont venues ici pour célébrer une année fructueuse et axée sur la préservation de l'intégrité des systèmes d'eau douce, ainsi que pour demander au gouvernement de poursuivre le travail nécessaire afin d'empêcher l'apparition des mêmes conditions destructrices que celles que beaucoup d'entre nous ont connues dans le passé. Nous nous souvenons de l'époque où l'eau potable était insalubre. Nous nous souvenons des poissons morts sur les plages et de

l'impact qu'a eu la pollution de l'eau sur les collectivités. Nous nous souvenons que de nombreuses personnes dévouées ont réussi à renverser la situation par des efforts et une bonne gouvernance.

Je remercie tous mes collègues des deux côtés de la Chambre et des deux côtés de la frontière qui se sont joints à nous et qui continuent à soutenir nos efforts pour assurer la salubrité et la sécurité des eaux douces des deux pays.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES FINANCES

L'hon. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Monsieur le Président, huit années de gaspillage et de corruption sous la direction des libéraux ont fait grimper l'inflation à des sommets inégalés, et cette situation n'est nulle part plus manifeste que dans le coût des logements. En fait, après les huit années de déficits libéraux ayant fait grimper l'inflation, le locataire moyen paie maintenant son loyer plus de 2 000 \$ par mois.

Pour un riche premier ministre qui se vante de sa vaste fortune familiale, cette somme peut sembler dérisoire. Voilà peut-être pourquoi il a approuvé un séjour à l'hôtel à 7 000 \$ la nuitée à Londres l'automne dernier.

Pourquoi le premier ministre croit-il qu'il était acceptable de faire payer aux contribuables une facture pour une seule nuitée à l'hôtel équivalant à ce que paie un locataire moyen en trois mois?

L'hon. Ahmed Hussen (ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens ont le droit de se demander pourquoi, chaque fois que des mesures concrètes destinées aux locataires sont présentées à la Chambre, les conservateurs votent contre.

Ils ont voté contre l'Allocation canadienne pour le logement, qui permet de verser en moyenne 2 500 \$ aux locataires vulnérables partout au pays. Non seulement ils ont voté contre le supplément unique de 500 \$ à l'Allocation canadienne pour le logement, mais ils se sont aussi livrés à des manœuvres procédurales à la Chambre pour empêcher de fournir une aide concrète aux locataires canadiens.

L'hon. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Monsieur le Président, ce scandale fait très mal aux contribuables canadiens parce qu'il survient au moment où le prix du loyer gruge de plus en plus leurs chèques de paie.

Après huit années de déficits libéraux, les taux d'intérêt sont si élevés que les propriétaires doivent payer de plus en plus d'intérêts aux banques simplement pour rester dans leur maison. En fait, après huit années sous la direction des libéraux, le versement hypothécaire mensuel moyen a plus que doublé. Pour une hypothèque moyenne de 600 000 \$, les intérêts sont passés de 12 000 \$ à plus de 30 000 \$ par année.

Je le demande à nouveau: le ministre pense-t-il que c'était une bonne idée pour le premier ministre de facturer aux contribuables canadiens une nuitée à l'hôtel du même montant que ce qu'ils paient pour deux versements hypothécaires mensuels?

• (1420)

L'hon. Ahmed Hussen (ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion, Lib.): Monsieur le Président, le député pense-t-il que c'était intelligent de voter contre des soutiens qui aident réellement les acheteurs de maison: le compte d'épargne libre d'impôt de 40 000 \$ pour l'achat d'une première maison, le doublement du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation, la création d'un programme unique non renouvelable de location avec option d'achat, et une enveloppe de 200 millions de dollars pour aider les acheteurs d'une première maison en augmentant l'offre et en interdisant aux étrangers l'achat d'un bien immobilier résidentiel au Canada?

Le député pense-t-il que c'était intelligent de voter contre ces soutiens destinés aux Canadiens qui souhaitent acheter une maison?

L'hon. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Monsieur le Président, il est toujours judicieux de voter contre les déficits inflationnistes qui font grimper le coût de la vie.

Les libéraux n'ont pas tiré la bonne leçon du scandale de la facture d'hôtel. On aurait pu espérer qu'après avoir facturé aux contribuables 6 000 \$ la nuitée pour une seule chambre, ils auraient appris qu'il faudra réserver une chambre plus abordable la prochaine fois. Ils ont plutôt appris qu'ils doivent mieux camoufler leurs erreurs.

Des courriels échangés entre les membres du personnel du premier ministre révèlent que des fonctionnaires ont manigancé pour cacher ce scandale. L'un d'entre eux a même proposé de cacher ces frais dans les comptes publics de l'an prochain. La ministre elle-même a finalement donné la consigne de ne plus répondre aux questions, tout simplement. Tout cela se passe pendant une période où les Canadiens doivent payer plus cher simplement pour rester dans leur propre maison.

Pourquoi les libéraux n'arrivent-ils pas à comprendre qu'ils doivent traiter l'argent des contribuables avec respect?

L'hon. Robert Oliphant (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, l'autonne dernier, les Canadiens ont pleuré le décès d'une souveraine qui avait régné pendant 70 ans. La délégation dirigée par la gouverneure générale et le premier ministre était appropriée et elle avait de l'importance pour les Canadiens. Il était essentiel que le Canada soit présent à cet événement.

Pendant que l'autre côté de la Chambre se concentre sur nous, pour notre part, nous nous concentrons sur les Canadiens. Nous nous concentrons sur le coût de la vie. Nous nous concentrons sur le coût du logement. Nous nous concentrons sur le coût des services de garde. Alors que l'attention des conservateurs est tournée vers nous, notre attention reste tournée vers les Canadiens.

[Français]

Mme Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, on comprend donc que c'est normal pour eux de payer 6 000 \$ pour une nuit à l'hôtel. Après huit ans sous l'égide de ce premier ministre, les Canadiens sont au plus mal. L'inflation gruge leur portefeuille. Nous débattons aujourd'hui d'une motion qui demande au gouvernement de limiter ses dépenses, de cesser le gaspillage et d'éliminer les impôts et les déficits responsables de la crise du coût de la vie.

Questions orales

Est-ce que le gouvernement va adopter les mesures fiscales et budgétaires nécessaires pour sortir le pays de cette désastreuse crise inflationniste?

L'hon. Pascale St-Onge (ministre des Sports et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, quand les gens du Parti conservateur parlent de dépenses et de gaspillage, il faut bien comprendre de quoi on parle réellement. On parle d'aider les familles qui en ont besoin avec des programmes adaptés pour ceux qui sont les plus vulnérables dans notre société. Quand nous parlons de donner un supplément de 500 \$ à l'Allocation canadienne pour le logement, c'est justement pour aider les gens qui sont dans le besoin. Quand nous rendons les soins dentaires accessibles pour les familles, c'est pour aider ceux qui en ont le plus besoin.

Au lieu de voter contre toutes les mesures que nous mettons en place pour les Canadiens, les conservateurs pourraient peut-être proposer des solutions.

* * *

L'ÉCONOMIE

Mme Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, une des solutions, c'est de ne pas payer 6 000\$ pour une chambre d'hôtel.

Après huit ans de ce gouvernement, les banques alimentaires font face à un achalandage record. Une famille sur quatre devra déboursier plus de 1 000 \$ pour se nourrir par rapport à l'an dernier. En plus, une majorité d'entreprises affirme qu'elles devront augmenter leur prix. C'est un gâchis qui porte la signature de ce gouvernement qui accumule les manquements, les échecs et les autres incompétences.

Quand vont-ils s'excuser et rétablir la situation?

L'hon. Pascale St-Onge (ministre des Sports et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à rappeler que quand notre parti a pris le pouvoir en 2015, un Canadien sur huit vivait dans la pauvreté. Depuis que nous sommes au pouvoir, nous avons sorti plus de 2,7 millions de personnes de la pauvreté.

Quand on parle de réduire les dépenses et d'arrêter d'aider les Canadiens, ce qu'on dit, c'est de retourner ce monde dans la pauvreté. C'est inacceptable.

* * *

LA SANTÉ

M. Alain Therrien (La Prairie, BQ): Monsieur le Président, il n'y a pas d'entente sur la santé. Pour avoir une entente, il faudrait que des gens s'entendent.

Or, l'offre du premier ministre à ses homologues est imposée. Il s'est servi du fait que le Québec et les provinces sont pris à la gorge par une crise en santé, causée par le sous-financement fédéral dont il est lui-même le responsable. Ils sont tellement pris à la gorge qu'ils doivent accepter l'inacceptable.

Le premier ministre pouvait régler son sous-financement chronique de la santé. Il s'est contenté d'acheter la paix, et pour pas cher en plus.

Questions orales

Pourquoi n'a-t-il pas choisi d'aider pour vrai à soigner les gens qui en ont besoin?

• (1425)

M. Adam van Koeverden (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé et de la ministre des Sports, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question et de son intérêt concernant cet enjeu très important.

Nous nous réjouissons de l'annonce faite aujourd'hui par le Conseil de la fédération et nous remercions les conseillers et le président du Conseil de leur travail très important.

Depuis que le premier ministre a convoqué la réunion sur les soins de santé la semaine dernière, nous avons rencontré les premiers ministres provinciaux et territoriaux et les ministres de la Santé de tout le pays.

M. Alain Therrien (La Prairie, BQ): Monsieur le Président, le Québec et les provinces réclamaient que le fédéral paie sa juste part de 35 % des coûts totaux en santé. L'offre du premier ministre est de passer de 22 % à un maigre 24 %.

Rappelons-nous quand le Parti libéral est arrivé au pouvoir en 2015, la part était à 24 %. Tout ce qu'il a fait, c'est réparer son sacage. On a besoin de 35 %. On arrive à 24 %, on réduit à 22 % et on remonte à 24 %. Il n'y a rien qui change et on tourne en rond.

Le gouvernement réalise-t-il que, pendant ce temps, nos systèmes de santé suivent une belle ligne droite, directe dans le mur?

L'hon. Pablo Rodriguez (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, je ne sais pas où était mon collègue ce matin quand les journaux titraient: entente en santé entre le fédéral et les provinces. Les journaux partout au pays font état de cette entente. C'est une bonne entente qui va permettre plus d'accès à des médecins de famille.

Je pense que cela en vaut la peine: avoir des médecins de première ligne, investir dans notre personnel de la santé, ces héros, ces hommes et ces femmes qui font une différence tous les jours sur le plan de la santé, investir en santé mentale et assurer la pérennité du système de santé.

C'est une bonne entente. Le Bloc québécois n'aime pas cela, mais c'est une bonne entente.

* * *

[Traduction]

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, selon Statistique Canada, près de la moitié des Canadiens, soit 44 %, déclarent avoir de la difficulté à payer leur loyer et leur épicerie. En outre, les Canadiens paient des frais de téléphonie cellulaire et d'Internet parmi les plus élevés au monde. La fusion entre Rogers et Shaw ne fera qu'empirer les choses. Les Canadiens qui éprouvent déjà des difficultés devront payer des frais de téléphonie cellulaire et d'Internet encore plus élevés.

Le gouvernement a un choix à faire aujourd'hui. Va-t-il défendre les familles en disant non à cette fusion ou va-t-il mettre des milliards de dollars dans les poches de milliardaires? C'est un ou l'autre.

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, c'est très simple: nous sommes du côté des Canadiens.

C'est pourquoi, hier, mon collègue a dit que nous devrions demander au CRTC de faire baisser les prix pour les Canadiens et d'introduire plus de concurrence dans le secteur. Le député sait, comme je l'ai déjà dit, que ce qui m'importe, c'est de faire baisser les prix et d'élargir la concurrence, et la meilleure façon d'y parvenir dans ce pays est d'avoir un quatrième acteur national. Nous agirons toujours dans l'intérêt des consommateurs canadiens.

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, ai-je bien compris ce qu'a dit le ministre? Est-ce que cela signifie qu'il s'opposera à la fusion aujourd'hui?

[Français]

On sait que la fusion de Rogers et Shaw va faire augmenter la facture des services cellulaires. On paie déjà des factures parmi les plus élevées au monde. Cette fusion va aggraver les choses et faire augmenter les factures.

Le ministre a un choix aujourd'hui: va-t-il bloquer cette fusion et défendre les gens, oui ou non?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son importante question.

Mon collègue l'aura vu, les Canadiens qui nous regardent aujourd'hui vont le constater, hier, nous avons émis une nouvelle directive au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes. C'était pour lui demander de s'assurer d'instaurer des politiques pour réduire les prix au Canada et pour augmenter la compétition.

Je l'ai dit sur toutes les tribunes: l'intérêt supérieur, c'est d'assurer une baisse des prix et c'est d'assurer la compétition. La meilleure façon que nous avons trouvée de faire cela au Canada, c'est d'avoir un quatrième joueur à l'échelle nationale.

Les Canadiens qui nous regardent le savent. Nous serons toujours là pour défendre l'intérêt des consommateurs.

* * *

[Traduction]

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

M. Jasraj Singh Hallan (Calgary Forest Lawn, PCC): Monsieur le Président, après huit ans d'incompétence de la part du premier ministre libéral, le chauffage résidentiel est devenu un luxe. Il a dit qu'aucune analyse de rentabilité ne justifiait de fournir au monde notre énergie canadienne propre et il a annulé des projets de pipeline, ce qui a fait doubler le coût du chauffage résidentiel au Canada. Pourtant, il a trouvé une analyse de rentabilité pour garçonner des milliards de dollars à ses copains libéraux en leur donnant des contrats juteux. Maintenant, les Canadiens doivent baisser le chauffage et se blottir sous des couvertures, car il s'apprête à tripler sa désastreuse taxe sur le carbone.

Le premier ministre présentera-t-il un véritable plan de lutte contre les changements climatiques et cessera-t-il d'étaler sa vertu afin que les Canadiens puissent se chauffer sans être taxés?

Questions orales

● (1430)

L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais rappeler à mon collègue que les politiques que nous mettons en place aideront les Canadiens à réduire leur dépendance aux coûteux combustibles fossiles et à les remplacer par de l'électricité propre produite au Canada, ce qui réduira leurs factures d'énergie. Voilà pourquoi nous avons travaillé pour aider les Canadiens de l'Atlantique et de partout au pays à réduire leurs factures de chauffage résidentiel.

* * *

LA TARIFICATION DU CARBONE

M. Jasraj Singh Hallan (Calgary Forest Lawn, PCC): Monsieur le Président, le problème avec ce plan, c'est qu'il n'a rien à voir avec l'environnement. Je l'ai examiné bien comme il faut, et je n'y ai rien trouvé pour aider l'environnement. D'autres députés ont-ils réussi à trouver quelque chose? Avez-vous trouvé quelque chose, monsieur le Président?

Ce que j'ai vu, c'est un plan fiscal qui a fait grimper le coût de l'essence, de la nourriture et du chauffage domestique. C'est un plan fiscal qui n'a pas aidé les libéraux à atteindre ne serait-ce qu'une seule cible de réduction des émissions. Ils ont même fait augmenter les émissions.

Quand les libéraux cesseront-ils de se draper dans leur vertu? Quand annuleront-ils l'inefficace taxe sur le carbone pour que les Canadiens puissent continuer à se chauffer?

L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, c'est un peu fort de la part de l'opposition, qui fait volte-face sur la tarification du carbone à un rythme tel que je n'arrive pas à le suivre. Une minute, les conservateurs sont pour la tarification du carbone. La minute suivante, ils sont contre. La minute d'après, ils sont de nouveau pour la tarification du carbone. Lors des dernières élections, les députés de l'opposition ont fait campagne sur la tarification du carbone mais, maintenant, ils disent qu'ils...

Le Président: Je dois interrompre le ministre un instant. J'ai du mal à entendre la réponse depuis le fauteuil en raison de chahut de part et d'autre de la Chambre. Je sais que tout le monde souhaite entendre la réponse au même titre que tout le monde souhaite entendre la question.

Il reste 15 secondes au ministre.

L'hon. Steven Guilbeault: Monsieur le Président, comme je le disais, le Parti conservateur du Canada, qui fait valoir des politiques imprudentes, fait volte-face sur la tarification du carbone à un rythme tel que je n'arrive pas à le suivre. Impossible de connaître sa position, puisqu'elle change d'une minute à l'autre.

Mme Tracy Gray (Kelowna—Lake Country, PCC): Monsieur le Président, après huit ans sous la gouverne du premier ministre libéral, les Canadiens sont aux prises avec la pire crise du coût de la vie en une génération. Selon l'Agence de la consommation en matière financière du Canada, les Canadiens connaissent actuellement les pires problèmes financiers de leur vie. Pourtant, les libéraux s'obstinent à vouloir encore augmenter la taxe sur le carbone, la prochaine hausse étant prévue pour le 1^{er} avril prochain. Avec les conservateurs, on pourra se chauffer sans être taxé.

Le premier ministre fera-t-il preuve d'un peu de compassion? Éliminera-t-il la taxe sur le carbone?

L'hon. Jonathan Wilkinson (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, il est important de ne pas induire les Canadiens en erreur à la Chambre. Comme le savent les députés de l'opposition officielle, 8 familles canadiennes sur 10...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: J'inviterais le ministre à reprendre du début.

L'hon. Jonathan Wilkinson: Monsieur le Président, les députés de l'opposition savent très bien, même s'ils ne le disent pas publiquement, que, huit familles canadiennes sur dix récupèrent plus d'argent qu'elles n'en ont payé au chapitre de la tarification de la pollution. Il est certain que l'abordabilité est un problème criant, mais le changement climatique l'est tout autant. Je dirais qu'il est vraiment incroyable d'entendre un parti qui ne peut même pas reconnaître la réalité du changement climatique remettre en question le plan climatique du gouvernement.

* * *

L'ÉCONOMIE

Mme Tracy Gray (Kelowna—Lake Country, PCC): Monsieur le Président, le plan des libéraux n'est pas environnemental, mais fiscal. De promesses non tenues en politiques ratées, un échec n'attend plus l'autre. Le fait est que 38 % des Canadiens sont presque sans le sou. C'est ce que révèlent les propres chercheurs du gouvernement fédéral. Ce matin encore, j'ai rencontré des membres de l'Association des étudiants de l'Université Simon Fraser de Burnaby, qui m'ont dit que des étudiants sautent des repas parce qu'ils n'ont pas les moyens de manger.

Le premier ministre assumera-t-il ses responsabilités à l'égard des étudiants qui n'ont même pas les moyens de se nourrir, ou les conservateurs devront-ils réparer ce qu'il a cassé?

L'hon. Jonathan Wilkinson (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, il est certain que les questions d'abordabilité sont d'une importance capitale pour tous les Canadiens. Je pense que tout le monde dans cette enceinte s'entend sur ce point.

Certes, l'actuel gouvernement prend des mesures pour répondre aux problèmes liés au coût de la vie, sur tous les plans, mais l'une de ces mesures, pour être honnête, consiste à tarifier la pollution, ce qui permet à huit familles canadiennes sur dix de récupérer plus d'argent en retour. Il s'agit d'une politique importante pour réduire les émissions et lutter contre le changement climatique, mais d'une manière qui favorise l'abordabilité.

Bon sang, il est plus que temps que l'opposition officielle reconnaisse la réalité des changements climatiques et qu'elle présente un plan que les Canadiens peuvent examiner.

* * *

● (1435)

LA TARIFICATION DU CARBONE

L'hon. Tim Uppal (Edmonton Mill Woods, PCC): Monsieur le Président, la réalité, c'est qu'après huit ans sous la gouverne du premier ministre, un Canadien sur quatre n'a pas les moyens de couvrir des dépenses imprévues de 500 \$. Près de la moitié des Canadiens craignent de ne pas pouvoir payer leur loyer ou leurs paiements hypothécaires, qui ont doublé sous la gouverne de l'actuel premier ministre, et trop de Canadiens sont préoccupés par le chauffage résidentiel tellement il est devenu cher sous la gouverne de l'actuel premier ministre.

Questions orales

Maintenant, les libéraux vont de surcroît tripler, tripler, tripler la taxe sur le carbone. Vont-ils aider les Canadiens pour qu'ils puissent se chauffer sans être taxés?

L'hon. Randy Boissonnault (ministre du Tourisme et ministre associé des Finances, Lib.): Monsieur le Président, l'hypocrisie dont on fait preuve de l'autre côté de la Chambre est stupéfiante. Nous parlons de rendre la vie abordable et d'aider les Canadiens à joindre les deux bouts, mais les députés d'en face ont voté contre la proposition de bonifier l'aide au logement de 500 \$. Ils ont voté contre l'aide destinée aux soins dentaires de 500 000 enfants. Ils ont voté contre les mesures d'aide au loyer. Ils ont voté contre l'aide que nous avons offerte aux Canadiens lorsqu'ils en avaient le plus besoin. Ils n'ont aucun plan, mais nous, nous en avons un et nous allons continuer d'aider les Canadiens.

L'hon. Tim Uppal (Edmonton Mill Woods, PCC): Monsieur le Président, ce contre quoi nous avons voté, c'est de mettre de l'huile sur le feu. Nous ne pouvons pas dépenser plus si nous voulons sortir de l'inflation.

Le fait est que la taxe sur le carbone des libéraux est un échec qui n'a permis d'atteindre aucun des objectifs qu'ils se sont fixés. Même le gouverneur de la Banque du Canada a admis que la taxe sur le carbone contribue à l'inflation, et le directeur parlementaire du budget a déclaré que les ménages paieront plus en taxe sur le carbone qu'ils ne recevront en retour.

Les libéraux aideront-ils les Canadiens à chauffer leur maison en supprimant cette taxe?

L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, les feux de forêt de Fort McMurray ont coûté aux Canadiens près de 6 milliards de dollars; les inondations en Alberta, en 2013, près de 4 milliards de dollars; la tempête de verglas au Québec, 3 milliards de dollars; les rivières atmosphériques en Colombie-Britannique, 8 milliards de dollars. Ce ne sont là que quelques exemples du coût croissant des changements climatiques pour les Canadiens.

Quelle est la solution que propose ce parti de l'opposition irresponsable? C'est de recommencer à polluer gratuitement. C'est inacceptable. De ce côté-ci de la Chambre, nous soutiendrons les Canadiens et nous lutterons contre les changements climatiques.

[Français]

LA JUSTICE

M. Rhéal Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, je vais parler de la disposition de dérogation, le seul petit bout d'autonomie garanti au Québec et aux provinces par la Constitution. C'était le compromis concocté par le premier ministre Trudeau père pour que les provinces acceptent sa constitution, que le Québec n'a d'ailleurs jamais signée. Cette disposition, c'est le droit de faire des choix de société différents sans se faire renverser par des juges ou par le fédéral. Hier, les libéraux du fils du premier ministre Pierre Elliott Trudeau et le NPD ont voté contre ce droit.

Pourquoi le moindre petit bout d'autonomie du Québec et des provinces est-il un petit bout de trop pour les libéraux et le NPD?

L'hon. David Lametti (ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, notre gouvernement a toujours été clair sur ses inquiétudes relatives à l'utilisation préventive de la disposition dérogation. La Charte est là pour proté-

ger les droits et les libertés et elle a été créée pour protéger les minorités partout au Canada.

L'utilisation de la disposition de dérogation de façon préventive évacue le dialogue entre les tribunaux et la Chambre. C'est la raison pour laquelle nous sommes contre l'utilisation préventive de la disposition de dérogation.

M. Rhéal Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, cela a l'air compliqué et laborieux. Il faudrait la relire la Constitution ou la lire peut-être pour une première fois. Nulle part à l'article 33 il n'est précisé que la disposition de dérogation pourrait avoir le premier ou le dernier mot. C'est le choix exclusif du Québec et des provinces. C'est écrit noir sur blanc. C'est cela, le hic pour les libéraux et le NPD. La disposition de dérogation garantit noir sur blanc qu'il y a des décisions qui pourront être prises par d'autres gouvernements que le fédéral sans que l'on ait à quêter sa permission.

Le vrai problème avec la disposition de dérogation n'est-il pas le fait que, le dernier mot, ce n'est pas eux qui l'ont?

L'hon. David Lametti (ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, je me souviens très bien des débats qui ont eu lieu à l'époque de la Constitution canadienne. La disposition de dérogation a toujours été là comme dernier mot dans le contexte des négociations entourant la Constitution.

C'est une situation grave lorsqu'on utilise une loi pour abroger les droits des personnes au Canada, et donc, l'utilisation de la disposition de dérogation doit être une exception. C'est d'autant plus vrai lorsque cela a pour conséquence d'éviscérer le dialogue entre les tribunaux et la Chambre.

• (1440)

M. Rhéal Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, la disposition de dérogation, c'est essentiellement au Québec qu'elle a servi, afin de protéger et de promouvoir notre langue nationale et nos valeurs distinctes.

On ne doit pas croire que c'est un hasard si les libéraux et le NPD s'y attaquent aujourd'hui. Ils veulent contester la loi 96, qui protège le français au Québec, et la loi 21, qui protège la laïcité de l'État. Ils veulent empêcher le Québec de déposer toute autre loi à laquelle ils ne seraient pas favorables.

Le problème, finalement, c'est que le Québec est différent et que la disposition de dérogation lui permet de vivre sa différence. N'est-ce pas cela, le véritable problème du gouvernement libéral?

L'hon. Pablo Rodriguez (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, je vais parler du problème du Bloc québécois.

Les bloquistes avaient toute une journée de l'opposition pour aborder un thème de leur choix. Pendant toute la journée, nous aurions pu parler de la lutte contre la pauvreté, de la façon d'aider nos aînés, de l'environnement ou du coût de la vie.

Toutefois, ils ont choisi de parler de la Constitution. C'est ce qu'ils ont choisi. Cela ne met pas de la nourriture sur la table, cela n'aide pas un aîné, cela ne vient pas aider une famille. Il faut vraiment, mais vraiment être déconnecté pour faire ce qu'ils ont fait.

[Traduction]

LA TARIFICATION DU CARBONE

M. Matt Jeneroux (Edmonton Riverbend, PCC): Monsieur le Président, après huit ans sous l'égide de l'actuel premier ministre, les entreprises canadiennes se mettent à sonner l'alarme. Prenons par exemple Gio, qui est propriétaire d'un petit café à Edmonton. Il doit importer son café de l'Amérique du Sud et, en raison de la hausse du coût de l'essence, des transports et des services publics, il a dû augmenter ses prix de 25 %. Ce sont les politiques comme la taxe sur le carbone des libéraux qui continuent de faire grimper ces coûts.

Avec les conservateurs, on pourra se chauffer sans être taxé. Quand donc le premier ministre laissera-t-il la place aux conservateurs afin qu'ils puissent réparer les dégâts qu'il a causés?

L'hon. Mary Ng (ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, je vais dire au député les mesures que ce côté-ci de la Chambre prend pour les petites entreprises. Elles peuvent toujours compter sur nous. Pendant la pandémie, il s'agissait de leur permettre de garder leurs employés sur la liste de paie. Il s'agissait de leur offrir un prêt pour qu'elles puissent survivre au quotidien.

Aujourd'hui, il s'agit de les aider à trouver de nouveaux clients au moyen du commerce électronique. Il s'agit d'aider ces entreprises à accéder à de nouveaux marchés partout dans le monde. Je pourrais dire qu'elles font un travail remarquable parce qu'elles accroissent leurs activités et créent d'excellents emplois pour les Canadiens de tout le pays.

M. Matt Jeneroux (Edmonton Riverbend, PCC): Monsieur le Président, la ministre veut-elle vraiment nous donner une leçon sur les petites entreprises? Il me semble pourtant que la commissaire à l'éthique vient de nous expliquer ce que les libéraux font avec les petites entreprises.

On sait maintenant que plus de la moitié des Canadiens dépensent 200 \$ par mois ou plus pour chauffer leur maison. Demandez à Linda, dont le foyer compte quatre personnes. Elle a décidé de sauter des repas pour chauffer sa maison.

Les conservateurs permettront aux Canadiens de se chauffer sans être taxés. Quand le premier ministre laissera-t-il le champ libre aux conservateurs pour qu'ils puissent rectifier ses erreurs?

L'hon. Randy Boissonnault (ministre du Tourisme et ministre associé des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je me demande pourquoi mon collègue d'Edmonton a voté contre les allègements fiscaux pour les petites entreprises quand il a eu l'occasion de les appuyer.

Je peux dire aux députés que, selon le rapport sur l'emploi de janvier, 150 000 nouveaux emplois ont été créés et 121 000 étaient à temps plein. Je me demande dans quelle région il habite, car à Edmonton tout va très bien.

Nous soutenons les Canadiens. C'est notre travail.

M. Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Monsieur le Président, après huit ans sous la gouverne du premier ministre actuel, les Britanno-Colombiens ont vraiment du mal à joindre les deux bouts. Les politiques libérales ont fait exploser le prix des logements, des loyers et le prix du carburant. Nous payons les prix les plus élevés en Amérique du Nord. Le prix de l'essence devrait atteindre 2,65 \$ le litre cet été. La solution des libéraux ne

Questions orales

consiste pas à doubler, mais à tripler la taxe sur le carbone pour obliger les Canadiens à ne pas prendre leur véhicule pour aller travailler ou pour emmener leurs enfants au soccer.

Le premier ministre va-t-il assumer la responsabilité de l'augmentation du coût de la vie? Va-t-il permettre aux Canadiens de continuer à se chauffer sans être taxés?

• (1445)

L'hon. Jonathan Wilkinson (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je rappellerai à mon collègue que huit familles canadiennes sur dix récupèrent en fait plus d'argent qu'elles n'en paient grâce à la tarification de la pollution, et je lui rappellerai également...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre. Je pense que le débat devient un peu trop agité. Je demanderai à tous les députés de prendre une grande respiration et, lorsque l'un d'entre eux aura la parole, de garder le silence pour le laisser s'exprimer.

Le ministre a la parole.

L'hon. Jonathan Wilkinson: Monsieur le Président, je rappelle également à mon collègue, qui est de la même province que moi, que, en 2008, le gouvernement de la Colombie-Britannique a été le premier en Amérique du Nord à instaurer la tarification de la pollution, faisant figure de leader dans la lutte contre les changements climatiques. S'il n'est pas d'accord avec la tarification de la pollution en Colombie-Britannique, il peut toujours aller en parler au premier ministre de la province.

M. Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Monsieur le Président, le ministre devrait savoir que les Britanno-Colombiens ne reçoivent rien en remboursement de la taxe sur le carbone du gouvernement fédéral. Après huit années sous la direction du premier ministre, tout est plus difficile. À Surrey, un millier de propriétaires-exploitants canadiens d'origine indienne se sont réunis pour manifester parce qu'ils considèrent que le gouvernement libéral et les autorités portuaires ne se soucient pas de leur gagne-pain. On les force inutilement à acheter de nouveaux camions. En outre, ils n'arrivent plus à payer l'augmentation du prix du carburant, notamment causée par la taxe sur le carbone appelée à tripler.

Le premier ministre va-t-il assumer la responsabilité de ses actes et admettre qu'il ne se soucie pas des vaillants travailleurs canadiens?

L'hon. Jonathan Wilkinson (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, il est intéressant que le député ait mentionné que les habitants de la Colombie-Britannique n'ont pas reçu de remboursement, puisque huit Canadiens sur dix sous le régime fédéral en reçoivent. Huit Canadiens sur dix reçoivent plus d'argent que ce qu'ils ont payé grâce au système fédéral. Si le député n'accepte pas la façon dont le processus a été mis en œuvre dans la province — je crois d'ailleurs qu'il était membre du parti qui a instauré la tarification de la pollution —, il devrait aller en parler avec le premier ministre provincial.

*Questions orales***LA SANTÉ**

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Monsieur le Président, partout au Canada, des cliniques à but lucratif vendent un accès préférentiel à la chirurgie à ceux qui ont les moyens de se le payer. Elles exploitent une faille dans la Loi canadienne sur la santé, qui coûte aux Canadiens jusqu'à 28 000 \$ par intervention. Même l'ancienne ministre libérale de la Santé, Jane Philpott, affirme que cela va à l'encontre des principes de l'assurance-maladie. Or, les néo-démocrates croient que les Canadiens doivent avoir accès à des soins en fonction de leurs besoins, et non de leur richesse.

Pourquoi les libéraux laissent-ils les cliniques à but lucratif exploiter le désespoir des patients et permettent-ils un accès à deux vitesses aux soins de santé au Canada?

M. Adam van Koeverden (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé et de la ministre des Sports, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question et de sa collaboration au sein du comité de la santé.

De ce côté-ci de la Chambre, nous croyons que tout ce dont les Canadiens devraient avoir besoin pour obtenir des soins de santé, c'est de leur carte d'assurance-maladie, et non de leur carte de crédit. Nous défendons toujours le système de soins de santé public et universel du Canada. Les Canadiens sont fiers de notre système, qui a toujours été fondé sur les besoins, et non sur la capacité de payer. Au cours de nos discussions avec les premiers ministres provinciaux et territoriaux, nous avons souligné l'importance de faire respecter la Loi canadienne sur la santé, c'est-à-dire de veiller à ce que les services soient fondés sur les besoins et non sur la capacité de payer d'une personne.

Nous protégerons toujours l'accès équitable aux soins et aux services de santé universels du Canada.

* * *

L'INFRASTRUCTURE

Mme Bonita Zarrillo (Port Moody—Coquitlam, NPD): Monsieur le Président, les libéraux avaient affirmé qu'ils défendraient le système de santé public, mais ils ne le font pas.

Dans le cas de la Banque de l'infrastructure du Canada, plutôt chambranlante, on voit encore une fois les libéraux donner priorité aux intérêts et aux bénéfices des entreprises plutôt qu'aux gens. Alors que nos collectivités ont besoin d'infrastructures résilientes aux changements climatiques, la Banque échoue dans ce domaine, mais les libéraux ne veulent pas que les gens le sachent. Le gouvernement s'assure que cette information reste secrète et ne soit pas à la disposition des Canadiens.

Pourquoi les libéraux protègent-ils une banque qui ne procure pas de résultats aux Canadiens?

Mme Jennifer O'Connell (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, au contraire, la Banque de l'infrastructure du Canada constitue une façon novatrice de répondre aux besoins d'infrastructure du pays. À titre d'exemple, grâce au projet de fibre optique au Manitoba, plus de 400 emplois ont été créés et 49 000 foyers seront connectés à Internet à large bande. Le député d'en face voudrait-il dire à ces résidents et à ces travailleurs que la Banque de l'infrastructure ne fait rien pour eux?

Nous continuerons d'investir dans une infrastructure de qualité partout au pays.

L'AGRICULTURE ET L'AGROALIMENTAIRE

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, le secteur du vin, du raisin et de la fruiticulture de la Nouvelle-Écosse fait face à un avenir incertain. Durant la fin de semaine du 3 et 4 février, un vortex polaire a frappé la province, ce qui s'est traduit par des températures soutenues de -25 degrés Celsius et un refroidissement éolien de -43 degrés Celsius, ce qui constitue un record. La Nouvelle-Écosse vit aussi l'un des hivers les plus doux jamais enregistrés dans la province. Tout cela a provoqué des dommages considérables. Selon les premières estimations, nous perdrons toute la récolte de vignes de l'espèce vinifera, et jusqu'à la moitié de la récolte de vignes hybrides. De plus, les membres de l'industrie fruitière s'inquiètent pour les pêches, les cerises et les fruits à noyau.

La ministre de l'Agriculture peut-elle donner quelques conseils aux producteurs de ma circonscription sur les programmes qu'ils peuvent utiliser et préciser si elle a reçu une demande du gouvernement de la Nouvelle-Écosse dans le cadre du programme Agri-relance?

• (1450)

L'hon. Marie-Claude Bibeau (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, je tiens d'abord à remercier mon collègue de Kings—Hants de son dévouement constant à l'agriculture.

Nous sommes conscients que les récents phénomènes météorologiques ont nui aux producteurs de raisins de la Nouvelle-Écosse et leur ont causé beaucoup de stress. Je veux leur donner l'assurance que nous sommes prêts à évaluer l'ampleur des dommages dès que la province présentera une demande dans le cadre du programme Agri-relance. D'ici là, je les invite à vérifier s'ils sont admissibles aux programmes Agri-protection, Agri-investissement et Agri-stabilité.

* * *

[Français]

LE PATRIMOINE CANADIEN

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, quelle nouvelle, ce matin: le gouvernement du Québec presse le gouvernement libéral d'insérer dans le projet de loi C-11 un mécanisme de consultation obligatoire du Québec pour s'assurer de protéger la culture québécoise.

Il demande au premier ministre, qui est encore appuyé par le Bloc, de s'assurer qu'avant d'adopter le projet de loi C-11, celui-ci inclut un mécanisme de consultation formel du gouvernement du Québec.

Est-ce que le premier ministre et le Bloc sont d'accord avec le ministre Lacombe concernant la culture québécoise et le fait que le gouvernement doit envoyer le projet de loi en comité parlementaire?

L'hon. Pablo Rodriguez (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, nous collaborons extrêmement bien avec le gouvernement du Québec sur le dossier de la culture et sur bien d'autres dossiers d'ailleurs.

Le Bloc québécois, le NPD et le Parti libéral comprennent l'importance de la culture. Ils comprennent l'importance de demander aux plateformes de diffusion en continu, comme Netflix et Disney, qu'on aime beaucoup, de contribuer à la culture canadienne.

Il y a un parti qui a décidé d'abandonner le secteur de la culture, qui a décidé d'abandonner nos acteurs, nos créateurs, nos producteurs et nos directeurs. Ce parti a décidé d'abandonner tous ceux qui produisent ce qu'il y a de mieux au monde: c'est le Parti conservateur.

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, c'est l'un de voir le ministre du Patrimoine canadien — qui dit souvent que le Bloc cherche la chicane —, dire que là, tout d'un coup, le Bloc est son plus grand allié. Comme dans plusieurs projets de loi, C-5, C-75 et C-11, le Bloc est le grand allié des libéraux.

Est-ce que le ministre peut nous répondre? Est-ce que le gouvernement va envoyer le projet de loi C-11 en comité pour étudier la demande du gouvernement du Québec?

L'hon. Pablo Rodriguez (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, c'est vrai que le Bloc cherche pas mal tout le temps la chicane, mais des fois, il veut collaborer et c'est le cas pour le projet de loi C-11.

Je me demande comment un député du Québec et les autres collègues du Québec, également, viennent débattre ici pour dire que nous n'avons pas besoin de ce projet de loi alors que tout le monde au Québec le demande. Quelle que soit l'industrie, nous avons besoin de C-11 pour le secteur de la musique, de la télévision et du cinéma afin de continuer d'être les meilleurs au monde dans ce que nous faisons, et ce, malgré les conservateurs.

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, comment un député du Québec, comment un ministre du Québec refuse-t-il d'écouter les demandes du gouvernement du Québec?

Je comprends que le projet de loi C-11 est un projet centralisateur qui donne plus de pouvoir au fédéral à Ottawa, avec la complicité du Bloc québécois, que je devrais appeler maintenant le « Bloc centralisateur ».

Est-ce que le gouvernement libéral, avec ses amis au Bloc québécois, va permettre que le comité parlementaire étudie les amendements du Sénat et la demande légitime du Québec?

L'hon. Pablo Rodriguez (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois, nous travaillons très bien avec Québec. Dans le domaine de la culture, nous avons collaboré à plusieurs égards.

Ce que les conservateurs veulent, c'est de continuer à faire de l'obstruction systématique. Ils ont fait cela de long en large. Ils ont parlé d'à peu près n'importe quoi, avec beaucoup de talent, je dois leur donner cela, mais au bout du compte, nous avons besoin de ce projet de loi.

Nous sommes en concurrence avec plusieurs géants dans le monde. Nous devons continuer de donner le meilleur de qui nous sommes. Nous avons besoin du projet de loi C-11. Nous continuons de collaborer avec Québec, malgré ce que font les conservateurs.

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, j'invite le ministre à la prudence. Entendre le Québec, ce n'est pas faire de l'obstruction systématique. C'est être respectueux de la volonté du gouvernement du Québec et de l'Assemblée nationale.

Si le gouvernement libéral est très heureux avec ses nouveaux amis du Bloc québécois, qui est devenu le « Bloc centralisateur »,

Questions orales

qu'il refuse d'adhérer à la position unanime de l'Assemblée nationale et qu'il refuse d'adhérer à la demande du Québec, nous, les conservateurs, voulons que les débats se fassent.

Est-ce que le gouvernement va accepter notre proposition d'amener le projet de loi C-11 en comité parlementaire pour étudier la demande ultime du Sénat et, surtout, pour écouter le gouvernement du Québec?

• (1455)

L'hon. Pablo Rodriguez (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois, nous collaborons très bien avec Québec. Nous sommes en conversation constante. D'ailleurs, je vois mon homologue québécois de la culture en fin de semaine. Ce sera avec un très grand plaisir. Les conservateurs vont dire que c'est important la culture. Voyons donc.

En termes de *show* de boucane, c'est le plus gros *show* de boucane de l'année. Ça, c'est encore plus gros que le Bloc. Les conservateurs ont fait de l'obstruction systématique depuis le début de l'année. Ils s'en foutent de venir aider la culture.

Malgré cela, nous allons aller de l'avant. Nous allons aider nos créateurs, nos producteurs et le milieu de la culture.

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre. Je sais qu'on peut parfois être émotif à la Chambre et que les émotions peuvent nous inciter à dire des choses qu'on ne devrait pas dire. J'aimerais que les députés fassent attention à ce qu'ils disent afin de s'assurer d'utiliser un langage parlementaire.

L'honorable député de Lac-Saint-Jean a la parole.

* * *

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

M. Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, les autorités sont préoccupées par une hausse de passages irréguliers aux frontières de 846 %. Les services frontaliers sont inquiets et disent ceci: « [...] c'est extrêmement dangereux, en particulier dans des conditions météorologiques défavorables comme notre secteur [...] en connaît souvent. » Ce n'est pas le fédéral qui dit cela, ce sont les Américains. Les Américains s'inquiètent parce qu'il est dangereux de traverser la frontière dans le bois l'hiver. Toutefois, à Ottawa, quand nous soulevons les mêmes inquiétudes au sujet du chemin Roxham, le gouvernement nous traite d'intolérants.

Ne devrait-il pas plutôt se préoccuper des personnes qui traversent dans le bois l'hiver?

Mme Marie-France Lalonde (secrétaire parlementaire du ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, il est absolument inacceptable de dire que les demandeurs d'asile profitent du système. La réalité, c'est que ces gens fuient la violence et cherchent un refuge sûr.

Notre gouvernement va toujours travailler pour les gens vulnérables et nous sommes fiers du travail accompli. Nous espérons que le Bloc québécois pense la même chose.

M. Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, non seulement nous pensons la même chose, mais nous avons les mêmes positions que les migrants qui demandent la suspension de l'Entente sur les tiers pays sûrs. C'est cela, le cœur de l'impasse au chemin Roxham.

Questions orales

Des migrants se font exploiter. Des enfants seuls traversent l'hiver. Des personnes sont emprisonnées pendant un temps illimité. D'un bord de la frontière, il y a les États-Unis, qui constatent que c'est dangereux, mais qui ne feront rien parce que cela les arrange. De l'autre bord, il y a le fédéral qui est incapable d'aller au-delà des belles paroles et de réaliser que ce n'est pas comme cela qu'on accueille les gens dans la dignité.

Qu'est-ce qu'on fait? Le ministre se rendra-t-il compte qu'il n'y a qu'une seule solution? Rien ne va bouger tant qu'on ne suspendra pas l'Entente sur les tiers pays sûrs.

Mme Marie-France Lalonde (secrétaire parlementaire du ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, à mon avis, le Bloc québécois a perdu toute sa crédibilité, car il croit que les demandeurs d'asile traversent cette frontière pour un forfait de vacances tout inclus et car il croit que la situation à laquelle les demandeurs d'asile doivent faire face est une blague.

Ce n'est pas une blague pour nous. C'est sérieux. Nous y travaillons. Nous parlons avec nos homologues aux États-Unis et nous allons moderniser cette entente.

* * *

[Traduction]

L'AGENCE DU REVENU DU CANADA

M. Adam Chambers (Simcoe-Nord, PCC): Monsieur le Président, après huit ans, le gouvernement croit maintenant qu'il n'a plus besoin des conseils de la vérificatrice générale.

La vérificatrice générale a déterminé que 27 milliards de dollars versés au titre de prestations liées à la COVID-19 doivent faire l'objet d'une enquête, sauf que l'Agence du revenu du Canada dit qu'il ne vaut pas la peine d'examiner ces versements. Le directeur parlementaire du budget sonne maintenant l'alarme en disant qu'il est lui aussi préoccupé par le fait que l'Agence du revenu du Canada refuse d'examiner ces versements.

Le gouvernement suivra-t-il enfin les conseils de la vérificatrice générale, examinera-t-il les prestations liées à la COVID-19 et veillera-t-il à ce que les Canadiens récupèrent l'argent qu'il a versé de façon inappropriée?

M. Peter Fragiskatos (secrétaire parlementaire de la ministre du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, j'ai une très bonne relation de travail avec le porte-parole des conservateurs en matière de revenu national, mais il sait très bien que l'Agence du revenu du Canada effectue actuellement le travail de vérification, comme on a pu le confirmer au comité des comptes publics il y a quelques jours. Je l'ai dit à maintes reprises à la Chambre. Je suis heureux de le répéter.

Le gouvernement a demandé à l'Agence du revenu du Canada d'effectuer ce travail. Tous les députés ont voté en ce sens, il faut donc nous laisser poursuivre ce travail. Les conservateurs continuent plutôt à jouer à des jeux politiques pour miner une institution publique très importante au Canada. C'est inacceptable.

* * *

● (1500)

LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, après huit ans, les services gouverne-

mentaux sont défallants. Les libéraux ont fait croître considérablement la taille de la fonction publique tout en donnant des milliards de dollars à des experts-conseils externes, mais malgré cela, rien ne semble fonctionner.

Le premier ministre a admis avoir personnellement recruté Dominic Barton et lui avoir accordé un accès préférentiel. L'entreprise de M. Barton, la société McKinsey, en a profité pour conclure avec le gouvernement des contrats d'une valeur de plus de 100 millions de dollars.

Comment les libéraux expliquent-ils que, malgré la croissance de la fonction publique, les services aux Canadiens diminuent et les libéraux trouvent quand même autant d'argent à donner à leurs amis bien placés?

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, des marchés sont conclus par la fonction publique indépendamment du gouvernement, et c'est un processus extrêmement important pour la prestation de services.

Je répondrais au député d'en face que l'on compte maintenant près de deux millions de Canadiens de plus qui ont un emploi par rapport à l'époque où les conservateurs étaient au pouvoir. On compte maintenant 2,7 millions de Canadiens qui sont sortis de la pauvreté et qui vivaient dans la pauvreté lorsque les conservateurs étaient au pouvoir. L'idée voulant qu'aucun progrès n'ait été réalisé n'est pas corroborée par les faits.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, retenir davantage les services du cabinet McKinsey n'est pas un plan pour l'emploi.

Le leader du gouvernement à la Chambre devrait écouter le premier ministre, qui a dit avoir recruté Dominic Barton. Or, voilà que Dominic Barton a admis dans son témoignage qu'Andrew Pickersgill, le directeur du bureau de McKinsey au Canada, a fourni des analystes au comité consultatif du premier ministre en matière de croissance économique. McKinsey a ensuite utilisé cet accès pour organiser des réunions de l'équipe de vente. Le premier ministre a recruté les dirigeants de McKinsey et leur a donné un accès privilégié au gouvernement qui leur a permis d'obtenir des contrats d'une valeur de plus de 100 millions de dollars.

Le leader du gouvernement à la Chambre mettra-t-il fin à cette comédie et admettra-t-il ce que le premier ministre a déjà admis, c'est-à-dire que ce sont ces politiciens libéraux qui ont ouvert la porte à McKinsey?

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le député d'en face a insinué plus d'une fois qu'il y a eu ingérence politique pour dire à la fonction publique à qui elle doit octroyer ses contrats.

Qu'une chose soit claire. De ce côté-ci de la Chambre, nous ne tolérerons pas de tels actes. L'indépendance de la fonction publique dans l'octroi de ses contrats est primordiale. Les nombreuses théories du complot que raconte le député ont été réfutées au comité. Il existe des forums sur Reddit où il peut continuer de tenir de tels propos, mais la Chambre des communes n'est pas la tribune appropriée pour ce faire.

[Français]

L'ÉCONOMIE

Mme Anju Dhillon (Dorval—Lachine—LaSalle, Lib.): Monsieur le Président, au cours de sept derniers mois, bien que nous ayons constaté une réduction constante de l'inflation, de nombreux Canadiens sont toujours aux prises avec le coût de la vie.

Le ministre du Tourisme et ministre associé des Finances peut-il informer la Chambre de ce que fait le gouvernement pour aider les Canadiens à faire face à ce phénomène mondial?

L'hon. Randy Boissonnault (ministre du Tourisme et ministre associé des Finances, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord remercier ma collègue de Dorval—Lachine—LaSalle de sa question et de son travail acharné.

Partout dans le monde, les gens traversent une période économique difficile et les Canadiens n'y font pas exception. C'est pour quoi nous avons réduit les frais de garde d'enfants, doublé le crédit pour la taxe sur les produits et services, éliminé les intérêts sur les prêts d'étudiants, donné un supplément unique de 500 \$ pour le logement et offert un soutien à 500 000 jeunes pour les services dentaires.

Nous agissons et tenons nos promesses pour les Canadiens.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, la ministre du Commerce libérale a choisi de demander à l'ancien ministre libéral Michael Chan de présider ses campagnes électorales. Il s'avère que M. Chan figure sur une liste de surveillance du Service canadien du renseignement de sécurité en raison de ses liens présumés à un réseau d'espionnage du régime communiste chinois, et que la garde rapprochée du premier ministre, y compris Katie Telford, a reçu l'ordre de prévenir la ministre du Commerce de faire preuve de prudence dans ses échanges avec M. Chan. La ministre du Commerce a refusé de répondre à la question hier, je vais donc la poser à nouveau.

Pourquoi la ministre a-t-elle ignoré les avertissements du Cabinet du premier ministre et du Service canadien du renseignement de sécurité et permis à M. Chan de présider sa campagne, même s'il avait des liens avec des espions de la Chine communiste?

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, la question renferme une fausse notion que j'espère que tous les députés voudraient rejeter. Il s'agit de la notion qu'un député n'est pas tout à fait résolu à protéger la démocratie canadienne. L'idée qu'il y a quelqu'un à la Chambre qui tolérerait l'ingérence étrangère sous quelque forme que ce soit est tout simplement inexacte et une telle supposition est inappropriée.

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, de toute évidence, certains députés sont plus préoccupés que d'autres. Soyons clairs. C'est notre service de renseignement national qui a allégué que l'ancien ministre libéral Michael Chan entretenait des liens directs avec un réseau d'espionnage de la Chine communiste. C'est pourquoi il figure sur sa liste de surveillance. Il a également présidé des campagnes pour la ministre du Commerce. Le premier ministre a été

Questions orales

mis en garde contre le ministre libéral Michael Chan, et on lui a demandé de mettre en garde la ministre du Commerce.

De qui la ministre du Commerce libérale prend-elle conseil si elle ignore les mises en garde du Cabinet du premier ministre et du Service canadien du renseignement de sécurité?

• (1505)

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je pense que nous devons être très prudents lorsque nous mettons en doute la loyauté des uns et des autres envers notre pays et la démocratie.

Dans chaque question que nous posons, nous présumons que chaque député est...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Je tiens à remercier tous ceux qui se sont tus tout à coup, ainsi que la personne qui ne m'a pas vu me lever et qui a continué.

L'honorable leader du gouvernement à la Chambre peut reprendre son intervention du début.

L'hon. Mark Holland: Monsieur le Président, le député présume que la députée, la ministre, que lui et ses collègues questionnent n'est pas loyale envers son pays, le Canada, ou envers notre démocratie, et qu'elle est en quelque sorte soumise à une force étrangère.

Je tiens à être très clair. Je ne dirais pas cela à un député de l'autre côté. Nous pouvons être en désaccord sur la politique, mais suggérer que quelqu'un ici n'est pas loyal envers notre démocratie, essayer de dénigrer une députée et dire qu'elle n'a pas ce pays à cœur, c'est inacceptable.

[Français]

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, voici les faits: la ministre du Commerce libérale a été reconnue coupable d'avoir enfreint la Loi sur les conflits d'intérêts pour avoir octroyé un contrat de plusieurs milliers de dollars à sa meilleure amie. On a appris cette semaine que la même ministre a recruté un ancien ministre libéral, Michael Chan, pour travailler sur sa campagne électorale.

Le problème, c'est que les libéraux ont été avisés par le SCRS que M. Chan figure sur une liste de surveillance en raison de ses liens. Avec qui? Avec le régime communiste chinois.

Pourquoi la ministre n'a-t-elle pas encore démissionné de son poste pour avoir suivi aveuglément les mauvais exemples de son premier ministre?

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, c'est totalement inacceptable. Il n'y a personne à la Chambre qui n'est pas fidèle à notre pays.

Il est clair que non seulement la ministre, mais chaque député à la Chambre est absolument fidèle au Canada et à notre démocratie. Il n'est pas acceptable de dire le contraire.

Recours au Règlement

[Traduction]

LES AFFAIRES DU NORD

Mme Jenica Atwin (Fredericton, Lib.): Monsieur le Président, les collectivités isolées de l'Arctique et du Nord doivent relever des défis complexes en matière de sécurité alimentaire, y compris en ce qui concerne l'accès aux aliments locaux.

En tant que membre du Comité permanent des affaires autochtones et du Nord, je sais que nos partenaires nordiques et autochtones mettent en œuvre des solutions novatrices pour relever les défis croissants auxquels ils font face, y compris la souveraineté alimentaire dans leurs collectivités.

Le ministre pourrait-il informer la Chambre du travail que le gouvernement fait en collaboration avec ses partenaires nordiques et autochtones pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans ces endroits?

L'hon. Dan Vandal (ministre des Affaires du Nord, ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de Fredericton de son importante question. Je sais qu'elle déploie beaucoup d'efforts dans ce dossier, qui lui tient vraiment à cœur.

Tous les Canadiens, peu importe où ils vivent, méritent d'avoir accès à des aliments abordables et sains à longueur d'année. Ce mois-ci, l'augmentation des taux de subvention a fait baisser le coût des aliments dans les localités du Nord et de l'Arctique. De surcroît, le gouvernement finance la Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs, qui a aidé plus de 5 500 chasseurs-cueilleurs, en plus de soutenir 150 activités de chasse et 120 initiatives de partage des aliments durant sa première année. Ensemble, nous offrons des solutions régionales pour les gens du Nord, par des gens du Nord.

Mme Lori Idlout (Nunavut, NPD): *Uqaqtittiji*, les communautés du Nunavut souhaitent participer aux solutions qui visent à régler l'urgence climatique. Elles voudraient ne plus dépendre de centrales au diésel dépassées et peu fiables.

Le projet de liaison hydroélectrique et de fibre optique de Kivalliq est dirigé par des Inuits et permettrait de faire passer plusieurs communautés du Nunavut du diésel à une source d'énergie renouvelable. Le gouvernement doit tenir ses promesses et continuer d'investir dans ce projet pour qu'il puisse devenir réalité.

Le premier ministre s'engagera-t-il à inscrire la liaison hydroélectrique et de fibre optique de Kivalliq dans le budget de 2023?

L'hon. Dan Vandal (ministre des Affaires du Nord, ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement est absolument résolu à faire passer les communautés du Nord et de l'Arctique à une énergie propre, fiable et renouvelable. Nous avons investi des centaines de millions de dollars dans un programme d'énergie propre à l'intention des communautés éloignées et autochtones. Nous avons aussi élaboré l'initiative de leadership autochtone en matière de climat.

La semaine dernière, j'ai eu une excellente réunion avec le groupe qui travaille sur l'hydroélectricité à Kivalliq. Nous avons investi des sommes considérables dans le projet de Kivalliq, ainsi que dans les projets d'Atlin au Yukon et de Taltson aux Territoires du

Nord-Ouest. Il y a beaucoup à faire, mais nous allons dans la bonne direction.

* * *

● (1510)

LA MAIN-D'ŒUVRE

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Monsieur le Président, nous avons droit à un silence radio de la part du premier ministre depuis que des travailleurs du secteur de l'énergie en Alberta ont demandé au gouvernement de prendre au sérieux l'avenir de l'énergie propre.

Les investissements de Joe Biden dans les technologies d'énergie propre transforment l'économie étatsunienne. Les travailleurs de l'Alberta ont été clairs. Il existe une excellente occasion de créer un avenir durable fondé sur des technologies propres et des emplois syndiqués bien rémunérés. Toutefois, cela implique que le gouvernement investisse dans ce domaine.

Le ministre des Ressources naturelles pourrait-il nous dire si le gouvernement a réellement un plan? Est-il prêt à engager, dans le prochain budget, les fonds nécessaires à une économie fondée sur l'énergie propre?

L'hon. Jonathan Wilkinson (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je souscris à bon nombre des propos tenus par le député. Il est de plus en plus important pour notre pays d'avoir une stratégie économique pertinente dans un monde qui s'oriente vers une réduction des émissions de carbone. Nous y travaillons d'ailleurs depuis plusieurs années.

Nous l'avons constaté dans l'énoncé économique de l'automne avec le crédit d'impôt pour l'hydrogène et pour le déploiement de technologies propres. Nous continuerons de travailler à bâtir une économie forte et prospère pour le Canada dans le contexte de la lutte contre les changements climatiques.

Encore une fois, ce serait formidable si le Parti conservateur reconnaissait à la Chambre la réalité des changements climatiques et proposait un plan économique pertinent.

* * *

[Français]

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

Le Président: Je voudrais signaler aux députés la présence à la tribune de Mme Marie-Célie Agnant, 10^e poète officielle du Parlement.

Des voix: Bravo!

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

LES QUESTIONS ORALES

M. Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, pendant que le député de Pitt Meadows—Maple Ridge posait sa question, j'ai entendu le député de Timmins—Baie James le traiter de singe, de *monkey*.

Étant donné que le député siège depuis près de 17 ans à la Chambre, je pense que les propos que j'ai entendus sont indignes d'un parlementaire qui devrait donner l'exemple et s'excuser.

[Traduction]

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Monsieur le Président, je prends le Règlement très au sérieux. Je ne sais pas vraiment de quoi parle mon collègue, mais j'essaie d'être juste lorsque je donne des conseils politiques à tout député d'en face, comme je le fais souvent. Si quelqu'un s'en offusque, j'en suis vraiment désolé, mais j'ignore de quoi il parle.

Je choisis soigneusement les conseils que je donne et ils sont tous gratuits.

[Français]

Le Président: Nous allons examiner ce qui a été enregistré et ce qui a été dit.

Si c'est nécessaire, nous allons revenir avec une réponse à la Chambre.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LA HAUSSE DE L'INFLATION ET DU COÛT DE LA VIE

La Chambre reprend l'étude de la motion.

M. Francesco Sorbara (Vaughan—Woodbridge, Lib.): Monsieur le Président, je suis toujours heureux de prendre la parole à la Chambre sur un sujet très important, soit la motion de l'opposition d'aujourd'hui.

Depuis qu'il a été porté au pouvoir en 2015, le gouvernement dont je fais partie a accordé la priorité aux Canadiens de la classe moyenne et a été là pour aider les Canadiens qui travaillent très fort pour accéder à la classe moyenne.

[Français]

Notre gouvernement est bien au fait qu'il est difficile pour de nombreuses familles canadiennes de joindre les deux bouts. En effet, les familles partout au pays doivent composer avec une hausse du coût de la vie et un niveau d'inflation élevé.

• (1515)

[Traduction]

Nous savons que les familles canadiennes ont subi beaucoup d'épreuves ces dernières années, notamment la pandémie de COVID-19 et l'invasion non provoquée de l'Ukraine par la Russie, qui a eu des conséquences économiques comme l'inflation. Le gouvernement a été là pour aider les Canadiens à traverser ces épreuves. Nous avons aussi été là pour élaborer un plan à long terme pour la croissance économique et la création d'emplois. C'est ce que nous pouvons constater. Le Canada a récupéré 126 % des emplois perdus pendant la pandémie. Cela veut dire que l'économie canadienne est en croissance, que les Canadiens trouvent des emplois et travaillent, mais nous avons tout de même des défis à relever.

[Français]

Que ce soit à l'épicerie, lorsque vient le temps de faire le plein d'essence ou de payer le loyer ou l'hypothèque, les Canadiens sentent la pression sur leur portefeuille.

Travaux des subsides

Toutefois, je voudrais rappeler à mes honorables collègues que l'inflation est élevée partout dans le monde et que personne n'y échappe malheureusement. Le Canada n'a jamais été à l'abri.

Comme on le sait, nous avons traversé une pandémie qui n'arrive qu'une fois par génération et nous en subissons encore le contre-coup.

La politique zéro COVID-19 de la Chine a entraîné des fermetures d'usines et des bouleversements dans la chaîne d'approvisionnement qui se font encore sentir partout dans le monde. Nous vivons toujours avec les conséquences économiques de l'invasion illégale et brutale de l'Ukraine par Vladimir Poutine.

Évidemment, cela nuit encore à la circulation des marchandises, crée des pénuries de produits et redouble la hausse des prix.

[Traduction]

Les prix ont augmenté au Canada et l'inflation a pris racine. Heureusement, de solides indicateurs démontrent que l'inflation ralentit et qu'elle sera maîtrisée.

L'an dernier, nous avons instauré diverses politiques afin de venir en aide aux Canadiens. Nous avons doublé le crédit d'impôt pour la TPS, ce qui a aidé plus de 11 millions de Canadiens dans ce magnifique pays. Nous avons remis un supplément de 500 \$ à plus de 500 000 locataires canadiens. Nous avons créé un régime de soins dentaires qui, dans le cadre de sa première phase, a permis à plus de 200 000 enfants de consulter un dentiste en 2022 grâce à la prestation qui a été versée pour eux cette année. Voilà des exemples concrets et tangibles de l'aide que nous apportons au chapitre de l'abordabilité.

Nous avons aussi jeté les bases de la croissance économique dans le cadre du budget de 2022 et de l'énoncé économique de l'automne, et nous poursuivons sur cette lancée avec le budget de 2023. Nous affichons les valeurs qui ont incité les Canadiens à nous envoyer ici afin de bâtir une économie fondée sur une croissance économique inclusive, où tous les Canadiens peuvent réussir. Elle leur permet de réaliser leur potentiel et leurs passions. Ces politiques fondamentales que nous instaurons reflètent nos valeurs, qui consistent à bâtir une économie forte et inclusive qui fonctionne pour tous les Canadiens.

Le programme national de services de garde et d'éducation préscolaire que nous avons instauré a contribué à réduire de plus de 50 % les frais pour les familles en Ontario. À titre d'exemple, à la garderie de mon adorable fillette — que j'aime énormément — les frais à payer sont passés de 1 500 \$ à 700 \$ par mois. Cela représente des économies de près de 800 \$ par famille. Nous sommes très foyés. Ces économies sont offertes non seulement à la garderie de ma fille, mais dans toutes les garderies du Canada. Il est très important de souligner toutes les mesures d'aide que nous mettons en place pour les Canadiens.

Nous avons prévu des politiques dans l'énoncé économique de l'automne. À l'instar des Européens, nous réagissons à l'Inflation Reduction Act et à la Creating Helpful Incentives to Produce Semiconductors and Science Act, la CHIPS Act, des États-Unis. Nous allons encourager les investissements dans notre pays.

Travaux des subsides

Hier soir, en compagnie du ministre de l'Innovation, j'ai participé à une rencontre avec les représentants des Manufacturiers et Exportateurs du Canada. Ils nous ont parlé des possibilités pour le Canada de créer des emplois, de stimuler la croissance économique et de continuer à améliorer la prospérité de tous les Canadiens. On ne parle pas seulement des mieux nantis constituant la couche supérieure de 5 % ou 10 % de la population, mais de tous les Canadiens. C'est très important et c'est notre motivation.

En ce qui concerne l'abordabilité, nous avons mis en place au cours de notre mandat deux réductions massives des impôts pour permettre aux Canadiens de garder plus d'argent dans leurs poches. Nous avons réduit les impôts de la classe moyenne. Nous avons augmenté à 15 000 \$ le montant de base autorisé pour les dépenses personnelles. Cette seule mesure représente de 350 \$ à 400 \$ de plus par année dans les poches des aînés, des étudiants et des Canadiens de la classe ouvrière, ceux qui vont travailler, économisent chaque jour, travaillent fort, font leur devoir et veulent créer un meilleur avenir pour leur famille. Nous les soutenons.

Pendant la pandémie de COVID, nous avons mis en place des mesures visant à prévenir les séquelles sur l'économie — ce que l'opposition officielle ne comprend pas, selon moi —, afin que l'économie puisse rebondir très rapidement après la pandémie, à sa réouverture. C'est ce qui s'est produit, et la reprise a été plus rapide que dans presque tous les autres pays développés. Nous étions là. Nous avons soutenu les entreprises et les travailleurs, ce qui était très important.

Au sujet du commerce, la motion de l'opposition parle d'éléments qui sont très importants pour les citoyens canadiens, mais elle ne tient pas compte des circonstances que nous avons traversées, comme la COVID, la guerre en Ukraine et les problèmes de la chaîne d'approvisionnement, qui sont en voie d'être réglés. Nous devons mettre en place ce plan économique à long terme, ce que nous continuons à faire. C'est formidable de faire partie d'un gouvernement qui comprend que non seulement il est important de s'occuper de l'abordabilité, ce que nous faisons grâce à ces mesures, mais qu'il est aussi très important de continuer à mettre en place des mesures qui soutiendront la croissance économique.

La vice-première ministre et ministre des Finances vient de se rendre dans le Nord de l'Ontario pour annoncer, conjointement avec le gouvernement provincial, un très grand projet de stockage d'énergie, d'une valeur de 200 ou 300 millions de dollars. Nous nous associons à d'autres ordres de gouvernement. Nous savons que la transition s'opère dans le secteur de l'énergie. Nous savons que la transition se fait vers des sources d'énergie plus propres et à faible émission de gaz à effet de serre. Nous sommes là, encore une fois, pour faire face aux problèmes à long terme auxquels nous sommes confrontés et aider les Canadiens grâce à un certain nombre de mesures que nous avons mises en œuvre.

En ce qui a trait à l'emploi, il est très important de noter que nous en sommes à un point où la participation féminine à la population active du Canada a atteint un taux record. Pourquoi? Parce que nous avons mis en place l'Allocation canadienne pour enfants. Nous n'envoyons plus de chèques à des millionnaires et à des personnes qui gagnent beaucoup d'argent et qui n'en ont pas besoin. Que Dieu les bénisse. Ils travaillent fort, ils paient leurs impôts et ils créent des emplois. Toutefois, ils n'ont pas besoin d'un chèque mensuel de 100 \$. Nous versions l'argent aux familles qui en ont le plus besoin. Ces mesures sont fondées sur les valeurs du gouverne-

ment, qui veut améliorer le sort des Canadiens de la classe moyenne et de ceux qui travaillent fort pour en faire partie.

Que Dieu bénisse les entrepreneurs. Nous en comptons beaucoup dans la ville de Vaughan, et cela me fait chaud au cœur parce que je sais qu'ils travaillent fort et qu'ils créent des dizaines de milliers d'emplois. Que Dieu les protège. Nous serons toujours là pour les soutenir. Qu'il s'agisse de mettre en place des politiques et des initiatives comme le Fonds stratégique pour l'innovation, le Fonds de croissance du Canada ou la Banque de l'infrastructure du Canada, ou de voir à ce que notre régime fiscal soit concurrentiel par rapport à celui de nos pairs, nous serons toujours là pour les entrepreneurs. En raison de nos valeurs, nous tenons à faire en sorte que ces Canadiens vaillants, ces Canadiens qui font partie de la classe moyenne ou qui travaillent fort pour y accéder, puissent saisir cette chance.

Pour les étudiants, nous avons éliminé l'intérêt sur les prêts d'études et les prêts aux apprentis. C'est une mesure dont se réjouissent tous les syndicats du secteur privé. Elle est grandement appréciée par le syndicat des charpentiers, dont le siège est dans ma circonscription. Elle est grandement appréciée par les sections locales 183 et 506 de l'Union internationale des journaliers d'Amérique du Nord. Le centre de formation et le siège de la section 183 se trouvent dans ma circonscription. Elle est fortement appréciée par les électriciens, les mécaniciens-monteurs et les ferblantiers, des gens travaillants. Nous ne faisons vraiment pas comme les conservateurs, qui avaient adopté des mesures législatives antisyndicales que nous avons dû éliminer. Cela fait partie de leur bilan, et ils doivent en prendre la responsabilité.

En ce qui concerne l'Allocation canadienne pour les travailleurs, nous avons mis en place des mesures qui ont aidé beaucoup de gens, ce qui faisait plaisir à voir.

Il nous reste encore beaucoup à faire. Nous présenterons un budget prochainement. Je suis très fier de la compétitivité et de la productivité du Canada, ainsi que de la croissance économique. Voilà ce que le gouvernement libéral continue de concrétiser jour après jour.

• (1520)

M. Stephen Ellis (Cumberland—Colchester, PCC): Monsieur le Président, cette litanie de chiffres incroyables et ridicules est intéressante. Lorsqu'on examine le véritable revenu des ménages par habitant et le véritable PIB par habitant, les deux seuls pays du G7 où la croissance est négative — si une telle chose est possible — sont le Canada et le Royaume-Uni, ce qui n'est pas surprenant compte tenu du gouvernement libéral actuel.

Le député a dit que sa fille paie 700 \$ par mois en frais de garde-rie. A-t-elle trois enfants et demi? À 10 \$ par jour, 20 jours par mois, si elle n'a qu'un enfant, ces frais devraient s'élever à 200 \$ et non à 700 \$. Ma fille, elle, ne peut même pas avoir accès à une garderie, car il n'y a aucune place disponible. Comment le député justifie-t-il ce montant de 700 \$ à raison de 10 \$ par jour?

• (1525)

M. Francesco Sorbara: Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je vais expliquer ce calcul au député. Les gouvernements fédéral et ontarien ont conclu un accord au sujet d'un programme national de garderies. La première baisse de tarif — 50 % — devait entrer en vigueur avant la fin de 2022. C'est fait. Nous travaillons maintenant à atteindre un tarif de 10 \$ par jour.

Travaux des subsides

Le député d'en face a-t-il oublié que le Parti conservateur vient tout juste de voter en faveur du projet de loi C-35, qui porte sur la création d'un programme national de garderies, ou est-ce que vous faites déjà marche arrière à ce sujet?

Le vice-président: Je ne fais pas marche arrière à ce sujet. Je sais que ce n'est pas ce que le député veut dire, mais les députés devraient s'assurer qu'ils adressent leurs questions et leurs commentaires à la présidence.

Nous reprenons les questions et observations. Le député de Longueuil—Saint-Hubert a la parole.

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Monsieur le Président, c'est vraiment le jour de la marmotte avec les conservateurs. Cela fait six mois que les journées de l'opposition se suivent et se ressemblent. On parle toujours de l'inflation et de la taxe sur le carbone. On n'en revient pas. La semaine passée, j'ai eu l'occasion de faire un discours au sujet de la taxe sur le carbone. En lisant le texte de la motion, j'ai l'impression que c'est la même affaire. C'est comme des marottes: on se répète, on crée un peu de dissonance cognitive pour ceux qui écoutent.

J'aimerais poser une question à mon collègue.

Il est difficile de parler de l'inflation sans parler de logement. Il y a quelques mois, le gouvernement de la Colombie-Britannique a lancé un programme assez intéressant: on a investi 500 millions de dollars pour permettre aux organismes communautaires d'acheter des logements privés afin de les sortir du marché et de pérenniser l'abordabilité. Cette mesure semble vraiment très intéressante. Elle est appuyée par beaucoup de groupes qui s'intéressent à la question du logement au Québec et ailleurs au pays.

Mon collègue serait-il favorable à ce que le gouvernement fédéral adopte une telle mesure?

M. Francesco Sorbara: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question très importante relativement au logement d'un bout à l'autre du Canada. Nous devons faire beaucoup de choses pour réduire ce qu'il en coûte pour se loger.

[Traduction]

Nous devons faire tout notre possible pour améliorer le logement, en collaboration avec tous les partenaires ainsi que l'ensemble des autorités provinciales, municipales et régionales. Travailler ensemble est l'essence de notre pays et c'est ce que nous devons faire. Nous avons lancé l'Initiative pour la création rapide de logements et la Stratégie nationale sur le logement.

[Français]

Le député du Bloc québécois a beaucoup d'idées.

[Traduction]

J'invite le député à présenter ses idées au gouvernement. Nous allons certainement les prendre en considération, comme nous le faisons avec toute bonne idée qui nous est soumise.

Mme Lori Idlout (Nunavut, NPD): *Uqaqtittiji*, les libéraux ont voté contre l'imposition d'un impôt sur les profits excessifs des grandes sociétés pétrolières et gazières qui les obligerait à payer leur juste part. Malgré leur promesse de mettre fin aux subventions aux combustibles fossiles, ils les ont augmentées même si les géants des hydrocarbures engrangent des profits records.

Quand le gouvernement appliquera-t-il l'imposition des revenus de dividendes aux grandes sociétés pétrolières et gazières afin de redistribuer ces recettes aux familles qui ont besoin d'aide?

M. Francesco Sorbara: Monsieur le Président, depuis 2015, nous avons instauré un certain nombre de mesures, à commencer par faire en sorte que les plus riches de notre pays paient un peu plus d'impôt sur leurs revenus personnels. Nous avons même augmenté les taux d'imposition des grandes sociétés dans divers secteurs au moyen du dividende pour la relance au Canada. Nous avons aussi instauré une taxe spéciale sur les rachats d'actions par les grandes sociétés, qui entrera en vigueur.

Nous examinons toujours les mesures visant à accroître la compétitivité de notre économie, tout en veillant à percevoir les impôts nécessaires pour concevoir et offrir les services dont les Canadiens ont besoin jour après jour.

M. Darrell Samson (secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais poser une question à mon collègue. Pour accroître l'abordabilité, le gouvernement a augmenté l'indexation de l'Allocation canadienne pour enfants, de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti. Quelle importance cela revêt-il pour la collectivité du député?

M. Francesco Sorbara: Monsieur le Président, l'indexation de toutes les prestations permettra de juguler l'inflation pour les Canadiens. Nous avons prévu des augmentations de la Sécurité de la vieillesse, du Supplément de revenu garanti, de l'Allocation canadienne pour enfants et d'un certain nombre de programmes que nous avons mis en place pour aider les Canadiens en leur rendant la vie plus abordable. C'est ce que le gouvernement cherche à faire: aider les Canadiens et défendre leurs intérêts actuels et futurs.

• (1530)

M. Frank Caputo: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je tenais simplement à souhaiter à ma femme et à tous les époux et partenaires une joyeuse Saint-Valentin.

Le vice-président: Avant que tous les députés essaient de faire la même chose, souhaitons tous à nos époux et à nos êtres chers une joyeuse Saint-Valentin.

Nous reprenons le débat. La députée de Bellechasse—Les Etchemins—Lévis a la parole.

[Français]

Mme Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, de ce côté-ci de la Chambre, nous avons le cœur tendre. Alors, je souhaite également une joyeuse Saint-Valentin à tous.

Je vais, avec plaisir, partager mon temps de parole avec mon collègue de Prince Albert.

Je suis très heureuse de parler aujourd'hui de la motion importante qu'a déposée notre collègue de Calgary Forest Lawn. Je l'en félicite, d'ailleurs. Je pense qu'il fait un travail exceptionnel.

Malheureusement, le député du Bloc de Longueuil—Saint-Hubert nous reproche de reprendre ce thème du coût de la vie souvent et d'en parler amplement. Je pense qu'il est de notre devoir, en tant que députés, de parler de ces choses. Ce sont des préoccupations et des enjeux qui inquiètent et qui troublent la vie de nos concitoyens, des Canadiens et en particulier des Québécois.

Travaux des subsides

Je vais reprendre quelques éléments de la motion, parce qu'elle contient des éléments qui sont excessivement importants et qu'on ne répétera jamais assez pour faire entendre raison au gouvernement. Elle est libellée ainsi:

(i) après huit ans sous l'égide de l'actuel premier ministre libéral, l'inflation a atteint un sommet jamais vu en 40 ans, (ii) après huit ans sous l'égide de l'actuel premier ministre libéral, le coût du panier d'épicerie a augmenté de 11 %, (iii) après huit ans sous l'égide de l'actuel premier ministre libéral, la moitié des Canadiens réduisent leurs dépenses d'épicerie, (iv) après huit ans sous l'égide de l'actuel premier ministre libéral, 20 % des Canadiens sautent des repas, (v) après huit ans sous l'égide de l'actuel premier ministre libéral, le loyer moyen d'un appartement de deux chambres à coucher dans les 10 plus grandes villes canadiennes est de 2 213 \$ par mois, alors qu'il était de 1 171 \$ par mois en 2015,

Je rappelle que 2015 est l'année de la prise de pouvoir des libéraux avec l'actuel premier ministre.

(vi) après huit ans sous l'égide de l'actuel premier ministre libéral, 45 % des détenteurs d'une hypothèque à taux variable disent qu'ils seront forcés de vendre ou de quitter leur maison dans les neuf mois en raison des niveaux actuels des taux d'intérêts, (vii) après huit ans sous l'égide de l'actuel premier ministre libéral, les coûts moyens mensuels d'une hypothèque ont plus que doublé et s'élèvent aujourd'hui à plus de 3 000 \$ par mois [...]

Je vais aller au plus court, parce qu'il pourrait y avoir plus d'information à livrer à partir de cette motion très importante de notre collègue. Ce qu'on demande finalement au gouvernement, c'est d'arrêter de dépenser sans compter pour faire en sorte que notre économie puisse reprendre du poil de la bête.

Je vais reprendre des éléments très particuliers du coût de la vie, mais qui touchent différents secteurs, que ce soit le logement, l'épicerie ou d'autres éléments de la vie quotidienne des gens.

Sur le plan général de l'économie, je voudrais rappeler à la Chambre que le premier ministre du gouvernement libéral actuel est celui qui a accumulé, à lui seul, plus de déficits que tous les premiers ministres précédents du Canada. Ce n'est pas rien. Il y a quelque'un, quelque part, qui doit payer pour cela. Il faut aussi rappeler que la dette fédérale a doublé depuis que le gouvernement libéral est aux affaires de l'État.

J'aimerais aussi rappeler à la Chambre que le gouvernement libéral actuel n'a jamais réussi à déposer un budget équilibré. Il nous disait tout le temps qu'il n'y aurait que des petits déficits pour un temps donné, pas pour tout le temps. Finalement, cela n'a pas été la réalité.

Des experts ont servi un avertissement au gouvernement. Il devra calmer ses ardeurs en matière de dépenses s'il ne veut pas augmenter les pressions inflationnistes. Ce n'est pas moi qui le dis. Ce sont des experts, mais on sait que ce premier ministre n'écoute à peu près jamais qui que ce soit. Dans un rapport publié en janvier dernier, le Conseil canadien des affaires et la firme Bennett Jones ont affirmé que les prévisions du dernier budget sont trop optimistes. Non seulement les libéraux ne savent pas compter, mais ils dépensent sans compter.

Parlons de l'état d'esprit des Québécois. Je suis Québécoise, intéressons-nous à ce qui se passe au Québec. Il faut mentionner que leur état d'esprit est au plus mal. Selon un sondage Léger, les Québécois accueillent l'année 2023 avec un niveau de stress élevé, et leur préoccupation première est l'impact de la hausse des prix à la consommation.

• (1535)

Le Bloc québécois a le culot de nous dire à la Chambre que nous nous répétons et qu'il faut arrêter de parler de cela, alors que c'est la première préoccupation des Québécois actuellement.

En outre, plus de 20 % des répondants craignent de manquer d'argent et indiquent que l'augmentation des taux d'intérêt est problématique.

Je vais citer une intervenante de l'Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud de Québec. Cette association est bien connue au Québec. Ce sont des gens qui aident des Québécois à faire en sorte que leur budget soit viable au quotidien. La dame disait ceci: « Les gens vivent beaucoup justement de stress par rapport à ça. Avant, ils se demandaient: “Est-ce que je vais arriver?” Maintenant, ils nous disent: “On n'arrive plus”. »

Parlons maintenant des entreprises. La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a mené une étude tout récemment. Les résultats ont été publiés cette semaine. Cette étude indique que, pour faire face à l'inflation, 73 % des PME québécoises, soit les trois quarts, affirment qu'elles devront augmenter leurs prix.

Si les entreprises augmentent leurs prix, ce sont les consommateurs canadiens et québécois qui doivent faire l'achat de biens et de services qui seront touchés dans la vie de tous les jours. Les entreprises québécoises nous disent aujourd'hui que cela va tellement mal qu'elles seront obligées encore une fois d'augmenter les prix à la consommation. Évidemment, cela aura des conséquences majeures sur le portefeuille des Québécois.

On indique aussi dans cette étude qu'un peu plus de la moitié des entreprises, soit près de 60 % d'entre elles, prévoient de travailler plus d'heures pour alléger les coûts de la main-d'œuvre. Cette situation dérange beaucoup d'entreprises.

Il y a beaucoup d'informations dans ce sondage et l'une d'entre elles m'a particulièrement préoccupée: 43 % des PME comptent réduire temporairement leur marge bénéficiaire afin de rester concurrentielles et 32 % des PME vont réduire leurs investissements et leurs prévisions de croissance. Qu'est-ce que cela signifie dans la vraie vie?

La vitalité d'une société se mesure aussi par la vitalité des entreprises. Si les entreprises n'ont pas confiance en l'avenir et si elles le craignent, elles cessent d'investir. On comprend très aisément ce que cela veut dire. Quand une entreprise arrête d'investir, c'est qu'elle n'a pas confiance en l'avenir. Un manque de confiance vient troubler l'équilibre économique d'une société.

Ai-je besoin de rappeler la crise majeure du logement qui sévit actuellement au Canada? Des jeunes dorment dans le sous-sol de leurs parents parce qu'ils n'ont pas les moyens d'acheter une maison. Quelles sont les conséquences? Cela exerce une pression sur le domaine locatif et cela fait augmenter le coût des loyers.

Les prix des maisons ont doublé depuis les huit dernières années. Dans la région de Québec, si ma mémoire est bonne, l'augmentation est de 21 %. Si nous sommes incapables de loger notre monde, nous avons un réel problème. Le coût des logements a beaucoup trop augmenté, et, effectivement, les gens et les jeunes familles n'ont pas les moyens d'acheter une maison. Non seulement ils vivent dans le sous-sol de leurs parents, mais il y a des étudiants qui vont rester dans des refuges parce qu'ils n'ont pas d'endroits où aller, parce qu'ils n'ont pas les moyens de se payer un logement décent.

En terminant, j'aborderai l'aspect environnemental. Le gouvernement se pète les bretelles avec son bilan environnemental, comme on le dit au Québec. J'aurais envie de mettre un petit bâton et de l'inviter à jouer dans le « pas creux » dans ce domaine-là.

Après huit ans de règne libéral, le Canada se classe au 58^e rang sur 63 pays en matière de lutte contre les changements climatiques, selon l'ONU. Il faudrait que le gouvernement fasse la révision complète de toutes les mauvaises décisions qu'il a prises et de toute cette vision, qui est la mauvaise et qui ne nous mène nulle part.

• (1540)

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je trouve toujours étonnant qu'on oppose le gouvernement et le Parti conservateur. La députée dit, comme le reste des conservateurs, que nous dépensons trop d'argent, et pourtant, lorsque nous réfléchissons à l'argent que nous dépensons, en grande partie, nous pensons aux milliards consacrés aux services de garde d'enfants. Les conservateurs disent qu'ils ne veulent pas de ce programme de garderies, et pourtant, lorsque nous avons présenté le projet de loi pour le financer, ils ont voté en ce sens. Nous venons de nous engager à consacrer 198 milliards de dollars aux soins de santé, et maintenant les conservateurs disent qu'ils ne réduiraient pas cette somme s'ils étaient élus.

Les conservateurs semblent avoir l'impression qu'ils peuvent se contenter de critiquer sans fournir de véritable plan. La députée ne pense-t-elle pas que l'opposition officielle a l'obligation de dire ce qu'elle compte faire concernant certaines de ces questions sociales importantes, que ce soit en matière d'environnement, de soins de santé ou de garderies?

[Français]

Mme Dominique Vien: Monsieur le Président, pas plus tard que tout à l'heure, lors de la période des questions orales, j'ai des collègues qui, avec raison et avec rigueur, ont soulevé le fait que ce gouvernement prend de très mauvaises décisions, et ce, depuis les huit dernières années qu'il est aux affaires de l'État. Nous l'avons dit, mais il n'y a pas que nous qui le disons. Il y a aussi les experts qui viennent dire que le gouvernement libéral dépense sans compter et qu'il doit fermer le robinet de ses dépenses.

Ce que nous proposons, c'est une vision beaucoup plus rigoureuse des finances publiques. C'est ce qui permettra au pays d'être dans une atmosphère plus paisible et plus équilibrée. Ce que nous disons, c'est que chaque dollar dépensé doit être trouvé dans la fonction publique et dans l'appareil gouvernemental.

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Monsieur le Président, je vais être content de répondre à ma collègue qui m'a interpellé, d'ailleurs. C'est une collègue que j'aime beaucoup et que je

Travaux des subsides

respecte beaucoup. Malheureusement, dans son discours, elle a repris la marotte de mes amis conservateurs, qui n'ont jamais de réponses aux questions fondamentales.

La semaine passée, on parlait de la taxe sur le carbone. Les conservateurs la scraper. C'est bien, mais un des défis majeurs de notre époque, c'est la crise climatique. La taxe sur le carbone à 15 \$, et même à 50 \$, ne fera pas le travail. L'ONU dit qu'elle devrait maintenant être au-dessus de 200 \$ la tonne pour qu'on puisse commencer à penser à faire face à cet enjeu.

Ma collègue a aussi parlé de la crise du logement. C'est facile de dire qu'il y a une crise du logement et que les jeunes ne peuvent pas se payer un logement. Je le sais parce que je suis là-dedans tous les jours, moi aussi. Or, il y a quelques mois, la Banque Scotia a publié une étude dans laquelle on dit qu'on a besoin, au Canada, de 3,5 millions de logements au cours des 10 prochaines années. On dit que, seulement au Québec, le marché seul va en construire 500 000. Il faut que les gouvernements interviennent d'une façon ou d'une autre pour en construire 600 000. Il va falloir payer si on veut loger les plus démunis de cette société.

Je n'entends aucune réponse de la part des conservateurs. Ils n'en ont ni sur le logement ni sur la crise climatique, et c'est un gros problème.

Mme Dominique Vien: Monsieur le Président, je comprends qu'il s'agissait d'un commentaire, et non d'une question. Je suis toujours un peu surprise d'entendre le Bloc québécois venir nous reprocher, aujourd'hui, de vouloir parler du coût de la vie et de vouloir dire à quel point les Canadiens et les Québécois souffrent de ce qui se passe actuellement au Canada: des coûts élevés, des familles étranglées par les hausses de taxes et de coûts de logement.

Ce que nous proposons, c'est de faire en sorte qu'on puisse dépenser de façon intelligente et rigoureuse. Chaque dollar dépensé sera trouvé ailleurs.

[Traduction]

Mme Lori Idlout (Nunavut, NPD): *Uqaqtittiji*, il faut cesser de laisser les grands pollueurs s'en tirer à bon compte. Le député convient-il qu'il faut, pour ce faire, imposer les grandes sociétés pétrolières qui ne cessent de réaliser des profits records? Le député convient-il que pour élaborer de meilleures solutions, il faut augmenter les recettes du gouvernement?

[Français]

Mme Dominique Vien: Monsieur le Président, des taxes, il y en a beaucoup actuellement. Je pense que nous sommes une société surtaxée. Après huit ans de règne libéral, le Canada se classe 58^e sur 63 pays en matière de changement climatique. C'est un échec total.

• (1545)

[Traduction]

M. Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Monsieur le Président, il est agréable de vous voir donner la parole au député de Prince Albert pour qu'il puisse s'exprimer devant les députés sur l'état de l'économie canadienne et sur le fait que rien ne va plus au pays.

Travaux des subsides

Avant de commencer, je dois faire quelque chose de très spécial. Aujourd'hui, ma femme et moi célébrons notre 36^e anniversaire de mariage. Sans elle, et sans les sacrifices qu'elle a faits, je ne pourrais pas être ici pour représenter mes concitoyens de Prince Albert. Aujourd'hui, elle a fait un sacrifice en me permettant de prendre la parole ici sur ce qui compte vraiment pour mes concitoyens, et je l'en remercie, tout comme l'ensemble des Canadiens, j'en suis sûr.

En 2015, le gouvernement a hérité d'une situation exceptionnelle au Canada. Repensons à ce qui se passait en 2015: c'était la belle époque. Les gens pouvaient s'acheter une maison et ils en avaient les moyens. Ils pouvaient contracter un prêt hypothécaire et le rembourser. Les gens pouvaient déguster un repas au restaurant. Ils pouvaient remplir leur panier à l'épicerie. Ils pouvaient faire toutes sortes d'activités avec leur famille parce que leur réseau familial était robuste. Les gens pouvaient partir en vacances. Les deux parents avaient un emploi. Comparons ce que nous avons maintenant à ce que nous avions alors.

Nous avons un budget équilibré. Nous avons traversé une récession mondiale de 2008 à 2011. Nous avons dépensé dans les infrastructures. Nous avons enregistré des déficits, mais nous les avons remboursés. Nous sommes revenus à l'équilibre budgétaire en 2015. Nous avons donc prouvé que nous sommes en mesure de traverser toutes sortes de crises, des crises mondiales, comme celles que les conservateurs ont affrontées, de rembourser ce que nous devons et d'aller de l'avant.

Le pays était uni d'un océan à l'autre. L'Est et l'Ouest se réjouissaient des succès de l'autre. J'ai toujours éprouvé de la fierté chaque fois qu'un véhicule produit en Ontario est vendu en Saskatchewan ou chaque fois qu'un Terre-Neuvien achète un pain fait avec du blé de la Saskatchewan. Les Canadiens travaillaient dans l'unité. Le pays était fonctionnel. Nous n'étions pas divisés. Il n'y avait pas de clivage entre les régions urbaines et les régions rurales comme c'est le cas aujourd'hui. Les Canadiens étaient unis.

En 2015, les Canadiens ne regardaient pas le gouvernement en appréhendant l'impact qu'aurait le prochain budget sur eux, comme c'est le cas au sujet du budget à venir, parce qu'ils savent que, d'une façon ou d'une autre, le budget libéral aura un impact sur eux. C'est parce que le gouvernement s'est trop ingéré dans le quotidien des Canadiens.

Nous faisons construire des infrastructures. Le port de Vancouver était très achalandé. C'était un des ports les mieux classés au monde, ce qu'il n'est plus aujourd'hui. Notre système de soins de santé se rebâtissait après des années de compressions par les libéraux fédéraux d'avant le gouvernement conservateur Harper. Le premier ministre canadien était respecté partout dans le monde. Lorsqu'il se rendait à l'étranger, les gens le respectaient. Ils respectaient le Canada. Nous exerçons une influence à l'international. Nous adhérons à des principes dans nos rapports avec d'autres pays, sur le marché mondial et sur la scène internationale.

Qu'avons-nous aujourd'hui? On ne peut s'empêcher de dire que plus rien ne fonctionne.

En 2015, les Canadiens qui souhaitaient obtenir un passeport immédiatement pouvaient payer un supplément et l'obtenir le jour même. Qu'en est-il aujourd'hui? Les demandes de passeport de ceux qui n'ont pas l'intention de voyager dans les six prochaines semaines ne sont même pas examinées. S'ils ont besoin d'un passeport rapidement, ils devront y renoncer. Le système de délivrance des

passeports ne fonctionne plus. Les Canadiens ne parviennent plus à obtenir de passeports.

S'ils ont un problème et qu'ils veulent communiquer avec l'ARC pour s'assurer que tout est dans l'ordre, ils doivent attendre trois heures au téléphone pour être en mesure de parler à quelqu'un, on leur demande leur numéro, on transmet leur question à un autre employé et on leur dit que cette personne les contactera dans trois semaines. Voilà le genre de service à la clientèle auquel nous avons droit grâce aux libéraux.

Il est maintenant difficile d'avoir accès à des services qu'il était facile d'obtenir auparavant. Cela est d'autant plus révoltant et désolant que nous savons qu'en 2015, sous le gouvernement Harper, les mêmes fonctionnaires faisaient bien leur travail. Ils savaient ce qu'ils faisaient. Ils étaient heureux et efficaces dans leur travail. Ils ne passaient pas leur temps à dissimuler des dépenses sur des factures d'hôtel et à essayer de camoufler les dépenses des ministres.

Notre gouvernement avait le sens de l'honneur. Une de nos ministres a démissionné à cause d'un jus d'orange à 16 \$. Une autre personne a démissionné de son poste de ministre à cause d'un manquement à l'éthique et est ensuite revenue au Cabinet. Ces personnes savaient que c'était la décision à prendre, et elles ont donc pris la bonne décision. Le pire scandale que le gouvernement Harper a connu, c'est lorsque le chef de Cabinet a remboursé les contribuables parce qu'un parlementaire ne voulait pas le faire. Voilà le pire scandale.

Que se passe-t-il sous le gouvernement actuel? Rien ne va plus. Il y a environ trois mois, lors d'une assemblée avec des gens de ma circonscription, c'est ainsi qu'une personne a décrit la situation: rien ne va plus. Quel que soit le ministère, plus rien ne fonctionne.

• (1550)

Si on parle de Santé Canada, rien ne va plus. Si on parle de passeports, rien ne va plus. Si on parle de l'ARC, rien ne va plus. Si on regarde notre armée et notre défense, rien ne va plus.

Si on regarde notre système de transport et nos aéroports, rien ne va plus. Le port de Vancouver est maintenant classé avant-dernier au monde. Il est défaillant. Voilà le fruit de huit années de réalisations des libéraux: rien ne va plus.

Peut-on se permettre d'acheter une maison aujourd'hui? Il faut certainement avoir un bon revenu. Nous avons entendu nos amis du Bloc parler de la pénurie de maisons. Eh bien, en huit ans, pourquoi y a-t-il tout à coup une pénurie de maisons? Qu'y avait-il dans le manuel de politique des libéraux pour encourager la construction ou la poursuite de la construction de logements? En fait, ils ont fait le contraire. Ils ont découragé les gens de construire des maisons.

On peut regarder notre secteur des affaires et notre concurrence. Nous entendons les fabricants et les exportateurs canadiens parler encore et encore du fait que nous perdons des entreprises au profit des États-Unis et d'autres pays parce que nous ne sommes pas concurrentiels.

Qu'est-ce qui explique cela? C'est à cause des mauvaises décisions libérales.

Quand on examine les politiques du gouvernement libéral, on constate qu'elles ont simplement été ajoutées une par une, et ce sont mille petites entailles qui ont fait souffrir notre économie et nos entreprises.

Travaux des subsides

Qu'est-ce que ça signifie? En l'absence d'un secteur des affaires fort, comme celui de 2015, qu'est-ce qui arrive? La solution des libéraux est de dépenser plus. Le gouvernement comblera le vide. Au lieu de voir croître leur chiffre d'affaires, qu'est-ce qui arrive aux employeurs du secteur privé et aux petites et moyennes entreprises? Ils se font étrangler et étouffer par les taxes, la réglementation et le fardeau excessif des politiques du gouvernement fédéral. Ils doivent fermer. Ils n'arrivent pas à trouver des employés.

Que font les libéraux? Ils haussent les épaules et disent: « Eh bien, il nous suffit de faire un autre chèque. Nous n'avons qu'à emprunter un peu plus d'argent. »

Nous les avons vu faire. Des paiements en trop de l'ordre de 15 milliards de dollars ont été versés et l'Agence du revenu du Canada dit qu'il ne vaut pas la peine de les récupérer. Il ne vaut pas la peine de récupérer 15 milliards de dollars. Comment est-ce possible? Comment l'Agence peut-elle être à ce point défaillante qu'elle n'est pas en mesure de dire où l'argent est allé, à qui il appartient, qui aurait dû le recevoir et qui n'aurait pas dû le recevoir?

Pourquoi est-ce impossible de dire, désolé, telle personne n'aurait pas dû recevoir ce paiement, alors elle doit le rembourser ou nous irons le récupérer? Comment l'Agence peut-elle dire qu'il ne vaut pas la peine de récupérer ce montant? C'est une réponse politique. Ce n'est pas une réponse qui tient compte de la valeur des contribuables canadiens.

Nous observons le gouvernement fédéral et la façon dont il gère les affaires et l'armée. Par exemple, les F-35 auraient dû être achetés en 2015-2016. Ils auraient probablement dû être achetés avant. Je l'admets. En tant que député conservateur, je pense que nous aurions dû les acheter plus tôt.

Qu'a fait le gouvernement? Il a acheté des tas de ferraille d'occasion en Australie pour compenser le manque, un manque qui est maintenant très préoccupant en raison de ce qui se passe dans le monde.

Le gouvernement a-t-il pensé à l'avenir? Penchons-nous sur la question. Avons-nous atteint un seul de nos objectifs environnementaux? Notre industrie manufacturière est-elle efficace et fonctionnelle? Avons-nous encouragé nos PME à accepter les accords de libre-échange que les gouvernements conservateurs — et certains gouvernements libéraux — ont mis en place? Non.

Nous ne voyons aucune activité de croissance dans notre économie. Tout ce que nous voyons, ce sont des dépenses publiques croissantes, des déficits successifs et une inflation galopante.

Revenons à la question du panier d'épicerie. Quand nous allons à l'épicerie et que nous regardons les chariots des gens, sont-ils pleins? Non. Ils sont à moitié vides. Comment cela se fait-il? C'est à cause de l'inflation, qui a été générée par le gouvernement.

Quand nous souhaitons acheter une maison ou contracter une hypothèque, avons-nous les moyens de le faire? C'est la question que se pose ma fille actuellement. Les jeunes qui sont dans la trentaine se demandent s'ils auront jamais les moyens d'acheter une maison. Eh bien, qu'est-ce qui s'est passé sous le règne du gouvernement libéral?

Le prix des maisons a grimpé d'une façon vertigineuse à cause de l'inflation que les libéraux ont créée, et ils ne peuvent pas dire que cette hausse est un phénomène mondial. Les maisons sont construites au Canada et vendues au Canada. Elles n'ont rien à voir

avec la récession mondiale. Quand les gens n'ont pas les moyens d'acheter une maison au Canada, c'est parce que le gouvernement a trop dépensé ou trop imprimé d'argent, ce qui a créé de l'inflation.

De surcroît, les taux d'intérêt ont augmenté et, soudainement, le salaire net des gens diminue, alors que leurs paiements hypothécaires augmentent. Je ne devrais pas dire que leur salaire net diminue, mais qu'une part toujours croissante de leurs revenus est désormais consacrée au paiement de leur hypothèque.

Où en sommes-nous? Nous avons un gouvernement qui est fatigué et dysfonctionnel. Quand nous lui posons des questions sur l'avenir, il nous ressort la même rengaine éculée. Il n'a aucune imagination.

On peut faire mieux. Il existe un moyen, et nous l'avons prouvé en 2015, quand l'économie était forte, quand le budget était équilibré, et quand nous pouvions nous occuper des changements climatiques. Il est possible pour le gouvernement de régler tous les problèmes simultanément. Si le gouvernement libéral ne peut pas agir pour régler tous les problèmes en même temps, je lui suggère de nous laisser la voie libre et nous allons le faire à sa place.

• (1555)

M. Patrick Weiler (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord féliciter le député de Prince Albert pour son anniversaire aujourd'hui.

J'aimerais revenir sur certains aspects qu'il a abordés dans son discours par rapport à la situation de notre pays sous le gouvernement Harper, surtout en ce qui concerne l'environnement. Quand le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir, les émissions se dirigeaient vers une hausse de 15 % d'ici 2030. Aujourd'hui, nous sommes sur la bonne voie pour réduire les émissions de 40 % ou plus. Selon le plus récent calcul, les émissions avaient diminué de 9 %.

Quand le gouvernement Harper était au pouvoir, le Canada a été sévèrement critiqué sur la scène internationale, au point de remporter le prix Fossile de l'année ainsi qu'un prix d'échec à vie pour avoir entravé non seulement la réduction des émissions à l'échelle nationale, mais aussi les progrès dans le monde. Au Canada, sous le gouvernement Harper, on bâillonnait les scientifiques qui voulaient divulguer de l'information politiquement inacceptable aux yeux du gouvernement. Le petit nombre de scientifiques qui sont restés n'étaient pas autorisés à rendre publique cette information.

J'aimerais savoir quelle est l'opinion du député à ce sujet.

M. Randy Hoback: Monsieur le Président, il est agréable de voir un autre député du Parti libéral prendre la parole pour poser une question, car ce Parlement est dysfonctionnel, et seuls deux députés du Parti libéral posent habituellement des questions. Les autres restent assis. Je lui reconnais le mérite de l'avoir fait, et je le remercie de son commentaire sur mon mariage. C'est très important pour moi.

Le député a parlé de choses sur lesquelles il fallait travailler pendant les années Harper, comme le programme environnemental. Un bon programme environnemental doit trouver un équilibre entre l'économie et l'environnement. Il faut obtenir des résultats sur les deux fronts.

Travaux des subsides

Le gouvernement a peut-être obtenu quelques résultats en matière d'environnement, mais je ne lui donnerais même pas ça, car si on regarde ses cibles, il n'en a atteint aucune. Qu'a-t-il fait? Il a doublé la taxe sur le carbone. Et qu'a fait la taxe sur le carbone? Elle a poussé les gens hors de l'économie. Elle a rendu le chauffage des maisons inabordable. Elle a rendu inabordable la production de cultures et a empiré la situation des gens ici, au Canada.

C'est le problème avec le plan libéral. Les libéraux ont développé un culte. Ils n'ont pas regardé la situation dans son ensemble. Ils se sont contentés de regarder par le petit bout de la lorgnette et ont essayé de résoudre un seul problème, mais ils n'ont même pas réussi à le faire correctement.

[Français]

M. Luc Desilets (Rivière-des-Mille-Îles, BQ): Monsieur le Président, je vous souhaite une bonne Saint-Valentin. Je vous aime.

Je suis un peu coincé. D'un côté, il y a le gouvernement qui vogue sur une mer de dysfonctionnements ministériels épouvantables et, de l'autre côté, il y a un parti qui joue à donner de fausses solutions simples à un problème bien réel et bien plus complexe qu'il ne le prétend.

L'inflation a quand même diminué et elle est passée de 8,1 % en juin à 6,3 % au mois de décembre. Or elle a diminué un peu partout dans le monde.

J'aimerais poser la question suivante à mon ami conservateur. Puisque l'inflation est un problème mondial avec d'énormes interconnexions, quelle solution propose-t-il pour que le Canada, qui fait partie de ce monde, puisse ne pas être touché par cette inflation?

[Traduction]

M. Randy Hoback: Monsieur le Président, le député me demande de réparer les erreurs du passé. Je ne peux pas rembourser l'argent que les libéraux ont déjà dépensé, mais je peux faire ce qui s'impose en adoptant des politiques qui permettront à l'économie de fonctionner d'une manière qui encourage les entreprises à croître et à prospérer et qui permet aux membres des familles de trouver un emploi — des politiques qui nous permettront de nous en sortir et de retrouver un taux d'inflation de 2 % ou de 3 %. Si le gouverneur de la Banque du Canada faisait son travail, la situation ne serait pas devenue hors de contrôle de façon aussi vilaine, donc, appelons les choses par leur nom.

Mme Lori Idlout (Nunavut, NPD): *Uqaqtittiji*, je félicite le député et son épouse à l'occasion de leur anniversaire.

Ce qui ne va pas, selon moi, c'est le fait que le revenu net annuel des sociétés pétrolières et gazières a augmenté de 1 011 % depuis 2019. Selon Statistique Canada, ces sociétés récoltent 38 milliards de dollars de plus par année.

Les conservateurs continuent de protéger ces profits de l'impôt, alors que cet impôt pourrait servir à aider les familles qui ont du mal à payer leur panier d'épicerie. J'aimerais donc savoir comment le député défend cette position auprès des citoyens de sa circonscription.

M. Randy Hoback: Monsieur le Président, il faut examiner l'équation dans son ensemble. Oui, ces sociétés réalisent d'énormes profits, mais elles versent également d'énormes dividendes qui vont dans les fonds de pension et dans les collectivités environnantes partout au Canada. Ces dividendes servent à payer les soins de santé ainsi que l'aménagement et l'entretien de routes et des ponts. Ce

revenu entre au Canada et est redistribué aux Canadiens, ce qui est avantageux pour le Canada.

● (1600)

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, je suis d'accord avec le député de Prince Albert au sujet de tout ce qui ne fonctionne plus à Service Canada, comme l'attente avant de pouvoir obtenir un passeport. Malheureusement — je ne veux pas qu'on m'accuse de partisanerie —, j'ai une excellente mémoire.

Je me souviens de la création de Service Canada et de Services partagés Canada, pendant les années Harper. Tous les ministères et les directions du gouvernement du Canada ont été regroupés derrière un seul et unique numéro 1-800, où personne ne répondait. Nous devrions mettre la partisanerie de côté et prendre du recul.

Je sais qu'on se penche sur la question en ce moment. Est-ce que cela a fonctionné? Le regroupement des services et la fermeture de ministères nous ont donné le système de paie Phénix, qui semblait efficace, mais je crois que nous savons maintenant que ce n'était pas le cas.

M. Randy Hoback: Monsieur le Président, nous devons toujours passer en revue ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Nous devrions en fait tirer des leçons des erreurs et améliorer les choses. C'est ce qu'un gouvernement conservateur ferait. Nous tirons des leçons des erreurs précédentes pour apporter des améliorations.

C'est une chose que le gouvernement libéral n'a pas apprise. Il a fait une montagne d'erreurs avec la taxe sur le carbone. On pourrait penser qu'il l'abandonnerait et opterait pour une approche différente, mais il ne le fait pas. Les libéraux ne tirent jamais de leçons des erreurs qu'ils font.

M. Darrell Samson (secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureux de prendre la parole au sujet de cette motion importante.

Comme les députés le savent, l'abordabilité n'est pas un enjeu seulement ici, au Canada. C'est une question extrêmement importante partout dans le monde. Il importe que nous ayons ces discussions. C'est de cela qu'il s'agit. Il n'est pas question ici de politique. Il s'agit de proposer de nouvelles idées et des suggestions.

Tout au long de mon discours, je tenterai de souligner certaines des principales initiatives que nous avons pu présenter cet automne et ce sur quoi nous continuerons de travailler.

La pandémie mondiale a été très difficile. En tant que député, je sais...

Le vice-président: Le député d'Elmwood—Transcona invoque le Règlement. J'entends une sonnerie, peut-être celle d'un téléphone cellulaire.

M. Daniel Blaikie: Monsieur le Président, il semble effectivement y avoir une sonnerie qui retentit. J'ai entendu dire que le député pourrait vouloir partager son temps de parole. Je me demande si la sonnerie le lui a fait oublier.

Le vice-président: En attendant que la sonnerie cesse, je rappelle à tous les députés de mettre leur téléphone en mode vibration ou alors de l'éteindre.

Le secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants a la parole.

M. Darrell Samson: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa suggestion. Tout dépend du moment. J'avais prévu le faire au milieu de mon discours, mais je veillerai à ce qu'il ait l'occasion de prendre la parole. Je vais partager mon temps de parole avec le député d'Elmwood—Transcona sur cette motion très importante, dont nous devons discuter en tant que Canadiens.

Il ne fait aucun doute que les prix à l'épicerie sont très élevés. Le prix de l'essence est également plus élevé que la normale. Beaucoup de nos coûts sont très élevés, mais il en va de même pour d'autres pays. On me dit que les prix aux États-Unis sont encore pires qu'au Canada. Nous devons trouver des moyens de soutenir les Canadiens.

Qu'est-ce qui est à l'origine de la situation actuelle? Je pense que nous devons la mettre en contexte. J'entends par là que la pandémie a été un défi de deux ans et demi pour le monde entier. Je dis tout le temps à mes enfants qu'ils paient des impôts afin d'avoir accès à des services quand ils en ont besoin. S'ils paient un certain pourcentage d'impôts, une partie de cet argent sert à financer les hôpitaux, une autre partie sert à financer les routes et une autre partie sert à financer les écoles. C'est ainsi que nous contribuons à la réussite du pays.

Cependant, lorsque nous affrontons un problème mondial, que plus de trois millions de personnes perdent leur emploi en peu de temps et que des personnes rentrent chez elles pour annoncer à leur famille qu'elles n'ont plus d'emploi, nous nous trouvons dans une crise majeure, et les gens s'attendent à ce que le gouvernement soit là pour eux, parce qu'ils ont déjà contribué. C'est exactement ce qui s'est produit pendant la pandémie.

Je n'ai jamais été aussi fier d'être député que depuis deux ans et demi. Pendant 67 soirées consécutives, les députés ont travaillé ensemble alors que les libéraux envisageaient diverses politiques et divers programmes pour aider les Canadiens. C'était tout un défi, car, lorsqu'un programme est mis en place, il arrive qu'il fonctionne pour 90 % des gens, mais pas pour tout le monde. C'est pourquoi nous avons dû apporter de nombreux ajustements à nos mesures d'aide.

Il y avait de nombreux programmes. Nous avons aidé les Canadiens avec la PCU, avec la subvention salariale pour les entreprises, avec le compte bancaire pour les entreprises et avec l'aide au loyer. Il y avait aussi toutes les organisations. Nous avons pu donner 20 millions de dollars aux légions pour qu'elles puissent soutenir les anciens combattants à mesure que les choses évoluaient. C'était tout un défi.

Bien sûr, le deuxième défi, c'est l'invasion de l'Ukraine. Il ne fait aucun doute qu'elle joue un rôle très important dans les problèmes liés au coût de la vie et à l'inflation partout dans le monde. Elle fait également augmenter les coûts dans la chaîne d'approvisionnement.

Ces deux défis touchent tous les pays, dont le Canada, qui les extrêmement bien gérés, si je puis me permettre. Le Canada est l'un des pays du G7 qui s'est le mieux tiré d'affaire après la pandémie, ce qui était extrêmement important. Nous avons récupéré plus de 117 % des emplois qui existaient avant la pandémie et nous voyons maintenant l'inflation diminuer: elle atteignait 8,1 % en juin et elle est maintenant de 6,2 %. Je sais qu'elle est encore beaucoup trop élevée, mais nous nous efforçons d'améliorer la situation. La banque centrale augmente les taux d'intérêt pour faire diminuer l'inflation, et je sais que cette mesure impose un stress supplémentaire

Travaux des subsides

aux Canadiens. Nous devons être là et nous devons en faire davantage.

C'est pourquoi, l'automne dernier, nous avons présenté des initiatives importantes qui aident les Canadiens au chapitre de l'abordabilité.

Tout d'abord, il y a eu le doublement du remboursement de la TPS. Les députés doivent comprendre que 11 millions de personnes ont bénéficié de cette initiative. La moitié des aînés en ont bénéficié, ce qui est extrêmement important. Ils ont reçu deux versements du remboursement doublé de la TPS.

L'Allocation canadienne pour les travailleurs a été bonifiée, ce qui est également très important. Cette allocation est destinée aux Canadiens à faible revenu, qui travaillent très fort chaque jour. C'est une mesure qui les aidera. Ils recevront jusqu'à 2 400 \$ par année, ce qui permettra d'aider 4,2 millions de Canadiens supplémentaires.

● (1605)

Citons également l'augmentation de 10 % de la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de 75 ans et plus. C'est extrêmement important. Cela vient en aide à environ 3 millions d'aînés, ce qui est considérable. Certains se demandent pourquoi cette augmentation s'adresse aux personnes âgées de 75 ans et plus. Eh bien, les gens sont plus vulnérables à partir de cet âge. En effet, il y a plus de chances qu'ils perdent leur partenaire ou leur conjoint. Les difficultés liées au coût de la vie sont plus élevées, car ils se retrouvent avec un seul salaire. Nous devons aider les aînés, et c'est ce que nous faisons.

Par ailleurs, un supplément de 500 \$ a été accordé aux locataires à faible revenu. C'est une autre initiative très importante pour ceux qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts. Ce sont environ 1,8 million de Canadiens qui ont bénéficié de cette initiative.

Les députés savent aussi bien que moi que la réduction de 50 % des frais de garde d'enfants cette année vient considérablement en aide aux Canadiens qui ont de jeunes enfants. Cette mesure leur rend la vie plus abordable. Il ne faut pas oublier que les parents qui payaient 1 800 \$ par mois pour trois enfants ne paient aujourd'hui que 900 \$ par mois, ce qui représente des économies de 900 \$ par mois. Cela leur rend la vie plus abordable, ce qui est essentiel. Cela leur permet notamment de rembourser des hypothèques beaucoup plus élevées en raison de l'augmentation des taux d'intérêt. C'est également une initiative très importante que nous avons prise.

Mentionnons également les soins dentaires pour les familles ayant un revenu annuel de 90 000 \$ ou moins. Les enfants de 12 ans et moins peuvent en bénéficier dès maintenant. C'est une autre mesure d'aide aux familles. Les parents qui emmenaient leurs enfants chez le dentiste avaient l'habitude de payer plus cher. Maintenant, ils auront plus d'argent pour se payer leur épicerie.

Travaux des subsides

Les gens oublient l'indexation qui suit l'inflation, mais c'est extrêmement important. Prenons l'Allocation canadienne pour enfants. Comme cette allocation augmente pour tenir compte de l'inflation, les gens conservent fondamentalement le même revenu. Le crédit pour la TPS augmente également en fonction de l'inflation. Pour aider les personnes âgées qui sont à la retraite, les versements du Régime de pensions du Canada augmenteront selon l'inflation, tout comme ceux de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti. Ce sont là de grandes initiatives que nous avons pu adopter, et certaines d'entre elles n'ont pas reçu le soutien ou les votes des conservateurs. Cependant, ce n'est pas ce qui est important. Ce qui compte, c'est qu'elles ont été adoptées et que les Canadiens en bénéficient.

Je veux prendre un instant pour parler de l'Allocation canadienne pour les travailleurs. Je l'ai mentionné, mais il est important de noter qu'il y a maintenant des paiements anticipés. En raison du coût élevé de la vie et des problèmes d'abordabilité, au lieu que les gens doivent attendre 12 mois pour faire leur déclaration de revenus et avant de recevoir leur allocation, nous allons maintenant verser l'allocation en quatre versements basés sur leur salaire de l'année précédente. Cela permettra aux gens d'avoir plus d'argent pour affronter les problèmes de la vie tous les trois mois.

Avec l'aide pour les services de garde, les Canadiens font à la fois des gains économiques et des gains sociaux. Les femmes sont maintenant plus nombreuses à pouvoir entrer sur le marché du travail. Comme nous le savons, il y a environ 1,5 million de postes vacants, et il nous faut des gens pour les occuper. Un plus grand nombre de femmes iront donc sur le marché du travail. Aujourd'hui, 82 % des femmes en âge de travailler sont sur le marché du travail. C'est le plus fort taux jamais observé au Canada.

Je vais conclure en parlant des prêts d'études. Les étudiants n'ont pas à payer les intérêts sur la partie fédérale de leurs prêts, ce qui les aide énormément, car nous savons que les études postsecondaires, y compris les études universitaires, coûtent très cher.

● (1610)

M. Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, le député a beaucoup parlé de l'Allocation canadienne pour les travailleurs. Or, dans la mise à jour, les libéraux ont modifié les règles à cet égard. Oui, l'argent est versé en amont, mais qu'arrive-t-il lorsqu'on découvre après coup qu'une personne n'y avait pas droit? Normalement, ce montant serait recouvré, mais les libéraux ont modifié les règles afin d'empêcher le gouvernement de récupérer cet argent même si les gens n'y avaient pas droit. D'après le directeur parlementaire du budget, plus de 4 milliards de dollars de fonds publics seront radiés à l'avance par le gouvernement.

Nous sommes en présence d'une décision politique, et l'Agence du revenu du Canada a dit qu'elle n'allait pas récupérer les 15 milliards de dollars qui ont été versés en trop pour la subvention salariale. Cette somme s'ajoute aux 4 milliards de dollars dont je viens de parler. Le député appuie-t-il ce gaspillage de fonds publics découlant de la décision du gouvernement de ne pas récupérer des sommes d'argent versées à des gens qui n'y étaient pas admissibles?

M. Darrell Samson: Monsieur le Président, l'admissibilité est un critère très important. C'est pourquoi nous devrions en parler.

Nous disons maintenant que les gens doivent respecter tous les critères. Il incombe donc aux demandeurs ainsi qu'aux fonctionnaires de veiller au respect des critères. Nous allons travailler en étroite collaboration pour aider les Canadiens.

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Monsieur le Président, mon collègue est heureux d'être content, comme on dit au Québec. Il est très satisfait des actions de son gouvernement et il a passé dix minutes à dire que tout va très bien, madame la marquise, qu'il n'y a pas de problèmes.

Il y a une question qu'il n'a pas soulevée, et c'est celle des aînés. On sait que les aînés ont été les plus touchés pendant la pandémie et que cela a été vraiment difficile pour eux. On leur a en quelque sorte envoyé une claque dans la face dans la négociation sur les transferts en santé. La demande était de 6 milliards de dollars et les provinces n'ont pas reçu même 1 milliard de dollars. On sait que les aînés sont les plus touchés par les problèmes dans le système de santé.

Le gouvernement a indexé la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les aînés de plus de 75 ans et on dirait qu'il pense que le coût du panier d'épicerie n'est pas le même pour les aînés de 65 à 74 ans. Pourtant, à Longueuil, il est le même. Au Provigo, la livre de bœuf haché coûte le même prix, que l'on ait 68 ans ou 78 ans. Mon collègue ne pense-t-il pas qu'on devrait aussi augmenter la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les aînés de 65 à 74 ans?

M. Darrell Samson: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question. Il a toujours de très bonnes questions.

Dans mon discours, j'ai expliqué la raison pour laquelle nous avons accordé la priorité aux aînés de 75 ans et plus. Cependant, mon collègue n'a pas mentionné que le doublement du crédit pour la TPS avait donné plus d'argent à 50 % des aînés.

Nous avons aussi indexé la pension de la Sécurité de la vieillesse, le Régime de pensions du Canada et le Supplément de revenu garanti pour nous assurer que les gens peuvent continuer de profiter des sommes qu'ils ont aujourd'hui. Nous avons été là pour les aînés et nous le serons à l'avenir également.

● (1615)

[Traduction]

Mme Laurel Collins (Victoria, NPD): Monsieur le Président, l'une des choses qui me préoccupent par rapport à cette motion, c'est qu'elle ne tient pas compte du rôle de la cupidité des entreprises dans la hausse de l'inflation. Le Centre canadien de politiques alternatives et le groupe Canadiens pour une fiscalité équitable ont montré que jusqu'à 25 % de l'inflation au Canada est attribuable à la cupidité des entreprises. Les Canadiens n'ont pas besoin de cela alors qu'ils traversent une période déjà difficile.

L'autre jour, je me suis entretenue avec un chauffeur de taxi. Nous discutons du fait que beaucoup de gens ont recours aux banques alimentaires, et il a dit quelque chose qui m'a fendu le cœur. Il a dit qu'il a faim, mais qu'il ne peut pas aller à la banque alimentaire puisqu'il y fait des dons. Il est inacceptable que dans un pays aussi riche que le nôtre, des gens aient faim. Ce sont les sociétés qui profitent des crises qui devraient en faire les frais, pas les Canadiens ordinaires. Nous réclamons une taxe sur les profits exceptionnels des compagnies d'assurance, des sociétés pétrolières et gazières et des magasins à grande surface.

Le député fera-t-il pression auprès du gouvernement pour que ce dernier fasse en sorte que les grandes sociétés paient pour le soutien dont les Canadiens ont besoin et que les Canadiens en difficulté cessent de faire les frais de leur cupidité?

M. Darrell Samson: Monsieur le Président, ce que dit la députée est très important. Pendant la pandémie, nous avons vu de grandes sociétés réaliser des profits énormes. Il faut en discuter. Il faut trouver des moyens de faire en sorte que ces sociétés partagent leurs richesses avec les Canadiens.

Le gouvernement se concentre sur les membres les plus vulnérables de la société et il continuera de le faire. Cela dit, pour être honnête, je conviens que nous devons faire plus à cet égard.

M. Daniel Blaikie (Elmwood—Transcona, NPd): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole et je remercie le député de Sackville—Preston—Chezzetcook d'avoir partagé son temps de parole avec moi.

Je crois que c'est un autre de nos collègues qui a dit plus tôt aujourd'hui qu'il ressentait des sentiments mitigés au sujet de la motion à l'étude aujourd'hui parce qu'elle contient beaucoup d'éléments véridiques, notamment dans la première partie, où on décrit la situation très difficile que vivent les Canadiens, faits et statistiques à l'appui. Nous savons que de nombreux Canadiens s'inquiètent de perdre leur logis parce que le taux d'intérêt de leur prêt hypothécaire a augmenté et qu'ils ne savent pas si le revenu familial pourra absorber les coûts supplémentaires, parce que leur loyer ne cesse d'augmenter ou pour différentes autres raisons.

Assurément, l'une des principales raisons de la situation, c'est la présence des entreprises dans le marché immobilier canadien. À Winnipeg, par exemple, Lions Place vient d'être offerte à un promoteur privé qui a l'habitude de prendre des immeubles où les loyers sont bas et de les rénover superficiellement avant de gonfler les loyers. Ce genre de choses arrivent présentement, et c'est un réel problème qui pousse le prix des loyers vers le haut.

Nous savons que les Canadiens ont du mal à faire face à l'augmentation de 11 % du prix de l'épicerie, ce qui exerce des pressions sur le budget des ménages. Il ne s'agit pas d'un poste de dépense facultatif dont les gens peuvent choisir de se passer. Ce sont des dépenses incontournables, et comme vient de dire la députée de Victoria, ils ont faim parce qu'il n'y a pas d'autres solutions envisageables. Nous traversons une période vraiment difficile.

Là où je m'insurge contre la motion dont nous sommes saisis, c'est qu'elle met tout ce problème sur le dos du gouvernement en suggérant qu'il suffit de limiter les dépenses du gouvernement, de cesser le gaspillage, de congédier les experts-conseils grassement payés et d'éliminer les impôts et déficits inflationnistes qui ont entraîné une crise du coût de la vie pour les Canadiens. Là encore, il y a une part de vérité. Je suis en faveur de la réduction du gaspillage, par exemple, mais je pense que mes collègues conservateurs et moi-même avons quelques divergences d'opinions quant à ce qui constitue une réduction adéquate du gaspillage, c'est-à-dire ce qui est vraiment du gaspillage et ce qui ne l'est pas.

À titre d'exemple, j'ai mené de nombreuses actions militantes aux côtés de personnes extérieures au Parlement, comme la Campagne 2000, qui réclamait une exemption du remboursement de la Prestation canadienne d'urgence pour les personnes à faible revenu. Je pense que c'est du gaspillage que de poursuivre les pauvres pour récupérer de l'argent qu'ils n'ont pas parce que, pendant une crise mondiale d'une proportion sans précédent, ils ont pris au mot le gouvernement qui leur avait dit que s'ils avaient besoin d'aide, ils devaient en faire la demande. Lorsqu'on s'est rendu compte qu'ils n'étaient pas tout à fait admissibles parce qu'ils n'étaient pas pauvres de la bonne manière, le gouvernement a alors déclaré qu'ils

Travaux des subsides

devaient rembourser tout cet argent. Le gouvernement paiera des gens pour les traquer, même s'il sait qu'ils n'ont pas d'argent, et ne récupérera rien. Il gaspillera de l'argent pour financer une mesure inutile.

Si c'est ce que les conservateurs entendent par réduire le gaspillage, je me présenterai n'importe quel jour de la semaine pour cela. Je soupçonne que ce n'est pas ce qu'ils veulent dire, car je les ai entendus parler d'autres choses auxquelles j'accorde de l'importance et qui sont, selon moi, de bons investissements. Par exemple, lorsque les députés de ce côté-ci de la Chambre parlent d'assurance-médicaments, il s'agit d'un coût. Le plafonnement des dépenses ne nous permettra pas d'avoir un régime fédéral d'assurance-médicaments, mais les députés savent-ils ce qu'un tel régime ferait? Au bout du compte, il permettrait aux Canadiens d'économiser et de réduire le coût des médicaments sur ordonnance au Canada, non seulement dans les budgets individuels, mais aussi dans les budgets gouvernementaux.

Selon les derniers rapports publiés avant la pandémie au sujet de l'assurance-médicaments au Canada, les Canadiens payaient environ 24 milliards de dollars par année en médicaments sur ordonnance. Il s'agissait d'une combinaison de dépenses gouvernementales, de régimes d'assurance privés et de dépenses personnelles. Selon les conclusions de nombreuses études menées au fil du temps, y compris dans cet exemple, un régime national d'assurance-médicaments coûterait environ 20 milliards de dollars par année. En fonction de qui paie et du grand livre, les Canadiens pourraient économiser au moins 4 milliards de dollars par année pour les médicaments sur ordonnance qu'ils achètent déjà.

À mon avis, il ne convient pas de dire que le gouvernement fédéral devrait simplement plafonner arbitrairement ses dépenses lorsqu'il existe des possibilités d'investissement qui pourraient réduire les coûts pour l'ensemble des Canadiens. Je pense que nous devrions faire preuve de plus de discernement à la Chambre, ce qui n'est tout simplement pas le cas pour cette motion. Nous avons vu beaucoup de changements et nous en verrons d'autres dans l'économie dans les années à venir, surtout dans le secteur de l'énergie. Nous les voyons déjà.

● (1620)

Beaucoup de nos alliés font ce qu'il faut pour réduire leur dépendance aux combustibles fossiles. C'est la tendance actuelle, que le Canada le veuille ou non, peu importe s'il choisit d'avancer sur cette voie ou non. Les pays font ce choix pour lutter contre la crise climatique et renforcer leur sécurité énergétique. Je ne risque pas de me tromper en affirmant que personne dans cette enceinte n'a besoin d'une leçon pour comprendre cela après les 12 derniers mois. Nous avons non seulement constaté les répercussions de l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie sur l'approvisionnement mondial en ressources énergétiques, mais aussi les risques associés à l'emprise de la Russie sur l'offre de pétrole en Europe et ailleurs dans le monde, avec tout le pouvoir que cela confère à la Russie.

Travaux des subsides

Plusieurs raisons expliquent pourquoi de nombreux pays essaient de diminuer leur dépendance aux combustibles fossiles pour des besoins essentiels, comme le chauffage résidentiel. Le Canada doit choisir de le faire ou non. Dans les années 1970, Peter Lougheed et le gouvernement fédéral ont fait les investissements nécessaires pour bâtir l'industrie pétrolière et gazière que nous connaissons de nos jours en Alberta. Cette industrie n'est pas née comme par magie dans le marché libre. Les gouvernements ont dû mettre en place les politiques et le financement nécessaires pour créer l'économie pétrolière et gazière de la fin du XX^e siècle. Ceux qui disent le contraire se trompent royalement, tout comme ceux qui les écoutent.

Nous avons l'occasion d'établir des politiques et des investissements qui permettront de créer une nouvelle économie de l'énergie pour au moins les 50 prochaines années. Le Canada doit décider s'il souhaite saisir l'occasion. Tout cela va avoir un prix. Le plafonnement arbitraire des dépenses va retirer le Canada de la course au moment où les États-Unis, notre principal partenaire sur le continent, entrent enfin concrètement dans la lutte contre les changements climatiques grâce à l'Inflation Reduction Act. Beaucoup d'entreprises qui participent à la nouvelle économie de l'énergie et qui réalisent des bénéfices incroyables évaluent les endroits où elles souhaitent investir.

Nous devrions accorder autant d'importance à ces investissements qu'à ceux dans le secteur pétrolier et gazier, mais ce n'est pas ce que le Canada fait. Il n'a pas appuyé les autres industries, en particulier les nouvelles industries énergétiques, comme il avait appuyé le secteur pétrolier et gazier dans les années 1970 et comme il le fait encore aujourd'hui. Monsieur le Président, songeons un instant aux 20 milliards de dollars et plus que le gouvernement fédéral a sorti d'un chapeau pour faire partie du secteur des pipelines, un secteur où il n'a rien à faire en premier lieu.

Je ne veux pas entendre qu'il manque d'argent pour d'autres choses importantes. Bien sûr qu'il y a de l'argent. Les libéraux l'ont prouvé en dépensant pour acheter des choses comme des pipelines, ce qu'ils n'auraient jamais dû faire.

À l'heure actuelle, nous essayons de résoudre de graves problèmes pour les ménages canadiens. En même temps, beaucoup d'entreprises ressentent toujours les effets de la pandémie. Le monde prépare et jette les bases de l'économie des prochaines générations. C'est important pour mes enfants, pour les enfants des députés et pour les enfants de tous les Canadiens partout au pays que le Canada fasse ce qui s'impose. Cela permettra d'offrir des emplois syndiqués bien rémunérés à la prochaine génération d'enfants canadiens, de la même façon que ces emplois ont été offerts aux travailleurs du secteur pétrolier et gazier en Alberta.

Nous voulons faire en sorte que les emplois de ce type perdurent. Une partie d'entre eux se trouveront dans le secteur pétrolier et gazier, mais celui-ci en comptera de moins en moins. Ce n'est pas parce qu'un gouvernement canadien d'une quelconque allégeance a décidé qu'il en serait ainsi. C'est parce que de nombreux gouvernements dans le monde l'ont décidé pour que nous ayons une planète où une économie peut exister. Ils n'ont pas tort. Le Canada doit se mettre au diapason, et nous n'y arriverons qu'en faisant des investissements considérables.

Je vais conclure parce que je sais que mon temps de parole est presque écoulé. Je remercie la présidence de sa diligence. Je vais seulement parler brièvement des investissements dans les soins de santé. Je ne sais pas si nous nous devons d'en faire beaucoup plus,

mais l'idée selon laquelle nous résoudrons les problèmes bien concrets du système de santé sans faire d'investissement est fausse. Alors que les gens peinent à accéder à des soins, le gouvernement devra faire des investissements. Les gouvernements provinciaux se sont montrés prêts à payer très cher pour faire appel à du personnel infirmier d'agences privées, payer des heures supplémentaires et envoyer des gens recevoir des traitements aux États-Unis.

Ce n'est pas ce que j'appelle un système de santé. Nous devons le construire, ou plutôt le reconstruire. Des investissements seront nécessaires. Un tel système mérite qu'on en paie le prix. Voilà pourquoi ce n'est pas le moment d'appuyer l'imposition d'un simple plafond des dépenses.

● (1625)

M. Frank Caputo (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Monsieur le Président, c'est toujours un plaisir de prendre la parole à la Chambre au nom des gens de Kamloops—Thompson—Cariboo.

Avant de passer à ma question, je tiens à rendre hommage à l'ancien maire de Kamloops, Cliff Branchflower, qui est décédé plus tôt cette semaine. J'envoie de bonnes pensées à sa famille en ce moment difficile.

Le député a souligné qu'il y aurait moins d'emplois dans le secteur pétrolier et gazier à l'avenir, non pas parce que le gouvernement actuel le veut ainsi, mais parce que c'est le souhait de tous les gouvernements. Voyons où nous en sommes. Pour le moment, il semble que le gouvernement actuel souhaite qu'il y ait moins d'emplois dans le secteur pétrolier et gazier, et que moins de ces emplois soient en Alberta. Son argument, c'est que nous allons tous délaisser le pétrole et le gaz. Toutefois, quand on regarde la quantité de pétrole et de gaz dont nous avons encore besoin à l'heure actuelle, alors que commence la transition énergétique, le député ne croit-il pas que les emplois bien rémunérés qui pourraient être ici, au Canada, devraient rester ici au lieu d'aller vers des pays qui ne respectent ni les droits de la personne ni les salaires? C'est vers de tels pays que ces emplois se dirigent maintenant. Pourquoi ne restent-ils pas au Canada?

M. Daniel Blaikie: Monsieur le Président, je dirais que c'est un exemple des avantages que l'industrie pétrolière et gazière reçoit des libéraux et des conservateurs actuels. Les libéraux ont dépensé plus de 20 milliards de dollars pour un pipeline, et les conservateurs affirment que les libéraux n'appuient pas l'industrie pétrolière et gazière. Ils peuvent débattre de la question à savoir s'ils veulent ou doivent soutenir l'industrie pétrolière et gazière avec d'énormes dépenses gouvernementales, mais je dirais que les libéraux ont vraiment essayé de le faire. Je ne dirais pas que c'est faute d'essayer.

En fait, je critiquerais les libéraux pour les efforts qu'ils font en ce sens. Je pense au coût d'opportunité de cet investissement de 20 milliards de dollars. On nous dit qu'il ne peut pas y avoir de réseau électrique dans l'Ouest qui aiderait à transporter l'énergie hydroélectrique de la Colombie-Britannique et du Manitoba dans les provinces. C'est parce que nous n'avons pas l'argent pour le construire. Puis, ils font volte-face et construisent un pipeline de 20 milliards de dollars. Nous ne pouvons pas nous permettre d'engloutir autant d'argent dans une nouvelle infrastructure pétrolière et gazière, alors que nous pourrions le consacrer à d'autres types d'infrastructures qui créeraient également des emplois de très bonne qualité ici au Canada. Il s'agit de créer ces emplois d'une manière qui soit durable. Je dirais que les libéraux ont parié sur l'industrie pétrolière et gazière, et nous pensons qu'il s'agit d'un mauvais pari en ce qui concerne la prochaine génération de travailleurs canadiens.

[Français]

M. Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, j'apprécie vraiment le discours de mon honorable collègue.

Effectivement, je suis d'accord avec lui. En fait, les libéraux mettent plus d'argent dans l'industrie gazière et pétrolière que les conservateurs avant eux. Je pense que c'est du jamais vu dans l'histoire canadienne. Il n'y a jamais eu autant de subventions à l'industrie pétrolière.

Malheureusement, ma question sera la suivante et je ne suis pas sûr que mon collègue sera content que je la lui pose: en ce moment, alors qu'on se bat contre les changements climatiques et qu'on voit un gouvernement qui n'a jamais mis autant d'argent dans les subventions à l'industrie pétrolière et gazière, comment son parti peut-il le soutenir lorsqu'il est temps de voter sur un tel budget?

• (1630)

M. Daniel Blaikie: Monsieur le Président, nous reconnaissons ce que les Canadiens et les Canadiennes ont voté lors de la dernière élection.

Nous sommes ici pour essayer de faire des progrès sur les dossiers où c'est possible. Je ne pense pas qu'une élection demain va régler la question des libéraux et des conservateurs qui donnent un grand appui, de la part des Canadiens et des Canadiennes, au secteur du gaz et du pétrole. C'est quelque chose que nous voulons. Nous travaillons avec des gens au Canada et au Québec qui veulent changer cela, mais nous n'en sommes pas encore là.

Nous sommes dans une position où nous pouvons avoir un programme fédéral de soins dentaires, que nous pensons être une bonne chose. Nous allons réussir où nous le pouvons et nous allons continuer à combattre où nous le devons.

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais poser une brève question sur ce que le député pense de l'accord entre le NPD et les libéraux de la Colombie-Britannique sur le gaz naturel liquéfié. Je pourrais éventuellement lui demander ce que pense Rachel Notley de l'achat du pipeline, selon lui. Cependant, je préférerais revenir sur ce qu'il a dit dans son discours sur le fait que le gouvernement peut investir dans des domaines où le rendement est très élevé. Pourrais-je avoir son avis sur le programme national de garde d'enfants et ses avantages nets, lesquels ont été clairement démontrés dans la province de Québec?

Travaux des subsides

M. Daniel Blaikie: Monsieur le Président, je connais très bien les arguments en faveur d'un programme national de garde d'enfants. Je me rappelle les avoir présentés en tant que candidat en 2015, contre des libéraux qui disaient que c'était une mauvaise idée et que ce n'était pas l'affaire du gouvernement fédéral d'investir dans les services de garde d'enfants. Je suis très heureux de voir le gouvernement se raviser à ce sujet, et je suis heureux de constater certains des effets positifs prévus par les néo-démocrates et d'autres personnes qui étaient plus avisées.

Les libéraux sont les bienvenus dans ce club. Pendant que nous y sommes, j'espère qu'ils se joindront à nous sur d'autres enjeux.

[Français]

Le vice-président: À l'ordre.

Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: l'honorable député de Calgary-Centre, La tarification du carbone; l'honorable député de Bruce—Grey—Owen Sound, L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté; et l'honorable député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan, Les affaires étrangères.

[Traduction]

M. Tony Baldinelli (Niagara Falls, PCC): Monsieur le Président, avant la présentation de l'énoncé économique de l'automne, en novembre dernier, le chef du Parti conservateur a exigé très clairement deux choses bien simples au nom de son parti.

Premièrement, nous voulions que le gouvernement libéral mette fin aux taxes, y compris en annulant toutes les hausses de taxes prévues ainsi que la décision de tripler la taxe sur le carbone. Quelques mois plus tard, en février, il est évident que le gouvernement libéral en place s'apprête à faire exactement le contraire. En janvier dernier, le fardeau fiscal des Canadiens s'est alourdi, et la situation ne fera que s'aggraver en avril.

À la fin de l'année dernière, la Fédération canadienne des contribuables a sonné l'alarme au sujet des cinq hausses du fardeau fiscal prévues par les libéraux en 2023, y compris les hausses que les Canadiens verront à la pompe, l'indexation de la taxe sur l'alcool, la hausse des cotisations au Régime de pensions du Canada, la hausse des cotisations à l'assurance-emploi et l'augmentation des charges sociales pour toute personne qui gagnera au moins 40 000 \$ cette année.

Le 1^{er} avril prochain, le prix de l'essence augmentera de 14 ¢ le litre et les taxes sur l'alcool augmenteront automatiquement de 6,3 %. Or, il ne s'agit pas d'un mauvais poisson d'avril. C'est le résultat de la mauvaise politique budgétaire des libéraux. Dans ma circonscription, Niagara, ces taxes, et plus particulièrement la taxe avec indexation sur l'alcool, pénaliseront de nombreux établissements vinicoles, brasseries artisanales et distilleries, ainsi que tous ceux qui apprécient ces merveilleux produits fabriqués au Canada pendant leur visite de la région de Niagara, la destination touristique la plus populaire au pays.

La deuxième exigence du chef conservateur était que le gouvernement libéral mette fin à ses dépenses. Toute nouvelle dépense engagée par les ministres libéraux devait être compensée par des économies équivalentes. Le gouvernement devait réduire ses dépenses inutiles et mettre fin aux déficits inflationnistes qui font augmenter le prix de tout. Encore une fois, on constate aujourd'hui que les libéraux refusent de satisfaire à cette exigence.

Travaux des subsides

En fait, plus le temps passe, plus on découvre de dépenses inutiles et inconsidérées des libéraux. Cet automne, le premier ministre a passé une nuit dans une chambre d'hôtel luxueuse en Europe au coût de 6 000 \$. Ensuite, les libéraux ont gaspillé 54 millions de dollars pour la désastreuse application ArriveCAN. Plus récemment, la vérificatrice générale a critiqué l'ARC pour son manque de rigueur dans le cadre de ses efforts visant à retracer et à récupérer un minimum de 27,4 milliards de paiements en trop présumés pour des prestations d'aide d'urgence, dont 15,5 milliards pour la Subvention salariale d'urgence du Canada.

En réponse au commentaire de la vérificatrice générale, le commissaire de l'ARC a eu le culot d'informer les Canadiens que « cela [ne] vaudrait pas la peine » d'examiner et d'essayer de récupérer chacun des 15,5 milliards de dollars de paiements en trop au titre de la Subvention salariale d'urgence du Canada. Cette réponse insuffisante du commissaire de l'ARC n'est pas passée inaperçue chez le directeur parlementaire du budget, qui a récemment déclaré que c'était « déconcertant d'entendre cela alors que le gouvernement est confronté à un déficit ».

Pour ces raisons et bien d'autres, les conservateurs demandent aujourd'hui à la Chambre de demander au gouvernement libéral de limiter les dépenses, de réduire le gaspillage, d'écarter les consultants grassement payés et d'éliminer les déficits et les taxes inflationnistes qui ont provoqué une crise du coût de la vie pour les Canadiens.

En termes simples, après huit années de gouvernement libéral, les Canadiens paient aujourd'hui davantage pour se procurer des biens et des services et ils en obtiennent moins pour leur argent. L'épicerie, l'essence, le chauffage résidentiel et bien d'autres choses encore deviennent de plus en plus chers à cause des dépenses inconsidérées des libéraux. Après huit années sous la direction du premier ministre libéral, le coût des produits d'épicerie a augmenté de près de 11 %. Après huit années sous la direction du premier ministre libéral, la moitié des Canadiens réduisent leurs dépenses d'épicerie. Après huit années sous la direction du premier ministre libéral, 20 % des Canadiens sautent des repas.

Selon un rapport publié récemment, près de 39 000 personnes à Niagara reçoivent l'aide de banques alimentaires locales. Les gens qui servent en première ligne constatent que des personnes n'ayant jamais connu de difficultés auparavant en éprouvent désormais. Compte tenu de la détérioration de la situation, les Canadiens travaillent plus fort pour tenter d'améliorer leur sort, mais ils ont moins d'argent dans leurs poches à cause de l'augmentation du coût des nécessités de la vie et de l'alourdissement de leur fardeau fiscal.

En fait, hier à peine, l'Agence de la consommation en matière financière du Canada nous a appris que presque 40 % des Canadiens doivent maintenant emprunter de l'argent pour se nourrir, se loger et payer d'autres dépenses quotidiennes. Elle rapporte que « bien des Canadiens font face au plus grand défi financier de leur vie. Ils sont plus nombreux à emprunter de l'argent pour payer leurs dépenses quotidiennes, y compris en utilisant des prêts à coût élevé. » Il n'est guère surprenant que les Canadiens aient l'impression que tout va mal et qu'ils ont perdu le contrôle de leur vie. Beaucoup d'entre eux perdent du terrain, même s'ils font de grands efforts pour aller de l'avant.

• (1635)

Il n'est pas surprenant que les mêmes habitudes de dépenses imprudentes des libéraux, qui ont joué un rôle important dans l'aug-

mentation de l'inflation, aient également fait grimper en flèche notre dette nationale. Les paiements d'intérêts sur la dette sont devenus si importants sous l'égide des libéraux que les coûts prévus devraient être plus élevés que ce que le gouvernement fédéral consacre au budget du ministère de la Défense nationale. Ne l'oublions pas la prochaine fois que nous devons faire décoller nos CF-18 désuets et sous-équipés et regarder les Américains abattre des cibles aériennes menaçant notre territoire.

La situation s'aggrave tellement que certains anciens libéraux commencent enfin à le reconnaître. L'un de ces libéraux est l'ancien ministre des Finances, Bill Morneau. Il a admis que le gouvernement avait probablement trop dépensé pendant la pandémie. Par ailleurs, l'ancien vice-premier ministre et ministre des Finances libéral, John Manley, a déclaré qu'à cause de la politique budgétaire du premier ministre, l'inflation est plus difficile à contenir.

Les dépenses inconsidérées du gouvernement libéral, qui n'hésite pas à vider les coffres, ont des conséquences directes. Le gouvernement pourra-t-il répondre aux attentes qu'il a créées au sujet de la nouvelle stratégie fédérale pour la croissance du tourisme? Le ministre du Tourisme a passé les derniers mois à demander à l'industrie de trouver des idées grandioses pour accélérer la relance économique après les effets dévastateurs de la COVID-19, mais les acteurs de l'industrie commencent à craindre que, une fois de plus, le gouvernement libéral n'arrive pas à comprendre que l'industrie ne s'est toujours pas relevée complètement. Il semble que, une fois de plus, le gouvernement libéral a fait de grandes promesses, mais que les résultats ne seront pas au rendez-vous. C'est bien malheureux pour toutes les collectivités touristiques au pays, comme celle de ma circonscription, Niagara, qui accueille des visiteurs de partout sur la planète.

En outre, qu'advient-il du programme de soutien au secteur viticole, créé en réponse à l'incompétence du gouvernement libéral en matière de politique commerciale? Ce programme de 166 millions de dollars sur deux ans est terminé, alors que l'industrie réclame sa prolongation, mais le gouvernement n'a rien dit au sujet de son renouvellement. Le budget de l'année dernière indiquait que le gouvernement générerait des recettes de 390 millions de dollars sur cinq ans en appliquant dorénavant la taxe d'accise sur les vins entièrement canadiens. À quoi servent ces recettes?

Cela fait des mois que les conservateurs préviennent le gouvernement que ses dépenses effrénées feraient augmenter les taux d'intérêt. Le gouvernement a répondu en disant aux Canadiens de ne pas s'inquiéter, de ne pas hésiter à faire de gros emprunts, que les taux d'intérêt allaient demeurer faibles encore longtemps et qu'il n'y aurait aucune conséquence négative. Eh bien, après huit ans sous l'égide du premier ministre libéral, 45 % des titulaires d'un prêt hypothécaire à taux variable disent qu'ils devront vendre ou abandonner leur maison d'ici neuf mois en raison des taux d'intérêt actuellement élevés.

Après huit ans sous le gouvernement libéral, rien ne va plus, et les Canadiens ont plus de mal que jamais à joindre les deux bouts et peu d'espoir d'améliorer leur sort. Après huit ans d'imprudence libérale, les Canadiens doivent travailler plus fort, plus d'heures, voire occuper plus d'un emploi, simplement pour gagner suffisamment afin de joindre les deux bouts.

Travaux des subsides

Assez, c'est assez. Alors que les libéraux s'attendent à ce que les Canadiens paient pour leur propension aux dépenses effrénées, les Canadiens peuvent compter sur les conservateurs pour proposer une planification financière judicieuse et une voie pour s'en sortir lorsqu'ils nous éliront aux prochaines élections et que nous formerons le gouvernement.

Tandis que les libéraux promettent de plus en plus des lendemains meilleurs pour nous distraire des problèmes d'aujourd'hui, les Canadiens doivent se rendre compte qu'aucun des problèmes qui ont été créés par les libéraux et auxquels ils sont maintenant confrontés n'est réglé. Les Canadiens ont besoin de vraies solutions aux vrais problèmes qui les accablent en ce moment, et seul un gouvernement conservateur peut combler de telles attentes pour eux.

• (1640)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le chef du Parti conservateur dit que si nous prévoyons faire des dépenses, nous devons trouver l'argent pour le faire. Or, nous venons de faire une annonce importante pour l'avenir du régime national de santé, soit 190 milliards de dollars sur 10 ans, et nous avons débloqué des centaines de millions de dollars cette année. Le chef conservateur a maintenant approuvé cette mesure. Il a affirmé que les conservateurs ne réduiront pas la somme qui a été promise.

Le député peut-il maintenant nous faire part de leur plan? Quels programmes les conservateurs supprimeraient-ils pour respecter l'engagement pris par le chef du Parti conservateur de seulement dépenser de l'argent si des recettes sont générées?

M. Tony Baldinelli: Monsieur le Président, j'ai parlé plus tôt de la vérificatrice générale, qui a établi que 4,6 milliards de dollars avaient été versés à des personnes inadmissibles. Nous avons estimé qu'au moins 27,4 milliards de dollars en paiements à des particuliers et à des employés devraient faire l'objet d'une enquête plus approfondie. Parmi les sommes versées indument, 1,6 milliard de dollars sont allés à des personnes qui avaient quitté leur emploi; 6,6 millions de dollars sont allés à des personnes qui étaient en prison pendant toute la période visée; 3,3 millions de dollars sont allés à des personnes qui ne vivaient pas au Canada; et 1,2 million de dollars sont allés à des morts. Pourquoi ne pas commencer par là?

Mme Lori Idlout (Nunavut, NPD): *Uqaqtittiji*, j'ai assisté à ce débat toute la journée et j'ai entendu des réponses semblables à la question que j'ai posée sur la disparité entre les grandes sociétés à but lucratif engrangeant des milliards de bénéfices et les personnes comme celles de sa circonscription qu'il a décrites, des personnes qui ont du mal à payer leur épicerie.

Comment le député explique-t-il la disparité entre ces grandes sociétés à but lucratif qui engrangent des milliards de profits et les personnes qui ont du mal à payer leur épicerie?

M. Tony Baldinelli: Eh bien, monsieur le Président, tout d'abord, les conservateurs croient que toutes les entreprises, toutes les organisations et tous les particuliers devraient payer leur juste part d'impôts. Commençons par établir cela.

Comme je l'ai dit, certaines décisions du gouvernement ont profité à des entités qui n'avaient pas besoin d'aide. Pour répondre à une question précédente de ma collègue concernant l'abolition de programmes et de financements destinés à des organisations qui n'en ont pas besoin, pourquoi ne pas commencer par là? Ainsi, nous

pourrions réduire les coûts et fournir de l'aide à ceux qui en ont le plus besoin.

• (1645)

M. Frank Caputo (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Monsieur le Président, c'est toujours un plaisir de prendre la parole au nom des habitants de Kamloops—Thompson—Cariboo. Avant de poser ma question, j'aimerais souligner le récent décès de Pat Wallace, une géante de la politique à Kamloops. Elle a été une pionnière qui a passé des années, voire des décennies, au sein du conseil municipal de Kamloops. Elle a ouvert la voie à tant de gens. Que la lumière éternelle brille sur elle. Mes pensées l'accompagnent, ainsi que ses proches, en cette période difficile.

J'aimerais poser à mon collègue une question fondée sur celle que j'ai posée plus tôt à un collègue néo-démocrate. Elle porte sur les secteurs dans lesquels nous devrions investir, car il existe une tendance qui vise à nous éloigner du secteur énergétique.

Convient-il avec moi que, tandis que nous nous retirons de tous les types d'énergie, nous devrions privilégier l'énergie canadienne au détriment des produits énergétiques qui proviennent d'endroits qui ne partagent pas nos valeurs, comme la liberté, les droits des travailleurs et d'autres choses du genre?

M. Tony Baldinelli: Monsieur le Président, je suis entièrement d'accord avec mon collègue. Nous devrions soutenir les sources d'énergie qui sont exploitées ici, au Canada, par des travailleurs canadiens.

Pour donner suite à ce qu'il a dit sur l'idée de passer à une économie de plus en plus propre, en Ontario, la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité estime qu'atteindre la carboneutralité dans la province d'ici 2050 coûterait 400 milliards de dollars.

Comment allons-nous y parvenir? Nous aurons besoin de l'énergie nucléaire. Nous avons besoin — et nous continuerons d'avoir besoin — du gaz naturel et, bien sûr, de l'hydroélectricité propre qui vient de Niagara Falls, la totalité de ces 2 200 mégawatts, produits par les gens du Niagara.

L'hon. Tim Uppal (Edmonton Mill Woods, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre est à la tête du pays depuis huit ans. Pour des millions de Canadiens, la vie n'a jamais été aussi difficile qu'elle ne l'est en ce moment.

Pendant huit longues années, les Canadiens d'un bout à l'autre du pays ont été abandonnés par le gouvernement libéral. Après huit années sous l'égide de l'actuel premier ministre libéral, l'inflation atteint un sommet jamais vu en 40 ans. Après huit ans, le coût du panier d'épicerie a augmenté de manière vertigineuse.

Après huit années sous l'égide de l'actuel premier ministre libéral, la moitié des Canadiens réduisent leurs dépenses d'épicerie. Après huit années sous l'égide de l'actuel premier ministre, 20 % des Canadiens sautent des repas. C'est incroyable de voir ce phénomène dans un pays comme le Canada.

Après huit années sous l'égide de l'actuel premier ministre libéral, le loyer moyen d'un appartement de deux chambres à coucher dans les 10 plus grandes villes canadiennes est supérieur à 2 000 \$, alors qu'il était inférieur à 1 100 \$ par mois en 2015. Après huit années sous l'égide de l'actuel premier ministre libéral, 45 % des détenteurs d'une hypothèque à taux variable disent qu'ils seront forcés de vendre ou de quitter leur maison dans les neuf mois en raison des niveaux actuels des taux d'intérêt.

Travaux des subsides

Après huit années sous l'égide de l'actuel premier ministre libéral, les coûts moyens mensuels d'une hypothèque ont plus que doublé et s'élèvent aujourd'hui à plus de 3 000 \$ par mois. Après huit années sous l'égide de l'actuel premier ministre, tout le monde semble réaliser l'ampleur des dommages que le gouvernement libéral a faits, à l'exception des libéraux eux-mêmes.

Selon le gouverneur de la Banque du Canada, « l'inflation au Canada reflète de plus en plus ce qui se passe à l'intérieur de nos propres frontières ». L'ancien gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, a dit qu'« en réalité, l'inflation actuelle est principalement de nature nationale ». D'après les PDG des banques, des dizaines de milliers de Canadiens risquent de ne pas pouvoir honorer leurs paiements hypothécaires à cause de la hausse des taux d'intérêt.

L'ancien ministre libéral des Finances Bill Morneau a dit que le gouvernement avait probablement trop dépensé pendant la COVID. L'ancien vice-premier ministre et ministre des Finances libéral John Manley a dit qu'à cause de la politique budgétaire du premier ministre libéral, il est difficile de contenir l'inflation.

Il est clair qu'il s'agit d'un problème fabriqué au Canada. Tout le monde semble le comprendre. Les Canadiens le comprennent, les experts aussi. Même les libéraux bien connus que nous avons mentionnés le comprennent, mais pas le premier ministre. Cette notion semble lui échapper.

La motion que présentent les conservateurs aujourd'hui demande au gouvernement de limiter ses dépenses, de cesser le gaspillage, de congédier les experts-conseils grassement payés et d'éliminer les impôts et déficits inflationnistes qui ont entraîné une crise du coût de la vie pour les Canadiens. L'inflation a atteint un niveau jamais vu en 40 ans, les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi élevés en une génération, et le prix des maisons et des loyers a atteint des sommets jamais égalés.

Après huit ans de gouvernement libéral, les Canadiens ont du mal à suivre le rythme auquel le gouvernement imprime et dépense l'argent. Le gouvernement a dépensé plus de dollars pour moins de biens. Il a créé une situation désastreuse, qu'il sera impossible de régler à coups de dépenses.

Plus de la moitié des Canadiens ne sont pas certains d'avoir les moyens de partir à la retraite. Selon une étude récente de la Banque de Montréal, les Canadiens ont besoin de 1,7 million de dollars pour prendre leur retraite, ce qui est 20 % plus élevé qu'en 2020. Il faut maintenant être millionnaire pour pouvoir prendre sa retraite au Canada.

Les riches amis des libéraux, à qui ils aiment bien accorder des contrats lucratifs en utilisant l'argent des contribuables canadiens, n'ont peut-être aucun problème avec cela, mais pour les Canadiens ordinaires qui travaillent dur, ce n'est tout simplement pas réaliste.

Chaque jour, je reçois des lettres de Canadiens de ma circonscription qui travaillent dur et qui estiment qu'à bien des égards, les choses vont mal au Canada. De plus en plus de Canadiens fréquentent les banques alimentaires pour survivre. La moitié des Canadiens réduisent leurs dépenses d'épicerie, et un Canadien sur cinq saute des repas.

Selon un récent sondage, 60 % des Canadiens pensent que rien ne va plus au pays, et 73 % d'entre eux sont de cet avis dans ma province, l'Alberta. C'est navrant.

● (1650)

Nous devons renverser la situation au lieu d'empirer les choses pour les Canadiens. Nous pourrions commencer par nous débarrasser de la taxe sur le carbone. J'ai entendu des Canadiens de partout au pays qui dépensent des centaines de dollars par mois, une grande partie de leur revenu, juste pour payer la taxe sur le carbone punitive qu'imposent les libéraux.

J'ai récemment entendu parler d'une personne âgée qui a du mal à se payer le chauffage de sa maison. Elle doit maintenant payer 73 \$ de plus par mois sur sa facture, juste à cause de la taxe sur le carbone. Il s'agit d'une personne âgée à revenu fixe que le gouvernement a laissée pour compte. Elle envisage maintenant de vendre sa maison parce qu'elle n'a pas les moyens de la chauffer. C'est tragique et inacceptable. Les Canadiens ne devraient pas être punis pour avoir chauffé leur maison ou pour s'être rendus au travail en voiture. Ils ont déjà suffisamment de problèmes comme cela.

En revanche, les proches des libéraux n'ont jamais eu la vie aussi belle. Les consultants de McKinsey, qui gagnent des milliers de dollars par jour, sont très heureux du travail des libéraux. En fait, les contrats de consultation ont augmenté de 100 % depuis que le premier ministre est arrivé au pouvoir il y a huit ans. Les lobbystes, dont les contrats ont également augmenté de 100 %, sont également très heureux. C'est l'argent durement gagné des contribuables canadiens qui paie ces contrats outrageusement chers, et le gouvernement continue de les laisser pour compte.

Nous demandons au gouvernement de limiter ses dépenses, de cesser le gaspillage, de congédier les experts-conseils grassement payés et d'éliminer les impôts et déficits inflationnistes qui ont entraîné une crise du coût de la vie pour les Canadiens. Malheureusement, le premier ministre refuse d'assumer toute responsabilité pour les souffrances qu'il a causées à un si grand nombre de Canadiens.

Pendant que des Canadiens avaient du mal à payer le chauffage et l'épicerie, le premier ministre s'est offert une chambre d'hôtel à 6 000 \$ la nuit. Il a ensuite demandé aux fonctionnaires de camoufler cela en caviardant l'information pertinente dans la correspondance interne relative à ce scandale. Le gouvernement est déconnecté de la réalité, et les Canadiens n'ont pas les moyens de payer les dépenses somptueuses du premier ministre.

Après huit longues années de dépenses inutiles, le premier ministre trouve encore de nouvelles façons créatives de dépenser l'argent des contribuables canadiens. Son plus récent plan inflationniste consiste à embaucher plus de sondeurs pour faire des sondages en vue de trouver des mots-clés à inclure dans le budget. Il faut mettre un terme à ces folies.

M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.): Monsieur le Président, j'essaie de comprendre, et le député pourrait peut-être m'aider en me disant comment on peut contribuer à l'inflation en aidant les gens à se nourrir en période de crise, en aidant l'Alberta à acheminer son pétrole jusqu'à la côte, en réduisant le coût des services de garde et en facilitant l'accès aux soins dentaires pour les enfants.

Travaux des subsides

● (1655)

L'hon. Tim Uppal: Monsieur le Président, le fait est que l'inflation a continué de croître sous la direction du gouvernement actuel. Le gouverneur de la Banque du Canada a déclaré que les politiques inflationnistes du gouvernement ont contribué à ce qui se passe actuellement au Canada. L'inflation ne cesse d'augmenter et, presque chaque jour, nous prenons la parole à la Chambre pour demander au gouvernement d'aider les Canadiens à se chauffer sans être taxés. Nous avons demandé au gouvernement de supprimer la taxe sur le carbone. Au lieu de cela, le gouvernement prévoit de tripler la taxe sur le carbone et d'alourdir le fardeau des Canadiens. Cela entraînera encore une hausse de l'inflation. Ce sont donc les politiques et les mesures du gouvernement qui nuisent aux Canadiens et qui aggravent leur situation.

[Français]

M. Luc Desilets (Rivière-des-Mille-Îles, BQ): Monsieur le Président, on sait que le gouvernement libéral a pris très peu de mesures budgétaires ou législatives pour tenter de contrer l'inflation. On s'entend tous à ce sujet.

La Banque du Canada a dû, malheureusement ou heureusement, utiliser l'outil monétaire dont elle dispose, c'est-à-dire la hausse des taux d'intérêt, pour tenter de diminuer cette montée fracassante.

Mon collègue est-il d'accord pour dire que, tout de même, en fin de compte, l'augmentation des taux hypothécaires était une bonne chose à faire?

[Traduction]

L'hon. Tim Uppal: Monsieur le Président, le député a tout à fait raison d'affirmer que ce sont les mesures prises par le gouvernement libéral, ses politiques inflationnistes et le fait qu'il ait dépensé beaucoup d'argent qu'il n'avait pas vraiment, qui ont causé l'inflation que nous connaissons aujourd'hui. La Banque du Canada n'a pas eu le choix et elle a été forcée d'augmenter les taux jusqu'au niveau que nous connaissons aujourd'hui. En conséquence, les Canadiens en paient le prix. Les paiements hypothécaires ont doublé pour de nombreux Canadiens. Cela les oblige à envisager de vendre leur maison. En effet, de nombreux Canadiens disent maintenant qu'ils devront vendre leur maison dans les neuf prochains mois en raison de la hausse des taux. Or, ces taux ont atteint des niveaux records à cause de l'inflation jamais vue depuis 40 ans que le gouvernement libéral a provoquée. Ses politiques inflationnistes ont mis les Canadiens dans une telle situation.

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NDP): Monsieur le Président, la motion d'aujourd'hui parle beaucoup de dépenses et des fins auxquelles le gouvernement dépense. Je sais que le député et moi ne nous entendons pas vraiment sur les fins auxquelles le gouvernement devrait dépenser, mais il y a également un autre aspect financier dont il faut tenir compte: le revenu. Le gouvernement libéral a dépensé beaucoup d'argent en Alberta pour nettoyer les puits de pétrole et de gaz inactifs. Les néo-démocrates ont demandé à ce qu'on assortisse cet argent de conditions, mais aucune n'a été instaurée. Maintenant, la première ministre Smith fait cadeau à ses amis de l'industrie pétrolière et gazière de 20 milliards de dollars de deniers publics de l'Alberta.

Le député approuve-t-il cette décision? Croit-il que le gouvernement fédéral devrait imposer plus de conditions au gouvernement provincial pour s'assurer que les fonds destinés au nettoyage des puits de pétrole et de gaz inactifs sont bel et bien utilisés à cette fin?

L'hon. Tim Uppal: Monsieur le Président, la solution pour obtenir de plus grands revenus, en particulier dans le secteur de l'énergie, n'est pas nécessairement d'injecter plus d'argent. Le gouvernement ne doit pas nécessairement injecter plus d'argent dans le secteur de l'énergie. Ce que le gouvernement doit faire, c'est d'établir un bon cadre réglementaire adéquat et de créer les conditions permettant à l'industrie de produire et de faire ce qu'elle fait de meilleur, soit produire de l'énergie. C'est une énergie écologique, bien plus que celle produite dans de nombreux autres pays. C'est une énergie éthique, ce qui n'est vraiment pas le cas dans bien d'autres pays.

À mon avis, le gouvernement devrait créer les conditions permettant au secteur de l'énergie canadien de croître et d'embaucher plus de Canadiens et d'Albertains pour qu'ils accomplissent le travail qu'ils connaissent le mieux. Ce serait la meilleure façon de favoriser la création d'emplois en Alberta, mais aussi de soutenir les Canadiens partout au pays. Parfois, la meilleure chose que puisse faire le gouvernement est de se retirer et de laisser le secteur privé faire ce qu'elle sait faire de mieux.

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NDP): Monsieur le Président, comme mes collègues, l'un des problèmes que je vois dans cette motion est qu'elle ne met pas du tout l'accent sur le rôle que les bénéfices des sociétés jouent dans l'augmentation du coût de la vie partout au pays. Or, il est évident qu'il y a un lien.

Un autre problème que je vois concerne l'orthodoxie économique des conservateurs, selon laquelle les déficits entraînent inévitablement de l'inflation. Si c'était le cas, nous aurions connu une inflation galopante lorsque le gouvernement conservateur de Stephen Harper a enregistré sept déficits consécutifs de 2008 à 2015. Or, cela n'a pas été le cas.

Les conservateurs ont également affirmé que le fait de dépenser pour des soins dentaires était une mesure inflationniste. Pourtant, le chef du Parti conservateur a déclaré qu'il adopterait l'accord sur les soins de santé récemment annoncé pour les 10 prochaines années, et qui vise à injecter 46 milliards de dollars supplémentaires dans l'économie. Mon collègue peut-il nous expliquer en quoi cette mesure n'est pas inflationniste alors que d'autres dépenses du gouvernement le sont?

● (1700)

L'hon. Tim Uppal: Monsieur le Président, il est important que le gouvernement soutienne les Canadiens, et les conservateurs seront là pour les Canadiens afin de s'assurer que les services de santé sont financés adéquatement, de manière à ce que la population bénéficie de ce soutien. Nous économiserons de l'argent dans d'autres secteurs, où il y a du gaspillage. C'est ce que nous demandons au gouvernement de faire. Nous ne demandons pas de réduire toutes les dépenses. Nous demandons plutôt de réduire les dépenses inutiles.

Nous n'avions pas besoin de la Banque d'infrastructure. Les contrats octroyés aux proches des libéraux devraient être supprimés, et les consultants devraient être remerciés. Le programme de rachat d'armes à feu du gouvernement n'est pas indispensable. Les libéraux s'en prennent aux citoyens canadiens respectueux de la loi alors qu'ils pourraient dépenser cet argent à la frontière, là où se trouvent les vrais problèmes. Nous pourrions aussi parler de l'application ArriveCAN.

Il y a une multitude de domaines dans lesquels le gouvernement pourrait réduire ses dépenses. C'est ce que feraient les conservateurs.

Travaux des subsides

[Français]

M. Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, je prendrais quelques secondes pour rappeler à mes collègues ou les aviser que c'est aujourd'hui la première Saint-Valentin que passent ensemble le NPD et les libéraux depuis leur alliance. Je leur en souhaite une bonne.

Au Bloc québécois, nous sommes souverainistes et nous aimerions que le Québec soit son propre pays. Nous aimerions que le Québec prenne ses propres décisions et fasse ses propres choix. Il y a beaucoup de raisons pour cela, des raisons historiques et institutionnelles, mais il y a aussi des raisons d'efficacité.

Au Québec, nous sommes contre les dédoublements. Nous pensons que de faire deux fois le même travail à Québec et à Ottawa n'est pas une bonne chose. Ce n'est pas un bon usage des ressources. Évidemment, je vois mes collègues conservateurs faire oui de la tête. C'est une bonne chose, parce qu'aujourd'hui, nous sommes dans le dédoublement des motions.

Nous sommes à la cinquième, sinon à la sixième motion identique. Ces dédoublements inutiles, cette énergie perdue, elle a son pareil ici à la Chambre des communes. C'est le cas à chacune des journées de l'opposition des conservateurs. Chez les économistes, on appelle cela chercher des économies d'échelle. Les économies d'échelle, c'est quand on veut toujours produire la même chose en y mettant de moins en moins d'efforts. Ce qui est bien pour nous, c'est que cela nous prend de moins en moins d'efforts à leur donner les mêmes réponses. Évidemment, eux, ils sont payés cher de l'heure pour faire du copier-coller, c'est-à-dire appuyer sur « ctrl c » et « ctrl v ». Nous avons déjà voté contre une motion à peu près identique la semaine passée. Je dirais bien que je mettrais leur motion à la poubelle, mais même la poubelle risque de voter contre.

Nous allons donc en discuter pendant quelques minutes. Le diagnostic à l'intérieur de la motion n'est pas entièrement faux. C'est vrai qu'il y a de l'inflation. C'est vrai que les ménages canadiens font face à une crise. C'est vrai que c'est difficile parce que beaucoup de gens en arrachent. Il faut penser à ces personnes. C'est vrai que l'inflation est à son plus haut niveau depuis 1982. Elle était au-dessus de 10 % en 1982. Elle est un peu au-dessus de 6 % aujourd'hui. Il y a un peu d'enflure verbale ou textuelle dans la motion, mais on y est quand même.

Or, ce que les conservateurs oublient de dire, c'est que, si on enlève l'énergie et l'alimentation, qui sont des composantes importantes, l'inflation de base utilisée par la Banque du Canada est à 5,5 %. Lorsqu'on regarde le prix de l'énergie des hydrocarbures, il y a une augmentation des prix de 28 %.

Encore une fois, les conservateurs pensent que s'attaquer à la taxe sur le carbone, qui ne s'applique même pas au Québec, soit la solution à tous les maux. Il faut plutôt prendre des mesures pour commencer une transition énergétique, pour que, quand il y aura une crise ultérieure, on ne se ramasse pas encore avec une 22^e, une 23^e et une 24^e motion identique. On comprendra notre malaise.

Si les conservateurs peuvent se permettre de déposer sans arrêt la même motion, c'est parce que les libéraux n'ont pas fait grand-chose pour aider les ménages pendant la crise. C'est vrai, il y avait bien quelques mesures. On peut penser à la bonification de l'Allocation canadienne pour enfants et ainsi de suite. Cependant, ces mesures avaient été planifiées avant la crise. Très peu a été fait. Sinon, nous concédons aux versements doublés des crédits de la TPS, chose que le Bloc demandait depuis des mois. Nous demandions

aussi à ce que la fréquence des chèques soit augmentée, et cela n'a pas été fait.

Pour cette raison-là, parce que les libéraux sont laxistes et sont toujours dans le discours lorsque c'est le temps d'aider les gens, on se retrouve dans une situation où le populisme des conservateurs, avec leur ixième motion sur le sujet, commence malheureusement à gagner de la crédibilité auprès d'une population qui n'est pas toujours bien informée.

Une chose qui n'est pas mal dans la motion des conservateurs, c'est qu'au moins on parle de l'efficacité du gouvernement fédéral à livrer des services. On parle de l'efficacité de la machine et de McKinsey. Nous en reparlerons.

Je me permettrai de dire que de l'inefficacité, notamment dans les dédoublements, il y en a des tonnes à Ottawa. J'aimerais que le gouvernement m'explique pourquoi cela coûte deux fois et demie plus cher de traiter une demande d'assurance-emploi que de traiter une demande d'aide sociale à Québec, et cette affirmation est factuelle. C'est 250 % d'inflation sur le coût de traitement.

Pourquoi cela coûte-t-il quatre fois plus cher de gérer et de traiter une demande de passeport dans la bureaucratie fédérale que de délivrer un permis de conduire à la Société de l'assurance automobile du Québec? Je conviens qu'un permis de conduire n'est pas un passeport, mais c'est 400 % de plus. On n'est pas dans les comparaisons déraisonnables. C'est un problème majeur.

On parlait de dédoublement. Je vais parler de dédoublement, même de triplement de coûts au gouvernement fédéral.

• (1705)

On sait qu'Ottawa fait en double certaines choses que Québec fait déjà. On pourrait décentraliser cette gestion. On reparlera de la déclaration de revenus unique et du doublement des centres fiscaux. C'est une chose.

Hier, l'ombudsman de l'approvisionnement a comparu devant le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires. Selon ce qu'il nous a dit, les ministres peuvent très bien sous-traiter du travail, même lorsque la fonction publique est disponible et qu'elle a les compétences nécessaires pour effectuer le travail. On peut sous-traiter le travail à des compagnies comme McKinsey.

Je lui ai demandé si, dans le cadre de ses vérifications, il allait déterminer si on avait sous-traité du travail que les fonctionnaires auraient pu faire. En effet, les Canadiens et les Québécois ne paieront pas en simple ni en double, mais en triple. Il a répondu que son travail était plutôt de s'assurer que, quand le contribuable se fait avoir et qu'il paie en double, cela a été fait selon les règles déjà écrites. Autrement dit, on va nous entuber dans les règles. C'est exactement comme cela que cela fonctionne. J'invite les gens à aller écouter le témoignage que l'ombudsman a livré hier.

Il y en a, des façons de faire fonctionner plus efficacement la machine de l'État. Est-ce que ces solutions se retrouvent dans la motion conservatrice? Je l'ai lue trois fois. Cela a été pénible, mais je l'ai fait et j'ai constaté qu'elle ne contenait pas de solutions. Nous voterons donc contre la motion.

Travaux des subsides

Il y a une autre chose qui me travaille, qui me dérange et que je trouve inconfortable. Pour les conservateurs, et pour les libéraux aussi, toutes les inflations ne sont pas égales. Le directeur parlementaire du budget, que les conservateurs aiment citer toutes les 15 minutes, a mentionné et a démontré que la trajectoire du ratio dette-PIB du gouvernement fédéral était à la baisse pour les années à venir. Le ratio pourrait atteindre 10 % du PIB, et même 0 % du PIB, selon le budget, dans quelques décennies.

Les finances publiques du gouvernement fédéral à long terme sont en santé, alors que le directeur parlementaire du budget démontre que les finances des provinces, qui sont responsables de la santé, vont être de plus en plus dans le trouble. Elles sont dans le trouble, parce que le coût du système, même avant la crise inflationniste, augmentait au rythme de 5,5 à 6 % par année. C'était avant que le coût des infirmières, des préposés et de tous les intrants qu'on utilise dans les services de santé augmente.

La, il y a une nouvelle entente, qui est imposée. Je ne connais pas beaucoup de mariages qui se font légalement et par consentement mutuel avec ce type d'entente. C'est une entente imposée par un seul côté. Elle est tellement chiche que les conservateurs ont dit qu'ils allaient l'appuyer. Quand l'inflation touche des malades qui attendent dans les corridors d'hôpitaux, des gens dont le diagnostic ou le traitement du cancer est repoussé d'un mois, deux mois ou trois mois ou des familles qui vont perdre des proches, l'inflation est le dernier de leur souci. En effet, tout ce qu'ils veulent, c'est adopter des politiques d'austérité.

Où les conservateurs vont-ils faire des coupes? Est-ce que ce sera dans l'aide aux aînés, comme les libéraux l'ont fait pour les aînés de 65 à 74 ans? Ils vont couper dans la transition énergétique, évidemment. En ce qui a trait à l'assurance-emploi, ils ne proposent rien pour les gens qui sont dans le trou noir. Ils proposent même de diminuer les pensions des retraités, parce qu'ils veulent donner des congés de cotisation. Les conservateurs vont appauvrir les futurs retraités et, dans 20 ou 30 ans, quand ces derniers vont venir demander de l'aide à Ottawa, on leur dira qu'il faut faire des compressions et qu'on ne les aidera pas. Avec les conservateurs, c'est deux couches de trouble plutôt qu'une.

Des solutions fonctionnelles existent. Le Bloc québécois a fait des propositions. Cela fait un an et demi que nous faisons des propositions. Nous avons proposé les chèques pour la TPS et la TVQ. Quand il s'agit de cas comme celui de McKinsey, nous sommes toujours là pour faire en sorte qu'on ne paie pas en double ou en triple et que les contribuables en aient pour leur argent. Quand c'est le temps de défendre la compétence de notre fonction publique, le Bloc québécois est toujours là.

Quand le Bloc a une journée de l'opposition, on nous accuse toujours d'aborder des sujets inutiles. On nous dit que ce dont nous voulons discuter n'intéresse pas les gens.

En conclusion, je vais dire pourquoi nous sommes capables de parler d'autres choses. C'est parce que nous ne déposons pas sept fois la même motion. Nous comprenons du premier coup et cela nous laisse le temps de penser à autre chose. Les conservateurs veulent être au gouvernement. Les gens qui sont assis ici veulent être ministres, mais ils ne sont pas capables de marcher et de mâcher de la gomme en même temps. Que va-t-on faire? Est-ce qu'on va avoir 2 000 sièges à la Chambre et 22 secrétaires parlementaires par ministre pour qu'ils soient capables de penser à deux choses en même temps? Non merci.

• (1710)

Je les invite, à leur prochaine journée d'opposition, à réfléchir à ce qu'ils déposent, à parler aux autres oppositions et à faire en sorte de ne pas se faire fermer la porte une huitième ou neuvième fois; comme cela, ils vont arrêter de pleurer et de dire que c'est de la faute aux autres.

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, nous avons entendu des députés du Bloc et du Parti conservateur, et le prochain sera un député du NPD. Si j'étais dans l'opposition, le genre de motion que j'aimerais voir porterait sur les services de santé. Je pense que nous tous, ici, avec les Canadiens, portons un grand intérêt aux services de santé. Il ne s'agit pas de parler uniquement du facteur coût, c'est-à-dire de l'argent qui va à Ottawa ou de l'argent qui va aux provinces. Il s'agit de gérer le changement.

Je me demande si le député pourrait nous faire part de ses réflexions sur la gestion du changement dans le secteur de la santé et sur l'importance de la transparence et de la reddition de comptes.

[Français]

M. Jean-Denis Garon: Monsieur le Président, j'ai l'impression d'être dans un roman de Kafka. Il y a là une personne importante au Parti libéral qui me dit que, s'il avait la chance d'être dans l'opposition — on lui souhaite, il en a peut-être besoin —, il déposerait telle motion. Il me dit cela alors que les libéraux refusent d'entendre les provinces et de rencontrer les premiers ministres des provinces pendant 28 mois, et alors qu'ils ont l'audace d'appeler « entente » un truc qui va donner à l'ensemble des provinces 4,4 milliards de dollars par année sur 10 ans, dans une situation inflationniste.

La santé ne les intéresse pas. En 2017, ils ont démarré une consultation sur la santé des enfants et sur l'affichage de produits alimentaires qui sont dommageables pour la santé des enfants. Ils ont démarré une consultation et ils ont eu les résultats, mais ils n'ont jamais déposé un projet de loi. Le ministre de la Santé ne s'est jamais levé et ils ont laissé mourir au Feuilleton deux projets de loi de leurs propres députés à ce sujet.

Quand mon collègue sera dans l'opposition, cela me fera plaisir de discuter avec lui des motions qu'il déposera.

[Traduction]

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, le député a longuement parlé. Nos motions de l'opposition portent constamment sur le même thème. Après avoir écouté toute l'intervention du député, nous devons continuer à présenter des motions sur le même thème parce que le député n'a pas du tout mentionné le fait que notre pays s'est effondré après huit ans de règne libéral. Nous l'avons mentionné à maintes reprises, mais le député ne l'a pas mentionné une seule fois dans son discours.

Il n'a pas non plus parlé du triplement de la taxe sur le carbone. Nous devons donc continuer de faire passer ce message afin que même le Bloc se range à certains de nos avis. Je me demande si le député a déjà entendu les conservateurs parler de ces enjeux et s'il dira que nous en avons trop parlé.

Affaires émanant des députés

[Français]

M. Jean-Denis Garon: Monsieur le Président, mon collègue continue à faire la même chose en pensant que les résultats vont être différents. Il n'a pas écouté mon discours.

Lorsqu'on dit qu'il faut des solutions pour augmenter de façon pérenne le revenu des Québécois et des Canadiens, et lorsqu'on dit que, pendant une crise, il faut leur offrir une aide qui est temporaire et qui leur permet de traverser la crise...

• (1715)

[Traduction]

Le vice-président: On m'informe que l'interprétation ne fonctionne pas en ligne. Elle fonctionne dans la Chambre, mais pas en ligne.

[Français]

Nous allons réessayer.

L'honorable député de Mirabel a la parole.

M. Jean-Denis Garon: Monsieur le Président, je vais recommencer parce que je répondais à mon collègue et que c'est important qu'il entende l'interprétation.

Je disais que si les conservateurs continuent sans arrêt à faire la même chose en espérant des résultats différents...

Le vice-président: Il n'y a pas d'interprétation.

[Traduction]

Prenons quelques instants pour déterminer ce qui se passe.

• (1720)

[Français]

Maintenant que cela fonctionne, je vais donner 30 secondes à l'honorable député de Mirabel pour qu'il termine sa réponse.

M. Jean-Denis Garon: Monsieur le Président, si mon collègue pense qu'il peut toujours faire la même chose en ayant des résultats différents, c'est parce qu'il n'écoute pas nos propositions pour augmenter de façon durable le revenu des Québécois et des Canadiens. Il faut donner une aide temporaire à ceux qui traversent la crise et il faut faire une transition énergétique.

Je souhaite donc bonne chance aux conservateurs pour la huitième, la neuvième et la dixième motion. Cela me fera plaisir d'en débattre.

[Traduction]

Le vice-président: Comme il est 17 h 22, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ toutes les motions relatives aux crédits.

Le vote porte sur la motion.

Si un député d'un parti reconnu présent à la Chambre désire que la motion soit adoptée ou adoptée avec dissidence ou désire demander un vote par appel nominal, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

M. Alex Ruff: Monsieur le Président, je demande un vote par appel nominal.

Le vice-président: Conformément à l'ordre adopté le jeudi 23 juin 2022, le vote par appel nominal est reporté au mercredi 15 février, à la fin de la période prévue pour les questions orales.

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime pour dire qu'il est 17 h 30.

Le vice-président: D'accord?

Des voix: D'accord.

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

[Traduction]

LA LOI SUR LE MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 28 novembre 2022, de la motion portant que le projet de loi S-222, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (utilisation du bois), soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.

M. Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de prendre la parole aujourd'hui au sujet du projet de loi S-222, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (utilisation du bois).

Je remercie le député d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest d'avoir parrainé ce projet de loi et de ses efforts soutenus pour défendre cette importante industrie de notre province et, bien entendu, de notre pays.

Cette mesure législative exigerait que le ministre des Travaux publics, lorsqu'il est question de l'entretien et de la réparation des ouvrages publics et des immeubles fédéraux et des biens réels fédéraux, « [tienne] compte de toute réduction potentielle des émissions de gaz à effet de serre et de tout autre avantage pour l'environnement et [autorise] l'utilisation du bois ou de toute autre chose, notamment de matériel, de produits ou de ressources durables, qui offre pareil avantage. »

En définitive, ce projet de loi vise à encourager l'utilisation de matériaux de construction plus durables, comme les nombreux produits forestiers du Canada.

Mes collègues s'apercevront en écoutant mon discours que je suis quelque peu optimiste à l'égard de l'industrie forestière de notre province. En effet, la Colombie-Britannique est le plus grand producteur de bois d'œuvre au Canada. Les produits forestiers représentent la principale exportation de la Colombie-Britannique.

Depuis 2010, plus de 50 collectivités de la province ont adopté des politiques favorisant l'utilisation du bois. Sous la gouverne de mon amie, l'ancienne mairesse Mary Sjostrom, Quesnel a été la première collectivité de notre province à adopter une politique destinée à favoriser l'utilisation du bois.

En effet, les collectivités que je représente, Prince George, Williams Lake, Quesnel et Vanderhoof, possèdent toutes d'incroyables installations de classe mondiale ayant remporté des prix, comme l'aéroport et la galerie d'art de Prince George. À une certaine époque, nous avions le plus haut édifice en bois en Amérique du Nord, qui compte huit étages, soit le Wood Innovation and Design Centre, et je suis fier de dire que l'ancien gouvernement conservateur a appuyé sa construction.

Je m'en voudrais si je ne parlais pas de l'incroyable bureau d'information touristique de ma ville, Williams Lake, qui a été construit par mes bons amis de Pioneer Log Homes. Mes collègues à la Chambre les connaissent sous un autre nom: les célèbres rois du bois d'œuvre.

L'industrie forestière est une pierre angulaire de la Colombie-Britannique depuis plus de 100 ans et elle apporte environ 13 milliards de dollars à l'économie de la province. Les produits forestiers renouvelables de la Colombie-Britannique sont en demande partout dans le monde et ils fournissent des solutions de construction à faible empreinte carbone aux États-Unis, au Japon, en Chine, en Corée du Sud, en Inde et en Asie du Sud-Est.

Le bois est une ressource renouvelable, ce qui signifie que les stocks peuvent être reconstitués au fil du temps. C'est le contraire d'autres matériaux de construction, comme l'acier et le béton, qui sont exigeants en main-d'œuvre et dont la fabrication produit davantage d'émissions. En utilisant le bois comme matériau de construction, nous pouvons réduire notre dépendance aux ressources non renouvelables et ainsi réduire notre empreinte carbone. Le carbone demeure stocké dans les produits du bois pendant toute leur durée de vie. N'est-ce pas un excellent exemple de plan de lutte contre les changements climatiques plutôt qu'une taxe sur le carbone?

En construisant avec du bois, nous pourrions réduire notre dépendance sur des ressources non renouvelables et, en même temps, comme je l'ai déjà dit, nous pourrions réduire notre empreinte carbone. Heureusement, le Canada abrite 9 % des forêts du monde, qui ont la capacité d'agir comme d'énormes puits de carbone en absorbant et en stockant du carbone. Chaque année, les entreprises forestières canadiennes investissent des millions de dollars dans de nouvelles technologies. En fait, entre 2010 et 2019, les entreprises forestières de la Colombie-Britannique ont investi plus de 14 milliards de dollars dans leurs activités et dans le développement de nouvelles technologies durables. Elles sont les chefs de file des pratiques forestières durables.

Chaque année, le Canada récolte moins d'un demi-pour cent de ses terres forestières, ce qui a permis de maintenir la couverture forestière au cours du dernier siècle. En Colombie-Britannique, pour chaque arbre abattu, on plante de trois à six arbres. Depuis 2020, plus de 300 millions d'arbres ont été plantés.

La réglementation canadienne en matière de gestion des forêts est l'une des plus strictes au monde et elle exige une régénération réussie à la suite de l'exploitation forestière sur des terres publiques. Non seulement le bois est une ressource renouvelable, mais il est aussi un des rares matériaux à être réellement biodégradable. Quand une maison dont la charpente est faite de bois arrive à la fin de sa vie utile, il est facile de recycler ou de réutiliser le bois. En comparaison, de nombreux autres matériaux de construction comme le plastique ou le vinyle prendront des centaines, voire des milliers, d'années à se décomposer et iront remplir les décharges et polluer l'environnement. Non seulement le bois, le bois d'œuvre et les autres produits forestiers représentent une solution durable en matière de construction pour réduire notre empreinte écologique, mais en plus, ils sont des piliers de l'économie de ma circonscription, Cariboo—Prince George.

À une époque, la région de Cariboo était la plus grande productrice de la Colombie-Britannique. Cependant, je ne crois pas que ce soit encore le cas aujourd'hui. En 2019, il y avait dans la région 21 scieries, 7 usines de pâtes et papiers, 6 usines de contreplaqué,

Affaires émanant des députés

de placage et de panneaux OSB, 5 usines de déchiquetage, 3 fabricants de poteaux pour les services publics, 3 fabricants de grappes...

• (1725)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je dois malheureusement interrompre le député un instant. Il semble qu'il y ait un problème avec son casque. Soit ce dernier n'est pas branché correctement, soit ce n'est pas le bon casque qui est sélectionné dans l'ordinateur. Le député pourrait peut-être débrancher et rebrancher son casque.

Le député de Cariboo—Prince George peut reprendre.

• (1730)

M. Todd Doherty: Madame la Présidente, fut un temps où la région de Cariboo était la principale région productrice de bois d'œuvre de la Colombie-Britannique. Malheureusement, je ne suis pas sûr que ce soit encore le cas. L'industrie forestière est un secteur vital non seulement pour Cariboo—Prince George, mais aussi pour l'économie canadienne. Elle emploie des milliers de personnes dans d'innombrables collectivités de notre pays et génère de nombreuses retombées positives dans les secteurs et services connexes. À une certaine époque, plus de 200 000 emplois dans ma province étaient directement ou indirectement liés à l'industrie forestière.

Ma femme et moi sommes tous deux issus de l'industrie forestière et agricole. Quand j'étais jeune, dans la région de Cariboo Chilcotin, je conduisais une débusqueuse et une chargeuse et j'attachais des chaînes de débardage. J'ai également manié une tronçonneuse lorsque j'étais chargé de couper des billes de bois. Je sais par expérience à quel point cette industrie est importante pour notre région et pour notre pays.

Cependant, l'industrie forestière canadienne a été ralentie à cause des politiques commerciales injustes et des tarifs douaniers imposés aux producteurs canadiens par le gouvernement américain, ce qui a eu des répercussions négatives sur les entreprises et les consommateurs canadiens et américains. Notre industrie a été touchée par les incendies de forêt et les infestations du dendroctone du pin et du sapin, qui ont absolument dévasté nos forêts. Il a fallu réduire les abattages annuels autorisés. Les défis constants du transport ferroviaire et les politiques de nos propres gouvernements, tant provincial que fédéral, ont fait en sorte que la Colombie-Britannique et le Canada sont de moins en moins compétitifs et de plus en plus chers.

Ces dernières années, la Colombie-Britannique a été durement touchée par les fermetures de scieries, qui ont causé d'importantes perturbations économiques et des pertes d'emplois dans des petites collectivités partout dans la province. Ces fermetures laissent un trou béant dans le tissu rural de la Colombie-Britannique.

Tout récemment, l'usine de bois d'œuvre Canfor de Houston a été fermée, ce qui a éliminé 300 emplois. Quant à elle, la fermeture de l'usine de bois d'œuvre Canfor de Chetwynd a supprimé 160 emplois. Les réductions de production sont tout simplement trop nombreuses pour qu'on les compte. On a récemment annoncé que l'usine de pâte à papier Canfor située dans ma collectivité, Prince George, fermera définitivement ses portes, éliminant ainsi 300 emplois, ce qui entraînera des conséquences graves pour les familles et pour l'économie locale. Les quelque 300 familles touchées par ces pertes d'emplois devront lutter pour joindre les deux bouts.

Affaires émanant des députés

Cette fermeture aura également des répercussions sur l'ensemble de la collectivité. Les entreprises et les fournisseurs de services de la région s'en ressentiront. Je ne saurais décrire aux députés à quel point cette perte est désolante pour notre collectivité. Nous perdons 300 emplois bien rémunérés, des emplois qui étaient occupés par des pères et des mères de famille, des gens de toutes les générations, y compris des jeunes en début de carrière. Au-delà des répercussions économiques, souvenons-nous que ces personnes sont des chefs de file de notre communauté, des entraîneurs bénévoles d'activités sportives, des moniteurs de groupes tels que les scouts, les cadets et les Brownies, ou des bénévoles à des événements tels que le Relais pour la vie de 24 heures de la Société canadienne du cancer, qui, après 30 ans, ne reviendra pas à Prince George, comme nous l'avons appris la semaine dernière.

C'est une autre fermeture dévastatrice de scierie dans une industrie qui ne cesse de subir des revers. En plus des fermetures permanentes, certaines scieries ferment temporairement, comme c'est le cas de l'usine de pâtes et papiers Cariboo, à Quesnel. Les fermetures et les réductions de production exacerbent les difficultés économiques qui s'abattent sur la région et qui laissent de nombreuses familles et entreprises en difficulté.

Outre les pressions actuelles liées aux droits de douane, les États-Unis font tout en leur pouvoir pour soutenir leurs propres producteurs de bois d'œuvre. La loi américaine sur la réduction de l'inflation offre des crédits d'impôt et des subventions pour la décarbonisation, et la politique d'approvisionnement fédéral préconisant l'achat de produits américains élimine ce débouché pour le bois d'œuvre canadien. Comment aidons-nous les producteurs canadiens de bois d'œuvre à concurrencer nos voisins américains? En triplant la taxe sur le carbone? J'en doute fort. Le Canada doit faire plus pour soutenir son industrie du bois d'œuvre.

Il importe de noter que le bois d'œuvre canadien n'est pas seulement une option rentable, mais également un produit de grande qualité. L'industrie du bois d'œuvre contribue à bâtir et à soutenir nos collectivités et elle peut bâtir les immeubles fédéraux.

En conclusion, je suis très heureux d'appuyer cette mesure législative de mon collègue de la Colombie-Britannique. Les avantages d'utiliser le bois d'œuvre canadien ne font aucun doute.

• (1735)

[Français]

M. Luc Desilets (Rivière-des-Mille-Îles, BQ): Madame la Présidente, c'est la journée de la Saint-Valentin, et je tiens à souligner un petit événement. Ma fille adorée Sarah, après avoir eu un premier garçon avec mon gendre Simon, est enceinte et je viens d'apprendre le sexe de l'enfant. Ce sera une fille, et j'en suis tellement heureux. Je les félicite, c'est un couple magnifique.

Deuxièmement, en ce soir de la Saint-Valentin, à défaut de passer ma soirée en meilleure compagnie, c'est aux forêts que je ferai cette déclaration d'amour, à cette inestimable richesse dont jouissent les Québécois, les Québécoises et les Canadiens.

L'intitulé du projet de loi S-222 est le suivant: Loi modifiant la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux. En bref, c'est l'utilisation du bois qui est ciblée. Ce projet de loi est parrainé par l'ancienne sénatrice Mme Diane F. Griffin, de l'Île-du-Prince-Édouard. Il a fait l'objet d'une première lecture au Sénat le 24 novembre 2021 et il en est à l'étape de la deuxième lecture à la Chambre. Il modifie par adjonction l'article 7 de la Loi sur

le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, après le paragraphe 1, de ce qui suit:

[...] Dans l'élaboration des exigences visant la construction, l'entretien et la réparation des ouvrages publics et des immeubles fédéraux et des biens réels fédéraux, le ministre tient compte de toute réduction potentielle des émissions de gaz à effet de serre et de tout autre avantage pour l'environnement et peut autoriser l'utilisation du bois ou de toute autre chose, notamment de matériel, de produits ou de ressources durables, qui offre pareil avantage.

En somme, le projet de loi S-222 incite le gouvernement fédéral à soutenir le secteur forestier pour réduire son empreinte carbone. Le Bloc québécois, en tant qu'infatigable promoteur et défenseur du secteur forestier québécois, va évidemment voter en faveur de ce projet de loi.

Le Bloc québécois a d'ailleurs déjà proposé par le passé des mesures législatives similaires, quoiqu'avec peut-être un peu plus de mordant. Ce fut le cas en 2010 avec le projet de loi C-429, parrainé par l'ancien député de Manicouagan, Gérard Asselin. Ce fut de nouveau le cas en 2014 avec le projet de loi C-574 du député de Jonquière—Alma, Claude Patry. Chaque fois, ce sont des conservateurs et des néodémocrates qui ont fait malheureusement avorter cesdits projets de loi.

Si le Québec était un pays — il est une nation, mais un pays en devenir —, nos 900 000 kilomètres carrés de forêt nous placeraient au sixième rang mondial en termes de superficie boisée. Sur le plan économique, les forêts du Québec représentent 57 000 emplois, 12 milliards de dollars en exportation et une contribution au PIB québécois de 6 milliards de dollars par année. Nous commettrions évidemment une énorme erreur en sous-estimant cette richesse.

Avec le déclin des pâtes et du papier, la modernisation de la filière du bois devient évidemment à l'ordre du jour et devrait l'être de plus en plus. Le fédéral a une immense occasion actuellement de participer à la dynamisation des secteurs de deuxième et troisième transformation dans les communautés dites affaiblies.

Par deuxième et troisième transformation, je me réfère notamment aux produits d'ébénisterie et aux constructions en bois massif. D'ailleurs, certains des leaders mondiaux en conception et en fabrication de bâtiments en bois se trouvent au Québec. Je pense notamment à Chantiers Chibougamau et à sa division Nordic Structures. Même si ces entreprises réalisent des projets au Québec et au Canada, c'est en grande partie aux États-Unis que se remplit leur carnet de commandes.

• (1740)

Le Canada doit cesser de se traîner les pieds. Il doit commencer à encourager la filière du bâtiment en bois dans la construction résidentielle d'ici.

Dans un autre ordre d'idées, je tiens à rappeler que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ou GIEC, a recommandé d'accroître la présence du bois dans la construction non résidentielle afin de diminuer les émissions de gaz à effet de serre, permettant ainsi de lutter contre les changements climatiques.

Les produits du bois peuvent facilement se substituer aux matériaux synthétiques issus de l'industrie pétrochimique et ayant une immense empreinte carbone. En effet, la transformation du bois est un processus moins énergivore qui permet d'éviter l'émission d'une tonne de CO₂ par mètre cube de bois.

Une fois transformé, le bois demeure un matériau vivant. En moyenne, chaque mètre cube de bois capture à lui seul une tonne additionnelle de dioxyde de carbone. Par exemple, un bâtiment construit à partir de 80 mètres cubes de bois peut stocker durant sa vie utile 80 tonnes de CO₂, soit l'équivalent des émissions libérées par l'utilisation d'une voiture pendant une décennie. Imaginons l'économie que ce serait pour tout un parc immobilier.

La filière forestière est probablement le secteur d'activité économique le mieux positionné pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et pour capter le carbone déjà dans l'atmosphère. Pendant ce temps, entre 2017 et 2020, ce sont 23 milliards de dollars de deniers publics qui ont été accordés en subvention au secteur pétrolier et gazier du Canada. Pour la même période, le secteur forestier canadien s'est vu octroyer seulement 952 millions de dollars. Je rappelle également que les libéraux, lors de leur dernier congrès, ont rejeté une résolution demandant de mettre fin aux aides publiques pour les énergies fossiles. Ce n'est pas fort.

Heureusement, le Bloc québécois continuera de se battre pour un secteur forestier dynamique, soucieux de préserver la biodiversité, innovant, diversifié et créateur de richesse.

À ce chapitre, j'aimerais adresser mes félicitations à mes amis et collègues de Jonquière et de Lac-Saint-Jean pour leur travail exemplaire dans ce dossier. Depuis 2019, ces derniers ont multiplié les initiatives pour réunir tous les acteurs du milieu et pour proposer des solutions concrètes.

En 2021, le Bloc québécois a développé une feuille de route en quatre axes pour maximiser le potentiel des forêts. Il s'agit premièrement de « mettre en œuvre une politique d'approvisionnement public qui favorise l'utilisation des produits du bois, notamment en établissant l'empreinte carbone comme critère d'octroi des contrats ».

Le Bloc québécois recommande deuxièmement d'« accroître les budgets de recherche fondamentale et le développement d'une chaîne de valeur pour la deuxième et troisième transformation des ressources forestières ».

Troisièmement, nous suggérons de protéger les « exportations du bois d'œuvre québécois à destination des États-Unis », notre principal partenaire commercial.

Quatrièmement, il s'agit d'« identifier les moyens d'accroître la productivité liée à la croissance annuelle ».

C'est pourquoi mes collègues et moi voterons en faveur du projet de loi S-222.

En ce 14 février, mon souhait est que le gouvernement donne une dose d'amour au secteur forestier; qu'il aide nos régions à garder leurs emplois et à lutter contre les changements climatiques; qu'il cesse de les ignorer; et qu'il fasse partie de la solution.

Je souhaite une joyeuse Saint-Valentin à tous.

• (1745)

[Traduction]

Mme Lori Idlout (Nunavut, NPD): *Uqaqtittiji*, je prends la parole pour la dernière fois aujourd'hui, en cette journée nationale Ayez un cœur.

Avant de commencer, je souhaite un bon voyage de retour à tous les délégués qui ont participé au salon professionnel Aurores boréales à Ottawa, la semaine dernière. Cet événement important fait

Affaires émanant des députés

la promotion de l'excellent travail que les Nunavummiuts font pour soutenir l'économie du Canada. C'est une plateforme tout indiquée pour mettre en vedette la beauté et les talents des artisans de Terre-Neuve-et-Labrador, du Nunavut, du Nunavik et du Nunatsiavut.

Je félicite tous les participants et les gagnants des Jeux d'hiver de l'Arctique, qui ont eu lieu à Woodland, en Alberta. On m'a raconté des histoires formidables de triomphe, de chagrin et de célébration. Je remercie les bénévoles qui ont offert leur temps pour permettre aux jeunes de se dépasser dans de tels événements.

Je remercie mon collègue néo-démocrate, le député d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, d'avoir parrainé le projet de loi S-222 à la Chambre. Cette mesure législative représente un pas dans la bonne direction pour contribuer à éliminer les émissions de gaz à effet de serre. Le gouvernement doit agir dans ce dossier. Nous devons tous contribuer à réduire les émissions. Nous devons tous contribuer à protéger l'environnement. Ce projet de loi, bien qu'il soit court, a d'importantes répercussions. Il faut atteindre un juste équilibre entre la préservation des forêts et la réduction de la dépendance à des produits nuisibles.

Au cours des 20 dernières années, j'ai fait la navette entre Ottawa et le Nouveau-Brunswick pour visiter ma famille. J'ai constaté des changements majeurs au cours de cette période. Les routes se sont améliorées. Les collectivités se sont développées, et des forêts d'arbres ont été décimées. Même si je sais que je ne peux pas vivre pendant de longues périodes dans des régions boisées éloignées, je suis consciente de l'importance vitale des arbres. Je sais que nous devons trouver des solutions pour remplacer des produits nocifs, comme le plastique et d'autres matières qui accélèrent les changements climatiques.

Alors que les entreprises et les organisations canadiennes commencent à adopter des pratiques plus durables, le projet de loi permettra de s'assurer que le gouvernement fédéral répond à ces préoccupations. On nous demande souvent de repousser les limites de nos connaissances pour nous familiariser avec les enjeux cruciaux qui préoccupent nos concitoyens. C'est ce que je fais maintenant en tentant de comprendre comment la société consomme les ressources.

Ce projet de loi vise à autoriser le gouvernement fédéral à utiliser du bois afin d'améliorer les infrastructures. En se servant de bois pour réparer et construire des infrastructures fédérales, on peut mieux appuyer les entreprises canadiennes. En 2013, la production forestière a généré 19,8 milliards de dollars, soit 1,25 % du produit intérieur brut réel du Canada. On a observé un déclin de l'industrie forestière au cours des dernières années, mais ce projet de loi offre la possibilité de la revitaliser, tout en protégeant l'environnement.

Dans ma circonscription, bien que nous ne transformions pas le bois, les familles comptent sur le bois pour les maisons, le chauffage et d'autres projets. Nous dépendons beaucoup de l'importation de bois de nos voisins du Sud. J'utilise ce siège pour m'assurer que les préoccupations de mes électeurs sont connues, que leurs questions reçoivent des réponses et que leurs besoins sont comblés.

Affaires émanant des députés

En tant que porte-parole responsable d'Affaires autochtones et du Nord Canada, mon travail consiste à amplifier les voix et les préoccupations des peuples autochtones. Je rencontre des collectivités, des chefs, des aînés et des militants autochtones qui demandent au gouvernement de les écouter et de prendre des mesures significatives pour réparer les dommages qu'il a causés. C'est un travail important, mais le gouvernement doit aussi aller un peu plus loin. Il doit travailler fort pour s'assurer que les Canadiens sont entendus et que des mesures sont prises.

Dans le budget de 2017, le gouvernement a accordé à Ressources naturelles Canada 39,8 millions de dollars sur 4 ans, à compter de 2018-2019, pour soutenir des projets et des activités qui augmentent l'utilisation du bois comme matériau de remplacement plus écologique dans les projets d'infrastructure. Nous demandons au gouvernement d'honorer ses promesses et de tenir parole.

• (1750)

C'est important, surtout dans le contexte de la relation du gouvernement fédéral avec les peuples autochtones du Canada. Le gouvernement a promis de protéger les terres des peuples autochtones, de consulter les communautés autochtones et de travailler à la réconciliation. Trop souvent, cela ne se produit pas. Le gouvernement doit prendre les questions soulevées par les Canadiens plus au sérieux. Le gouvernement a promis des solutions écologiques pour lutter contre les changements climatiques.

Trop souvent, j'ai vu le gouvernement rompre les promesses qu'il avait faites aux peuples autochtones et aux Canadiens. Trop souvent, le gouvernement a pris des mesures minimales ou graduelles pour améliorer la vie des peuples autochtones. Le gouvernement libéral a dit qu'aucune relation n'est plus importante que celle avec les peuples autochtones. Protéger et faire respecter les droits des peuples autochtones est une responsabilité du gouvernement.

Le projet de loi est muet sur cette question importante. Comment les droits des peuples autochtones seront-ils respectés? Comment cette modification permettra-t-elle d'accroître la tenue des communautés des Premières Nations? Comment garantira-t-on aux Premières Nations qu'elles en assureront la gestion?

J'ai bon espoir que des amendements seront apportés pour reconnaître que le Canada a été fondé sur les terres des peuples autochtones, et des dispositions doivent en tenir compte. Alors que le Canada continue à s'efforcer de bâtir un avenir meilleur, les peuples autochtones doivent être entendus, et leurs droits fonciers, respectés.

La gouvernance et la gestion autochtones doivent être prises en compte. La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones doit être prise en compte. Aucun développement de quelque nature que ce soit ne devrait faire fi du consentement préalable des Autochtones, donné librement et en connaissance de cause.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole cet après-midi au sujet du projet de loi S-222. Je crois que bien des gens seraient surpris d'apprendre l'importance que le bois occupe dans l'industrie de la construction, en particulier...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Il semble y avoir de nombreuses discussions et bien des gens font des observations. Je demanderais aux députés qui discutent de bien vouloir poursuivre leurs discussions à l'extérieur. Si quelqu'un souhaite

faire des observations, il n'y a malheureusement pas de questions et observations pendant cette période réservée aux initiatives parlementaires. J'invite plutôt les députés à écouter attentivement.

Le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre a la parole.

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, je vous remercie. Je sais que le député d'Abbotsford a très hâte d'entendre mon discours sur la question dont la Chambre est saisie aujourd'hui. Je le remercie également, car il veut évidemment assimiler chacune de mes paroles. Après tout, en ce qui concerne l'environnement dans Abbotsford, je soupçonne qu'il conviendra que l'industrie du bois y joue un rôle primordial. Je sais que le député d'Abbotsford sait très bien à quel point l'industrie du bois est importante pour la Colombie-Britannique. En fait, en tant qu'ancien ministre du gouvernement de Stephen Harper, il connaît bien, j'en suis sûr, les différents types de litiges commerciaux en lien avec l'industrie du bois d'œuvre.

M. Clifford Small: Un merveilleux premier ministre.

M. Kevin Lamoureux: La question de savoir s'il a été un bon premier ministre ou non pourrait faire l'objet d'un débat, mais ce sera pour un autre jour.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je demande au secrétaire parlementaire de s'en tenir à son discours et je demande aux autres députés de s'abstenir de faire des observations à cette étape-ci.

Le secrétaire parlementaire a la parole.

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, je me suis quelque peu éloigné du sujet. Je m'en excuse auprès du député d'Abbotsford.

La première expérience qui m'a amené à m'intéresser de plus près au bois, au-delà de la charpente générale des maisons de Winnipeg, c'est que j'ai acheté une maison sur l'avenue Burrows. Je suis entré dans la maison et il fallait remplacer une partie des cloisons sèches. La fondation n'était pas en béton, mais en bois. Ce fut une sorte de révélation pour moi. Je connais un peu l'industrie de la construction, puisque des membres de ma famille y travaillent depuis des années.

Quand je touche une fondation en bois plutôt qu'en béton, je me dis que le bois a une bien meilleure capacité d'isolation thermique. Quand on vit dans une ville comme Winnipeg, Edmonton, Calgary ou Regina, dans les Prairies, l'isolation thermique a beaucoup d'importance. Si les députés font une recherche sur Google, comme je l'ai fait, ils seront peut-être surpris de voir comment les gratte-ciel sont construits de nos jours. Quelqu'un a parlé d'une structure en bois de huit étages. Au Wisconsin, il y a un immeuble en bois de 25 étages. Au Canada, près de l'Université de la Colombie-Britannique, il y a un complexe de 18 étages qui s'appelle « Brock Commons », je crois.

De plus en plus, le bois est utilisé dans des bâtiments plus hauts. Je crois qu'il s'agit d'un potentiel largement sous-estimé pour l'industrie canadienne du bois. Comme d'autres, j'ai eu la chance de voyager à l'étranger. Souvent, dans les pays que j'ai visités, le bois n'est pas utilisé de la même manière qu'ici, en Amérique du Nord. Je crois que cela en dit long sur les marchés potentiels si l'on pouvait vraiment communiquer les avantages du bois par rapport aux autres produits.

Affaires émanant des députés

Nous avons beaucoup parlé de la transition vers une économie plus verte. Une grande partie de l'économie plus verte sera attribuable à l'industrie de la construction. Tandis que l'industrie du bois se développe, du moins en partie, reconnaître le potentiel de cette croissance et en parler lui donnerait encore plus de valeur.

Ce n'est pas la première fois que ce type de projet de loi est présenté à la Chambre des communes. Certains ont déjà fait mention, je crois, du projet de loi C-354, qui a été adopté il y a quelques temps par la Chambre des communes. C'est à cause des élections de 2019 que le projet de loi est mort au Feuilleton, car le Sénat n'a pas pu l'adopter. C'est de bon augure pour le projet de loi S-222, vu la situation actuelle. Comme ce projet de loi vient maintenant du Sénat et qu'il a reçu un soutien important à la Chambre lors d'une précédente législature, des députés de tous les partis ayant vu l'intérêt de l'appuyer, je crois qu'il pourrait être adopté par la Chambre et recevoir la sanction royale. C'est un point très positif.

• (1755)

Comme je l'ai dit, du point de vue du gouvernement, les mesures environnementales et les mesures de transition vers une économie plus verte n'ont rien de nouveau, et je crois qu'elles s'accordent avec ce dont nous parlons. Nous avons pris plusieurs mesures législatives et budgétaires pour développer une économie plus verte.

Je pense au magnifique bois d'œuvre, aux poutres et aux planches de différentes tailles qui, selon les normes de construction, peuvent dans bien des cas servir à la construction des murs extérieurs, par exemple. Nous avons vu bien d'autres possibilités dans les dernières années. Avec l'évolution et l'amélioration des codes de construction, je crois que la demande pour le bois continuera d'augmenter.

Au bout du compte, nous voulons voir une baisse des émissions de gaz à effet de serre, et le projet de loi appuierait ce principe, puisque la matière en question est renouvelable. Quelqu'un a parlé de la Colombie-Britannique, où on plante trois arbres pour chaque arbre abattu. Le gouvernement a pris l'engagement de planter deux milliards d'arbres. Bon nombre de ces arbres seront plantés dans les villes afin d'offrir une magnifique couverture végétale verdoyante aux diverses municipalités, villes et collectivités, mais bien des arbres sont plantés pour que nous puissions continuer d'exploiter les ressources forestières.

Nous avons beaucoup entendu parler de la Colombie-Britannique. Or, nous ne voulons pas donner l'impression que c'est le seul endroit où l'on trouve ce genre d'industrie. Nous pourrions très bien parler des feuillus et d'autres sortes d'arbres exploités en Ontario et au Québec, et de quelques espèces qui sont exploitées dans les provinces de l'Atlantique, où l'industrie est florissante. Je ne veux pas non plus dire par là que ma province, le Manitoba, n'a pas un excellent potentiel pour développer cette industrie.

À mon avis, en examinant le projet de loi, on voit qu'il s'agit d'une gestion durable des forêts. On voit un gouvernement déterminé à écologiser les bâtiments fédéraux, en les modernisant, en en construisant de nouveaux ou en les rénovant, tout simplement. Le projet de loi permettrait au ministre de recommander l'utilisation du bois — pas nécessairement de l'obliger, mais de la recommander.

• (1800)

M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Madame la Présidente, comme toujours, c'est un honneur de prendre part au débat sur un projet de loi important à la Chambre.

Madame la Présidente, j'espère que vous me donnerez un peu de latitude au début de mon intervention étant donné que c'est la Saint-Valentin. Je ne sais pas si elle nous regarde, mais je tiens à dire à Danielle que je l'aime et que je lui souhaite une très bonne Saint-Valentin. Même si nous ne pouvons pas nous voir en personne, je lui suis énormément reconnaissant d'être ma partenaire, de tout le travail qu'elle fait et de ce que nous sommes capables de faire en tant que famille. J'aime ma chérie. Sur ce, je vais revenir au sujet qui nous intéresse.

Les constructions en bois sont certainement un sujet de conversation intéressant et on peut se demander comment il se fait qu'un député des Prairies en parle. En parlant de mon épouse, une des observations qu'elle m'a faite la première fois qu'elle m'a rendu visite sur la ferme familiale peu après le début de nos fréquentations était que l'endroit manquait d'arbres. Il y avait très, très peu d'arbres dans la région, surtout par rapport au nord de la Saskatchewan, d'où elle vient. Cependant, il s'agit certainement d'un sujet de conversation intéressant, quand on se penche sur l'architecture et les progrès qui ont eu lieu. Pensons à ce que les constructions en bois peuvent signifier sur le plan de l'architecture et de la planification urbaine ainsi que les avantages qu'elles peuvent avoir pour l'environnement.

Le projet de loi S-222 servira à uniformiser les règles du jeu pour ce qui est de l'approvisionnement où, traditionnellement, la construction en bois n'aurait pas été une partie réalisable du processus. Le projet de loi S-222 reconnaît une évolution qui s'est produite dans les codes du bâtiment et un type de construction d'ingénierie. En fait, un architecte ou même un constructeur de maisons ne les appellerait même pas « constructions en bois ». On les appellerait des constructions d'ingénierie parce qu'une quantité importante de travail est nécessaire pour créer les produits, à base de bois dans la plupart des cas, qui entrent dans ces nouveaux bâtiments.

Par conséquent, le projet de loi S-222 s'efforce simplement d'uniformiser les règles du jeu. En tant que conservateurs, nous nous réjouissons de ces mesures. Dans le cadre du processus d'approvisionnement, on choisit la meilleure option, la plus rentable et la plus écologique. Dans le cas présent, lorsqu'il s'agit de la construction d'édifices publics, on veut s'assurer que le processus d'approvisionnement est respecté et qu'il offre la meilleure valeur aux contribuables. Cependant, l'inclusion du bois dans le processus est, à mon avis, un pas positif dans la bonne direction, qui pourrait très bien fournir cette valeur significative aux contribuables.

Je vais donner quelques exemples. Plusieurs personnes se tourneront vers l'architecture que l'on associe à la vallée du bas Fraser, en Colombie-Britannique. Il se trouve que je suis allé à l'Université Trinity Western, à Langley, en Colombie-Britannique. Je trouve intéressant de revenir sur certains des développements qui ont eu lieu.

Affaires émanant des députés

La Ville de Vancouver permet maintenant la construction d'édifices de jusqu'à 40 étages construits en bois d'ingénierie. Auparavant, les édifices étaient limités à 20 étages, il s'agit donc d'un progrès important comparativement à ce qui était permis avant. La technologie permet une telle chose, surtout dans un endroit comme Vancouver, où il faut tenir compte de l'activité sismique, du taux élevé d'humidité et des divers problèmes connexes inhérents à la construction dans la vallée du bas Fraser, qui est essentiellement une forêt pluviale tempérée. Nous constatons qu'il existe des occasions extraordinaires qui peuvent être non seulement bonnes pour l'environnement, mais aussi très rentables. L'un des avantages potentiels de la construction en bois, c'est qu'elle peut être rapide.

Je tiens à souligner mon alma mater. Une nouvelle résidence d'étudiants était nécessaire, et elle a été construite en neuf mois à l'aide d'ossatures en bois afin d'héberger quelques centaines d'étudiants. Ce nouvel édifice, une installation moderne pour héberger des étudiants, a été construit en neuf mois à l'aide d'ossatures en bois, ce qui serait tout simplement impossible en ayant recours aux méthodes traditionnelles.

● (1805)

Cela montre certaines des incroyables technologies proposées dans cet espace, qui permettent que cette conversation ait lieu. Si nous demandions à la plupart des ingénieurs, ils nous diraient qu'il y a longtemps, cela aurait été impossible du point de vue de l'ingénierie. Le risque aurait été trop élevé pour qu'on envisage de construire un édifice en bois qui dépassait ce qui, ordinairement, aurait eu cinq, six ou peut-être dix étages. Cependant grâce aux progrès technologiques, nous avons vu des approbations pour un édifice de jusqu'à 40 étages. Il s'agit de l'évolution naturelle de notre capacité technologique et technique, qui permet que les marchés publics et la construction des édifices qui appartiennent au gouvernement fédéral incluent l'option de construire avec du bois.

En ce qui concerne l'utilisation de produits naturels, je vais conclure mon discours en partageant quelques faits au sujet des produits naturels utilisés dans le domaine de la construction. Il s'agit des huttes en terre. Beaucoup de députés savent que j'aime bien parler de l'histoire de la région que je représente, de ces terres que ma famille cultive depuis cinq générations. Je crois qu'il s'agit probablement de la plus belle région du pays. On y retrouve des prairies magnifiques, des coulées et des cieux immenses, sans parler de la géographie, de la géologie et de l'histoire incroyables qui y sont associées, qu'il s'agisse de l'histoire des Autochtones ou de celle des premiers pionniers qui se sont installés dans ce qui était un lieu très inhospitalier.

J'attire l'attention de tous sur l'un des premiers exemples de l'utilisation de produits naturels pour la construction d'habitations: les huttes en terre. Pour ceux qui ne le sauraient peut-être pas, lorsque les premiers pionniers sont arrivés ici alors que la conquête de l'Ouest commençait, ils ont découvert un monde sans arbres. Ces pionniers étaient de pauvres agriculteurs, travailleurs et ouvriers qui, dans bien des cas, avaient fui des conditions très difficiles et ne disposaient que de ressources très limitées pour construire une maison.

Il en existe quelques spécimens. Près de mon exploitation agricole, par exemple, il y a un creux dans le sol où se trouvait une hutte de terre dont il reste quelques traces. Elle nous rappelle l'histoire incroyable des Prairies et comment les pionniers y ont contribué. Bon nombre d'entre eux ont pu profiter des connaissances des Autochtones qui les avaient précédés. Alors que de merveilleux ré-

cits parlent de l'architecture des huttes de terre bâties il y a plus d'un siècle, nous discutons maintenant, au Parlement du Canada, de l'utilisation de produits naturels et de produits de bois d'ingénierie pour la construction d'ouvrages publics.

Je suis heureux d'avoir l'occasion de participer au débat sur ce projet de loi. J'encourage les députés à découvrir l'histoire des huttes de terre et les jolies anecdotes qui y sont associées. C'est un volet fascinant de l'identité canadienne.

● (1810)

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Madame la Présidente, je vais commencer mon discours en souhaitant une bonne Saint-Valentin à mon épouse. Comme d'habitude, nous sommes en train de débattre d'un important projet de loi. Nous ne perdons jamais notre temps, nous faisons toujours des choses constructives et nous arrivons à des résultats à la Chambre. Malheureusement, je suis obligé de rester ici et je ne peux être avec mon épouse. Je lui souhaite donc une bonne Saint-Valentin.

C'est l'heure de pointe, une heure extraordinaire pour prendre la parole à la Chambre, car il y a toujours énormément de gens. C'est vraiment bien.

Avant, j'étais dans le domaine du théâtre, dans lequel il y a une loi non écrite. Évidemment, je ne parle pas du théâtre à Broadway, où les salles sont toujours pleines, je parle plutôt du *off theatre* à Montréal. Selon cette règle, il faut toujours qu'il y ait plus de gens dans la salle que sur la scène. S'il y en a moins, on annule le spectacle. Je peux dire qu'il m'est déjà arrivé d'annuler un spectacle alors que nous étions seulement deux acteurs sur la scène. Cela peut donner à mes collègues une idée de la situation. Nous avons fait un four cette fois-là.

Évidemment, je suis content de prendre la parole à ce sujet, parce que, la semaine passée j'ai pris la parole au sujet de la motion des conservateurs, qui est revenue d'ailleurs aujourd'hui. C'est toujours intéressant avec les conservateurs: ils font une chose et ils répètent la même chose la semaine d'après. La motion portait sur la taxe sur le carbone et j'ai eu l'occasion de dire que ce n'était pas une bonne idée d'annuler la taxe sur le carbone.

Au Québec, nous avons des solutions, et le bois en fait partie. Le bois est très important, il fait partie intégrante de notre culture. Il est omniprésent dans notre économie, dans nos loisirs, dans notre souci relatif à l'environnement, dans notre culture, et même dans notre langue. Au Québec, nous parlons de capital forestier. C'est important. Nous créons des infrastructures pour pouvoir profiter des avantages de cette forêt et nous travaillons très fort pour cela.

Mon collègue disait tantôt qu'il n'y avait pas d'arbres dans sa circonscription. Au Québec, il y en a. Ce n'est pas un problème. La forêt est même au cœur de nos conversations, car, au Québec, nous disons que nous chauffons au bois et que nous mangeons de la bûche à Noël. C'est important.

Il y a une expression toute québécoise. Je ne sais pas comment mes amis les interprètes vont faire pour la traduire. Selon cette expression, on « swing la bacaisse dans l'fond de la boîte à bois ». C'est quelque chose de très important chez nous. Nous disons même que nous nous promenons dans le bois. Je ne sais pas si cela se traduit en anglais, mais, quand les enfants ressemblent à leurs parents, nous disons que le fruit ne tombe jamais loin de l'arbre.

Il y a un autre aspect important. Les Québécois d'origine ont découvert ce continent et s'y sont promenés. Le Midwest américain d'aujourd'hui a été découvert par des Québécois, des coureurs de bois.

Revenons au projet de loi S-222.

Le Bloc québécois s'est engagé il y a longtemps dans la promotion du secteur de la forêt et dans la valorisation des produits forestiers. Cela fait longtemps que nous proposons que le gouvernement fédéral utilise sa politique d'approvisionnement pour soutenir le secteur du bois, un secteur névralgique au Québec. Nous demandons depuis des années que le secteur québécois de la forêt, et pas seulement celui du pétrole, reçoive sa juste part des investissements fédéraux. Les libéraux ont donné l'année passée 8,5 milliards de dollars en aide directe et indirecte à l'industrie pétrolière. Cela n'a absolument aucun bon sens. L'ONU dit qu'il faudrait arrêter d'investir dans les énergies fossiles maintenant et les libéraux investissent 8,5 milliards de dollars. C'est plus que ce que les conservateurs investissaient à l'époque.

Nous croyons aussi que le soutien fédéral devrait commencer par une politique d'approvisionnement public qui favorise l'utilisation des produits du bois. On doit favoriser cette industrie plutôt que de toujours favoriser l'industrie de l'automobile de l'Ontario et l'industrie pétrolière de l'Alberta.

L'utilisation du bois dans la construction est en croissance et sa contribution à la lutte contre les changements climatiques est reconnue. Choisir le bois comme matériau de construction, c'est important. C'est une ressource locale, durable et renouvelable dont l'analyse du cycle de vie démontre une performance environnementale vraiment bonne.

Le Québec s'est déjà doté d'une stratégie. Nous avons déjà une stratégie nationale de production de bois et une politique d'intégration du bois dans la construction. Maintenant, c'est au gouvernement du Canada d'apporter sa contribution.

En septembre 2020, le Bloc québécois présentait son plan de relance verte, dans lequel nous avons beaucoup parlé du bois. En avril 2021, le Bloc québécois organisait même à Trois-Rivières un forum sous le thème « Forêt et changements climatiques ». C'est quelque chose d'important. Le Bloc québécois a ensuite dévoilé une vaste étude sur la maximisation économique et environnementale de la filière forestière.

• (1815)

C'est quand même quelque chose d'important. Nous avons même fait huit propositions au gouvernement fédéral. Nous ne sommes pas toujours en train de critiquer. Nous avons des propositions constructives pour maximiser le potentiel de la forêt québécoise. Le Bloc québécois a même proposé une feuille de route...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je dois malheureusement interrompre le député, car je dois donner le droit de réplique.

[Traduction]

Le député d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest dispose de cinq minutes pour exercer son droit de réplique.

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD): Madame la Présidente, comme c'est la Saint-Valentin, je tiens à dire à ma femme Maragaret, qui est à la maison à Penticton, que je l'aime. Elle m'a envoyé un message texte la semaine dernière

Affaires émanant des députés

pour me rappeler que c'était notre anniversaire de mariage, alors je dois marquer des points avant de retourner à la maison la semaine prochaine.

Je prends la parole au sujet du projet de loi S-222, un projet de loi qui nous arrive du Sénat, mais qui fait écho au projet de loi d'initiative parlementaire C-354, que j'avais présenté lors de la 42^e législature et dont on a déjà parlé plus tôt. Auparavant, une autre mouture du projet de loi avait déjà été présentée par le Bloc québécois.

Je tiens à remercier la sénatrice Diane Griffin d'avoir présenté ce projet de loi à l'autre endroit, ainsi que le sénateur Jim Quinn d'avoir repris le flambeau l'année dernière, lorsque la sénatrice Griffin a pris sa retraite.

Cette mesure législative a fait beaucoup de chemin avant d'arriver ici, et il est agréable de constater qu'elle a un appui solide de tous les partis à la Chambre. Je dois dire que j'ai particulièrement apprécié l'appui enthousiaste du député de Longueuil—Saint-Hubert, même si celui-ci s'est malheureusement fait interrompre. J'aimais son discours.

Il s'agit vraiment d'un projet de loi dont l'heure est venue. Il demande simplement au ministre des Travaux publics de tenir compte des avantages pour l'environnement des matériaux de construction utilisés dans les infrastructures fédérales.

L'environnement bâti est à l'origine de près de 40 % de nos émissions de gaz à effet de serre. L'un des principaux facteurs de ces émissions, qu'il est susceptible de réduire, c'est le choix des matériaux de construction. Le bois et surtout les nouvelles technologies qui permettent de créer du bois massif, ou bois d'ingénierie, en sont de parfaits exemples.

Le bois contient d'énormes quantités de carbone séquestré. Si le bois est coupé de manière appropriée et durable et qu'on l'utilise pour fabriquer des produits de très longue durée, il peut être un outil très précieux dans notre lutte contre les changements climatiques. J'aimerais remercier la députée de Nunavut, qui a mentionné que cette ressource doit être exploitée et gérée dans le respect des droits des peuples autochtones d'un bout à l'autre de notre pays.

Quand j'ai présenté ce projet de loi, en 2016, je m'étais inspiré de Structurlam, une entreprise de ma circonscription. Structurlam est un chef de file de la fabrication de bois massif en Amérique du Nord depuis de nombreuses années. Au Québec, il y a Chantiers Chibougamau, qui occupe le premier rang de cette industrie dans l'Est de l'Amérique du Nord, principalement.

Puisque je constate la présence du député d'Abbotsford, je m'en voudrais de ne pas mentionner StructureCraft, une entreprise de sa circonscription qui fabrique des produits similaires. Tout récemment, un autre grand joueur s'est ajouté dans l'industrie de la fabrication de bois massif. Il s'agit de la famille Kalesnikoff, qui fait construire une très grande usine moderne à South Slokan, dans ma circonscription.

Ces installations produisent des poutres en lamellé-collé et des panneaux en lamellé croisé qui, à leur tour, permettent de construire des édifices de grandes dimensions, esthétiques et sûrs, qui non seulement sont fonctionnels, mais qui permettent également de séquestrer de grandes quantités de carbone.

Motion d'ajournement

Cela viendrait également donner un coup de pouce à l'industrie forestière canadienne, qui fait les frais de violents incendies, d'épidémies de dendroctones, de tarifs douaniers illégaux et d'une diminution du nombre d'arbres disponibles. L'utilisation du bois massif permettra de créer plus d'emplois et plus de valeur ajoutée pour chaque arbre abattu. Nous devons soutenir ce secteur de l'économie canadienne.

Ce projet de loi n'exclut pas l'utilisation d'autres matériaux de construction. L'industrie du ciment fait des percées qui permettent de séquestrer le carbone. L'industrie de l'acier met au point de nouvelles techniques qui rendent la production d'acier plus écologique.

Lorsque la ministre examinera les analyses du cycle de vie de chacun de ces produits, et ces analyses sont déjà en cours au gouvernement fédéral, le projet de loi fera en sorte que les marchés publics présentent des avantages environnementaux importants.

Par ailleurs, les marchés publics pourraient permettre au Canada de rester un chef de file dans le secteur du bois massif. Grâce à eux, de nouvelles installations pourraient se développer et prospérer, créant ainsi des emplois et un nouveau marché national pour le bois d'œuvre à une époque où notre principal partenaire commercial, notre voisin du sud, redouble de protectionnisme. Les marchés publics, sous l'impulsion de ce modeste projet de loi, pourraient stimuler l'innovation dans les secteurs du ciment et de l'acier.

Je tiens à remercier tous les députés qui ont pris la parole sur ce projet de loi. Ce dernier nous permettrait de franchir une étape simple, mais très importante dans la lutte contre les changements climatiques. De plus, il nous permettrait de bâtir de beaux édifices qui dureront des générations.

• (1820)

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Comme il est 18 h 30, la période réservée au débat est expirée.

[Traduction]

Par conséquent, le vote porte sur la motion.

[Français]

Si un député d'un parti reconnu présent à la Chambre désire que la motion soit adoptée ou adoptée avec dissidence ou désire demander un vote par appel nominal, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

[Traduction]

M. Richard Cannings: Madame la Présidente, je demande un vote par appel nominal.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Conformément à l'ordre adopté le jeudi 23 juin 2022, le vote par appel nominal est reporté au mercredi 15 février, à la fin de la période prévue pour les questions orales.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

[Traduction]

LA TARIFICATION DU CARBONE

M. Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Madame la Présidente, le 25 novembre dernier, à la Chambre, j'ai posé une question au gouvernement au sujet de l'élimination de la taxe sur le carbone. Elle était fondée sur ce qui se passait partout dans le monde, alors que les économies mondiales subissaient des pressions accrues en raison de l'insécurité économique engendrée par la hausse des prix de l'énergie dans le monde entier. J'ai obtenu une réponse du ministre associé des Finances. J'ignore pourquoi il porte ce titre, mais il s'agit du député d'Edmonton-Centre. Des Canadiens qui ont vu l'échange m'ont dit à maintes reprises que la rengaine qu'il a répétée à la Chambre des communes était un peu embarrassante. Je leur fais des excuses, mais c'est ce qu'est devenue la période des questions: les gens n'obtiennent plus de réponses aux questions pertinentes qu'ils posent. Toutefois, soyons sérieux. Ce soir, je vais demander au secrétaire parlementaire de répondre à ma question.

Le monde est aux prises avec un problème d'énergie basé sur le CO₂. Les pays sont en train de retirer leurs taxes sur le CO₂ et de plutôt donner de l'argent à leurs citoyens et à leurs industries pour qu'ils puissent affronter l'insécurité énergétique qui règne dans le monde. Ils sont à court d'énergie, et ce phénomène est dû à plusieurs raisons. Cependant, les coûts ont augmenté, et le total des subventions en Europe à ce jour, pour l'année dernière, s'élève à plus de 800 milliards d'euros. Il ne s'agit pas du montant perçu au titre des taxes sur le carbone, mais des subventions accordées aux citoyens pour leurs dépenses énergétiques en cette période, puisque le coût de l'énergie est si élevé.

Ainsi, l'Europe retire ses taxes et choisit de subventionner ses citoyens. Le Canada suit une voie différente, et nous allons plutôt augmenter les taxes sur l'énergie pour les Canadiens.

L'Allemagne en est probablement l'exemple le plus frappant de ce que j'évoque. Elle avait une politique appelée *Energiewende*, qui a été un échec dramatique. Ce fut un échec dramatique parce que, et c'est le problème des énergies renouvelables, à certains moments, elles ne représentaient qu'environ 2 % de l'électricité nécessaire en Allemagne, alors que le reste provenait des combustibles fossiles. Elles provenaient principalement du charbon, d'un tout petit peu de réacteurs nucléaires et de beaucoup de gaz. L'Allemagne allait doublement miser sur le gaz, et 80 % de celui-ci allait provenir de la Russie via les gazoducs Nord Stream. Bien entendu, lorsque la guerre a éclaté, cet apport en gaz s'est évanoui.

Alors, bien humblement, l'Allemagne s'est adressée au Canada l'été dernier pour lui demander de combler ses besoins. Qu'a répondu le premier ministre? Il a dit qu'il n'était pas rentable de livrer le gaz naturel en provenance du Canada. Il a été immédiatement contredit par tous les chefs d'entreprise du Canada. Résultat: pour s'alimenter en gaz naturel à long terme, l'Allemagne s'est bien sûr tournée vers le Qatar, qui est l'un des leaders mondiaux dans ce domaine et l'un des pays qui ont devancé le Canada dans le développement de cette source d'énergie plus verte que le charbon. Je fais remarquer que de nombreux pays reviennent maintenant au charbon, qui est beaucoup plus dommageable pour l'environnement que le gaz naturel.

Le Japon s'est adressé à nous pas plus tard que le mois dernier en demandant: « Pouvez-vous nous donner plus de gaz naturel? Nous en avons besoin dans notre panier énergétique, que nous essayons de décarboner avec un apport plus grand en gaz naturel. » Le premier ministre du Canada a répondu de nouveau que nous ne pouvions pas aider le Japon. Il y a de quoi se sentir gêné.

Nos alliés sollicitent notre aide pour les aider à surmonter l'insécurité énergétique, et nous, les Canadiens, les ignorons parce que le gouvernement refuse d'accepter la réalité. L'appel à l'aide va à l'encontre des objectifs du gouvernement au pays, qui consistent à éliminer des emplois dans les secteurs à forte consommation d'énergie, non seulement les secteurs pétrolier et gazier, mais aussi la production des engrais, l'agriculture, l'acier, le béton, les mines, les matières premières et la fabrication. Tout cela se fait maintenant à l'étranger. Nous les incitons à partir à l'étranger avec de mauvaises politiques économiques appliquées au pays. Nous abandonnons les Canadiens à leur sort. Le résultat final est clair: nous allons les abandonner encore davantage.

Est-ce qu'un député du côté gouvernemental de la Chambre — et je ne sais pas qui, à l'heure actuelle — prendra la parole pour nous donner la réponse véritable, en étant transparent avec les Canadiens concernant le coût qu'ils devront payer alors même qu'ils perdent leurs emplois?

• (1825)

M. Terry Beech (secrétaire parlementaire de la vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Madame la Présidente, j'aimerais prendre un bref moment pour souhaiter à mon épouse Ravi et à mes deux filles, Nova et Solar, une très joyeuse Saint-Valentin.

En guise de cadeau de Saint-Valentin à mon ami de Calgary-Centre, j'ai regroupé les discours que j'ai prononcés sur le thème de l'inflation mondiale et de la tarification du carbone au cours des cinq derniers mois. En commençant par 2022, il y a celui du 20 septembre, du 27 septembre, des 25 et 26 octobre, du 14 novembre, du 29 novembre et du 5 décembre. Je soulignerais également celui du 31 janvier, que j'ai prononcé il y a un peu plus de deux semaines. S'il souhaite examiner ces 16 discours, je serai heureux de répondre à ses questions.

Je pense aussi qu'il est important de souligner aux habitants de la circonscription de mon collègue que, même si le Parti conservateur a refusé d'adopter une résolution reconnaissant que les changements climatiques sont réels, le député a fait campagne en promettant une tarification de la pollution pas plus tard qu'aux dernières élections. Contrairement au plan du gouvernement actuel, qui n'a aucune incidence sur les recettes, qui lutte contre les changements climatiques et qui rend le coût de la vie plus abordable pour 8 familles canadiennes sur 10, son plan était en fait plus coûteux, moins efficace et obligeait tous les Canadiens à ouvrir un compte bancaire contrôlé par le gouvernement — le Parti conservateur aurait alors dicté ce à quoi l'argent pouvait servir. Je sais que tout cela peut sembler aberrant, mais c'est bien vrai. J'encourage tous les habitants de Calgary-Centre à y jeter un coup d'œil.

L'inflation est aussi bien réelle, et il est important que nous prenions des mesures pour la réduire. Mon collègue voudrait probablement nous faire croire que la principale cause de l'inflation est notre programme de tarification de la pollution sans incidence sur les recettes, mais ce qu'il avance ne tient pas.

Motion d'ajournement

En Colombie-Britannique, nous tarifons la pollution depuis 2008. C'est la province qui gère cette tarification. Or, nous n'avons pas eu d'inflation record entre 2009 et 2020. En fait, si nous regardons la Colombie-Britannique en général, nous n'avons pas seulement été la première province à mettre en place un prix sur la pollution, mais nous avons aussi connu la croissance la plus rapide du pays en même temps. Cela s'explique en partie par le fait que les entreprises de technologie propre sont situées majoritairement en Colombie-Britannique. Cela a permis de créer des milliers d'emplois durables, bien rémunérés, et de générer des milliards de dollars de revenus annuels. Je pense que ces mêmes emplois durables peuvent croître tout aussi rapidement en Alberta.

En 2019, il y a plus de trois ans, la tarification de la pollution augmentait de 9 cents le litre d'essence en Colombie-Britannique. Aujourd'hui, il est de 11 cents. Il s'agit d'une augmentation de 2 cents par litre en trois ans. Bien sûr, le prix de l'essence a grimpé de plus d'un dollar par litre parallèlement. Mon ami veut nous faire croire que cette augmentation est liée à la tarification de la pollution, mais il oblitère 98 % du véritable problème. Il passe sous silence les effets de la pandémie et de la guerre illégale de Poutine en Ukraine.

Je comprends le désir des conservateurs d'ignorer l'inflation dans le reste du monde, mais il se trouve que le taux d'inflation du Canada est de 6,3 %, ce qui est inférieur à ceux des États-Unis, de l'Europe et des pays de l'OCDE. Bien sûr, il est quand même trop élevé. C'est pourquoi nous mettons en place des programmes permettant de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. Ces programmes ont déjà aidé les aînés, les étudiants et les familles qui en ont le plus besoin. Malheureusement, les conservateurs tentent de supprimer ces mesures de soutien. En effet, ils font pression sur le gouvernement pour qu'il retire leurs pensions aux aînés, qu'il prive les parents de services de garde, qu'il prive les Canadiens de CBC/Radio-Canada et qu'il cesse d'offrir des soins dentaires aux enfants pauvres de moins de 12 ans.

Malheureusement, quand une personne ne tient pas compte des faits ou fait des suppositions inexactes, cela la force habituellement à prendre de mauvaises décisions. Je soupçonne que c'est ce qui se passe au sein du caucus de l'opposition officielle et que c'est la raison pour laquelle les politiques conservatrices actuelles sont si irresponsables.

• (1830)

M. Greg McLean: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours, mais je pense qu'il n'a pas du tout répondu à ma question.

D'ailleurs, en ce qui concerne ses observations au sujet du directeur parlementaire du budget et de l'ampleur des dépenses assumées par les Canadiens, je pense que le député devrait lire ce rapport, car il indique que, dans ma province seulement, le coût financier et économique net est de plus de 2 000 \$ par famille en moyenne. J'encourage le député à lire ce rapport, et à le faire à la Chambre des communes, mais je sais qu'il ne le fera pas.

Je connais ce discours qui consiste à dire que nous sommes en meilleure posture et que, même si tous les prix augmentent pour les Canadiens, il ne faut pas s'en faire, car ce n'est pas le gouvernement qui est en cause, mais bien d'autres facteurs qu'on observe ailleurs dans le monde.

Motion d'ajournement

Au Canada, on transfère constamment des emplois à l'étranger. La réalité que le gouvernement actuel semble vouloir passer sous silence, c'est que les taxes sur le carbone sont conçues de manière à alimenter l'inflation. Elles font augmenter tous les coûts. C'est l'effet qu'elles produisent. Si le député voulait parler des effets réels par rapport aux effets escomptés, je serais ravi de l'entendre à ce sujet, mais, pour le moment, ce genre de mesure a exactement l'effet prévu.

M. Terry Beech: Madame la Présidente, les Canadiens peuvent compter sur le gouvernement pour continuer à soutenir ceux qui en ont le plus besoin, tout en gérant rigoureusement les finances publiques et en protégeant l'environnement. Nous avons un plan budgétaire responsable, notre dette nette et notre déficit sont les plus bas parmi ceux des pays du G7, et nous avons une cote de crédit AAA. Nous avons créé plus de 800 000 emplois depuis la pandémie.

Alors que nous préparons le budget fédéral, les Canadiens peuvent avoir l'assurance que nous continuerons de bien placer le Canada pour réussir, et que nous veillerons à ce que les gens les plus vulnérables reçoivent l'aide dont ils ont besoin et à ce que nos finances soient durables à long terme.

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

M. Alex Ruff (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Madame la Présidente, je suis ici ce soir pour revenir sur une question que j'ai posée la semaine dernière à la Chambre au sujet des Afghans et des interprètes afghans, les Afghans qui ont aidé le Canada pendant notre mission là-bas, et au sujet de ce que le gouvernement libéral actuel fait pour les aider.

En particulier, j'ai demandé au nom d'Abdullah, qui est venu ici, ce que le gouvernement faisait pour aider sa famille, dont la demande d'entrée au Canada a été approuvée il y a environ huit mois, mais rien ne bouge.

Son frère est maintenant porté disparu et présumé mort. Ma question au gouvernement était alors la suivante: combien d'Afghans comme le frère d'Abdullah devront encore mourir pour que le gouvernement prenne des mesures de toute urgence?

Je tiens à souligner pourquoi cette question est si importante. J'ai passé plus d'un an de ma vie en Afghanistan. J'ai vu de mes propres yeux les actes horribles que posent les talibans. Je m'excuse d'avance auprès de tous ceux qui m'écoutent de certains des détails explicites que je vais donner, comme un père et un fils décapités et pendus parce qu'ils avaient aidé la police afghane locale pendant mon séjour dans le pays en 2007 et des jeunes filles qui se sont fait jeter de l'acide au visage parce qu'elles avaient osé aller à l'école.

Depuis que les talibans ont repris le contrôle du pays, on constate qu'ils empêchent les femmes et les filles de fréquenter les universités, et depuis quelques mois, ils les empêchent carrément d'aller à l'école. Ils leur ont enlevé ce droit. Ils persécutent les minorités religieuses et ethniques, les femmes et les membres de la communauté 2SLGBTQ+. En particulier, ils ciblent les femmes qui étaient députées sous l'ancien gouvernement de l'Afghanistan, les anciens juges afghans et les Afghans qui ont choisi de nous aider à leur venir en aide au cours des dix années, et même plus, qu'a duré notre mission dans ce pays.

Pourquoi est-ce si important? Si le Canada refuse d'aider ces Afghans ou les personnes de n'importe quel autre pays dont nous dépendons pour accomplir nos missions à l'étranger, que ces dernières soient de nature militaire ou diplomatique ou qu'il s'agisse de tra-

vail effectué par des ONG canadiennes, si nous abandonnons ces personnes quand les choses tournent mal, cela en dit long sur qui nous sommes en tant que pays et sur notre estime à l'égard de ces personnes que nous sommes censés essayer d'aider.

Je prédis que la secrétaire parlementaire me répondra sous peu. Elle nous dira que le Canada a accueilli 27 000 Afghans. Ma question est la suivante: sur ces 27 000 personnes, combien se trouvaient déjà à l'extérieur de l'Afghanistan, donc relativement en lieu sûr? Je ne dis pas que nous ne devons pas aider les personnes qui ont réussi à fuir le pays, mais ma principale préoccupation, ce sont les Afghans qui se trouvent toujours en Afghanistan.

Nous allons d'entendre parler des difficultés liées à la logistique et à la sécurité, et je continuerai de dire que c'est de la foutaise. Je discute tous les jours et toutes les semaines avec d'anciens collègues et des organisations non gouvernementales qui aident des Afghans et des Ukrainiens à sortir de leur pays et des zones de guerre, et ils me disent qu'ils peuvent intervenir très rapidement.

Je vais conclure avec deux questions simples. Combien d'autres Afghans devront mourir avant que le gouvernement intervienne? Quand le Parlement peut-il s'attendre à ce que le gouvernement libéral fasse le point sur les mesures qu'il a prises pour donner suite aux 37 recommandations du Comité spécial sur l'Afghanistan?

• (1835)

Mme Marie-France Lalonde (secrétaire parlementaire du ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Madame la Présidente, j'aimerais remercier le député pour sa passion et son dévouement. C'est une personne très engagée, et, d'après ce que je crois comprendre, la défense des Afghans vulnérables lui tient particulièrement à cœur. Bien que nos idées ne se rejoignent pas toujours, je pense qu'il importe aux Canadiens où qu'ils se trouvent de constater que nous sommes du même côté pour ce qui est de témoigner notre soutien indéfectible envers l'Afghanistan.

L'engagement du Canada envers l'Afghanistan représente l'une des initiatives de réinstallation les plus difficiles et les plus importantes de l'histoire de notre pays. Nous demeurons résolus à tenir notre promesse de venir en aide à ceux qui ont servi aux côtés du Canada pendant l'opération militaire en Afghanistan, ainsi qu'à ceux qui ont collaboré avec nos missions diplomatiques. Je suis fière de dire que le Canada a mis en place l'un des plus importants programmes de réinstallation d'Afghans au monde et qu'il a été l'un des premiers pays au monde à mettre en place un programme spécial de réinstallation à des fins humanitaires pour les Afghans vulnérables, notamment les dirigeantes, les défenseurs des droits de la personne, les membres de minorités persécutées et religieuses, les personnes 2ELGBTQI+ et les journalistes.

Je peux affirmer sans hésiter à la Chambre que nous étudions toutes les solutions possibles afin de fournir un passage sécuritaire aux Afghans qui quittent l'Afghanistan et de maximiser leurs chances d'arriver au Canada. Un des principaux problèmes est que bon nombre des Afghans qui ont besoin de protection se trouvent toujours en Afghanistan, où les déplacements vers l'extérieur du pays par voie aérienne ou terrestre demeurent difficiles et dangereux. Comme le savent très bien les députés, le gouvernement du Canada ne maintient aucune présence militaire ou diplomatique Afghanistan.

Les Afghans qui veulent quitter l'Afghanistan doivent faire face à de nombreux défis, notamment en ce qui concerne les exigences des talibans pour pouvoir sortir du pays, par exemple en ce qui a trait aux passeports. Les Afghans doivent également respecter les exigences d'entrée et de sortie de pays tiers.

Nous faisons tout en notre pouvoir pour aider les Afghans vulnérables à se mettre en sécurité aussi rapidement que possible. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada a embauché du personnel et ajouté des ressources pour la mission canadienne à l'étranger, notamment à Islamabad. Le ministère a également mobilisé son réseau mondial et les demandes continuent d'être traitées nuit et jour en priorité au sein du réseau intégré d'agents des visas qui s'étend sur toute la planète. En outre, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada a adopté une approche facilitatrice visant à accélérer certains processus en raison des circonstances exceptionnelles en Afghanistan.

Nous travaillons avec un large éventail de partenaires, y compris des gouvernements régionaux et d'autres qui partagent notre vision des choses, des ONG et des organismes de référence, afin de garantir la sécurité du transport des Afghans qui sont admissibles à l'un des programmes d'immigration du Canada. Avec l'aide de ces partenaires de confiance, nous organisons le déplacement des Afghans dans les pays voisins, où nous avons renforcé la collecte des données biométriques et les moyens pour effectuer les contrôles médicaux et les vérifications de sécurité.

Je tiens simplement à souligner que nous avons accueilli 22 vols du Pakistan et 16 du Tadjikistan jusqu'à présent. Comme le député l'a mentionné, malgré toutes ces difficultés, plus de 28 000 Afghans peuvent maintenant se sentir chez eux au Canada. Nous sommes fiers de ce que nous avons accompli, mais nous savons aussi qu'il y a encore beaucoup à faire.

• (1840)

M. Alex Ruff: Madame la Présidente, la secrétaire parlementaire n'a pas répondu à mes questions.

Ma première question était la suivante: quand pouvons-nous nous attendre à ce que les Afghans toujours coincés en Afghanistan arrivent ici? On a donné beaucoup d'excuses et de raisons afin d'expliquer pourquoi une telle entreprise est si difficile. Comme je l'ai déjà dit, j'ai parlé à des gens sur le terrain qui sont directement chargés de sortir ces gens de l'Afghanistan. C'est un enjeu bureaucratique. Il manque des documents. Nous pourrions faire venir ces gens ici en l'espace de quelques jours si nous pouvions régler ces tracasseries administratives et ces problèmes de documentation.

Je vais revenir à l'autre question que j'ai posée. J'aimerais savoir quand la Chambre des communes peut s'attendre à ce que le gouvernement libéral fasse le point sur les mesures qu'il a prises pour donner suite aux 37 recommandations du Comité spécial sur l'Afghanistan.

Mme Marie-France Lalonde: Madame la Présidente, encore une fois, je veux remercier le député d'avoir servi le Canada. Je représente la collectivité d'Orléans, qui compte beaucoup de militaires actifs et d'anciens combattants. Je trouve toujours remarquable de faire partie de cet environnement.

Comme je l'ai dit à quelques occasions, si ce n'était qu'une question de volonté, il y aurait 40 000 Afghans ici au Canada. La situation actuelle en Afghanistan est complexe, et les défis sont extraordinaires. La situation avec le gouvernement évolue constamment, et

Motion d'ajournement

nous n'avons aucune présence militaire ou diplomatique sur le terrain.

Nous continuons d'explorer toutes les avenues pour soutenir le déplacement sécuritaire des Afghans qui doivent venir au Canada hors de l'Afghanistan, vers un pays tiers, et maximiser toutes les occasions de les aider à voyager. Je tiens à être claire. Cet effort est continu, et nous utilisons toutes les options à notre disposition.

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Madame la Présidente, il y a quatre ans et demi, j'ai présenté une motion à la Chambre demandant au gouvernement du Canada d'inscrire le Corps des Gardiens de la révolution islamique, l'arme dont le gouvernement iranien se sert pour semer la terreur au sein de sa population et partout dans le monde, sur la liste des organisations terroristes dans le Code criminel. La motion a été adoptée par la Chambre. Tous les conservateurs et tous les députés libéraux présents, y compris le premier ministre, ont voté en faveur.

Il y a quatre ans et demi, près de cinq ans maintenant, le gouvernement a voté pour inscrire le Corps des Gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes. À l'époque, en 2018, il était déjà évident que cette organisation existait pour terroriser sa population, l'ensemble de la région et le monde, dans le but de contrôler ces gens par tous les moyens possibles.

Depuis 2018, le vol PS752 a été abattu, entraînant la mort de dizaines de Canadiens et de nombreuses autres personnes ayant des liens avec notre pays. Il y a eu le mouvement « Femme, vie, liberté » et l'exécution arbitraire de manifestants par le régime iranien. Pendant la majeure partie de cette période, le gouvernement canadien n'a même pas imposé de sanctions contre ce régime. Il s'est contenté de se vanter du maintien des restrictions mises en place par les conservateurs.

Étant donné que la violence infligée par le régime iranien attire davantage l'attention du public, et que, dans les six derniers mois, l'opposition, sous la direction du député de Carleton, a exercé des pressions considérables sur le gouvernement, ce dernier a imposé d'autres sanctions. Cependant, c'est trop peu, trop tard, et le gouvernement refuse toujours de désigner le Corps des Gardiens de la révolution islamique comme une organisation terroriste. C'est particulièrement paradoxal quand on sait que la vice-première ministre a dit elle-même qu'il s'agit d'une organisation terroriste.

Une ministérielle a dit qu'elle considère le Corps des Gardiens de la révolution islamique comme une organisation terroriste, mais elle refuse quand même qu'il soit désigné comme une organisation terroriste en vertu du Code criminel. C'est insensé. Lors de cette conférence de presse, elle a dit que le gouvernement reconnaît qu'il s'agit d'une organisation terroriste, et qu'il va donc la désigner comme telle en vertu de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, mais pas du Code criminel.

Je pose sans cesse la question depuis cinq ans. Si le gouvernement a voté pour cela, et s'il affirme maintenant qu'il s'agit bel et bien d'une organisation terroriste, alors pourquoi ne peut-il pas la désigner comme telle en vertu du Code criminel?

Motion d'ajournement

C'est important, car l'inscription du Corps des Gardiens de la révolution islamique, ou CGRI, sur la liste des organisations terroristes mettrait fin de manière décisive aux opérations de cette organisation au Canada. Le gouvernement a répondu et répondra sans doute à nouveau qu'il a inscrit des membres particuliers de ces organisations. Cependant, lorsque nous inscrivons sur la liste des membres particuliers d'une organisation, d'autres personnes qui font partie de cette même organisation, ou de nouvelles personnes qui finissent par occuper les mêmes postes que d'autres auparavant sont toujours en mesure d'exercer leurs activités. Le CGRI serait toujours actif ici au Canada, à intimider et à menacer des Canadiens.

J'ai parlé à une personne dont un proche parent a été tué lorsque le vol PS752 a été abattu par le CGRI, et cette personne a reçu des menaces de la part du CGRI ici, en sol canadien. Nous avons des preuves que le CGRI planifie des actes de violence contre des Canadiens, mais le gouvernement refuse d'inscrire cette organisation sur la liste.

Pourquoi, après avoir voté en ce sens, et après cinq ans, le gouvernement refuse-t-il toujours d'inscrire le CGRI sur la liste des organisations terroristes?

• (1845)

Mme Pam Damoff (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique, Lib.): Madame la Présidente, le gouvernement est déterminé à tenir l'Iran responsable de son mépris éhonté pour les droits de la personne et du soutien que le régime apporte au terrorisme.

J'aimerais souligner les mesures robustes que le Canada a mises en place contre l'Iran et le Corps des Gardiens de la révolution islamique. Ces mesures ont été prises en réponse à des incidents récents, ainsi qu'aux violations systémiques à long terme des droits de la personne et au comportement de l'Iran qui déstabilise la sécurité régionale.

Le Canada a désigné la République islamique d'Iran en vertu de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés en raison de l'engagement du régime dans le terrorisme et les violations continues et flagrantes des droits de la personne. En conséquence, des dizaines de milliers d'éminents représentants du gouvernement iranien, y compris des hauts responsables du Corps des Gardiens de la révolution islamique, sont désormais interdits de territoire au Canada à perpétuité. En plus d'être interdits d'entrée au Canada, les hauts responsables actuels et les anciens hauts responsables qui se trouvent actuellement au pays peuvent faire l'objet d'une enquête et être expulsés.

En outre, le Canada a imposé des sanctions vigoureuses contre le régime iranien et ses dirigeants en vertu de la Loi sur les mesures économiques spéciales, qui vise explicitement le Corps des Gardiens de la révolution islamique et plusieurs sous-organisations. Ces mesures garantissent que tous les biens des personnes désignées au Canada sont effectivement gelés.

Une fois que le projet de loi S-8, Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, sera adopté, il harmonisera également la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés et la Loi sur les mesures économiques spéciales, afin de garantir que tous les ressortissants étrangers soumis à des sanctions seront également interdits de territoire au Canada.

Hier, la Chambre a voté à l'unanimité pour renvoyer le projet de loi S-8 au comité, et j'ai bon espoir que le Comité permanent des

affaires étrangères et du développement international l'examinera rapidement.

En outre, le Canada a inscrit l'Iran sur la liste des États soutenant le terrorisme en vertu de la Loi sur l'immunité des États. Ce statut, ainsi que la Loi sur la justice pour les victimes d'actes de terrorisme, permet aux victimes d'intenter des poursuites civiles contre l'Iran pour des pertes ou des dommages liés au terrorisme.

Qui plus est, le Code criminel prévoit un régime d'inscription des entités terroristes pour éviter que le système financier canadien serve à des fins terroristes, mais aussi pour faciliter les enquêtes et les poursuites quand surviennent des infractions de terrorisme présumées. Ce dispositif permet d'atteindre bon nombre des principaux mandataires de l'Iran.

Par exemple, la Brigade al-Qods des Gardiens de la révolution islamique est inscrite comme entité terroriste depuis 2012. Il s'agit d'un groupe reconnu comme responsable de diverses opérations terroristes et de la fourniture d'armes, d'entraînement et de financement à d'autres groupes terroristes.

Le gouvernement du Canada a aussi inscrit des entités terroristes qui ont bénéficié du patronage de la Brigade al-Qods, notamment le Hezbollah, le Hamas, le Djihad islamique palestinien, les talibans, ainsi que trois milices régionales soutenues par l'Iran qui ont été inscrites en 2019 comme entités terroristes en vertu du Code criminel.

Nous sommes déterminés à tenir le régime iranien responsable de ses crimes, de ses violations des droits de la personne et des menaces qu'il fait peser sur la paix et la sécurité dans la région.

• (1850)

M. Garnett Genuis: Madame la Présidente, cette absence de réponse n'est malheureusement pas surprenante.

Ironiquement, la secrétaire parlementaire cite plusieurs exemples de groupes qui ont été inscrits sur la liste par le gouvernement conservateur précédent, et elle s'attend ensuite à être félicitée, je suppose, du fait que le gouvernement a maintenu ces organisations terroristes inscrites sur la liste par les conservateurs, mais qu'il n'a pas inscrit d'autres organisations.

Il y a quelque temps, la Chambre a adopté une motion pour l'inscription des Proud Boys sur la liste des organisations terroristes, et le gouvernement l'a fait en deux mois. Pourtant, cinq ans se sont écoulés et la secrétaire parlementaire ne veut pas inscrire le Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes.

Elle mentionne divers individus. Encore une fois, comme je l'ai déjà souligné, quand on sanctionne des individus et non leur organisation, on permet à l'organisation de continuer à exercer ses activités ici au Canada. La secrétaire parlementaire ne répond pas à la question fondamentale. Pourquoi le gouvernement a-t-il l'intention de permettre au Corps des gardiens de la révolution islamique de poursuivre ses activités au Canada?

Mme Pam Damoff: Madame la Présidente, je souhaite rectifier l'une des affirmations du député. En fait, ce n'est pas le gouvernement qui a ajouté les Proud Boys à la liste des entités terroristes. Ce sont les organismes de sécurité.

Motion d'ajournement

L'inscription à la liste des entités terroristes au titre du Code criminel est assortie d'un cadre juridique et institutionnel concernant la mise en œuvre de mesures pour le gel et la confiscation des biens des terroristes. L'inscription permet aussi de soutenir les enquêtes en vue d'éventuelles poursuites contre des personnes ayant commis certaines infractions. Il ne s'agit que d'un des outils employés par le Canada dans sa stratégie de lutte contre le terrorisme intérieur et international pour assurer la sécurité des Canadiens.

Les Canadiens peuvent avoir l'assurance que le gouvernement poursuivra ses efforts visant à empêcher l'Iran de menacer la sécurité publique et de violer les droits fondamentaux de la personne.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée. La Chambre s'ajourne donc à demain, à 14 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 52.)

TABLE DES MATIÈRES

Le mardi 14 février 2023

AFFAIRES COURANTES

Les comités de la Chambre

Affaires étrangères et développement international

M. Ehsassi	11669
M. Genuis	11669

Comptes publics

M. Williamson	11669
M. McCauley	11669

La Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

M. MacGregor	11670
Projet de loi C-315. Présentation et première lecture	11670
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	11670

Pétitions

Les armes à feu

M. Ruff	11670
---------------	-------

La violence contre un partenaire intime

M. Chambers	11670
-------------------	-------

La mousse de polystyrène

Mme Blaney	11670
------------------	-------

Les soins de santé

M. Lamoureux	11671
--------------------	-------

La responsabilité sociale des entreprises

M. MacGregor	11671
--------------------	-------

Questions au Feuilleton

M. Lamoureux	11671
--------------------	-------

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — La hausse de l'inflation et du coût de la vie

M. Hallan	11671
Motion	11671
Mme Bendayan	11673
M. Villemure	11673
M. MacGregor	11674
M. Chambers	11674
M. Gerretsen	11675
Mme Chabot	11676
Mme Idlout	11676
Mme Bendayan	11676
M. Lake	11677
Mme Pauzé	11678
Mme Idlout	11678
Mme Brière	11678
M. Fast	11679
M. Villemure	11679
Mme Zarrillo	11680
Mme Sinclair-Desgagné	11680

Mme Shanahan	11681
M. Small	11682
M. Julian	11682
M. Lemire	11682
M. Gerretsen	11684
M. Green	11684
M. Small	11684
M. Julian	11685
M. Small	11686
M. Gerretsen	11687
M. Lemire	11687
Mme Ashton	11687
M. Zimmer	11689
M. Lamoureux	11689
M. Lemire	11689
M. Williamson	11689
M. Gerretsen	11691
Mme Pauzé	11691
M. MacGregor	11691
M. Lake	11691

Les travaux de la Chambre

M. Ruff	11692
Motion	11692
Adoption de la motion	11692

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — La hausse de l'inflation et du coût de la vie

Motion	11692
M. Perkins	11692
M. Battiste	11693
Mme Pauzé	11693
M. Green	11694
M. Lamoureux	11694
M. Lake	11695
Mme Sinclair-Desgagné	11695
Mme Idlout	11696
M. Blois	11696
M. Steinley	11698
Mme Chabot	11698
Mme Gallant	11698
M. Angus	11700
M. Morrice	11700
M. Lamoureux	11700
Mme Sinclair-Desgagné	11700
M. Steinley	11701
M. Blois	11702
Mme Pauzé	11702
Mme Idlout	11703
M. Coteau	11703
M. Gerretsen	11703

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

La ceinture de verdure de l'Ontario	
M. Longfield	11704
La Semaine de sensibilisation à la cardiopathie congénitale	
M. Williams	11705
Michael Finlay	
Mme Dabrusin	11705
Le saumon génétiquement modifié	
Mme Pauzé	11705
La bibliothèque Fraser-Hickson	
M. Garneau	11705
Les libertés du Canada	
Mme Thomas	11706
La Journée nationale de sensibilisation à la traite des personnes	
M. McKay	11706
La reconnaissance pour services rendus	
M. Dhaliwal	11706
Le Parti libéral du Canada	
M. Redekopp	11706
Les séismes en Turquie et en Syrie	
Mme Dzerowicz	11706
La taxe sur le carbone	
M. Mazier	11707
L'économie	
M. Kurek	11707
Le Mois de l'histoire des Noirs	
Mme Shanahan	11707
La journée Ayez un cœur	
Mme Idlout	11707
La municipalité de Saint-Valentin	
Mme Normandin	11707
La responsabilité gouvernementale	
M. Brassard	11708
Le Sommet des Grands Lacs	
M. Badawey	11708

QUESTIONS ORALES

Les finances	
M. Scheer	11708
M. Hussen	11708
M. Scheer	11708
M. Hussen	11709
M. Scheer	11709
M. Oliphant	11709
Mme Vien	11709
Mme St-Onge	11709
L'économie	
Mme Vien	11709
Mme St-Onge	11709

La santé	
M. Therrien	11709
M. van Koeverden	11710
M. Therrien	11710
M. Rodriguez	11710
Les télécommunications	
M. Singh	11710
M. Champagne	11710
M. Singh	11710
M. Champagne	11710
Le changement climatique	
M. Hallan	11710
M. Guilbeault	11711
La tarification du carbone	
M. Hallan	11711
M. Guilbeault	11711
Mme Gray	11711
M. Wilkinson	11711
L'économie	
Mme Gray	11711
M. Wilkinson	11711
La tarification du carbone	
M. Uppal	11711
M. Boissonnault	11712
M. Uppal	11712
M. Guilbeault	11712
La justice	
M. Fortin	11712
M. Lametti	11712
M. Fortin	11712
M. Lametti	11712
M. Fortin	11712
M. Rodriguez	11712
La tarification du carbone	
M. Jeneroux	11713
Mme Ng	11713
M. Jeneroux	11713
M. Boissonnault	11713
M. Dalton	11713
M. Wilkinson	11713
M. Dalton	11713
M. Wilkinson	11713
La santé	
M. Davies	11714
M. van Koeverden	11714
L'infrastructure	
Mme Zarrillo	11714
Mme O'Connell	11714
L'agriculture et l'agroalimentaire	
M. Blois	11714
Mme Bibeau	11714
Le patrimoine canadien	
M. Paul-Hus	11714
M. Rodriguez	11714
M. Paul-Hus	11715

M. Rodriguez	11715
M. Deltell	11715
M. Rodriguez	11715
M. Deltell	11715
M. Rodriguez	11715
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
M. Brunelle-Duceppe	11715
Mme Lalonde	11715
M. Brunelle-Duceppe	11715
Mme Lalonde	11716
L'Agence du revenu du Canada	
M. Chambers	11716
M. Fragiskatos	11716
Les services publics et l'approvisionnement	
M. Genuis	11716
M. Holland	11716
M. Genuis	11716
M. Holland	11716
L'économie	
Mme Dhillon	11717
M. Boissonnault	11717
Les affaires étrangères	
M. Barrett	11717
M. Holland	11717
M. Barrett	11717
M. Holland	11717
M. Berthold	11717
M. Holland	11717
Les affaires du Nord	
Mme Atwin	11718
M. Vandal	11718
Mme Idlout	11718
M. Vandal	11718
La main-d'œuvre	
M. Angus	11718
M. Wilkinson	11718
Présence à la tribune	
Le Président	11718
Recours au Règlement	
Les questions orales	
M. Garon	11718
M. Angus	11719

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Travaux des subsides	
Motion de l'opposition — La hausse de l'inflation et du coût de la vie	
Motion	11719
M. Sorbara	11719
M. Ellis	11720
M. Trudel	11721
Mme Idlout	11721
M. Samson	11721

Mme Vien	11721
M. Lamoureux	11723
M. Trudel	11723
Mme Idlout	11723
M. Hoback	11723
M. Weiler	11725
M. Desilets	11726
Mme Idlout	11726
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	11726
M. Samson	11726
M. McCauley	11728
M. Trudel	11728
Mme Collins (Victoria)	11728
M. Blaikie	11729
M. Caputo	11730
M. Brunelle-Duceppe	11731
M. Lamoureux	11731
M. Baldinelli	11731
M. Lamoureux	11733
Mme Idlout	11733
M. Caputo	11733
M. Uppal	11733
M. Scarpaleggia	11734
M. Desilets	11735
Mme McPherson	11735
M. Davies	11735
M. Garon	11736
M. Lamoureux	11737
M. Viersen	11737
Report du vote sur la motion	11738

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

La Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
Projet de loi S-222. Deuxième lecture	11738
M. Doherty	11738
M. Desilets	11740
Mme Idlout	11741
M. Lamoureux	11742
M. Kurek	11743
M. Trudel	11744
M. Cannings	11745
Report du vote sur la motion	11746

MOTION D'AJOURNEMENT

La tarification du carbone	
M. McLean	11746
M. Beech	11747
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
M. Ruff	11748
Mme Lalonde	11748
Les affaires étrangères	
M. Genuis	11749
Mme Damoff	11750

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>